

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 906

[99/09258]

10 FEVRIER 1999. — Loi modifiant l'article 574 du Code judiciaire (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. L'article 574 du Code judiciaire, modifié par les lois des 24 mars 1975, 12 juillet 1989, 12 juin 1991, 22 juillet 1991, 8 août 1997 et ... est complété par un 12°, libellé comme suit :

« 12° des contestations entre émetteurs et titulaires, ou entre titulaires, de certificats se rapportant à des titres et émis conformément aux articles 43bis et 124ter des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935. »

Art. 3. Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

(1) *Session ordinaire 1997-1998.*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1431/1 du 19 février 1998. — Rapport de M. Lano, n° 1431/2 du 12 juin 1998. — Texte adopté par la commission, n° 1431/3. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1431/4.

Annales parlementaires. — Discussion : séance du 17 juin 1998. — Adoption : séance du 18 juin 1998.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1033/1 du 19 juin 1998.

Session ordinaire 1998-1999.

Sénat :

Documents parlementaires. — Rapport de M. Coene, n° 1-1033/2 du 19 janvier 1999. — Texte adopté par la commission, n° 1-1033/3. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 1-1033/4.

Annales parlementaires. — Discussion : séance du 3 février 1999. — Adoption : séance du 4 février 1999.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 906

[99/09258]

10 FEBRUARI 1999. — Wet tot wijziging van artikel 574 van het Gerechtelijk Wetboek (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 574 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1975, 12 juli 1989, 12 juni 1991, 22 juli 1991, 8 augustus 1997 en ... wordt aangevuld met een 12°, luidend als volgt :

« 12° van geschillen tussen emittenten en houders, of tussen houders, van certificaten die betrekking hebben op effecten en zijn uitgegeven overeenkomstig de artikelen 43bis en 124ter van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935. »

Art. 3. De Koning bepaalt de datum waarop deze wet in werking treedt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

(1) *Gewone zitting 1997-1998.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 1431/1 van 19 februari 1998. — Verslag van de heer Lano, nr. 1431/2 van 12 juni 1998. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1431/3. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1431/4.

Parlementaire handelingen. — Bespreking : vergadering van 17 juni 1998. — Aanneming : vergadering van 18 juni 1998.

Senaat :

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1033/1 van 19 juni 1998.

Gewone zitting 1998-1999.

Senaat :

Parlementaire stukken. — Verslag van de heer Coene, nr. 1-1033/2 van 19 januari 1999. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1-1033/3. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 1-1033/4.

Parlementaire handelingen. — Bespreking : vergadering van 3 februari 1999. — Aanneming : vergadering van 4 februari 1999.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

F. 99 — 907

[S - C - 99/00242]

19 MARS 1999. — Loi modifiant la nouvelle loi communale, la loi électorale communale, la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé et la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale, et visant à la création de districts et à l'organisation de l'élection directe de leurs conseils (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE Ier. — *Modifications de la loi communale*

Art. 2. La nouvelle loi communale est complétée par un titre XVI, qui est rédigé comme suit :

« TITRE XVI. — Les organes territoriaux intracommunaux visés à l'article 41 de la Constitution

CHAPITRE Ier. — *L'administration du district*

Art. 330. Chaque administration de district comprend un conseil, appelé conseil de district, un bureau et un président.

Art. 331. § 1^{er}. Dans les communes de plus de 100 000 habitants, des organes territoriaux intracommunaux peuvent être créés à l'initiative du conseil communal. Les membres des conseils de district sont élus pour six ans par l'assemblée des électeurs communaux qui sont inscrits dans les registres de la population de la commune comme habitants de l'entité territoriale concernée. Les élections ont lieu le même jour que les élections communales. Elles sont réglées par les dispositions de la loi électorale communale.

§ 2. Le nombre de membres des conseils de district, à désigner par voie d'élections, est égal aux deux tiers du nombre de sièges fixé à l'article 8 pour des entités territoriales correspondantes. Lorsque le résultat est un quotient, il est arrondi au nombre impair supérieur. L'article 5 est d'application conforme.

§ 3. Les dispositions des articles 2, 4, 7, 9, 10, 11, 12, § 1^{er}, 12bis, 17, 22, 71, 73, 75, 76, 77, 80 et 81 concernant les conseils communaux et leurs membres sont d'application conforme aux conseils de district et à leurs membres, étant entendu :

1° qu'il faut remplacer, à l'article 10, deuxième, quatrième et sixième alinéas, à l'article 11, premier et deuxième alinéas, à l'article 75, deuxième alinéa, à l'article 76 et à l'article 77, deuxième et cinquième alinéas, les mots « le collège des bourgmestre et échevins », ou « le collège », par les mots « le bureau du conseil de district »;

2° qu'il faut remplacer, à l'article 80, les mots « le bourgmestre » par les mots « le président du conseil de district ».

§ 4. Il y a incompatibilité entre l'exercice du mandat de conseiller communal et celui de membre du conseil de district. Un candidat qui a été élu conseiller communal ne peut pas remplir un mandat de membre d'un conseil de district.

Art. 332. § 1^{er}. Les conseils de district élisent en leur sein un président et les membres du bureau. Un membre du collège des bourgmestre et échevins préside la séance d'installation jusqu'à l'élection du bureau. L'élection consiste en l'approbation d'une liste de candidats. Les élus siégeant au sein du conseil peuvent présenter une telle liste. Pour ce faire, ils doivent déposer un acte de présentation daté entre les mains du président du conseil, au plus tard trois jours avant la séance du conseil à l'ordre du jour de laquelle figure l'élection du bureau. Pour être recevable, une liste de présentation doit comporter autant de candidats qu'il y a de membres du bureau du conseil de district. L'acte de présentation doit être signé par une majorité des élus de la même liste et par les candidats qui figurent sur la liste de présentation pour le bureau. Même s'il y a, parmi les candidats qui figurent sur la liste de présentation, des candidats qui ont été élus sur des listes différentes, la liste de présentation doit être signée chaque fois par la majorité des élus de chacune des listes dont un élu figure comme candidat sur la liste de présentation pour le bureau de district. Lorsque la liste sur laquelle figurait le candidat membre du bureau ne compte que deux élus, la signature d'un seul d'entre eux suffit pour que la disposition qui précède soit respectée. Sauf en cas de décès d'un candidat présenté ou de renonciation au mandat de membre du conseil de district par un

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 99 — 907

[S - C - 99/00242]

19 MAART 1999. — Wet tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, de gemeentekieswet, de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming en de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn, strekkende tot de oprichting van districten en de organisatie van de rechtstreekse verkiezing van hun raden (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen van de gemeentewet*

Art. 2. De nieuwe gemeentewet wordt aangevuld met een titel XVI, luidend als volgt :

« TITEL XVI. — De binnengemeentelijke territoriale organen als bedoeld in artikel 41 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *Het bestuur van het district*

Art. 330. Elk districtsbestuur omvat een raad, districtsraad genoemd, een bureau en een voorzitter.

Art. 331. § 1. In gemeenten met meer dan 100 000 inwoners kunnen, op initiatief van de gemeenteraad, binnengemeentelijke territoriale organen worden opgericht. De leden van de districtsraden worden voor zes jaar gekozen door de vergadering van de gemeenteraadskiezers die in de bevolkingsregisters van de gemeente zijn ingeschreven als wonende in de betrokken gebiedsomschrijving. De verkiezingen worden georganiseerd op dezelfde dag als de gemeenteraadverkiezingen. De verkiezing wordt geregeld door de bepalingen opgenomen in de gemeentekieswet.

§ 2. Het aantal voor de districtsraden te verkiezen leden wordt bepaald op twee derden van het aantal zetels bepaald in artikel 8 toegepast op de overeenkomstige gebiedsomschrijvingen. Het resultaat van deze deling wordt afgerond naar het hoger oneven getal. Artikel 5 is van overeenkomstige toepassing.

§ 3. De bepalingen van de artikelen 2, 4, 7, 9, 10, 11, 12, § 1, 12bis, 17, 22, 71, 73, 75, 76, 77, 80 en 81 betreffende de gemeenteraden en hun leden zijn van overeenkomstige toepassing op de districtsraden en hun leden, evenwel met dien verstande dat :

1° in artikel 10, tweede, vierde en zesde lid, artikel 11, eerste en tweede lid, artikel 75, tweede lid, artikel 76 en artikel 77, tweede en vijfde lid, het bureau van de districtsraad in de plaats treedt van het college van burgemeester en schepenen;

2° in artikel 80 de voorzitter van de districtsraad in de plaats treedt van de burgemeester.

§ 4. Er bestaat een onverenigbaarheid tussen het mandaat van gemeenteraadslid en lid van de districtsraad. De tot gemeenteraadslid verkozen kandidaat kan het mandaat van districtsraadslid niet opnemen.

Art. 332. § 1. De districtsraden kiezen uit hun midden een voorzitter en de leden van het bureau. Een lid van het college van burgemeester en schepenen zit de installatievergadering voor tot wanneer het bureau wordt verkozen. De verkiezing gebeurt door goedkeuring van een lijst van kandidaten. De verkozenen van de raad kunnen dergelijke lijsten voordragen. Dit dient te gebeuren door een gedagtekende akte van voordracht neer te leggen in de handen van de voorzitter van de raad, uiterlijk drie dagen voor de vergadering waar het bureau wordt verkozen. Om ontvankelijk te zijn moeten op een voordrachtlijst zoveel kandidaten voorkomen als er leden deel uitmaken van het bureau van de districtsraad. De akte van voordracht moet ondertekend zijn door ten minste een meerderheid van hen die op dezelfde lijst werden verkozen en door de kandidaten die op de voordrachtlijst voor het bureau voorkomen. Ook ingeval op de voordrachtlijst kandidaten voorkomen die verkozen werden op verschillende lijsten, moet de voordrachtlijst telkens ondertekend zijn door de meerderheid van de verkozenen van elke lijst waarvan zich een verkozen als kandidaat op de voordrachtlijst voor het districtsbureau bevindt. Ingeval de lijst waarop het kandidaat-bureaulid voorkwam slechts twee verkozenen telt, volstaat, voor de naleving van het voorgaande, de handtekening van één onder hen. Behoudens ingeval van overlijden van, of afstand

candidat présenté, nul ne peut signer plus d'un acte de présentation. En cas de décès d'un candidat présenté ou de cession du mandat de membre du conseil de district par un candidat présenté, de nouvelles listes peuvent être déposées entre les mains du président de la séance, jusqu'au moment où le conseil de district à l'ordre du jour de laquelle figure l'élection du bureau se réunit. Ces listes doivent répondre aux conditions précitées.

Le premier candidat de la liste de présentation devient président du conseil de district en cas d'élection. Le rang des membres du bureau correspond à l'ordre suivant lequel la liste a été établie.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue. Lorsqu'une seule liste a été présentée, l'élection se fait à un seul tour de scrutin. Dans tous les autres cas et, lorsqu'aucune liste n'a obtenu la majorité au terme de deux tours de scrutin, un scrutin de ballottage est organisé pour départager les deux listes qui ont obtenu le plus de voix. En cas de parité des voix au terme du scrutin de ballottage, la liste sur laquelle figure le candidat le plus jeune l'emporte.

Cette séance d'installation est convoquée par le collège des bourgmestre et échevins de la commune, au plus tard le 31 janvier de l'année au cours de laquelle le mandat du conseil de district nouvellement élu prend cours.

§ 2. En cas de vacance fortuite d'un mandat de membre du bureau ou de la présidence, à la suite d'une démission ou d'un décès, le conseil pourvoit à la suppléance dans les trois mois. Les élus au conseil peuvent présenter des candidats en vue de cette suppléance. Ils doivent déposer à cet effet, par mandat, un acte de présentation daté entre les mains du président du conseil, au plus tard trois jours avant la séance à l'ordre du jour de laquelle figure l'élection.

Pour être recevables, les actes de présentation doivent être signés par une majorité de candidats qui ont été élus sur la même liste et par le candidat présenté. Lorsque la liste sur laquelle figure le candidat membre du bureau ou le candidat président ne compte que deux élus, la signature d'un seul d'entre eux suffit pour que la disposition précédente soit respectée. Sauf en cas de décès d'un candidat présenté ou de renonciation au mandat de membre du conseil de district par un candidat présenté, nul ne peut signer plus d'un acte de présentation pour le même mandat.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue, et elle comporte autant de scrutins séparés qu'il y a de mandats à conférer au cours de la séance du conseil.

Lorsqu'un seul candidat a été présenté pour un mandat à conférer, l'élection se fait en un seul tour de scrutin. Dans tous les autres cas, lorsqu'aucun candidat n'a obtenu la majorité au terme de deux scrutins, un scrutin de ballottage est organisé pour départager les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas de parité au terme de ce scrutin de ballottage, le candidat le plus âgé l'emporte.

§ 3. Le nombre de membres du bureau, y compris le président, est égal aux deux tiers du nombre de membres à élire par application de l'article 6 à l'entité territoriale correspondante, sans qu'il ne puisse être supérieur à cinq. Lorsque le résultat est un quotient, il est arrondi au nombre supérieur. L'article 5 est d'application conforme.

§ 4. Les dispositions des articles 3, 4, 14, 14bis, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 72, 74, 80, 81 et 83 sont, dans la mesure où elles concernent respectivement le bourgmestre et les échevins, également applicables respectivement au président et aux membres du bureau, étant entendu :

1° qu'il y a lieu de remplacer, à l'article 18, deuxième et quatrième alinéas, les mots « le collège des bourgmestre et échevins » ou « le collège » par les mots « le bureau » et que le mode de remplacement en cas d'empêchement, qui est visé au dernier alinéa, est celui qui est défini au § 2 de cet article;

2° que le traitement des membres du bureau et du président est fixé par le Roi, éventuellement compte tenu de l'étendue des compétences qui sont attribuées aux districts et du nombre de leurs habitants;

3° que le règlement prévu à l'article 22 pour le cas où un échevin serait démissionnaire est applicable en ce qui concerne aussi bien le président que les membres du bureau. La démission est remise au conseil de district;

4° qu'à l'article 80, troisième alinéa, il y a lieu de remplacer le mot « bourgmestre » par les mots « membre du collège des échevins qui préside la séance d'installation », pour ce qui est de la réception du serment des membres du bureau, et qu'à l'article 80, quatrième alinéa, il y a lieu de remplacer le mot « gouverneur » par les mots « membre du collège des échevins qui préside la séance d'installation », pour ce qui

van het mandaat van districtsraadslid door een voorgedragen kandidaat, kan niemand meer dan één akte van voordracht ondertekenen. Ingeval van overlijden van, of afstand van het mandaat van districtsraadslid door een voorgedragen kandidaat kunnen er, tot op de samenkomst van de districtsraad ter verkiezing van het bureau, nieuwe lijsten worden ingediend bij de voorzitter van de vergadering. Deze lijsten moeten aan de bovenvermelde voorwaarden beantwoorden.

De eerste op de voordrachtlijst vermelde kandidaat wordt bij verkiezing automatisch voorzitter van de districtsraad. De rangorde van de leden van het bureau stemt overeen met de rangorde waarin de lijst werd opgemaakt.

De verkiezing geschiedt bij geheime stemming en bij volstreckte meerderheid. Wanneer er slechts één lijst werd voorgedragen, geschiedt de stemming in één ronde; in elk ander geval en indien na twee stemmen geen lijst de meerderheid heeft verkregen, geschiedt de herstemming over de twee lijsten die de meeste stemmen hebben behaald; staken de stemmen bij herstemming dan is de lijst die de jongste kandidaat bevat, verkozen.

Deze installatievergadering wordt samengeroepen door het college van burgemeester en schepenen van de gemeente, ten laatste op 31 januari van het jaar waarin het mandaat van de nieuw verkozen districtsraad ingaat.

§ 2. Bij een tussentijdse vacature voor het lidmaatschap van het bureau of het voorzitterschap tengevolge van ontslag of overlijden, gaat de raad binnen drie maanden over tot de opvolging. De verkozenen voor de raad kunnen daartoe kandidaten voordragen. Hiervoor dient per mandaat een gedagtekende akte van voordracht te worden neergelegd in de handen van de voorzitter van de raad, uiterlijk drie dagen voor de vergadering waar de verkiezing op de agenda staat.

Om ontvankelijk te zijn, moeten de akten van voordracht ondertekend zijn door ten minste een meerderheid van hen die op dezelfde lijst werden verkozen en door de voorgedragen kandidaat. Ingeval de lijst waarop het kandidaat-bureaulid of de kandidaat-voorzitter voorkomt, slechts twee verkozenen telt, volstaat, voor de naleving van het voorgaande, de handtekening van één onder hen. Behoudens ingeval van overlijden van, of afstand van het mandaat van districtsraadslid door een voorgedragen kandidaat, kan niemand meer dan één akte van voordracht ondertekenen voor hetzelfde mandaat.

De verkiezing geschiedt bij geheime stemming en bij volstreckte meerderheid door zoveel afzonderlijke stemmen als er tijdens de vergadering van de raad mandaten te begeben zijn.

Wanneer voor een te begeben mandaat slechts één kandidaat werd voorgedragen geschiedt de stemming in één ronde; in elk ander geval en indien na twee stemmen geen kandidaat de meerderheid heeft verkregen, geschiedt de herstemming over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald; staken de stemmen bij de herstemming, dan is de oudste in jaren verkozen.

§ 3. Het aantal leden van het bureau, met inbegrip van de voorzitter, wordt bepaald op twee derden van het aantal leden bepaald door artikel 16 toegepast voor de overeenkomstige gebiedsomschrijving, met een maximum van vijf; bij breuk wordt afgerond naar het hoger aantal. Artikel 5 is van overeenkomstige toepassing.

§ 4. De bepalingen van de artikelen 3, 4, 14, 14bis, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 72, 74, 80, 81 en 83 zijn voor zover zij respectievelijk de burgemeester en de schepenen betreffen ook van toepassing respectievelijk op de voorzitter en op de leden van het bureau met dien verstande dat :

1° in artikel 18, tweede tot vierde lid, het bureau in de plaats treedt van het college van burgemeester en schepenen en de wijze van vervanging ingeval van verhindering, bedoeld in het laatste lid, die is welke bepaald wordt door § 2 van dit artikel;

2° de wedde van de leden van het bureau en van de voorzitter wordt bepaald door de Koning, daarbij kan rekening gehouden worden met de omvang van de bevoegdheden die aan de districten toegewezen worden, alsook met het inwonersaantal van het district;

3° de in artikel 22 voor het ontslag van een schepen opgenomen regeling zowel geldt voor de voorzitter als voor de leden van het bureau; het ontslag wordt ingediend bij de districtraad;

4° in artikel 80, derde lid, het lid van het schepencollege dat de installatievergadering voorziet in de plaats treedt van de burgemeester, voor wat de eedafneming van de leden van het bureau betreft, en in artikel 80, vierde lid, het lid van het schepencollege die de installatievergadering voorziet in de plaats treedt van de provinciegouverneur, voor wat de eedafneming van de voorzitter betreft;

5° que les dispositions de l'article 83 relatives à la suspension et à la révocation des échevins sont applicables en ce qui concerne aussi bien le président que les membres du bureau.

Art. 333. § 1^{er}. Il y a un secrétaire dans chaque administration de district.

§ 2. Le secrétaire de district est désigné par le conseil communal suivant les modalités définies à l'article 25, § 1^{er}.

§ 3. Les dispositions des articles 25, § 2, 26, 26bis, § 1^{er}, 27, 50, 108, 108bis, 109 et 111, sont d'application conforme en ce qui concerne le secrétaire, étant entendu :

1° qu'il faut y remplacer les mots « le conseil communal » par les mots « le conseil de district », les mots « le collège des bourgmestre et échevins » par les mots « le bureau du conseil de district » et les mots « le bourgmestre » par les mots « le président »;

2° que le statut administratif et pécuniaire approuvé par le conseil communal est applicable aussi pour ce qui est du secrétaire;

3° que les organes communaux restent compétents en matière disciplinaire vis-à-vis du secrétaire, l'avis du bureau du conseil de district devant toutefois être recueilli préalablement.

CHAPITRE II. — Réunions, discussions et décisions des conseils de district

Art. 334. § 1^{er}. Les dispositions des articles 84 à 101 sont d'application conforme aux conseils de district, étant entendu qu'il faut y remplacer les mots « les conseillers communaux ou le conseil communal » par les mots « les membres des conseils de district ou le conseil de district », les mots « le collège des bourgmestre et échevins » par les mots « le bureau » et les mots « le bourgmestre » par les mots « le président ».

§ 2. Les droits dont jouissent les membres des conseils de district en vertu de l'article 84 ne concernent que l'administration et les institutions du district.

Art. 335. La consultation sur place des décisions du conseil de district ne peut pas être refusée aux conseillers communaux et aux habitants du district ou au fonctionnaire habilité à cette fin, soit par le gouverneur de province ou la députation permanente du conseil provincial, soit par le bourgmestre ou le collège des bourgmestre et échevins.

CHAPITRE III. — Réunions, délibérations et décisions du bureau

Art. 336. Les dispositions des articles 103 à 106 sont d'application conforme aux réunions, délibérations et décisions du bureau, étant entendu qu'il faut y remplacer les mots « le bourgmestre », par les mots « le président » et les mots « le collège des bourgmestre et échevins » par les mots « le bureau ».

CHAPITRE IV

Dispositions applicables aux actes des autorités de district

Art. 337. La rédaction et la publication des actes des conseils de district et de leur bureau ont lieu suivant les mêmes modalités que celles qui sont prévues pour ce qui est des actes des conseils communaux et des collèges, à cette différence près qu'il faut substituer les organes du district au conseil communal et au collège.

Art. 338. Les règlements et ordonnances du conseil de district sont publiés par le président en application des dispositions de l'article 112. Ils sont obligatoires conformément aux dispositions de l'article 114.

CHAPITRE V. — Compétences

Art. 339. Les actes des conseils de district, du bureau et du président ne peuvent être contraires ni à la Constitution, ni aux lois et arrêtés de l'autorité fédérale, ni aux décrets, ni aux ordonnances, ni aux règlements et décisions des Régions et des Communautés, ni aux décisions des autorités provinciales, ni aux décisions du conseil communal ou du collège des bourgmestre et échevins.

Art. 340. § 1^{er}. 1° Le conseil communal peut déléguer aux conseils de district les compétences d'intérêt communal dont il est investi et qu'il définit.

2° Le conseil communal peut déléguer aux conseils de district les compétences qui lui ont été conférées par d'autres autorités, pour autant qu'il y soit habilité par la règle qui lui a attribué cette compétence.

3° Lorsqu'une autorité supérieure a confié l'exécution d'une règle déterminée au conseil communal, celui-ci peut déléguer cette mission aux conseils de district pour autant qu'il y soit habilité par la règle qui lui a attribué cette mission.

5° de in artikel 83 voor de schorsing en de afzetting van de schepenen opgenomen bepalingen gelden zowel voor de voorzitter als voor de leden van het bureau.

Art. 333. § 1. Er is in elk districtsbestuur een secretaris.

§ 2. De districtssecretaris wordt door de gemeenteraad aangewezen op de wijze bepaald in artikel 25, § 1.

§ 3. De bepalingen van de artikelen 25, § 2, 26, 26bis, 91, 27, 50, 108, 108bis, 109 en 111 zijn van overeenkomstige toepassing op de secretaris met dien verstande dat :

1° in deze bepalingen de gemeenteraad moet worden vervangen door de districtsraad, het college van burgemeester en schepenen door het bureau van de districtsraad en de burgemeester door de voorzitter;

2° het door de gemeenteraad goedgekeurd, administratief en geldelijk statuut ook van toepassing is op de secretaris;

3° de gemeentelijke organen bevoegd blijven in tuchtaangelegenheden jegens de secretaris waarbij echter voorafgaandelijk advies aan het bureau van de districtsraad moet worden gevraagd.

HOOFDSTUK II

Vergaderingen, beraadslagingen, besluiten van de districtsraden

Art. 334. § 1. De bepalingen van de artikelen 84 tot 101 zijn van overeenkomstige toepassing op de districtsraden met dien verstande dat in deze bepalingen de gemeenteraadsleden of de gemeenteraad moeten worden vervangen door de leden van de districtsraden of de districtsraad, het college van burgemeester en schepenen door het bureau en de burgemeester door de voorzitter.

§ 2. De ingevolge artikel 84 aan de leden van de districtsraden toekomende rechten betreffen alleen het bestuur en de instellingen van het district.

Art. 335. Aan de gemeenteraadsleden en aan de inwoners van het district of aan de ambtenaar die daartoe opdracht heeft gekregen, hetzij van de provinciegouverneur of van de bestendige deputatie van de provincieraad, hetzij van de burgemeester of van het college van burgemeester en schepenen, mag niet worden geweigerd ter plaatse inzage te nemen van de besluiten van de districtsraad.

HOOFDSTUK III

Vergaderingen, beraadslagingen en besluiten van het bureau

Art. 336. De bepalingen van de artikelen 103 tot 106 zijn van overeenkomstige toepassing op de vergaderingen, beraadslagingen en besluiten van het bureau, met dien verstande dat de voorzitter optreedt in de plaats van de burgemeester en dat het college van burgemeester en schepenen wordt vervangen door het bureau.

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen toepasselijk op de akten van de districtoverheden

Art. 337. Het opmaken en de bekendmaking van de akten van de districtsraden en van hun bureaus, geschiedt op dezelfde wijze als bepaald voor de akten van de gemeenteraden en colleges doch de organen van het district treden hier in de plaats van de gemeenteraad en van het college.

Art. 338. De reglementen en verordeningen van de districtsraad worden door de voorzitter bekendgemaakt. overeenkomstig het bepaalde in artikel 112. Zij zijn verbindend overeenkomstig het bepaalde in artikel 114.

HOOFDSTUK V. — Bevoegdheden

Art. 339. De handelingen van de districtsraden, van het bureau en van de voorzitter mogen niet in strijd zijn met de Grondwet, de wetten en de besluiten van de federale overheid, de decreten, de ordonnances, de reglementen en de besluiten van de gewesten en gemeenschappen noch met de besluiten van de provinciale overheden, noch met de besluiten van de gemeenteraad of het college van burgemeester en schepenen.

Art. 340. § 1. 1° De gemeenteraad kan bevoegdheden van gemeentelijk belang waarover hij beschikt en die hij nader bepaalt, overdragen aan de districtsraden.

2° De gemeenteraad kan bevoegdheden die hem door andere overheden werden opgedragen, overdragen aan de districtsraden voor zover de regel die de gemeenteraad deze bevoegdheid toeweest, de raad daartoe machtigt.

3° Wanneer een hogere overheid de uitvoering van een bepaalde regel heeft opgedragen aan de gemeenteraad, kan de raad deze opdracht overdragen aan de districtsraden voor zover de regel die de gemeenteraad deze opdracht toeweest, de raad daartoe machtigt.

§ 2. 1° Le collège des bourgmestre et échevins peut déléguer aux bureaux des conseils de district les compétences d'intérêt communal dont il est investi et qu'il définit.

2° Le collège des bourgmestre et échevins peut déléguer aux bureaux des conseils de district des compétences qui lui ont été conférées par d'autres autorités, pour autant qu'il y soit habilité par la règle en application de laquelle cette compétence lui a été attribuée.

3° Lorsqu'une autre autorité ou le conseil communal a confié l'exécution d'une règle déterminée au collège des bourgmestre et échevins, celui-ci peut déléguer cette mission aux bureaux des conseils de district pour autant qu'il y soit habilité par la règle en application de laquelle cette mission lui a été assignée.

§ 3. 1° Le bourgmestre peut déléguer aux présidents des districts les compétences d'intérêt communal dont il est investi et qu'il définit.

2° Le bourgmestre peut déléguer aux présidents des districts les compétences qui lui ont été conférées par d'autres autorités, pour autant qu'il y soit habilité par la règle en application de laquelle cette compétence lui a été attribuée.

3° Lorsqu'une autre autorité, le conseil communal ou le collège des bourgmestre et échevins a confié l'application d'une règle déterminée au bourgmestre, celui-ci peut déléguer cette mission aux présidents des districts pour autant qu'il y soit habilité par la règle en application de laquelle cette mission lui a été confiée.

§ 4. Les compétences relatives au cadre du personnel de la commune, au règlement disciplinaire, aux budgets communaux, aux comptes communaux et aux impôts communaux ne peuvent entrer en considération en vue d'une telle délégation.

§ 5. Par dérogation au § 3, les compétences du bourgmestre en matière de police ne peuvent pas faire l'objet d'une telle délégation aux présidents de district.

§ 6. En cas de délégation de compétences, tous les districts doivent être traités sur un pied d'égalité. Les autorités communales veillent à ce que le personnel et les moyens financiers mis à la disposition des districts en application des articles 346 et 347 de la présente loi, soient en rapport avec les compétences déléguées.

Art. 341. Lorsque, de l'avis du conseil communal, un intérêt municipal requiert, dans le district, des mesures pour lesquelles le conseil de district a compétence en application de l'article 340, celui-ci prête son concours à leur exécution comme le conseil communal l'a prévu dans sa décision sur ce point.

Le conseil de district prend tous les arrêtés d'exécution requis.

Le conseil de district est tenu de prêter son concours, comme le premier alinéa l'y oblige, immédiatement après que la décision du conseil communal lui a été communiquée.

Si le conseil de district refuse de prêter son concours, une procédure de concertation est engagée, qui sera définie dans un règlement que le conseil communal doit établir. Lorsque cette procédure de concertation ne permet pas de dégager un consensus, le bourgmestre et les échevins peuvent prévoir l'exécution de la décision du conseil communal au moyen des crédits inscrits à cet effet au budget du district. Ils ne peuvent le faire qu'après que le conseil de district a notifié son refus à l'administration communale. En l'espèce, la décision sera prise au cours de la première réunion du conseil de district suivant la communication de la décision du conseil communal. Lorsque le conseil de district ne répond pas au cours de cette première réunion, son attitude est assimilée à un refus.

En cas d'urgence expressément motivée ou lorsque des circonstances contraignantes et imprévues le requièrent, le conseil communal peut, par dérogation aux premiers et quatrième alinéas, charger le collège des bourgmestre et échevins de l'exécution des mesures requises, même si celles-ci relèvent de la compétence d'un conseil de district.

Art. 342. Les articles 118, 119, 120 et 120bis sont également applicables aux conseils de district, étant entendu que :

1° le conseil communal peut également prescrire une information préalable en application de l'article 118;

2° les règlements et les ordonnances ne peuvent pas non plus être contraires aux décisions du collège des échevins et du conseil communal. Les ordonnances de police doivent, en outre, être approuvées par le conseil communal avant d'être applicables.

3° dans le texte, il faut entendre par « conseil communal », « conseil de district », et par « commune », « district ».

§ 2. 1° Het college van burgemeester en schepenen kan bevoegdheden van gemeentelijk belang waarover het beschikt en die het nader bepaalt, overdragen aan de bureaus van de districtsraden.

2° Het college van burgemeester en schepenen kan bevoegdheden die het door andere overheden werden opgedragen, overdragen aan de bureaus van de districtsraden voor zover de regel die het college deze bevoegdheid toeweest, het college daartoe machtigt.

3° Wanneer een andere overheid of de gemeenteraad de uitvoering van een bepaalde regel heeft opgedragen aan het college van burgemeester en schepenen, kan het college deze opdracht overdragen aan de bureaus van de districtsraden voor zover de regel die het college deze opdracht toeweest, het college daartoe machtigt.

§ 3. 1° De burgemeester kan bevoegdheden van gemeentelijk belang waarover hij beschikt en die hij nader bepaalt, overdragen aan de voorzitters van de districten.

2° De burgemeester kan bevoegdheden die hem door andere overheden werden opgedragen, overdragen aan de voorzitters van de districten voor zover de regel die de burgemeester deze bevoegdheid toeweest, hem daartoe machtigt.

3° Wanneer een andere overheid, de gemeenteraad of het college van burgemeester en schepenen de uitvoering van een bepaalde regel heeft opgedragen aan de burgemeester, kan de burgemeester deze opdracht overdragen aan de voorzitters van de districten voor zover de regel die de burgemeester deze opdracht toeweest, hem daartoe machtigt.

§ 4. Aangelegenheden betreffende de personeelsformatie van de gemeente, de tuchtregeling, de gemeentebegrotingen, de gemeenterekeningen en de gemeentebelastingen kunnen niet in aanmerking komen voor die bevoegdheidsoverdracht.

§ 5. In afwijking van § 3, kunnen de bevoegdheden van de burgemeester inzake politieaangelegenheden niet in aanmerking komen voor bevoegdheidsoverdracht aan de voorzitters van de districten.

§ 6. Bij de toewijzing van de bevoegdheden moeten alle districten op een gelijke wijze behandeld worden. De gemeentelijke overheden zorgen ervoor dat het personeel en de financiële middelen die de districten op grond van de artikelen 346 en 347 van deze wet, ter beschikking gesteld worden, in overeenstemming zijn met de bevoegdheden die hen toevertrouwd worden.

Art. 341. Indien naar het oordeel van de gemeenteraad een stedelijk belang in het district voorzieningen vordert waaromtrent de districtsraad op grond van artikel 340 bevoegd is, verleent deze aan de uitvoering daarvan medewerking zoals door de gemeenteraad in zijn desbetreffende besluit is bepaald.

De districtsraad neemt daartoe alle uitvoeringsbesluiten.

Tot de in het eerste lid bedoelde medewerking is de districtsraad gehouden onmiddellijk nadat hem het besluit van de gemeenteraad is medegedeeld.

Wordt door de districtsraad de medewerking geweigerd, dan start een overlegprocedure waarin een reglement voorziet dat door de gemeenteraad wordt opgesteld. Eindigt deze overlegprocedure niet met een consensus, dan kunnen burgemeester en schepenen voorzien in de uitvoering van de beslissing van de gemeenteraad door het gebruik van de daartoe op de begroting van het district ingeschreven kredieten. Dit geschiedt eerst nadat de districtsraad zijn weigering aan het gemeentebestuur heeft kenbaar gemaakt. Het daartoe strekkende besluit wordt genomen in de eerste vergadering van de districtsraad volgend op de mededeling van het besluit van de gemeenteraad. Het niet-verlenen van antwoord vanwege de districtsraad in de eerste vergadering volgend op de mededeling van het besluit van de gemeenteraad wordt beschouwd als een weigering.

Bij hoogdringendheid die uitdrukkelijk gemotiveerd wordt of in geval van dwingende en onvoorziene omstandigheden, kan de gemeenteraad, in afwijking van het eerste tot en met het vierde lid, het college van burgemeester en schepenen de uitvoering van de nodige voorzieningen opdragen, ook al behoren deze tot de bevoegdheid van een districtsraad.

Art. 342. De artikelen 118, 119, 120 en 120bis zijn eveneens van toepassing op de districtsraden met dien verstande dat :

1° ook de gemeenteraad met toepassing van artikel 118 een voorafgaand onderzoek kan voorschrijven;

2° reglementen en verordeningen eveneens niet strijdig mogen zijn met de besluiten van het schepencollege en de gemeenteraad. De politieverordeningen moeten bovendien goedgekeurd worden door de gemeenteraad vooraleer zij van toepassing kunnen zijn;

3° in de tekst het woord « gemeenteraad » moet verstaan worden als « districtsraad » en het woord « gemeente » als « district ».

Art. 343. Outre les pouvoirs décisionnels dont le conseil de district dispose sur la base de cette loi, le conseil de district a une compétence consultative générale pour toutes les matières qui ont trait au district.

Art. 344. § 1^{er}. Le bureau du conseil de district est chargé :

1° de l'administration des établissements qui ont été érigés par le district;

2° de la direction des travaux du district.

§ 2. Le collège des échevins peut charger les bureaux des districts :

1° de la gestion des établissements communaux qui sont situés dans le district;

2° de la fixation des alignements conformément aux dispositions de l'article 123, 6°;

3° de l'administration des propriétés des communes sises dans le district;

4° de faire entretenir les chemins vicinaux et les cours d'eau, conformément aux dispositions de l'article 123, 11°.

§ 3. Les articles 125 et 126 sont d'application conforme au bureau du conseil de district, étant entendu que le président se substitue au bourgmestre et que le collège des bourgmestre et échevins est remplacé par le bureau.

Art. 345. Chaque conseil de district formule une proposition en vue de la constitution d'un cadre du personnel qui tienne compte de ses besoins propres et qui fera partie en tant que tel du cadre du personnel fixé par le conseil communal pour l'ensemble de la commune. Le conseil de district formule des propositions, mais la décision finale appartient toujours à l'administration communale.

Après approbation du cadre du personnel par le conseil communal, le personnel destiné au district est mis à sa disposition par le collège des bourgmestre et échevins.

Ces membres du personnel, qui sont employés dans les administrations de district, continuent à faire partie du cadre du personnel communal et ont le droit de se porter candidats à d'autres fonctions s'ils remplissent les conditions requises. La surveillance du personnel affecté au district, visée à l'article 123, 10°, de la nouvelle loi communale, est exercée par le bureau du conseil de district.

Les organes communaux restent compétents en ce qui concerne le régime disciplinaire; ils interviennent après que le bureau du conseil de district a donné son avis.

Art. 346. Le conseil communal fixe les critères en fonction desquels une dotation générale et/ou des dotations spécifiques imputées au budget communal sont octroyées chaque année aux districts.

Art. 347. Les conseils de district sont toujours tenus de rendre préalablement un avis sur les modalités de financement des districts.

Art. 348. Les dispositions relatives aux budgets et aux comptes des communes sont applicables aux budgets et aux comptes des districts, ce qui implique en particulier que :

— le bureau du district procède aux engagements et délivre les ordres de paiement, dans les limites du budget approuvé du district;

— le receveur local est placé, pour ce qui est des compétences du conseil de district ou du bureau du conseil de district, sous l'autorité du bureau du conseil de district;

— l'article 99, § 2, est d'application conforme en ce qui concerne l'adoption du budget et des comptes annuels du conseil de district, étant entendu que le conseil de district se substitue au conseil communal;

— l'article 136bis est d'application conforme, étant entendu que le receveur peut aussi être entendu par le bureau du conseil de district concernant toutes les matières qui ont une incidence financière ou budgétaire sur l'administration du district;

— les articles 240 et 241 sont d'application conforme aux comptes et aux budgets des districts, étant entendu qu'il faut remplacer le conseil communal par les conseils de district concernés et qu'à l'article 241, § 1^{er}, le mois d'octobre doit être remplacé par le mois de septembre;

— l'article 242 est d'application conforme aux budgets et aux comptes des districts, étant entendu que le dépôt se fait à la maison du district et que le bureau du district assure l'affichage;

Art. 343. Benevens de beslissingsbevoegdheden waarover de districtsraad beschikt op grond van deze wet, heeft de districtsraad ook een algemene adviesbevoegdheid voor alle aangelegenheden die betrekking hebben op het district.

Art. 344. § 1. Het bureau van de districtsraad is belast met :

1° het beheer van de inrichtingen die door het district werden opgericht;

2° de leiding van de werken van het district.

§ 2. Het schepencollege kan de bureaus van de districten belasten met :

1° het beheer van gemeentelijke inrichtingen die in het district gelegen zijn;

2° de vaststelling van de rooilijnen, met inachtnaam van de bepalingen van artikel 123, 6°;

3° het beheer van eigendommen van de gemeente die in het district gelegen zijn;

4° het doen onderhouden van buurtwegen en waterlopen, met inachtnaam van de bepalingen van artikel 123, 11°.

§ 3. De artikelen 125 en 126 zijn van overeenkomstige toepassing op het bureau van de districtsraad, met dien verstande dat de voorzitter optreedt in de plaats van de burgemeester en dat het college van burgemeester en schepenen wordt vervangen door het bureau.

Art. 345. Elke districtsraad doet een voorstel voor de samenstelling van een eigen personeelsformatie die rekening houdt met de eigen behoeften en die als zodanig deel uitmaakt van de door de gemeenteraad voor de gehele gemeente vastgestelde personeelsformatie. De districtsraad doet voorstellen doch de uiteindelijke beslissingsbevoegdheid blijft bij het gemeentebestuur.

Na goedkeuring van de personeelsformatie door de gemeenteraad wordt het personeel voor de districten ter beschikking gesteld door het college van burgemeester en schepenen.

Deze personeelsleden, die tewerkgesteld zijn in de districtsbesturen, blijven deel uitmaken van het gemeentelijk personeelsbestand en zij hebben het recht om binnen de gestelde voorwaarden mee te dingen voor andere ambten. Het toezicht zoals bepaald in artikel 123, 10°, van de nieuwe gemeentewet ten aanzien van het aan het district geaffecteerde personeel, wordt uitgeoefend door het bureau van de districtsraad.

De gemeentelijke organen blijven bevoegd in tuchtaangelegenheden, zij treden op na voorafgaandelijk advies van het bureau van de districtraad.

Art. 346. De gemeenteraad bepaalt de criteria op grond waarvan jaarlijks een algemene dotatie en/of specifieke dotaties uit de gemeentebegroting worden verstrekt aan de districten.

Art. 347. De districtsraden moeten steeds vooraf advies uitbrengen over de manier waarop de financiering van de districten moet gebeuren.

Art. 348. De bepalingen betreffende de begrotingen en de rekeningen van de gemeenten zijn van toepassing op de begrotingen en de rekeningen van de districten; in het bijzonder :

— gebeuren de vastleggingen en de betalingsopdrachten binnen de goedgekeurde begroting van het district door het bureau van het district;

— staat de plaatselijke ontvanger in verband met bevoegdheden van de districtsraad of het bureau van de districtsraad onder het gezag van het bureau van de districtsraad;

— is artikel 99, § 2, van overeenkomstige toepassing op de goedkeuring van de begroting en de jaarrekening van de districtsraad, met dien verstande dat de gemeenteraad moet vervangen worden door de districtsraad;

— is artikel 136bis van overeenkomstige toepassing, met dien verstande dat de ontvanger ook door het bureau van de districtsraad kan worden gehoord over al de aangelegenheden die een financiële of budgettaire weerslag hebben met betrekking tot het bestuur van het district;

— zijn de artikelen 240 en 241 van overeenkomstige toepassing op de rekeningen en de begrotingen van de districten, met dien verstande dat de gemeenteraad moet worden vervangen door de betreffende districtsraden waarbij de maand oktober in artikel 241, § 1, moet worden vervangen door de maand september;

— is artikel 242 van overeenkomstige toepassing op de begrotingen en de rekeningen van de districten waarbij de neerlegging op het districtshuis gebeurt en waarbij het bureau van het district voor de aanplakking zorgt;

— l'article 252 concernant l'équilibre budgétaire est l'application conforme aux budgets des districts.

Art. 349. Les présidents des conseils de district peuvent être convoqués aux fins d'une concertation par le collège des bourgmestre et échevins, chaque fois que la situation le requiert. Cette concertation doit en tout cas être organisée chaque année avant la confection du budget communal et avant la fixation du cadre du personnel qui doit être mis à la disposition des conseils de district. En vue de cette concertation, les présidents constituent ensemble la conférence des présidents.

Art. 350. Le conseil de district a le droit, à condition qu'il respecte le règlement d'ordre intérieur adopté par le conseil communal, d'ajouter des points à l'ordre du jour du conseil communal, pour autant qu'ils aient trait à des matières d'intérêt communal qui relèvent de sa compétence.

Art. 351. Les articles 318 à 329 concernant le référendum communal sont applicables aux conseils de district, du moins pour ce qui est des matières d'intérêt communal qui relèvent de leurs compétences. Dans ces articles, le conseil de district et le bureau se substituent au conseil communal et au collège des bourgmestre et échevins. »

Art. 3. A l'article 127 de la nouvelle loi communale, il est inséré, entre le deuxième et le troisième alinéa, un alinéa nouveau, rédigé comme suit : « Dans le cas où des organes territoriaux intracommunaux ont été créés conformément à l'article 41 de la Constitution, les districts de l'état civil se confondent automatiquement avec lesdits organes. »

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi électorale communale*

Art. 4. La loi électorale communale est complétée par un titre VII, qui est rédigé comme suit :

« TITRE VII. — De l'organisation des élections des organes territoriaux intracommunaux visés à l'article 41 de la Constitution

CHAPITRE Ier. — *De la liste des électeurs*

Art. 86. Les dispositions de l'article 1er de la présente loi sont d'application conforme aux élections aux conseils de district, étant entendu que, pour pouvoir être électeur aux élections au conseil de district, il faut être inscrit dans les registres de la population de la commune comme résidant dans le district en question.

Art. 87. Le vote a lieu dans le district où l'électeur est inscrit sur la liste des électeurs.

Art. 88. Dans les communes dans lesquelles sont organisées des élections du conseil de district, la liste visée à l'article 3 de la présente loi est constituée sur la base d'une répartition en fonction des districts. Un exemplaire de cette liste est adressé au bureau du district dès qu'elle a été dressée.

Art. 89. Les dispositions de l'article 4 sont d'application conforme aux élections des conseils de district, étant entendu qu'il faut remplacer partout les mots « administration communale » par les mots « administration du district », les mots « article 7, deuxième et troisième alinéas, et article 77 » par les mots « articles 115 et 116 », le mot « bourgmestre » par les mots « président du district », le mot « commune » par le mot « district » et les mots « collège des bourgmestre et échevins » par les mots « bureau du district ».

CHAPITRE II. — *De la répartition des électeurs et des bureaux électoraux*

Art. 90. L'assemblée ordinaire des électeurs qui se réunit en vue de procéder au renouvellement des contrats au district a lieu en même temps que celle prévue à l'article 7, alinéa 1^{er}.

Art. 91. Lors des élections prévues à l'article 90 la répartition des sections électorales et des bureaux de vote est identique à la répartition définie pour ce qui est des élections communales.

En cas d'élection séparée d'un conseil de district ou de membres d'un conseil de district, les dispositions de l'article 8 sont applicables, étant entendu qu'il faut remplacer « le collège des bourgmestre et échevins » par « le bureau du conseil de district ».

Art. 92. Trente-cinq jours au moins avant les élections, le collège des bourgmestre et échevins adresse, contre accusé de réception ou par lettre recommandée à la poste, au président du tribunal de première instance, outre les exemplaires visés à l'article 9, deux extraits certifiés conformes supplémentaires de la liste des électeurs, établis par district et par section électorale.

Vingt-sept jours au moins avant les élections, le président du tribunal de première instance adresse un de ces extraits, par lettre recommandée à la poste, au président du bureau de vote principal qu'il a désigné conformément à l'article 93 pour chaque district.

— is artikel 252 over het begrotingsevenwicht van overeenkomstige toepassing op de begrotingen van de districten.

Art. 349. De voorzitters van de districtsraden kunnen door het college van burgemeester en schepenen voor overleg worden samengeroepen telkens de toestand dit vereist. Zulk overleg is alleszins verplicht jaarlijks voor het opmaken van de gemeentebegroting evenals voor de vaststelling van de personeelsformatie die ter beschikking wordt gesteld van de districtsraden. Met het oog op dit overleg vormen de voorzitters gezamenlijk de conferentie van de voorzitters.

Art. 350. De districtsraad heeft het recht om mits naleving van het door de gemeenteraad aangenomen huishoudelijk reglement punten toe te voegen aan de agenda van de gemeenteraad, voor zover die betrekking hebben op die zaken van gemeentelijk belang die tot zijn bevoegdheid behoren.

Art. 351. De artikelen 318 tot 329 betreffende de gemeentelijke volksraadpleging zijn van toepassing voor de districtsraden, voor zover het over aangelegenheden van gemeentelijk belang gaat die tot hun bevoegdheid behoren. In deze artikelen treden de districtsraad en het bureau op in de plaats van de gemeenteraad en van het college van burgemeester en schepenen. »

Art. 3. In artikel 127 van de nieuwe gemeentewet wordt tussen het tweede en het derde lid een nieuw lid ingevoegd luidend als volgt : « Daar waar toepassing is gemaakt van de inrichting van binnengemeentelijke territoriale organen overeenkomstig artikel 41 van de Grondwet, vallen de districten van de burgerlijke stand daarmee automatisch samen. »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de gemeentekieswet*

Art. 4. De gemeentekieswet wordt aangevuld met een titel VII, luidende :

« TITEL VII. — De organisatie van de verkiezingen voor de binnengemeentelijke territoriale organen als bedoeld in artikel 41 van de Grondwet

HOOFDSTUK I. — *Kiezerslijst*

Art. 86. De bepalingen van artikel 1 van deze wet zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezing voor de districtsraden, met dien verstande dat men ingeschreven moet zijn in het bevolkingsregister van de gemeente, als woonachtig in het desbetreffende district om kiezer te kunnen zijn voor de verkiezingen van de districtsraad.

Art. 87. De stemming vindt plaats in het district waar de kiezer op de kiezerslijst is ingeschreven.

Art. 88. In de gemeenten waar verkiezingen voor districtsraden plaatsvinden wordt de in artikel 3 van deze wet bedoelde lijst opgedeeld volgens de districten. Een exemplaar van deze lijst wordt onmiddellijk na opmaking overgezonden aan het bureau van het district.

Art. 89. De bepalingen van artikel 4 zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezing voor de districtsraden, met dien verstande dat telkens « gemeentebestuur » moet worden vervangen door « bestuur van het district », « artikel 7, tweede en derde lid en artikel 77 » door « artikel 115 en 116 », « burgemeester » door « voorzitter van het district », « gemeente » door « district » en « college van burgemeester en schepenen » door bureau van het district ».

HOOFDSTUK II. — *Verdeling van kiezers en kiesbureaus*

Art. 90. De gewone vergadering van de kiezers voor de vernieuwing van de districtraden heeft plaats tegelijkertijd met die waarvan sprake is in artikel 7, eerste lid.

Art. 91. Bij de verkiezingen als bedoeld in artikel 90 is de indeling in stemafdelingen en stemlokalen gelijk aan die welke voor de gemeenteraadsverkiezingen bepaald is.

Bij afzonderlijke verkiezingen voor een districtsraad of leden van een districtsraad, zijn de bepalingen van artikel 8 van toepassing met dien verstande dat « het college van burgemeester en schepenen » vervangen wordt door « het bureau van de districtsraad ».

Art. 92. Ten minste vijftig dagen voor de verkiezing zendt het college van burgemeester en schepenen tegen ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekende brief benevens de in artikel 9 bedoelde exemplaren, twee bijkomende voor eensluidend verklaarde uittreksels uit de lijst der kiezers, opgemaakt per district en per stemafdeling, aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg.

Ten minste zevenentwintig dagen voor de verkiezing zendt de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg een van deze uittreksels bij een ter post aangetekende brief door aan de voorzitter van het hoofdstembureau die hij voor elk district overeenkomstig artikel 93 heeft aangewezen.

Art. 93. Il y a un bureau principal dans chaque district pour ce qui est des élections des conseils de district.

Le président de chaque bureau principal pour les élections des conseils de districts est nommé par le président du tribunal de première instance parmi les électeurs communaux, dans l'ordre fixé à l'article 95, § 4, troisième alinéa, du Code électoral.

Art. 94. Lors des élections visées à l'article 90 les bureaux de vote pour les élections communales font également office de bureaux de vote pour les élections des conseils de district.

En cas d'élection séparée d'un conseil de district ou de membres d'un conseil de district, les articles 11 à 21 sont d'application conforme, étant entendu qu'il faut remplacer partout le mot « commune » par le mot « district », les mots « électeurs communaux » par les mots « électeurs de district », les mots « conseil communal » par les mots « conseil de district » et les mots « collège des bourgmestre et échevins » par les mots « bureau du conseil de district ».

HOOFDSTUK III. — Des opérations électorales

Section 1re. — De la présentation des candidats

Art. 95. Les dispositions de l'article 22 ^{et des bulletins de vote} sont d'application conforme aux élections des conseils de district.

Art. 96. Les dispositions de l'article 22bis sont d'application conforme aux élections des conseils de district.

Art. 97. Les dispositions de l'article 23 sont d'application conforme aux élections des conseils de district, étant entendu qu'il faut remplacer partout les mots « communes » par les mots « districts », les mots « conseillers communaux » par les mots « membres du conseil de district », les mots « électeurs communaux » par les mots « électeurs de district » et les mots « élections communales » par les mots « élections des conseils de district ».

Art. 98. Les dispositions de l'article 23ter sont d'application conforme aux élections des conseils de district, étant entendu qu'il faut remplacer partout les mots « conseil communal » par les mots « conseil de district ».

Art. 99. Les dispositions de l'article 24 sont d'application conforme aux élections des conseils de district.

Art. 100. Les dispositions de l'article 24bis sont d'application conforme aux élections des conseils de district.

Art. 101. Les dispositions de l'article 25 sont d'application conforme aux élections des conseils de district.

Art. 102. § 1^{er}. Les dispositions de l'article 26, § 1^{er}, sont d'application conforme aux élections des conseils de district.

§ 2. Les dispositions de l'article 26, § 2, sont d'application conforme aux élections des conseils de district, étant entendu qu'il faut partout remplacer le mot « commune » par le mot « district » et les mots « électeurs communaux » par les mots « électeurs de districts ».

§ 3. Les dispositions de l'article 26, § 3, sont d'applicables conforme aux élections des conseils de district.

Art. 103. Les dispositions de l'article 27 sont d'application conforme aux élections des conseils de district.

Art. 104. Les dispositions des articles 28, 29, 30, 30ter et 32 sont d'application conforme aux élections des conseils de district, étant entendu qu'il faut remplacer partout le mot « commune » par le mot « district ».

Art. 105. Les dispositions de l'article 31 sont d'application conforme aux élections des conseils de district, étant entendu que la couleur des bulletins de vote, qui n'est pas le blanc, est déterminée par le Roi.

Section 2. — De l'organisation des bureaux de vote et du scrutin

Art. 106. Les dispositions des articles 33 et 37 sont applicables aux élections des conseils de district.

Art. 107. Lors du renouvellement ordinaire des conseils de district, les dépenses électorales sont réparties conformément à l'article 8 de la loi organique des élections provinciales.

En cas d'élection séparée d'un conseil de district ou de membres d'un conseil de district, les frais de ces élections sont à charge du district.

Art. 93. In elk district is er voor de verkiezing van de districtsraad een hoofdbureau.

De voorzitter van elk hoofdbureau voor de districtsraadsverkiezingen wordt door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg benoemd uit de gemeenteraadskiezers in de volgorde bepaald bij artikel 95, § 4, derde lid, van het Kieswetboek.

Art. 94. Bij de verkiezingen als bedoeld in artikel 90 fungeren de stembureaus voor de gemeenteraadsverkiezingen, tevens als stembureaus voor de districtsraadsverkiezingen.

Bij afzonderlijke verkiezingen voor een districtsraad of leden van een districtsraad, zijn de artikelen 11 tot 21 van overeenkomstige toepassing, met dien verstande dat telkens « gemeente » vervangen wordt door « district », « gemeenteraadskiezers » door « districtsraadskiezers », « gemeenteraad » door « districtsraad » en « college van burgemeester en schepenen » door « bureau van de districtsraad ».

HOOFDSTUK III. — Kiesverrichtingen

Afdeling 1. — Voordracht van kandidaten en stembiljetten

Art. 95. De bepalingen van artikel 22 zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden.

Art. 96. De bepalingen van artikel 22bis zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden.

Art. 97. De bepalingen van artikel 23 zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden, met dien verstande dat telkens « gemeenten » door « districten », « gemeenteraadsleden » door « districtsraadsleden », « gemeenteraadskiezers » door « districtsraadskiezers » vervangen wordt en « gemeenteraadsverkiezing » door « districtsraadsverkiezing ».

Art. 98. De bepalingen van artikel 23ter zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden met dien verstande dat telkens « gemeenteraad » vervangen wordt door « districtsraad ».

Art. 99. De bepalingen van artikel 24 zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden.

Art. 100. De bepalingen van artikel 24bis zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden.

Art. 101. De bepalingen van artikel 25 zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden.

Art. 102. § 1. De bepalingen van artikel 26, § 1, zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden.

§ 2. De bepalingen van artikel 26, § 2, zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden, met dien verstande dat telkens « gemeente » moet worden vervangen door « district » en « gemeenteraadskiezers » door « districtsraadskiezers ».

§ 3. De bepalingen van artikel 26, § 3, zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden.

Art. 103. De bepalingen van artikel 27 zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden.

Art. 104. De bepalingen van de artikelen 28, 29, 30, 30ter en 32 zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden, met dien verstande dat « gemeente » telkens moet worden vervangen door « district ».

Art. 105. De bepalingen van artikel 31 zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden, met dien verstande dat de kleur van de stembiljetten niet wit is, maar door de Koning bepaald wordt.

Afdeling 2. — Inrichting van stemlokalen en stemming

Art. 106. De bepalingen van de artikelen 33 tot 37 zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden.

Art. 107. Bij de gewone vernieuwing van de districtsraden worden de verkiezingsuitgaven verdeeld overeenkomstig artikel 8 van de wet tot regeling van de provincieraadsverkiezingen.

Bij afzonderlijke verkiezingen voor een districtsraad of leden van een districtsraad komen de kosten die deze verkiezingen met zich meebrengen ten laste van het district.

Art. 108. Les dispositions des articles 40 à 42bis sont d'application conforme aux élections des conseils de district.

Section 3. — Du dépouillement du scrutin

Art. 109. Les dispositions des articles 43 à 55 sont d'application conforme aux élections des conseils de district, étant entendu qu'il faut remplacer partout le mot « commune » par le mot « district » et les mots « élections communales » par les mots « élections de district ».

Art. 110. Le bureau de vote principal divise le chiffre électoral de chaque liste successivement par 1, 2, 3, 4, etc. et classe les quotients dans l'ordre de leur importance jusqu'à concurrence d'un nombre total de quotients égal au nombre de membres à élire.

La répartition entre les listes s'opère par attribution à chaque liste d'autant de sièges que son chiffre électoral a fourni de quotients égaux ou supérieurs au dernier quotient utile, sous réserve de l'application de l'article 168 du Code électoral.

Lorsqu'une liste obtient plus de sièges qu'elle ne porte de candidats, les sièges non attribués sont ajoutés à ceux qui reviennent aux autres listes; la répartition entre celles-ci se fait également suivant les modalités définies au premier alinéa, chaque quotient nouveau déterminant l'attribution d'un siège à la liste à laquelle il se rapporte.

Art. 111. Les dispositions des articles 57 à 61 sont d'application conforme aux élections des conseils de district, étant entendu qu'il faut remplacer partout les mots « conseillers communaux » par les mots « membres du conseil de district » et les mots « secrétariat communal » par les mots « secrétariat du district ».

CHAPITRE IV. — De l'obligation du vote et des sanctions

Art. 112. Les dispositions des articles 62 à 64 sont d'application conforme aux élections des conseils de district, étant entendu qu'il faut remplacer partout les mots « élections des conseils communaux » par les mots « élections des conseils de district » et le mot « commune » par le mot « district ».

CHAPITRE V. — De l'éligibilité

Art. 113. Les dispositions de l'article 65 sont d'application conforme aux élections des conseils de district, étant entendu qu'il faut remplacer partout les mots « conseiller communal » par les mots « membre du conseil de district » et le mot « commune » par le mot « district ».

CHAPITRE VI. — Dispositions organiques

Art. 114. Les dispositions des articles 74 à 76bis sont d'application conforme aux élections des conseils de district, étant entendu qu'il faut remplacer partout les mots « conseil communal » par les mots « conseil de district ».

Art. 115. Les dispositions de l'article 77 sont d'application conforme aux élections des conseils de district, étant entendu qu'il faut remplacer partout les mots « conseil communal » par les mots « conseil de district », les mots « collège des bourgmestre et échevins » par les mots « bureau du conseil de district » et les mots « électeurs communaux » par les mots « électeurs de district ».

Art. 116. Les dispositions de l'article 84 sont d'application conforme aux élections des conseils de district, étant entendu qu'il faut remplacer partout les mots « conseil communal », par les mots « conseil de district » et les mots « bourgmestre ou échevin » par les mots « président ou membre du bureau du conseil de district », et qu'il y a lieu, en outre, de tenir compte des dispositions des articles 109 et suivants.

Art. 117. Lors des premières élections du conseil de district qui seront organisées, les dispositions de ce titre qui ont trait au président du conseil de district seront appliquées par le bourgmestre, celles qui ont trait au bureau du conseil de district par le collège des bourgmestre et échevins et celles qui ont trait aux membres démissionnaires du conseil de district par les conseillers communaux sortants. »

CHAPITRE III. — Modifications de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales

Art. 5. Dans la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales est inséré un titre IVter qui comprend les articles 37septies à 37undecies et qui est rédigé comme suit :

« TITRE IVter. — Dispositions particulières réglant l'élection simultanée des conseils provinciaux, des conseils communaux et des conseils de district

Art. 37septies. Les opérations électorales sont réglées conformément aux dispositions de la présente loi, sous réserve de l'application des modalités définies aux articles 37octies à 37undecies.

Art. 108. De bepalingen van de artikelen 40 tot 42bis zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden.

Afdeling 3. — Stemopneming

Art. 109. De bepalingen van de artikelen 43 tot 55 zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden, met dien verstande dat « gemeente » moet worden vervangen door « district » en « gemeenteraadsverkiezingen » door « districtsraadsverkiezingen ».

Art. 110. Het hoofdstembureau deelt het stemcijfer van iedere lijst achtereenvolgens door 1, 2, 3, 4, enz. en rangschikt de quotiënten in de volgorde van hun belangrijkheid, totdat er voor alle lijsten samen zoveel quotiënten worden bereikt als er leden te kiezen zijn.

De verdeling over de lijsten geschiedt door aan iedere lijst zoveel zetels toe te kennen als haar stemcijfer quotiënten heeft opgeleverd, gelijk aan of hoger dan het laatst gerangschikte quotiënt, behoudens toepassing van artikel 168 van het Kieswetboek.

Indien een lijst meer zetels verkrijgt dan zij kandidaten telt, worden de niet-toegekende zetels gevoegd bij die welke aan de overige lijsten toekomen; de verdeling over deze lijsten geschiedt door voortzetting van de in het eerste lid omschreven bewerking, zodat voor ieder nieuw quotiënt een zetel wordt toegekend aan de lijst waartoe het behoort.

Art. 111. De bepalingen van de artikelen 57 tot 61 zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden, met dien verstande dat telkens « gemeenteraadsleden » wordt vervangen door « districtsraadsleden » en « gemeentesecretarie » door « secretariaat van het district ».

HOOFDSTUK IV. — Stemplicht en straffen

Art. 112. De bepalingen van de artikelen 62 tot 64 zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden, met dien verstande dat telkens « gemeenteraadsverkiezingen » vervangen wordt door « districtsraadsverkiezingen » en « gemeente » door « district ».

HOOFDSTUK V. — Verkiezbaarheid

Art. 113. De bepalingen van artikel 65 zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden met dien verstande dat telkens « gemeenteraadslid » vervangen wordt door « districtsraadslid », en « gemeente » door « district ».

HOOFDSTUK VI. — Organieke bepalingen

Art. 114. De bepalingen van de artikelen 74 tot 76bis zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden, met dien verstande dat telkens « gemeenteraad » vervangen wordt door « districtsraad ».

Art. 115. De bepalingen van artikel 77 zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden, met dien verstande dat telkens « gemeenteraad » vervangen wordt door « districtsraad », « college van burgemeester en schepenen » door « bureau van de districtsraad » en « gemeenteraadskiezers » door « districtsraads-kiezers ».

Art. 116. De bepalingen van artikel 84 zijn van overeenkomstige toepassing op de verkiezingen voor de districtsraden, met dien verstande dat telkens « gemeenteraad » vervangen wordt door « districtsraad » en « burgemeester of schepenen » door « voorzitter of lid van het bureau van de districtsraad » en tevens rekening gehouden wordt met het bepaalde in de artikelen 109 en volgende.

Art. 117. Bij de eerste verkiezingen die gehouden worden voor districtsraden worden de bepalingen uit deze titel die betrekking hebben op de voorzitter van de districtsraad uitgeoefend door de burgemeester, die welke betrekking hebben op het bureau van de districtsraad door het college van burgemeester en schepenen en die welke betrekking hebben op aftredende districtsraadsleden door aftredende gemeenteraadsleden. »

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen van de wet van 19 oktober 1921 op de provincieraadsverkiezingen

Art. 5. In de wet van 19 oktober 1921 op de provincieraadsverkiezingen wordt een titel IVter ingevoegd, die de artikelen 37septies tot 37undecies bevat, luidende :

« TITEL IVter. — Bijzondere bepalingen tot regeling van de gelijktijdige verkiezing van de provincieraden, de gemeenteraden en de districtsraden

Art. 37septies. De kiesverrichtingen worden geregeld volgens de bepalingen van deze wet, behoudens de modaliteiten vermeld bij de artikelen 37octies tot 37undecies.

Art. 37*octies*. Les opérations électorales sont communes aux élections provinciales, aux élections communales et aux élections de district. Chaque bureau électoral dispose de trois urnes qui sont réservées respectivement aux bulletins de vote prévus pour l'élection des membres du conseil provincial, aux bulletins de vote prévus pour l'élection des conseillers communaux et aux bulletins de vote prévus pour l'élection des membres des conseils de district.

Les enveloppes dans lesquelles les bulletins de vote ou les documents relatifs aux élections provinciales doivent être glissés sont de la même couleur que ces bulletins de vote ou portent comme mention une lettre P de trois centimètres de haut.

Les enveloppes dans lesquelles les bulletins de vote ou les documents relatifs aux élections de district doivent être glissés, sont de la même couleur que ces bulletins de vote ou portent comme mention une lettre D de trois centimètres de haut.

Lorsque le dépouillement des votes doit se dérouler, non pas au bureau de vote, mais dans un autre local du même district, les bulletins de vote peuvent être glissés dans une enveloppe à soufflet ou être laissés dans l'urne. Les enveloppes ou les urnes sont dûment scellées avant d'être transportées au bureau de dépouillement.

Le procès-verbal est dressé en trois exemplaires, dont l'un est destiné au bureau de dépouillement des élections provinciales, un autre au bureau de dépouillement des élections communales et un dernier au bureau de dépouillement des élections des Conseils de district. Les annexes qui ont trait à chacune de ces élections sont jointes à l'exemplaire qui est destiné au bureau des élections provinciales.

Nul ne peut devenir président d'un bureau de vote s'il n'est pas électeur dans la circonscription électorale provinciale.

Art. 37*novies*. Lorsque le même magistrat doit présider un bureau de canton pour les élections provinciales et un bureau principal pour les élections communales et/ou un bureau principal pour les élections de district, il est remplacé dans cette (ces) dernière(s) fonction(s) si par le(s) magistrat(s) qui devrait le remplacer au cas où il serait empêché dans l'exercice de ses missions judiciaires.

Art. 37*decies*. Dans la commune chef-lieu du canton, les opérations de dépouillement sont différentes pour les trois élections. Il en va de même pour le district qui est le district principal de la commune.

Pour ce motif, tous les bureaux de dépouillement sont scindés en trois bureaux : un bureau A, un bureau B et un bureau C.

Le bureau A dépouille les bulletins de vote pour l'élection des conseils provinciaux.

Le bureau B dépouille les bulletins de vote pour l'élection des conseils communaux.

Le bureau C dépouille les bulletins de vote pour l'élection des conseils de district.

Les bureaux A, B et C siègent dans différents locaux du même bâtiment.

Art. 37*undecies*. Les présidents des bureaux de dépouillement pour les élections communales adressent sans délai, au premier bureau de dépouillement pour les élections provinciales, les bulletins de vote concernant ces élections qui ont été déposés par erreur dans leurs urnes. Les voix émises sur ces bulletins de vote sont comptées par ce premier bureau.

Les présidents des bureaux de dépouillement pour les élections communales adressent sans délai, au bureau principal du district concerné, les bulletins de vote concernant les élections de district qui ont été déposés par erreur dans leurs urnes. Les voix émises sur ces bulletins de vote sont comptées par le premier bureau de dépouillement pour les élections de district.

Les présidents des bureaux de dépouillement pour les élections provinciales adressent sans délai, au bureau principal de la commune concernée, les bulletins de vote concernant les élections communales qui ont été déposés par erreur dans leurs urnes. Les voix émises sur ces bulletins de vote sont comptées par le premier bureau de dépouillement pour les élections communales.

Les présidents des bureaux de dépouillement pour les élections provinciales adressent sans délai, au bureau principal du district concerné, les bulletins de vote concernant les élections de district qui ont été déposés par erreur dans leurs urnes. Les voix émises sur ces bulletins de vote sont comptées par le premier bureau de dépouillement pour les élections de district.

Art. 37*octies*. De kiesverrichtingen zijn gemeenschappelijk voor de provincie-, gemeente- en districtsverkiezingen. Elk kiesbureau beschikt over drie stembussen, voorbehouden respectievelijk voor de stembiljetten voor de verkiezing van de provincieraadsleden, voor de verkiezing van de gemeenteraadsleden en voor de verkiezing van de districtsraadsleden.

De omslagen waarin de stembiljetten of stukken voor de provincieraadsverkiezingen moeten worden gesloten, zijn van dezelfde speciale kleur als die biljetten of dragen als opschrift een letter P van drie centimeter hoog.

De omslagen waarin de stembiljetten of stukken voor de districtsraadsverkiezingen moeten worden gesloten, zijn van dezelfde speciale kleur als die biljetten of dragen als opschrift een letter D van drie centimeter hoog.

Wanneer de stemopneming niet in het stemlokaal, maar in een ander lokaal van hetzelfde district moet geschieden, mogen de stembiljetten in een harmonicaomslag gesloten of in de stembus gelaten worden. De omslagen of stembussen worden behoorlijk verzegeld alvorens naar het stemopnemingsbureau te worden vervoerd.

Het proces-verbaal wordt opgemaakt in drie exemplaren, één bestemd voor het stemopnemingsbureau van de provincieraadsverkiezingen, één bestemd voor het stemopnemingsbureau van de gemeenteraadsverkiezingen en één bestemd voor het stemopnemingsbureau van de districtsraadsverkiezingen. De bijlagen die elk van deze verkiezingen betreffen worden gevoegd bij het exemplaar bestemd voor het bureau van de provincieraadsverkiezingen.

Niemand kan voorzitter zijn van een stembureau, tenzij hij kiezer is in het provinciaal kiesdistrict.

Art. 37*novies*. Indien dezelfde magistraat een kantonbureau voor de provincieraadsverkiezingen en een hoofdbureau voor de gemeenteraadsverkiezingen en/of een hoofdbureau voor de districtsraadsverkiezingen moet voorzitten, wordt hij voor deze laatste functie(s) vervangen door de magistra(a)t(en) die hem vervang(t)(en) ingeval hij in de uitoefening van zijn rechterlijke opdrachten is verhinderd.

Art. 37*decies*. In de gemeente, die hoofdplaats is van het kanton, zijn de verrichtingen van de stemopneming verschillend voor de drie verkiezingen. Hetzelfde geldt voor het district, dat hoofddistrict is van de gemeente.

Daartoe worden alle stemopnemingsbureaus gesplitst in een bureau A, een bureau B en een bureau C.

Het bureau A neemt de stembiljetten voor de verkiezing van de provincieraden op.

Het bureau B neemt de stembiljetten voor de verkiezing van de gemeenteraden op.

Het bureau C neemt de stembiljetten voor de verkiezing van de districtsraden op.

De bureaus A, B en C houden zitting in verschillende lokalen van hetzelfde gebouw.

Art. 37*undecies*. De voorzitters van de stemopnemingsbureaus voor de gemeenteraadsverkiezingen bezorgen onverwijld aan het eerste stemopnemingsbureau voor de provincieraadsverkiezingen de stembiljetten betreffende deze verkiezingen die bij vergissing in hun stembussen werden gestoken. De op deze stembiljetten uitgebrachte stemmen worden door dit eerste bureau geteld.

De voorzitters van de stemopnemingsbureaus voor de gemeenteraadsverkiezingen bezorgen onverwijld aan het hoofdbureau van het betrokken district de stembiljetten betreffende de districtsraadsverkiezingen die bij vergissing in hun stembussen werden gestoken. De op deze stembiljetten uitgebrachte stemmen worden geteld door het eerste stemopnemingsbureau voor de districtsraadsverkiezingen.

De voorzitters van de stemopnemingsbureaus voor de provincieraadsverkiezingen bezorgen onverwijld aan het hoofdbureau van de betrokken gemeente de stembiljetten betreffende de gemeenteraadsverkiezingen die bij vergissing in hun stembussen werden gestoken. De op deze stembiljetten uitgebrachte stemmen worden geteld door het eerste stemopnemingsbureau voor de gemeenteraadsverkiezingen.

De voorzitters van de stemopnemingsbureaus voor de provincieraadsverkiezingen bezorgen onverwijld aan het hoofdbureau van het betrokken district de stembiljetten betreffende de districtsraadsverkiezingen die bij vergissing in hun stembussen werden gestoken. De op deze stembiljetten uitgebrachte stemmen worden geteld door het eerste stemopnemingsbureau voor de districtsraadsverkiezingen.

Les présidents des bureaux de dépouillement pour les élections de district adressent sans délai, au premier bureau de dépouillement pour les élections provinciales, les bulletins de vote concernant ces élections qui ont été déposés par erreur dans leurs urnes. Les voix émises sur ces bulletins de vote sont comptées par ce premier bureau.

Les présidents des bureaux de dépouillement pour les élections de district, adressent sans délai au bureau principal de la commune, les bulletins de vote concernant les élections communales qui ont été déposés par erreur dans leurs urnes. Les voix émises sur ces bulletins de vote sont comptées par le premier bureau de dépouillement pour les élections communales. »

CHAPITRE IV. — *Modifications de la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé*

Art. 6. A l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé, les mots « élections législatives, provinciales et communales » sont remplacés par les mots « élections législatives, provinciales, communales et de conseils de district ».

Art. 7. A l'article 2, § 1^{er}, de la même loi, les mots « bureau principal de canton communal » sont remplacés par les mots « bureau principal de canton, bureau principal de la commune ou bureau principal du district ».

Art. 8. L'article 10 de la même loi est complété par un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. En cas d'élections provinciales, communales et de district simultanées, quatre supports de mémoire sont établis : un exemplaire original, une copie destinée au bureau principal de canton, une copie destinée au bureau principal de la commune et une copie destinée au bureau principal de district.

Art. 9. A l'article 11 de la même loi, les mots « du canton électoral ou de la commune » sont remplacés par les mots « du canton électoral, de la commune ou du district ».

Art. 10. L'article 13 de la même loi est complété par un troisième et un quatrième alinéas, qui sont rédigés comme suit :

« En cas d'élections provinciales, communales et de district simultanées, l'enveloppe contenant la copie du support de mémoire destinée au président du bureau principal de district est remise contre accusé de réception au président de ce bureau.

En cas d'élections de district séparées, les documents et enveloppes précitées sont remis suivant la même procédure au président du bureau principal de district. »

Art. 11. A l'article 14 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au premier alinéa, 1°, les mots « à l'article 106 » sont insérés entre les mots « article 33, alinéa 3 » et les mots « de la loi électorale communale »;

2° au premier alinéa, 2°, les mots « à l'article 94 » sont insérés entre les mots « article 13 » et les mots « de la loi électorale communale précitée ».

Art. 12. L'article 21, § 1^{er}, 6°, de la même loi est complété par les mots « et pour l'élection du conseil de district ».

Art. 13. A l'article 25, 5°, de la même loi, les mots « 37quinquies et 37sexies » sont remplacés par les mots « 37quinquies, 37sexies et 37octies, à l'exception du premier alinéa, première phrase, et du cinquième alinéa, et les articles 37decies et 37undecies ».

Art. 14. Dans la même loi est inséré un article 28bis, rédigé comme suit :

« Art. 28bis. Les articles 104, 105, 106, 108 et 109 de la loi électorale communale ne sont pas applicables aux collèges électoraux des districts où un système de vote automatisé a été installé, dans la mesure où ils se réfèrent aux articles de la loi électorale communale qui sont énumérés à l'article précédent ».

CHAPITRE V. — *Modifications de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale*

Art. 15. Dans l'intitulé de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale, les mots « provinciaux et communaux » sont remplacés par les mots « provinciaux, communaux et de district ».

De voorzitters van de stemopnemingsbureaus voor de districtsraadsverkiezingen bezorgen onverwijld aan het eerste stemopnemingsbureau voor de provincieraadsverkiezingen de stembiljetten betreffende deze verkiezingen die bij vergissing in hun stembussen werden gestoken. De op deze stembiljetten uitgebrachte stemmen worden door dit eerste bureau geteld.

De voorzitters van de stemopnemingsbureaus voor de districtsraadverkiezingen bezorgen onverwijld aan het hoofdbureau van de gemeente de stembiljetten betreffende de gemeenteraadsverkiezingen die bij vergissing in hun stembussen werden gestoken. De op deze stembiljetten uitgebrachte stemmen worden geteld door het eerste stemopnemingsbureau voor de gemeenteraadsverkiezingen. »

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen van de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming*

Art. 6. In artikel 1 van de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming worden de woorden « provincieraads- en gemeenteraadsverkiezingen » vervangen door de woorden « provincieraads-, gemeenteraads- en districtsraadsverkiezingen ».

Art. 7. In artikel 2, § 1, van dezelfde wet worden de woorden « kantonhoofdbureau of gemeentehoofdbureau » vervangen door de woorden « kantonhoofdbureau, gemeentehoofdbureau of districtshoofdbureau ».

Art. 8. Artikel 10 van dezelfde wet wordt aangevuld met een § 3, luidende :

« § 3. Ingeval van gelijktijdige provincieraads-, gemeenteraads- en districtsraadsverkiezingen worden vier geheugendragers aangelegd, één origineel exemplaar, één kopie bestemd voor het kantonhoofdbureau, één kopie bestemd voor het gemeentehoofdbureau en één kopie bestemd voor het districtshoofdbureau. »

Art. 9. In artikel 11 van dezelfde wet worden de woorden « van het kieskanton of van de gemeente » vervangen door de woorden « van het kieskanton, van de gemeente of van het district ».

Art. 10. Artikel 13 van dezelfde wet wordt aangevuld met een derde en vierde lid, luidende :

« Ingeval van gelijktijdige districtsraads-, gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen wordt de omslag met de kopie van de geheugen drager bestemd voor de voorzitter van het districtshoofdbureau tegen ontvangstbewijs aan de voorzitter van dat bureau overhandigd.

Ingeval van aparte districtsraadsverkiezingen worden de voormelde documenten en omslagen volgens dezelfde procedure overhandigd aan de voorzitter van het districtshoofdbureau. »

Art. 11. In artikel 14 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 1°, worden tussen de woorden « artikel 33, derde lid, » en de woorden « van de gemeentekieswet » de woorden « en artikel 106 » ingevoegd;

2° in het eerste lid, 2°, worden tussen de woorden « artikel 13 » en de woorden « van de voornoemde gemeentekieswet » de woorden « en artikel 94 » ingevoegd.

Art. 12. Artikel 21, § 1, 6°, van dezelfde wet wordt aangevuld met de woorden « en voor de verkiezing van de districtsraad ».

Art. 13. In artikel 25, 5°, van dezelfde wet worden tussen de woorden « 37sexies, » en de woorden « van de wet » de woorden « 37octies, met uitzondering van het eerste lid, eerste volzin, en het vijfde lid en de artikelen 37decies en 37undecies, » ingevoegd.

Art. 14. Een artikel 28bis, luidend als volgt wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 28bis. Op de kiescolleges van de districten waar een geautomatiseerd stelsysteem is opgesteld zijn de artikelen 104, 105, 106, 108 en 109 van de gemeentekieswet niet van toepassing in de mate dat zij verwijzen naar de artikelen van de gemeentekieswet die opgesomd worden in het vorige artikel. »

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn*

Art. 15. In het opschrift van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn, worden tussen de woorden « gemeenteraden » en de woorden « en voor » de woorden « de districtsraden » ingevoegd.

Art. 16. L'article 1^{er} de la même loi est complété par un 3^o *bis*, qui est rédigé comme suit :

« 3^o *bis* : liste du conseil de district : la liste des candidats pour l'élection des conseils de district, telle qu'elle est définie dans la loi électorale communale coordonnée le 4 août 1932 ».

Art. 17. Dans l'intitulé du chapitre II de la même loi, les mots « provinciaux et communaux » sont remplacés par les mots « provinciaux, communaux et de district ».

Art. 18. A l'article 3 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° aux §§ 1^{er} et 2, les mots « les élections communales, les élections des conseils de district » sont insérés partout en remplacement du mot « communales »;

2° au § 4, les mots « et de l'article 3, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « de l'article 3, § 1^{er}, et de l'article 88 ».

Art. 19. Aux articles 7 et 9 de la même loi, les mots « élections provinciales et communales » sont remplacés partout par les mots « provinciales, communales et de district ».

Art. 20. A l'article 12 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, 1°, les mots « et à l'article 97 » sont insérés entre les mots « article 23 » et les mots de « la loi électorale communale »;

2° au § 1^{er}, 4°, les mots « de la liste pour les conseils de district » sont insérés entre les mots « liste communale » et les mots « ou la liste pour le conseil »;

3° au § 3, deuxième et troisième alinéas, les mots « ou les élections de district » sont insérés partout entre les mots « élections communales » et les mots « une copie ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS.

—
Note

(1) *Session ordinaire 1997- 1998.*

Sénat.

Documents parlementaires. — Proposition de loi, n° 1-907/1. — Avis du Conseil d'Etat, n° 1-907/2. — Amendements, n°s 1-907/3 à 6. — Rapport, n° 1-907/7. — Texte adopté par la Commission, n° 1-907/8. — Amendements, n° 1-907/9. — Texte adopté en séance plénière et transmis à la Chambre des représentants, n° 1-907/10.

Annales du Sénat. — Discussion et adoption. Séance du 16 juillet 1998.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n° 1690/1.

Session ordinaire 1998- 1999.

Chambre des représentants

Documents parlementaires. — Rapport, n° 1690/2. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 1690/3.

Annales de la Chambre des représentants. — Discussion et adoption. Séances des 24 et 25 février 1999.

Art. 16. Artikel 1 van dezelfde wet wordt aangevuld met een 3^o *bis*, luidende :

« 3^o *bis* districtsraadlijst : de kandidatenlijst voor de verkiezingen voor de districtsraden, zoals bepaald bij de op 4 augustus 1932 gecoördineerde gemeentekieswet; »

Art. 17. In het opschrift van hoofdstuk II van dezelfde wet wordt tussen de woorden « gemeenteraadsverkiezingen » en de woorden « en voor » het woord « districtsraadsverkiezingen » ingevoegd.

Art. 18. In artikel 3 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de §§ 1 en 2 wordt telkens tussen de woorden « de gemeenteraadsverkiezingen » en de woorden « en de rechtstreekse », de woorden « de districtsraadsverkiezingen » ingevoegd;

2° in § 4 worden de woorden « en van artikel 3, § 1 » vervangen door de woorden « van artikel 3, § 1, en van artikel 88 ».

Art. 19. In de artikelen 7 en 9 van dezelfde wet, worden telkens tussen de woorden « de gemeenteraadsverkiezingen » en de woorden « en de rechtstreekse » de woorden « de districtsraadsverkiezingen » ingevoegd.

Art. 20. In artikel 12 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 1°, worden tussen de woorden « artikel 23 » de woorden « en van de gemeentekieswet » de woorden « en artikel 97 » ingevoegd;

2° in § 1, 4°, wordt tussen de woorden « gemeentelijst » en de woorden « of de lijst voor de raad » het woord «, districtsraadlijst » ingevoegd;

3° in § 3, tweede en derde lid, worden telkens tussen de woorden « gemeenteraadsverkiezingen » en het woord « betreft » de woorden « of districtsraadsverkiezingen » ingevoegd.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS.

—
Nota

(1) *Gewone zitting 1997-1998.*

Senaat

Parlementaire bescheiden. — Wetsvoorstel, nr. 1-907/1. — Advies van de Raad van State, nr. 1-907/2. — Amendementen, nrs. 1-907/3 tot 6. — Verslag, nr. 1-907/7. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1-907/8. — Amendementen, nr. 1-907/9. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-907/10.

Handelingen van de Senaat. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 16 juli 1998.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 1690/1.

Gewone zitting 1998-1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Verslag, nr. 1690/2. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 1690/3.

Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 24 en 25 februari 1999.

F. 99 — 908

[99/00241]

**19 MARS 1999. — Loi spéciale
modifiant la loi spéciale du 8 août 1980
de réformes institutionnelles (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. L'article 6, § 1er, VIII, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles est complété par un 4°, libellé comme suit :

« 4° les conditions et le mode suivant lesquels les organes territoriaux intracommunaux visés à l'article 41 de la Constitution peuvent être créés. »

Art. 3. Dans la phrase liminaire de l'article 7 de la même loi spéciale, les mots « les communes et les agglomérations et fédérations de communes » sont remplacés par les mots « les agglomérations et fédérations de communes, les communes et les organes territoriaux intracommunaux visés à l'article 41 de la Constitution ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*

Donné à Bruxelles, le 19 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—————
Note

(1) *Session ordinaire 1998* :
Sénat.

Documents parlementaires. — Proposition de loi spéciale, n° 1-906/1. — Avis du Conseil d'Etat, n° 1-906/2. — Rapport, n° 1-906/3. — Texte adopté par la Commission, n° 1-906/4.

Annales du Sénat. — Discussion et adoption, séance du 16 juillet 1998.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi spéciale transmis par le Sénat, n° 1691/1.

Session ordinaire 1998-1999.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Rapport, n° 1691/2. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 1691/3.

Annales de la Chambre des représentants. — Discussion et adoption, séances des 24 et 25 février 1999.

N. 99 — 908

[99/00241]

**19 MAART 1999. — Bijzondere wet
tot wijziging van de wet van 8 augustus 1980
tot hervorming der instellingen (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. L'article 6, § 1er, VIII, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wordt aangevuld met een 4°, luidende :

« 4° de voorwaarden waaronder en de wijze waarop binnengemeentelijke territoriale organen, bedoeld in artikel 41 van de Grondwet, kunnen worden opgericht. »

Art. 3. In de aanhef van artikel 7 van dezelfde bijzondere wet worden de woorden « de gemeenten en de agglomeraties en federaties van gemeenten : » vervangen door de woorden « de agglomeraties en federaties van gemeenten, de gemeenten en de binnengemeentelijke territoriale organen, bedoeld in artikel 41 van de Grondwet : ».

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) *Gewone zitting 1998* :
Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Voorstel van bijzondere wet, nr. 1-906/1. — Advies van de Raad van State, nr. 1-906/2. — Verslag, nr. 1-906/3. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1-906/4.

Handelingen van de Senaat. — Bespreking en aanneming, vergadering van 16 juli 1998.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van bijzondere wet overgezonden door de Senaat, nr. 1691/1.

Gewone zitting 1998-1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Verslag, nr. 1691/2. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 1691/3.

Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers. — Bespreking en aanneming, vergaderingen van 24 en 25 februari 1999.

F. 99 — 909

[99/00227]

23 MARS 1999. — Loi relative à l'établissement de la liste des électeurs belges établis à l'étranger pour l'élection des Chambres législatives fédérales (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Par dérogation à l'article 11, § 2, alinéa 1^{er}, du Code électoral, la liste des électeurs belges établis à l'étranger et inscrits dans le registre des électeurs visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même article est dressée, pour la première élection des Chambres législatives fédérales qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi, le quarantième jour qui précède celui de l'élection.

Art. 3. La présente loi entre en vigueur le 31 mars 1999.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

T. VAN PARYS

—————
Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999.*

Chambre des Représentants :

Documents parlementaires. — Proposition de loi, n° 2005/1. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 2005/2.

Annales de la Chambre. — Discussion et adoption. Séance du 4 mars 1999.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1305/1. — Rapport, n° 1-1305/2. — Texte adopté par la Commission, n° 1-1305/3. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 1-1305/4.

Annales du Sénat. — Discussion et adoption. Séance du 11 mars 1999.

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE

F. 99 — 910

[99/16045]

5 FEVRIER 1999. — Loi modifiant la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. L'article 13 de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, abrogé par la loi du 11 avril 1983, est rétabli dans la rédaction suivante :

"Art. 13. § 1^{er}. Les dispositions de la présente loi peuvent être appliquées à la pêche maritime exercée par des bateaux de pêche belges dans les eaux territoriales, dans la zone de pêche de la Belgique et dans la haute mer et par d'autres bateaux de pêche dans les eaux territoriales et la zone de pêche de la Belgique.

N. 99 — 909

[99/00227]

23 MAART 1999. — Wet betreffende de opstelling van de lijst van de in het buitenland gevestigde Belgische kiezers voor de verkiezing van de Federale Wetgevende Kamers (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. In afwijking van artikel 11, § 2, eerste lid, van het Kieswetboek, wordt, voor de eerste verkiezing voor de federale Kamers die volgt op de inwerkingtreding van deze wet, de lijst van de Belgische kiezers die in het buitenland gevestigd zijn en ingeschreven zijn in het register van de kiezers bedoeld in § 1, eerste lid, van hetzelfde artikel, opgesteld op de veertigste dag die voorafgaat aan de dag van de verkiezing.

Art. 3. Deze wet treedt in werking op 31 maart 1999.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 23 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DE BOSSCHE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) *Gewone zitting 1998-1999.*

Kamer van Volksvertegenwoordigers :

Parlementaire bescheiden. — Westvoorstel, nr. 2005/1. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 2005/2.

Handelingen van de Kamer. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 4 maart 1999.

Senaat :

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1305/1 — Verslag, nr. 1-1305/2. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1-1305/3. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 1-1305/4.

Handelingen van de Senaat. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 maart 1999.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW

N. 99 — 910

[99/16045]

5 FEBRUARI 1999. — Wet tot wijziging van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 13 van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, opgeheven door de wet van 11 april 1983, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

"Art. 13. § 1. De bepalingen van deze wet kunnen toegepast worden op de zeevisserij door Belgische vissersvaartuigen in de territoriale zee, de Belgische visserijzone en in de volle zee en door andere vissersvaartuigen in de territoriale zee en de Belgische visserijzone.

§ 2. Le tribunal correctionnel de Bruges est seul compétent pour les infractions en matière de pêche maritime.”

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 5 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

K. PINXTEN

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—————
Note

(1) *Session de 1997-1998*

Chambre des représentants
Documents 1701. — N° 1 : Projet de loi.
— N° 2 : Rapport.
— N° 3 : Texte adopté par la commission.
— N° 4 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Annales. — 17 décembre 1998.

Session de 1998-1999

Sénat
Documents 1211. — N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.
— N° 2 : Rapport.
— N° 3 : Texte adopté par la commission.
— N° 4 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Annales. — 20 et 21 janvier 1999.

§ 2. Alleen de correctionele rechtbank van Brugge is bevoegd voor de misdrijven inzake zeevisserij.”

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 5 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) *Zitting 1997-1998*

Kamer van volksvertegenwoordigers
Gedr. St. 1701. — Nr. 1 : Wetsontwerp.
— Nr. 2 : Verslag.
— Nr. 3 : Tekst aangenomen door de commissie.
— Nr. 4 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Handelingen. — 17 december 1998.

Zitting 1998-1999

Senaat
Gedr. St. 1211. — Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.
— Nr. 2 : Verslag.
— Nr. 3 : Tekst aangenomen door de commissie.
— Nr. 4 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Handelingen. — 20 en 21 januari 1999.

F. 99 — 911

[C - 99/16091]

22 MARS 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1996 relatif à l'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3 § 1^{er}, 1°, modifié par la loi du 29 décembre 1990;

Vu le Règlement (CEE) n° 3950/92 du Conseil du 28 décembre 1992 établissant un prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 903/98;

Vu le Règlement (CEE) n° 536/93 de la Commission du 9 mars 1993 fixant les modalités d'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1255/98;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1996 relatif à l'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié par les arrêtés royaux des 10 janvier 1997, 14 janvier 1997, 8 septembre 1997, 27 mars 1998 et 6 octobre 1998;

Vu la concertation avec les Gouvernements régionaux;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par la nécessité que les producteurs puissent être informés dès le début de la nouvelle période, soit le 1^{er} avril 1999, des modifications intervenues quant à leurs droits et obligations;

N. 99 — 911

[C - 99/16091]

22 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1996 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1°, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 3950/92 van de Raad van 28 december 1992 tot instelling van een extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 903/98;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 536/93 van de Commissie van 9 maart 1993 tot vaststelling van de uitvoeringsbepalingen voor de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1255/98;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1996 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 januari 1997, 14 januari 1997, 8 september 1997, 27 maart 1998 en 6 oktober 1998;

Gelet op het overleg met de Gewestregeringen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3 § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd door de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om de producenten te kunnen informeren vanaf het begin van het nieuwe tijdvak, te weten vanaf 1 april 1999, omtrent de tot stand gekomen wijzigingen wat hun rechten en plichten betreft;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 2 octobre 1996, relatif à l'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers, sont apportées les modifications suivantes :

A) le point 6 est remplacé par la disposition suivante : « Le producteur : l'exploitant agricole, personne physique ou morale, ou groupement de personnes physiques ou de personnes morales ou des deux, qui gère de manière autonome à son profit et pour son compte une exploitation et qui, de ce chef, vend du lait ou d'autres produits laitiers directement au consommateur final ou les livre à un acheteur. »

B) le point 10 est remplacé par la disposition suivante : « L'unité de production laitière : l'ensemble des moyens, en connexité fonctionnelle, exploités par le producteur pour la production de lait comprenant, à son usage exclusif, l'étable pour les vaches laitières, les terres servant à la production laitière, l'installation laitière, les vaches laitières, les stocks d'aliments et le refroidisseur de lait ou les cruches à lait. »

C) le point 15, c. est remplacé par la disposition suivante : « cette exploitation, telle que reprise, doit effectivement être exploitée pour la production laitière durant au moins 9 ans à partir de la date de transfert de la quantité de référence. Durant cette période, cette exploitation ne peut être ni démantelée ni délocalisée en tout ou partie.

D) le point 16 1^o, c. est remplacé par la disposition suivante : « cette exploitation, telle que créée, doit effectivement être exploitée pour la production laitière durant au moins 9 ans à partir de la date de transfert de la quantité de référence. Durant cette période, cette exploitation ne peut être ni démantelée ni délocalisée en tout ou partie.

Art. 2. Dans l'article 4, § 2 1^o, 2e alinéa du même arrêté royal, les mots « pendant la même période » sont insérés entre les mots « Au cas où un producteur n'a pas introduit » et « de demande ».

Art. 3. Dans l'article 5 du même arrêté, le point c, 1^{er} tiret est remplacé par la disposition suivante :

« - Le producteur-cédant a cédé la totalité de son exploitation, constituée d'une seule unité de production, avec la totalité des quantités de référence à un producteur qui réalise une reprise d'exploitation telle que définie à l'article 1er, point 15 et il reprend une autre exploitation comme défini à l'article 1er, point 15. Cette autre exploitation ne peut comprendre ni l'étable, ni les terres ni l'installation laitière cédées auparavant par le cessionnaire ».

Art. 4. L'article 9 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. § 1er. Des quantités de référence qui font ou ont fait l'objet d'un transfert, visé aux articles 5 et 13, hormis en cas de reprise ou de création d'exploitation, 90 % sont ajoutées à la réserve nationale lorsque ce transfert s'opère, entre producteurs qui ne sont ni parents ni alliés au premier degré.

§ 2. a) Le lien de parenté ou d'alliance au premier degré entre cédant et cessionnaire doit exister :

1^o pour une société agricole : au moins dans le chef de l'un des associés gérants qui ont été nommés dans l'acte de constitution de la société agricole ou qui ont la qualité de gérant de cette société agricole sans discontinuer pendant les 9 périodes précédentes;

2^o pour un groupement de personnes physiques : au moins dans le chef de l'une des personnes physiques constituant le groupement.

b) En outre les conditions suivantes doivent être remplies pour satisfaire à l'exigence d'un lien de parenté ou d'alliance au premier degré :

1^o si le producteur-cessionnaire est une société agricole, tous les associés gérants visés au point a), 1^o doivent être entre eux parents ou alliés au premier degré ou parents collatéraux au deuxième degré;

2^o si le producteur-cessionnaire est un groupement de personnes physiques :

- soit tous les membres personnes physiques le constituant doivent être entre eux parents ou alliés au premier degré ou parents collatéraux au deuxième degré;

Op voordracht van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Aan artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1996, betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) punt 6 wordt vervangen door de volgende bepaling : »De producent : de landbouwwuitbater, natuurlijke of rechtspersoon of groepering van natuurlijke personen of rechtspersonen of van beide, die op een autonome manier voor eigen profijt en rekening een bedrijf beheert en die uit dien hoofde, rechtstreeks melk of andere zuivelproducten aan de eindverbruiker verkoopt of die ze levert aan een koper. »

B) punt 10 wordt vervangen door de volgende bepaling : « De melkproductie-eenheid : het geheel van de functioneel samenhangende middelen, door de producent uitgebaat voor de productie van melk omvattend, voor zijn exclusief gebruik, de melkveestal, de voor de melkproductie gebruikte gronden, de melkinstallatie, de melkkoeien, de voedervoorraden en de melkkoeltank of de melkkuiken. »

C) punt 15, c. wordt vervangen door de volgende bepaling : "dit als dusdanig overgenomen bedrijf moet daadwerkelijk uitgebaat worden, voor de productie van melk, gedurende ten minste 9 jaar vanaf de datum van de overdracht van de referentiehoeveelheid. Tijdens deze periode mag dit bedrijf in zijn geheel of gedeeltelijk niet worden ontmanteld noch verhuisd.

D) punt 16 1^o, c. wordt vervangen door de volgende bepaling : "dit als dusdanig opgerichte bedrijf moet daadwerkelijk uitgebaat worden voor de melkproductie gedurende minstens 9 jaar vanaf de datum van de overdracht van de referentiehoeveelheid. Tijdens deze periode mag dit bedrijf in zijn geheel of gedeeltelijk niet worden ontmanteld noch verhuisd.

Art. 2. In artikel 4, § 2 1^o, 2e lid van hetzelfde besluit worden de woorden « tijdens hetzelfde tijdvak » toegevoegd tussen de woorden « Ingeval een producent » en « geen aanvraag voor definitieve vrijmaking ».

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit, wordt punt c, 1e gedachte-streepje vervangen door de volgende bepaling :

« - De producent-overlater heeft zijn gehele bedrijf, bestaande uit een enkele productie-eenheid, overgelaten samen met de volledige referentiehoeveelheid aan een producent die dit bedrijf overneemt zoals gedefinieerd in artikel 1, punt 15 en die producent-overlater neemt een ander bedrijf over, zoals gedefinieerd in artikel 1, punt 15. Dit andere bedrijf mag noch de stal, noch de gronden noch de melkinstallatie omvatten die eerder werden overgelaten door de overnemer ».

Art. 4. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 9. § 1. Van de referentiehoeveelheden die het voorwerp uitmaken of uitgemaakt hebben van een overdracht bedoeld in artikelen 5 en 13 en die buiten het geval van overname of oprichting van een bedrijf vallen, wordt 90 % toegevoegd aan de nationale reserve wanneer de overdracht gebeurt tussen producenten die noch bloedverwant noch aanverwant in de 1e graad zijn.

§ 2. a) Er moet bloed- of aanverwantschap in de 1e graad bestaan tussen de overlater en de overnemer :

1^o voor een landbouwwvennootschap : ten minste in hoofde van één van de beherende vennoten die in de oprichtingsakte van de landbouwwvennootschap werden benoemd of zonder onderbreking gedurende de 9 voorgaande tijdvakken de hoedanigheid van beheerder van deze landbouwwvennootschap hebben;

2^o voor een groepering van natuurlijke personen : ten minste in hoofde van één van de natuurlijke personen waaruit de groepering bestaat.

b) Om bovendien aan de vereiste van bloed- of aanverwantschap in de 1e graad te voldoen, moeten de volgende voorwaarden nageleefd worden :

1^o indien de producent-overnemer een landbouwwvennootschap is, moeten alle beherende vennoten bedoeld in punt a), 1^o onderling bloed- of aanverwant in de 1e graad zijn of bloedverwanten in een zijtak in de 2e graad zijn;

2^o Indien de producent-overnemer een groepering van natuurlijke personen is :

- hetzij moeten alle leden, natuurlijke personen van de groepering, onderling bloed- of aanverwant in de 1e graad of bloedverwanten in een zijtak in de 2e graad zijn;

- soit ce groupement doit être constitué de deux époux. Dans ce cas, le producteur cédant doit être une personne physique ou un groupement de personnes physiques constitué de deux époux.

c) Il ne peut être satisfait à l'exigence du lien de parenté ou d'alliance lorsque soit le cédant, soit le cessionnaire, est une personne morale autre que la société agricole, un groupement de personnes morales ou un groupement de personnes morales et physiques.

§ 3. En outre, des quantités de référence qui font ou ont fait l'objet d'un transfert, 90 % sont ajoutés à la réserve nationale également dans les cas suivants :

a) le producteur-cessionnaire est une personne physique qui a atteint l'âge de 65 ans au 1^{er} avril de la période suivante et qui n'est pas agriculteur à titre principal sans discontinuer durant les 3 périodes précédentes;

b) le producteur-cessionnaire est un groupement de personnes physiques dont l'une des personnes a atteint l'âge de 65 ans au 1^{er} avril de la période suivante et n'est pas agriculteur à titre principal sans discontinuer durant les 3 périodes précédentes;

c) le transfert s'opère en application de l'article 8, 2e alinéa;

d) le producteur-cessionnaire reste en défaut d'apporter la preuve de sa qualité d'agriculteur à titre principal pendant toute la durée de l'année de la prise d'effet du transfert ou, en cas de début d'activité, durant toute l'année civile suivante.

Cette disposition n'est pas d'application en cas de transfert d'une exploitation ou d'une partie de celle-ci entre époux ou entre parents ou alliés au premier degré, et pour autant que le producteur-cessionnaire ne soit constitué que d'une seule personne physique;

e) la totalité de l'exploitation du producteur-cessionnaire ainsi que les terres transférées ne sont pas situées sur le territoire de l'ancienne commune où se situaient les installations de l'unité de production à partir de laquelle les livraisons et/ou les ventes directes comptabilisées par l'Administration DG3 sur la quantité de référence à transférer étaient effectuées au 31 mars 1993, ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine. Le retour à la réserve nationale s'applique également lorsque les terres transférées ne sont pas situées sur le territoire de l'ancienne commune où se situent l'installation laitière et/ou l'étable d'une unité de production du cessionnaire ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine.

Toutefois, lorsque la totalité de l'exploitation du producteur-cessionnaire est constituée d'une seule unité de production et est située sur le territoire de l'ancienne commune où sont situées les installations de cette unité de production ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine, cette retenue pour la réserve n'est pas d'application si l'unité de production à partir de laquelle les livraisons et/ou les ventes directes comptabilisées par l'administration DG3 sur la quantité de référence à transférer étaient effectuées au 31 mars 1993 est située sur le territoire de l'ancienne commune où sont situées les installations de l'unité de production du cessionnaire, ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine.

Lorsque le cédant et le cessionnaire des terres transférées sont parents ou alliés au 1^{er} degré, le retour à la réserve de 90% de la quantité de référence correspondante ne s'applique pas sur la partie de la quantité de référence dont le cédant disposait déjà pour la période du 1^{er} avril 1991 au 31 mars 1992.

f) une des conditions prévues à l'article 5 n'est pas ou n'est plus respectée. »

Art. 5. L'article 10 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10. § 1er. Des quantités de référence qui font l'objet d'un transfert visé aux articles 5 et 13 entre producteurs parents ou alliés au premier degré qui ne tombent pas dans l'un des cas visés à l'article 9, § 3, 90 % des tranches qui, additionnées à la quantité de référence du cessionnaire avant transfert, augmentent la quantité de référence du cessionnaire après transfert au-delà de 520 000 litres, sont ajoutés à la réserve nationale.

§ 2. 1° Si le producteur-cessionnaire est un groupement de personnes physiques répondant aux conditions de l'article 9, § 2, b), point 2°, 1^{er} tiret, le plafond des 520 000 litres est porté à 720 000 litres.

2° Si le producteur-cessionnaire est une société agricole répondant aux conditions de l'article 9, § 2, b), point 1°, dont tous les gérants répondent aux conditions de l'article 9, § 2, a), point 1°, le plafond de 520 000 litres est porté à 720 000 litres.

- hetzij moet deze groepering uit twee echtgenoten bestaan. In dit geval moet de producent-overlater één natuurlijke persoon of een groepering van natuurlijke personen van twee echtgenoten zijn.

c) Aan de vereiste van bloed- of aanverwantschap is niet voldaan wanneer ofwel de overlater, ofwel de overnemer, een andere rechtspersoon is dan de landbouwenootschap, een groepering van rechtspersonen of een groepering van rechtspersonen en natuurlijke personen.

§ 3. Bovendien wordt van de referentiehoeveelheden die het voorwerp uitmaken of uitgemaakt hebben van een overdracht in de volgende gevallen 90% toegevoegd aan de nationale reserve :

a) de producent-overnemer is een natuurlijke persoon die de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt op 1 april van het volgende tijdvak en die gedurende de 3 voorgaande tijdvakken zonder onderbreking geen landbouwer in hoofdberoep is;

b) de producent-overnemer is een groepering van natuurlijke personen waarvan één van de personen de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt op 1 april van het volgende tijdvak en die gedurende de 3 voorgaande tijdvakken zonder onderbreking geen landbouwer in hoofdberoep is;

c) de overdracht gebeurt in toepassing van artikel 8, 2e lid;

d) de producent-overnemer blijft in gebreke om het bewijs te leveren van zijn hoedanigheid als landbouwer in hoofdberoep gedurende heel de duur van het jaar van de uitwerking van de overdracht of, in geval van beginnende activiteit, gedurende heel de duur van het volgende burgerlijk jaar.

Deze bepaling is niet van toepassing in het geval van overdracht van een bedrijf of van een gedeelte ervan tussen echtgenoten of tussen bloed- of aanverwanten in de eerste graad, en voor zover de producent-overnemer slechts uit één enkele natuurlijke persoon bestaat;

e) het geheel van het bedrijf van de producent-overnemer evenals de overgedragen grond zijn niet gelegen op het grondgebied van de oude gemeente waar de installaties van de produktie-eenheid zich bevonden van waaruit per 31 maart 1993 de leveringen en/of de rechtstreekse verkopen gebeurden die door het Bestuur DG3 op de over te dragen referentiehoeveelheid geboekt werden, of op het grondgebied van een naburige oude gemeente. De afname voor de nationale reserve wordt eveneens toegepast indien de overgedragen gronden niet gelegen zijn op het grondgebied van de oude gemeente waar de melkinstallatie en/of de stal van de produktie-eenheid van de overnemer zich bevinden, of op het grondgebied van een naburige oude gemeente.

Evenwel, wanneer het geheel van het bedrijf van de producent-overnemer uit één produktie-eenheid bestaat en gelegen is op het grondgebied van de oude gemeente waar de installaties van deze produktie-eenheid gelegen zijn, of op het grondgebied van een naburige oude gemeente, is deze afname voor de reserve niet van toepassing indien de produktie-eenheid van waaruit per 31 maart 1993 de leveringen en/of rechtstreekse verkopen gebeurden die door het Bestuur DG3 geboekt werden op de over te dragen referentiehoeveelheid, gelegen is op het grondgebied van de oude gemeente waar de installaties van de produktie-eenheid van de overnemer zich bevinden, of op het grondgebied van een naburige oude gemeente.

Indien de overlater en de overnemer van de overgedragen gronden bloed- of aanverwant zijn in de 1e graad, is de afname voor de nationale reserve van 90% van de betreffende over te dragen referentiehoeveelheid niet van toepassing op het gedeelte van de referentiehoeveelheid waarover de overlater reeds beschikte gedurende het tijdvak van 1 april 1991 tot 31 maart 1992.

f) een van de voorwaarden voorzien in artikel 5 wordt niet of wordt niet meer nageleefd. »

Art. 5. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 10. § 1. Van de referentiehoeveelheden die het voorwerp uitmaken van een overdracht bedoeld in artikelen 5 en 13 tussen producenten die bloed- of aanverwant in de 1e graad zijn en die niet beantwoorden aan een van de gevallen bedoeld in artikel 9, § 3, wordt 90 % van de schijven die, samengevoegd met de referentiehoeveelheid van de overnemer vóór de overdracht, de referentiehoeveelheid van de overnemer na overdracht verhogen tot boven de 520 000 liter, toegevoegd aan de nationale reserve.

§ 2. 1° Indien de producent-overnemer een groepering van natuurlijke personen is, beantwoordend aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 2, b), punt 2°, 1e gedachtestreepje, wordt het plafond van 520 000 liter op 720 000 liter gebracht.

2° Indien de producent-overnemer een landbouwenootschap is, die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 2, b), punt 1°, waarvan alle behorende vennoten beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 2, a), punt 1°, wordt het plafond van 520 000 liter verhoogd tot 720 000 liter.

§ 3. La retenue pour la réserve nationale n'est pas d'application sur la partie de la quantité de référence dont le cédant disposait déjà pour la période du 1^{er} avril 1991 au 31 mars 1992, au cas où le producteur cédant et le producteur-cessionnaire sont parents ou alliés au premier degré et satisfont aux conditions suivantes :

- le cédant ne peut avoir repris une quantité de référence pendant la période en cours;

- ni cédant, ni cessionnaire n'ont atteint l'âge de 65 ans au 1^{er} avril de la période de prise d'effet du transfert;

- le cessionnaire ne peut avoir repris d'exploitation au sens de l'article 1, point 15 durant les 9 périodes qui précèdent ni durant la période en cours. Toutefois, les 9 périodes sont réduites à 5 si la demande de reprise considérée a été introduite antérieurement au 1^{er} janvier 1997;

- si le producteur-cessionnaire ou le producteur cédant ou les deux sont constitués sous la forme d'une société agricole, tous les gérants doivent répondre aux conditions de l'article 9, § 2, a), point 1^o. »

Art. 6. L'article 11 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

- « En cas de non respect d'une des conditions prévues à l'article 1, point 15 et/ou 16, 100 % des quantités de références qui avaient été transférées au producteur en application desdits points 15 ou 16 ou dont il était titulaire au moment de la création sont ajoutés au 1^{er} jour de la période suivante à la réserve nationale. »

Art. 7. A l'article 15 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

A) Le mot « producteur-cessionnaire » est remplacé par le mot « producteur-attributaire ».

B) Au point 5^o sont apportées les modifications suivantes :

- le 3^e tiret est remplacé par la disposition suivante : « - le producteur-attributaire doit s'engager irrévocablement à payer l'indemnité totale pour les quantités de référence lui ayant été réallouées, dans un délai de 10 jours ouvrables suivant la date de communication du résultat de la réallocation.

A défaut de paiement dans ce délai, le producteur-attributaire sera de plein droit redevable d'intérêts calculés au taux légal, à dater du premier jour suivant ce délai. »

- un 6^e tiret est ajouté, stipulé comme suit : « - le producteur-attributaire ne peut avoir introduit pendant la période en cours une demande pour céder temporairement une quantité de référence. »

- un 7^e tiret est ajouté, stipulé comme suit : "- le producteur-attributaire ne peut libérer les quantités de références réallouées durant les cinq périodes suivant la réallocation. »

C) Le point 7^o est remplacé par la disposition suivante : « Pendant les quatre périodes allant du 01 avril 1999 au 31 mars 2003, la réallocation des quantités de référence libérées s'effectue à l'intérieur de chaque zone entre les catégories de producteurs ci-dessous :

a. les producteurs âgés de moins de 35 ans au 1^{er} avril de la période suivante; en cas de producteurs répondant à la condition de l'article 1^{er}, point 7, 4^o, seul peut être pris en compte l'époux ou l'épouse remplissant les conditions fixées à l'article 1, point 7, 1^o.

b. les autres producteurs.

La réallocation s'opère de manière à ce que :

- par zone, 50 % des quantités de références libérées sont réalloués aux producteurs sub a) et les 50 % restant aux producteurs sub b);

- chaque producteur qui entre en ligne de compte, dans chaque catégorie, obtient une quantité égale, sans que celle-ci puisse dépasser la quantité pour laquelle il a fait une demande visée sous 5^o. »

Art. 8. Dans l'article 19 du même arrêté, le § 1^{er} est complété par la disposition suivante : « Selon les modalités déterminées par le Ministre, l'acheteur ou la personne opérant, pour compte de l'acheteur, la récolte de lait est tenu de compléter, lors de chaque récolte, un document à conserver par le producteur individualisant, par unité de production, ses livraisons.

§ 3. De afname voor de nationale reserve is niet van toepassing op het deel van de referentiehoeveelheid waarover de overlater reeds beschikte voor het tijdvak van 1 april 1991 tot 31 maart 1992, indien de producent-overlater en de producent-overnemer bloed- of aanverwant zijn in de 1^e graad en voldoen aan volgende voorwaarden :

- de overlater mag in het lopende tijdvak geen referentiehoeveelheid hebben overgenomen;

- noch overlater, noch overnemer hebben de leeftijd van 65 jaar bereikt op 1 april van het tijdvak waarin de overdracht uitwerking heeft;

- de overnemer mag geen bedrijf overgenomen hebben in de zin van artikel 1, punt 15, gedurende de 9 voorgaande tijdvakken, noch gedurende het lopende tijdvak. De 9 tijdvakken worden evenwel teruggebracht tot 5 als de betreffende vraag tot overname werd ingediend vóór 1 januari 1997;

- Indien de producent-overnemer of de producent-overlater of beiden bestaan uit een landbouwenvennootschap, moeten alle beherende vennoten beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 2, a), punt 1^o. »

Art. 6. Het artikel 11 van hetzelfde besluit wordt met het volgende lid vervolledigd :

- « Indien één van de voorwaarden voorzien in artikel 1, punten 15 en/of 16 niet wordt nageleefd, wordt op de eerste dag van het volgende tijdvak 100 % van de referentiehoeveelheden die aan de producent waren overgedragen in toepassing van de genoemde punten 15 en 16 of waarvan hij op het ogenblik van de oprichting de titularis was, toegevoegd aan de nationale reserve. »

Art. 7. Aan artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) Wordt het woord « producent-overnemer » door het woord « producent-verkrijger » vervangen.

B) In punt 5^o, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- het 3^e gedachtestreepje vervangen door de volgende bepaling : «- moet de producent -verkrijger zich onherroepelijk ertoe verbinden de totale vergoeding voor de aan hem herverdeelde referentiehoeveelheden te betalen binnen een termijn van 10 werkdagen volgend op de datum van mededeling van het resultaat van de herverdeling.

Bij gebrek aan betaling binnen deze termijn zal de producent-verkrijger van rechtswege intresten verschuldigd zijn, berekend aan de wettelijke koers vanaf de eerste dag volgend op deze termijn. »

- een 6^e gedachtestreepje wordt toegevoegd, bepalend dat : "- de producent-verkrijger mag tijdens het lopende tijdvak geen aanvraag hebben ingediend om een referentiehoeveelheid tijdelijk over te dragen. »

- een 7^e gedachtestreepje wordt toegevoegd, bepalend dat : "- de producent-verkrijger kan de herverdeelde referentiehoeveelheden niet vrijmaken tijdens de vijf tijdvakken volgend op de herverdeling. »

C) Punt 7^o wordt vervangen door de volgende bepaling : "tijdens de 4 tijdvakken vanaf 1 april 1999 tot 31 maart 2003 gebeurt de herverdeling van de vrijgemaakte referentiehoeveelheden binnen elke zone tussen de hierna genoemde categorieën producenten :

a. de producenten jonger dan 35 jaar op 1 april van het volgende tijdvak; voor producenten die beantwoorden aan de voorwaarde van artikel 1, punt 7, 4^o, wordt enkel de echtgenoot of de echtgenote in aanmerking genomen die de voorwaarden bepaald in artikel 1, punt 7, 1^o vervult.

b. de andere producenten.

De herverdeling gebeurt zodanig dat :

- per zone worden 50 % van de vrijgemaakte referentiehoeveelheden herverdeeld aan de onder a) bedoelde producenten en de overige 50% aan de onder b) bedoelde producenten;

- ieder producent die in aanmerking komt, in iedere categorie, krijgt een gelijke hoeveelheid, zonder dat deze hoger kan zijn dan de hoeveelheid waarvoor hij de onder 5^o bedoelde aanvraag heeft ingediend. »

Art. 8. In artikel 19 van hetzelfde besluit wordt § 1 aangevuld met de volgende bepaling : « Volgens de modaliteiten bepaald door de Minister, moet de koper of de persoon die voor rekening van de koper de melkophaling doet, tijdens elke ophaling een document invullen dat door de producent dient bewaard te worden en dat, per productie-eenheid, zijn leveringen individualiseert. »

Art. 9. A l'article 21 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

A) Au 3^e alinéa, les mots "dans le délai visé à l'article 19" sont insérés entre les mots "n'ont pas été communiquées" et "au Ministère".

B) La disposition suivante est ajoutée :

"En cas de reprise d'exploitation en cours de période, le calcul du prélèvement supplémentaire ainsi que celui de la quantité disponible pour l'allocation visée à l'alinéa 1^{er}, sont établis après cumul des ventes et livraisons respectives des producteurs concernés. Le prélèvement supplémentaire est, le cas échéant, dû par le ou les producteurs ayant dépassé la quantité de référence déclarée conservée ou reprise pour cette période. »

Art. 10. L'article 23 du même arrêté est abrogé.

Art. 11. Dans l'annexe du même arrêté, le point A.2. tiret 2 du texte néerlandais est remplacé par la disposition suivante : « - het representatieve vetgehalte van de verminderde referentiehoeveelheid verandert niet. »

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 1999, à l'exception de l'article 9 qui produit ses effets au 1^{er} avril 1998.

Art. 13. Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Art. 9. Aan artikel 21 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) In het 3^e lid worden de woorden « binnen de termijn waarnaar wordt verwezen in artikel 19 » toegevoegd tussen de woorden « rechtstreekse verkopen niet » en « of op een onjuiste manier ».

B) De volgende bepaling is toegevoegd :

"In het geval van een bedrijfsovername in de loop van het tijdvak, wordt de berekening van de extra heffing en deze van de in het eerste lid voor verdeling bedoelde beschikbare hoeveelheid vastgesteld na samenvoeging van de respectievelijke verkopen en leveringen van de betrokken producenten. In het voorkomend geval is de extra heffing verschuldigd door de producent of de producenten die de voor dit tijdvak verklaarde behouden of overgenomen referentiehoeveelheid heeft overschreden. »

Art. 10. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 11. In de bijlage van hetzelfde besluit wordt het punt A.2. gedachtestreepje 2 van de Nederlandse tekst vervangen door de volgende bepaling : « - het representatieve vetgehalte van de verminderde referentiehoeveelheid verandert niet ».

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1999 behalve artikel 9 dat uitwerking heeft met ingang van 1 april 1998.

Art. 13. Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

F. 99 — 912

[C - 99/16096]

25 MARS 1999. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 18 décembre 1998 portant des mesures complémentaires temporaires de conservation des réserves de poisson en mer

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Vu la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer, modifiée par les lois des 23 février 1971 et 18 juillet 1973;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois des 11 avril 1983 et 29 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 21 juin 1994 instituant une licence de pêche et portant des mesures temporaires pour l'exécution du régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche, modifié par les arrêtés royaux des 15 décembre 1994, 4 mai 1995, 4 août 1996, 2 décembre 1996, 13 septembre 1998 et 3 février 1999, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté ministériel du 18 décembre 1998 portant des mesures complémentaires temporaires de conservation des réserves de poisson en mer, modifié par l'arrêté ministériel du 3 février 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que pour l'année 1999 des limitations de captures pour la pêche doivent être fixées afin d'étalement des débarquements, il est nécessaire, en conséquence, de prendre sans retard des mesures de conservation afin de ne pas dépasser les quantités autorisées par la CE;

Considérant qu'un meilleur étalement des débarquements de plies et de soles peut être réalisé en instituant des maxima de captures par jour ou par heure de présence dans certaines zones-c.i.e.m.,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 7 de l'arrêté ministériel du 18 décembre 1998 portant des mesures complémentaires temporaires de conservation des réserves de poisson en mer sont apportées les modifications suivantes :

1° Les mots « VIIa, VIIf,g » sont remplacés par les mots « VIIf,g »;

N. 99 — 912

[C - 99/16096]

25 MAART 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 18 december 1998 houdende tijdelijke aanvullende maatregelen tot het behoud van de visbestanden in zee

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Gelet op de wet van 12 april 1957 waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt maatregelen voor te schrijven ter bescherming van de biologische hulpbronnen van de zee, gewijzigd bij de wetten van 23 februari 1971 en 18 juli 1973;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983 en 29 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juni 1994 tot het instellen van een visvergunning en houdende tijdelijke maatregelen voor de uitvoering van de communautaire regeling voor de instandhouding en het beheer van de visbestanden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 december 1994, 4 mei 1995, 4 augustus 1996, 2 december 1996, 13 september 1998 en 3 februari 1999, inzonderheid artikel 18;

Gelet op het ministerieel besluit van 18 december 1998 houdende tijdelijke aanvullende maatregelen tot het behoud van de visbestanden in zee, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 3 februari 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat voor het jaar 1999 vangstbeperkingen moeten vastgesteld worden ten einde de aanvoer te spreiden, is het bijgevolg nodig zonder verwijl behoudsmaatregelen te treffen teneinde de door de EG toegestane vangsten niet te overschrijden;

Overwegende dat een betere spreiding van de aanvoer van schol en van tong kan bewerkstelligd worden door het instellen van maximale vangsten per dag of per uur aanwezigheid in bepaalde i.c.e.s.-gebieden,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 7 van het ministerieel besluit van 18 december 1998 houdende tijdelijke aanvullende maatregelen tot het behoud van de visbestanden in zee worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « VIIa, VIIf,g » worden vervangen door de woorden « VIIf,g »;

2° Les alinéas suivants sont ajoutés :

« Dans la période du 1^{er} avril 1999 jusqu'au 30 juin 1999 inclus et ce dans la zone-c.i.e.m. concernée les captures de soles des bateaux de pêche ne peuvent dépasser les quantités suivantes :

— 10 kg par heure entière de présence dans la zone-c.i.e.m. VIIa en cas d'une puissance motrice égale ou inférieure à 221 kW;

— 20 kg par heure entière de présence dans la zone-c.i.e.m. VIIa en cas d'une puissance motrice supérieure à 221 kW;

Dans la période du 1^{er} juin 1999 jusqu'au 31 décembre 1999 inclus, la pêche totale de soles des bateaux de pêche, dans les zones c.i.e.m. VIIIa,b ne peut dépasser 1000 kg par jour civil. »

Art. 2. A l'article 8 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° Les mots « 31 mars 1999 » sont remplacés par les mots « 31 mai 1999 »;

2° Les alinéas suivants sont ajoutés :

« En cas qu'un bateau de pêche exerce des activités de pêche dans les zones-c.i.e.m. VIIIa,b au cours de 1999, les quantités de cabillauds maximales mentionnées à l'article 15, § 1, sont pour ce bateau de pêche réduites de moitié et ce pour toute la période du 1^{er} juillet 1999 jusqu'au 30 septembre 1999 inclus.

En cas qu'un bateau de pêche exerce des activités de pêche dans les zones-c.i.e.m. VIIIa,b au cours d'un mois calendrier, un maximum de 25 jours de navigation est d'application dans ce mois calendrier dans toutes les zones-c.i.e.m. pour ce bateau de pêche. »

Art. 3. A l'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 3 février 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« En dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, il est interdit et ce, depuis le 1^{er} avril 1999 jusqu'au 31 décembre 1999 inclus, que les captures de plies d'un bateau de pêche d'une puissance motrice égale ou inférieure à 221 kW dépassent une quantité égale à 10 kg par heure entière de présence dans les zones-c.i.e.m. VIIId,e. »;

2° Le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« En dérogation au § 2, alinéa 1^{er}, il est interdit et ce, depuis le 1^{er} avril 1999 jusqu'au 31 décembre 1999 inclus, que les captures de plies d'un bateau de pêche d'une puissance motrice supérieure à 221 kW dépassent une quantité égale à 20 kg par heure entière de présence dans les zones-c.i.e.m. VIIId,e. »

Art. 4. Dans l'article 11 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 3 février 1999, sont insérés les §§ 5 et 6 rédigés comme suit :

« § 5. Dans la période du 1^{er} avril 1999 jusqu'au 31 décembre 1999 inclus, il est interdit que dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) les captures totales de plies par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est égale ou inférieure à 221 kW, dépassent une quantité égale à 600 kg multiplié par le nombre de jours de navigation réalisé au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

§ 6. Dans la période du 1^{er} avril 1999 jusqu'au 31 décembre 1999 inclus, il est interdit que dans les zones-c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) les captures totales de plies par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est supérieure à 221 kW, dépassent une quantité égale à 1200 kg multiplié par le nombre de jours de navigation réalisé au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question. »

Art. 5. L'article 16 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 3 février 1999, est complété par l'alinéa suivant :

« La disposition de l'alinéa 1^{er} n'est pas d'application pendant la période du 1^{er} juin 1999 jusqu'à ce que le quota de maquereaux dans les zones-c.i.e.m. II, III, IV est épuisé pour 120 tonnes. »

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 1999 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1999 à 24 heures.

Bruxelles, 25 mars 1999.

K. PINXTENest de la réception du serment du président;

2° volgende leden worden toegevoegd :

« In de periode van 1 april 1999 tot en met 30 juni 1999 mogen de tongvangsten van de vissersvaartuigen, in het betrokken i.c.e.s.-gebied, de volgende hoeveelheden niet overschrijden :

— 10 kg per vol uur aanwezigheid in het i.c.e.s.-gebied VIIa, ingeval het motorvermogen 221 kW of minder bedraagt;

— 20 kg per vol uur aanwezigheid in het i.c.e.s.-gebied VIIa, ingeval het motorvermogen meer dan 221 kW bedraagt;

In de periode van 1 juni 1999 tot en met 31 december 1999 mag de tongvangst van de vissersvaartuigen in de i.c.e.s.-gebieden VIIIa,b 1000 kg per vaartdag niet overschrijden. »

Art. 2. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « 31 maart 1999 » worden vervangen door de woorden « 31 mei 1999 »;

2° de volgende leden worden toegevoegd :

« Ingeval een vissersvaartuig in de loop van 1999 visserijactiviteiten uitoefent in de i.c.e.s.-gebieden VIIIa,b worden voor dit vissersvaartuig de maximale kabeljauwhoeveelheden zoals vermeld in artikel 15, § 1, gehalveerd en dit voor de gehele periode van 1 juli 1999 tot en met 30 september 1999.

Ingeval een vissersvaartuig in de loop van een kalendermaand visserijactiviteiten uitoefent in de i.c.e.s.-gebieden VIIIa,b, is voor dit vaartuig een beperking van maximaal 25 vaartdagen in die kalendermaand over alle i.c.e.s.-gebieden van toepassing. »

Art. 3. In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij ministerieel besluit van 3 februari 1999, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van § 1, eerste lid, is het vanaf 1 april 1999 tot en met 31 december 1999 verboden, dat de scholvangst van een vissersvaartuig met een motorvermogen van 221 kW of minder een hoeveelheid van 10 kg per vol uur aanwezigheid in de i.c.e.s.-gebieden VIIId,e overschrijdt. »;

2° § 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van § 2, eerste lid, is het vanaf 1 april 1999 tot en met 31 december 1999 verboden, dat de scholvangst van een vissersvaartuig met een motorvermogen van meer dan 221 kW een hoeveelheid van 20 kg per vol uur aanwezigheid in de i.c.e.s.-gebieden VIIId,e overschrijdt. »

Art. 4. In artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 3 februari 1999, worden de §§ 5 en 6 ingevoegd, luidende :

« § 5. In de periode van 1 april 1999 tot en met 31 december 1999 is het in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium) verboden dat de totale scholvangst per zeereis, gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van 221 kW of minder een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is van 600 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden.

§ 6. In de periode van 1 april 1999 tot en met 31 december 1999 is het in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Schelde-estuarium) verboden dat de totale scholvangst per zeereis, gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van meer dan 221 kW, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is van 1200 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd tijdens die zeereis in de betreffende i.c.e.s.-gebieden. »

Art. 5. Het artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 3 februari 1999, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De bepaling van het eerste lid is niet van toepassing gedurende de periode van 1 juni 1999 totdat het makreelquotum in de i.c.e.s.-gebieden II, III, IV voor 120 ton is gebruikt. »

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1999 en treedt buiten werking op 31 december 1999 om 24 uur.

Brussel, 25 maart 1999.

K. PINXTEN

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 913

[C - 99/22215]

3 MARS 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 décembre 1995 soumettant à une autorisation les lieux où des denrées alimentaires sont fabriquées ou mises dans le commerce ou sont traitées en vue de l'exportation

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, notamment les articles 3, 3°, b) et 10, alinéas 1^{er} et 2, modifiés par la loi du 9 février 1994;

Vu l'arrêté royal du 4 décembre 1995 soumettant à une autorisation les lieux où des denrées alimentaires sont fabriquées ou mises dans le commerce ou sont traitées en vue de l'exportation, modifié par l'arrêté royal du 4 août 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}; remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de mettre en application les dispositions modifiées avant l'expiration du délai de validité des autorisations délivrées;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, 1° et 2° de l'arrêté royal du 4 décembre 1995 soumettant à une autorisation les lieux où des denrées alimentaires sont fabriquées ou mises dans le commerce ou sont traitées en vue de l'exportation est remplacé par les dispositions suivantes :

« 1° Etablissement : le lieu ou l'ensemble des lieux contigus, où sont exercées, de manière principale ou accessoire, des activités de fabrication, de mise dans le commerce ou d'exportation de denrées alimentaires;

2° Exploitant : toute personne physique ou morale exploitant un établissement; ».

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est complété par les dispositions suivantes :

« 7° aux établissements où du café, du thé ou des boissons sont offerts gratuitement comme service supplémentaire aux clients, visiteurs ou membres du personnel et où ne sont pas exercées d'autres activités de fabrication, de mise dans le commerce ou d'exportation de denrées alimentaires;

8° aux familles d'accueil d'enfants considérées, suivant la réglementation de « l'Office de la Naissance et de l'Enfance », comme « gardienne » ou, suivant la réglementation de « Kind en Gezin », comme « particulier opvanggezin »;

9° aux établissements pour lesquels le Ministre a accordé une dérogation. ».

Art. 3. L'article 3 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 3. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions de l'article 8, § 2, il est interdit d'exploiter un établissement visé à l'article 1^{er}, 1° du présent arrêté :

1° si l'autorité compétente a refusé ou retiré l'autorisation;

2° si l'exploitant ne peut pas prouver qu'une demande d'autorisation a été introduite conformément aux dispositions du présent arrêté. L'introduction d'une nouvelle demande d'autorisation après le refus ou le retrait de l'autorisation ne suspend pas le retrait ou le refus de l'autorisation.

§ 2. L'autorité compétente peut prendre les mesures nécessaires pour empêcher les activités de fabrication, de mise dans le commerce ou d'exportation de denrées alimentaires dans les établissements qui ne satisfont pas aux conditions du § 1^{er}. ».

Art. 4. L'article 8, § 1^{er} du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. L'autorité compétente délivre l'autorisation si l'enquête permet de conclure à une absence d'infractions qui pourraient justifier le refus de l'autorisation. ».

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 913

[C - 99/22215]

3 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 december 1995 tot onderwerping aan vergunning van plaatsen waar voedingsmiddelen gefabriceerd of in de handel gebracht worden of met het oog op de uitvoer behandeld worden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, inzonderheid op de artikelen 3, 3°, b) en 10, eerste en tweede lid, gewijzigd bij de wet van 9 februari 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 december 1995 tot onderwerping aan vergunning van plaatsen waar voedingsmiddelen gefabriceerd of in de handel gebracht worden of met het oog op de uitvoer behandeld worden, gewijzigd door het koninklijk besluit van 4 augustus 1996;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de hoogdringendheid, gemotiveerd door de noodzaak om de gewijzigde bepalingen in werking te laten treden vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van de afgeleverde vergunningen;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1, 1° en 2° van het koninklijk besluit van 4 december 1995 tot onderwerping aan vergunning van plaatsen waar voedingsmiddelen gefabriceerd of in de handel gebracht worden of met het oog op de uitvoer behandeld worden, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« 1° Inrichting : de plaats of het geheel van aan elkaar grenzende plaatsen, waar hoofdzakelijk of in bijkomende orde activiteiten van fabricage, handel of uitvoer van voedingsmiddelen uitgeoefend worden;

2° Uitbater : iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon die een inrichting uitbaat; ».

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt met de volgende bepalingen aangevuld :

« 7° inrichtingen waar als bijkomende dienst gratis koffie, thee of dranken aan de klanten, bezoekers of personeelsleden worden aangeboden en waar geen andere activiteiten van fabricage, handel of uitvoer van voedingsmiddelen uitgeoefend worden;

8° opvanggezinnen voor kinderen die volgens de reglementering van Kind en Gezin als « particulier opvanggezin » of volgens de reglementering van « l'Office de la Naissance et de l'Enfance » als « gardienne » beschouwd worden;

9° inrichtingen waarvoor de Minister een afwijking heeft toegestaan. ».

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Art. 3. § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 8, § 2, is het verboden een inrichting uit te baten :

1° indien de bevoegde overheid de vergunning geweigerd of ingetrokken heeft;

2° indien de uitbater niet het bewijs kan leveren dat een aanvraag voor vergunning overeenkomstig de bepalingen van dit besluit werd ingediend. Het indienen van een nieuwe aanvraag voor vergunning na weigering of intrekking van de vergunning schorst de weigering of de intrekking van de vergunning niet.

§ 2. De bevoegde overheid kan de nodige maatregelen nemen om de uitoefening van activiteiten van fabricage, handel of uitvoer van voedingsmiddelen te verhinderen in inrichtingen, die niet aan de in § 1 bedoelde voorwaarden voldoen. ».

Art. 4. Artikel 8, § 1 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. De bevoegde overheid geeft de vergunning af indien uit het gevoerde onderzoek blijkt dat geen inbreuken werden vastgesteld die het weigeren van de vergunning zouden kunnen verantwoorden. ».

Art. 5. L'article 8, § 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. 1° Sauf dans le cas visé sous 2°, le délai pour la réalisation de la première enquête par l'autorité compétente est fixé à maximum 9 mois à dater du jour d'expédition de la demande (le cachet de la poste faisant foi). Si l'autorité compétente n'a pas exécuté d'enquête pendant ce délai de 9 mois, l'autorisation est considérée comme étant accordée.

2° Lors de la demande de renouvellement de l'autorisation, le délai pour la réalisation de l'enquête par l'autorité compétente est fixé à maximum 18 mois à dater du jour d'expédition de la demande (le cachet de la poste faisant foi). Si l'autorité compétente n'a pas exécuté d'enquête pendant ce délai de 18 mois, l'autorisation est considérée comme étant accordée. ».

Art. 6. L'article 8, § 3, 2ième alinéa du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Sans préjudice des dispositions de l'article 10, l'autorisation est valable :

1° trois ans à dater du jour de sa délivrance pour les établissements qui ont introduit une première demande d'autorisation au plus tard le 31 mars 1999, conformément aux dispositions du présent arrêté;

2° jusqu'au 31 décembre 1999, pour les établissements existants déjà au 23 février 1996 et qui ont introduit une première demande d'autorisation après le 31 mars 1999;

3° trois ans à partir du premier jour de leur exploitation, pour les établissements exploités pour la première fois après le 23 février 1996 et qui ont introduit leur première demande d'autorisation conformément aux dispositions du présent arrêté après le 31 mars 1999;

4° trois ans à partir de l'expiration de l'autorisation précédente dans le cas du renouvellement de l'autorisation. ».

Art. 7. L'article 10, §§ 2 à 5 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 2. Si l'autorité compétente envisage de refuser ou de retirer l'autorisation, l'intéressé est d'abord entendu avant que la décision soit prise.

Après audition de l'intéressé, l'autorité compétente lui communique sa décision.

§ 3. L'autorité compétente peut décider de différer l'octroi, le refus ou le retrait de l'autorisation. Dans ce cas, l'autorité compétente le communique par écrit à l'intéressé en reprenant les infractions constatées et la date limite pour laquelle ces infractions ne devraient plus exister.

L'autorité compétente réalise une nouvelle enquête au plus tard 3 mois après expiration de la date limite.

Si l'autorité compétente n'a pas exécuté d'enquête durant ce délai de 3 mois, l'autorisation est considérée comme étant accordée. ».

§ 4. Si l'autorité compétente décide de refuser ou de retirer l'autorisation, l'intéressé dispose de 10 jours ouvrables à partir de la date d'envoi de la décision (le cachet de la poste faisant foi) pour introduire par lettre recommandée un recours auprès du Ministre contre cette décision.

Le recours suspend la décision de retrait de l'autorisation.

Si l'autorité compétente estime qu'un danger grave ou immédiat pour la santé publique justifie le retrait de l'autorisation, le recours n'est pas suspensif.

§ 5. Après réception du recours mentionné au § 4, l'autorité compétente dispose de 60 jours calendrier à partir de la date d'envoi du recours (le cachet de la poste faisant foi) pour réaliser une nouvelle enquête.

Si cette nouvelle enquête est favorable, l'autorité compétente délivre l'autorisation dans les 90 jours calendrier à partir de la date d'envoi du recours visé au § 4 (le cachet de la poste faisant foi).

Si cette nouvelle enquête est défavorable, le Ministre ou son délégué dispose de 90 jours calendrier à partir de la date d'envoi du recours visé au § 4 (le cachet de la poste faisant foi) afin de prendre une décision.

Passé ce délai de 90 jours et, en l'absence d'une décision du Ministre ou de son délégué de délivrer ou de retirer l'autorisation, l'autorisation est considérée comme étant délivrée ou maintenue. ».

Art. 5. Artikel 8, § 2 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 2. 1° Behalve in het onder 2° bedoelde geval wordt de termijn voor het voeren van een eerste onderzoek door de bevoegde overheid vastgesteld op maximum 9 maanden vanaf de dag van verzending van de aanvraag (de postdatum geldt als bewijs). Indien de bevoegde overheid binnen deze termijn van 9 maanden geen onderzoek verricht heeft dan wordt de vergunning beschouwd afgegeven te zijn.

2° Bij aanvraag tot hernieuwing van de vergunning wordt de termijn voor het voeren van een onderzoek door de bevoegde overheid vastgesteld op maximum 18 maanden vanaf de dag van verzending van de aanvraag (de postdatum geldt als bewijs). Indien de bevoegde overheid binnen deze termijn van 18 maanden geen onderzoek verricht heeft, dan wordt de vergunning beschouwd verlengd te zijn. ».

Art. 6. Artikel 8, § 3, 2de lid van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Onverminderd de bepalingen van artikel 10 bedraagt de geldigheidsduur van de vergunning :

1° drie jaar vanaf de dag van het afgeven ervan voor inrichtingen die een eerste aanvraag voor vergunning ten laatste op 31 maart 1999 hebben ingediend overeenkomstig de bepalingen van dit besluit;

2° tot 31 december 1999, voor inrichtingen die op 23 februari 1996 reeds bestonden en die een eerste aanvraag voor vergunning na 31 maart 1999 hebben ingediend;

3° drie jaar vanaf de eerste dag van de uitbating, voor inrichtingen die voor het eerst na 23 februari 1996 werden uitgebaat en die hun eerste aanvraag voor vergunning overeenkomstig de bepalingen van dit besluit na 31 maart 1999 hebben ingediend;

4° drie jaar vanaf de dag van het vervallen van de vorige vergunning in het geval van het hernieuwen van de vergunning. ».

Art. 7. Artikel 10, §§ 2 tot 5 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« § 2. Indien de bevoegde overheid overweegt de vergunning te weigeren of in te trekken, dan hoort deze eerst de belanghebbende vooraleer een beslissing te nemen.

Na het horen van de belanghebbende deelt de bevoegde overheid haar beslissing aan de belanghebbende mede.

§ 3. De bevoegde overheid kan beslissen het afgeven, het weigeren of het intrekken van de vergunning uit te stellen. In dat geval deelt de bevoegde overheid dit schriftelijk aan de belanghebbende mede met de vastgestelde inbreuken en de uiterste datum, tegen dewelke deze inbreuken niet meer mogen bestaan.

De bevoegde overheid voert een nieuw onderzoek ten laatste 3 maanden nadat deze uiterste datum verstreken is.

Indien de bevoegde overheid binnen deze termijn van 3 maanden geen onderzoek verricht heeft, dan wordt de vergunning beschouwd afgegeven te zijn. ».

§ 4. Indien de bevoegde overheid beslist om de vergunning te weigeren of in te trekken, dan beschikt de belanghebbende over 10 werkdagen na de dag van verzending van de beslissing (de postdatum geldt als bewijs) om bij de Minister bij aangetekende brief gemotiveerd beroep tegen die beslissing aan te tekenen.

Het ingediende beroep schorst de beslissing tot intrekking van de vergunning.

Indien de bevoegde overheid de intrekking rechtvaardigt omwille van een ernstig of dreigend gevaar voor de volksgezondheid, dan is het beroep echter niet schorsend.

§ 5. Na ontvangst van het in § 4 bedoelde beroep voert de bevoegde overheid binnen de 60 kalenderdagen na de dag van verzending van het beroep (de postdatum geldt als bewijs) een nieuw onderzoek.

Indien dit nieuwe onderzoek gunstig is, dan geeft de bevoegde overheid de vergunning af binnen de 90 kalenderdagen na de dag van verzending van het in § 4 bedoelde beroep (de postdatum geldt als bewijs).

Indien dit nieuwe onderzoek ongunstig is, dan beschikken de Minister of zijn gemachtigde over 90 kalenderdagen na de dag van verzending van het in § 4 bedoelde beroep (de postdatum geldt als bewijs) om een beslissing te nemen.

Na deze termijn van 90 dagen en bij gebrek aan een beslissing hetzij van weigeren tot afgeven hetzij van intrekken van de vergunning door de Minister of door zijn gemachtigde, wordt de vergunning beschouwd afgegeven of behouden te zijn. ».

Art. 8. L'article 11, 3ème alinéa et le point 2 de l'annexe du même arrêté sont abrogés.

Art. 9. Dans l'annexe du même arrêté :

1° les mots "à l'exclusion du secteur HORECA" sont ajoutés au point 1.2. dans la colonne "type d'activité" après les mots "Fabrication et transformation de denrées alimentaires";

2° dans la note en bas de page (2) les mots ", où sont préparées des denrées alimentaires destinées pour la consommation directe par les consommateurs," sont ajoutés après le mot "traiteurs".

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

Art. 8. Artikel 11, 3de lid en punt 2 van de bijlage van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 9. In de bijlage van hetzelfde besluit :

1° worden onder punt 1.2., in de kolom "soort activiteit" na de woorden "Fabricage en verwerking van voedingsmiddelen" de woorden "met uitzondering van de HORECA-sector" toegevoegd;

2° worden in voetnoot (2) na het woord "traiteurs" de woorden ", waar kant en klare maaltijden bereid worden voor onmiddellijke consumptie door de verbruikers," toegevoegd.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

F. 99 — 914

[99/22261]

16 MARS 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 35, §§ 1^{er} et 2, modifiés par les lois des 20 décembre 1995 et 22 février 1998 et par l'arrêté royal du 25 avril 1997;

Vu l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, notamment l'article 28, § 8, remplacé par l'arrêté royal du 31 août 1998;

Vu les décisions de la Commission de conventions bandagistes-organismes assureurs, formulées le 15 décembre 1998;

Vu l'avis du Service du contrôle médical, formulé le 28 janvier 1998;

Vu l'avis de la Commission du contrôle budgétaire, formulé le 27 janvier 1999;

Vu la décision du Comité de l'assurance soins de santé, prise le 15 février 1999;

Vu l'urgence, motivée par le fait que le présent arrêté a pour objet des rectifications à apporter à l'arrêté royal du 31 août 1998, entièrement d'application au 1^{er} janvier 1999; qu'il est dès lors important que ces adaptations puissent prendre cours au plus tôt de façon à ce que notamment les bénéficiaires séjournant dans les hôpitaux psychiatriques entrent en ligne de compte pour l'attribution d'une voiturette.

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 2 mars 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 28, § 8, de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, remplacé par l'arrêté royal du 31 août 1998, est modifié comme suit :

1° Au 1°, a) voiturettes sans moyen de propulsion personnelle, sont apportées les modifications suivantes :

a) Dans le libellé de la prestation 616335-616346 les mots « avec allonge du repose-jambe » sont remplacés par les mots « avec une correction en longueur du repose-jambe ou avec un repose-jambe réglable d'une seule pièce avec correction en longueur du repose-jambe »;

N. 99 — 914

[99/22261]

16 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 35, §§ 1 en 2, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995 en 22 februari 1998 en bij het koninklijk besluit van 25 april 1997;

Gelet op de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, inzonderheid op het artikel 28, § 8, vervangen bij het koninklijk besluit van 31 augustus 1998;

Gelet op de beslissingen van de Overeenkomstencommissie bandagisten-verzekeringsinstellingen, geformuleerd op 15 december 1998;

Gelet op het advies van de Dienst voor geneeskundige controle, geformuleerd op 28 januari 1999;

Gelet op het advies van de Commissie voor begrotingscontrole, geformuleerd op 27 januari 1999;

Gelet op de beslissing van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging, genomen op 15 februari 1999;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat dit besluit tot doel heeft rechtzettingen aan te brengen in het koninklijk besluit van 31 augustus 1998, dat volledig van toepassing is vanaf 1 januari 1999; dat het derhalve van belang is dat die aanpassingen zo spoedig mogelijk kunnen ingaan opdat met name de rechthebbers die in een psychiatrisch ziekenhuis verblijven, in aanmerking komen voor de toekenning van een wagentje;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 2 maart 1999 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 28, § 8, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, vervangen bij het koninklijk besluit van 31 augustus 1998, wordt gewijzigd als volgt :

1° In 1°, a) wagentjes zonder persoonlijke aandrijving, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In de omschrijving van de verstrekking 616335-616346 worden de woorden « met beensteunverlening » vervangen door de woorden « met lengtecorrectie van het onderbeenstuk of met een verstelbare beensteun uit één stuk met lengtecorrectie van het onderbeenstuk »;

b) Dans le libellé de la prestation 616335-616346, après les mots « Les plaques cale-pied » les mots « ou la planche repose-pied » sont insérés;

c) Dans le texte en langue française du libellé de la prestation 616335-616346, les mots « siège automatique » doivent être remplacés par les mots « siège anatomique ».

2° Au 1°, b) voituresses à propulsion personnelle, sont apportées les modifications suivantes :

a) La prestation 615576-615580 et sa règle de non-cumul sont supprimées;

b) Après la prestation 616372-616383, la règle de non-cumul suivante est insérée :

« Pour la prestation 616372-616383, aucun accessoire prévu sous c) et d) ne peut être attesté. »;

c) Après la prestation 616394-616405, la règle de non-cumul suivante est insérée :

« Pour la prestation 616394-616405, aucun accessoire prévu sous c) et d) ne peut être attesté. »;

d) Dans le libellé de la prestation 616416-616420 les mots « avec allonge du repose-jambe » sont remplacés par les mots « avec une correction en longueur du repose-jambe ou avec un repose-jambe réglable d'une seule pièce avec correction en longueur du repose-jambe. »;

e) Dans le libellé de la prestation 616416-616420 après les mots « Les plaques cale-pied » les mots « ou la planche repose-pied » sont insérés.

3° Au 10°, après les mots « coordonné le 14 juillet 1994, », les mots « sauf les hôpitaux psychiatriques et » sont insérés.

4° Au 18°, Critères minimum de fabrication, conditions particulières pour les voituresses à propulsion personnelle, sont apportées les modifications suivantes :

a) Dans le texte en langue française du troisième alinéa, les mots « deux largeurs » doivent être remplacés par les mots « quatre largeurs »;

b) L'alinéa 10 est supprimé.

5° Au 19°, c) Autres éléments constitutifs du dossier, alinéa 2, le numéro de la prestation 615576-615580 est supprimé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

b) In de omschrijving van de verstrekking 616335-616346 worden na de woorden « De voetplaten » de woorden « of voetenplank » ingevoegd;

c) In de Franse tekst van de omschrijving van de verstrekking 616335-616346 worden de woorden « siège automatique » vervangen door de woorden « siège anatomique ».

2° In 1°, b) wagentjes met persoonlijke aandrijving worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) De verstrekking 615576-615580 en zijn non-cumulregel worden geschrapt;

b) Na de verstrekking 616372-616383 wordt de volgende non-cumulregel ingevoegd :

« Voor de verstrekking 616372-616383 mag geen onder c) en d) vastgesteld toebehoren worden aangerekend. »;

c) Na de verstrekking 616394-616405 wordt de volgende non-cumulregel ingevoegd :

« Voor de verstrekking 616394-616405 mag geen onder c) en d) vastgesteld toebehoren worden aangerekend. »;

d) In de omschrijving van de verstrekking 616416-616420 worden de woorden « met beensteunverlenging » vervangen door de woorden « met lengtecorrectie van het onderbeenstuk of met een verstelbare beensteun uit één stuk met lengtecorrectie van het onderbeenstuk. »;

e) In de omschrijving van de verstrekking 616416-616420 worden na de woorden « De voetplaten » de woorden « of voetenplank » ingevoegd.

3° In 10° worden na de woorden « gecoördineerd op 14 juli 1994, » de woorden « met uitzondering van de psychiatrische ziekenhuizen en » ingevoegd.

4° In 18°, Minimumfabricage maatstaven, bijzondere voorwaarden voor de wagentjes met persoonlijke aandrijving, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In de Franse tekst van het derde lid worden de woorden « deux largeurs » vervangen door de woorden « quatre largeurs »;

b) Het tiende lid wordt geschrapt.

5° In 19°, c) Andere samenstellende elementen van het dossier, tweede lid, wordt het verstrekkingsnummer 615576-615580 geschrapt.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

F. 99 — 915

[C - 99/22234]

**17 MARS 1999. — Arrêté royal
modifiant l'arrêté royal du 5 mars 1990
relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, notamment l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées, notamment l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 20 novembre 1990;

Vu l'avis du Conseil supérieur national des handicapés, donné le 15 février 1999;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 1^{er} février 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 mars 1999;

N. 99 — 915

[C - 99/22234]

**17 MAART 1999. — Koninklijk besluit
tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 maart 1990
betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, inzonderheid op artikel 7, § 1, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden, inzonderheid op artikel 4, § 1, eerste lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 november 1990;

Gelet op het advies van de Nationale Hoge Raad voor gehandicapten, gegeven op 15 februari 1999;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 1 februari 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 11 maart 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnés le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant, d'une part que la mesure, qui entre en vigueur le 1^{er} avril 1999 est destinée à des personnes ayant des revenus faibles et doit donc être exécutée rapidement, et d'autre part que vu le nombre de dossiers de bénéficiaires d'une allocation pour l'aide aux personnes âgées à revoir d'office, l'administration doit s'organiser rapidement et adapter sans délai les programmes informatiques à cet effet;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées, modifié par l'arrêté royal du 20 novembre 1990, les nombres « 276 930 », « 208 080 » et « 138 465 » sont remplacés respectivement par les nombres « 291 293 », « 218 898 » et « 145 647 ».

Art. 2. Les dispositions de l'article 1^{er} sont appliquées d'office aux personnes qui perçoivent effectivement une allocation au 1^{er} avril 1999 ou dont le droit à l'allocation n'a pas encore été fixé par une décision administrative ou judiciaire à cette date.

Pour les personnes qui perçoivent effectivement au 1^{er} avril 1999 une allocation réduite en application de l'article 7 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, le droit à l'allocation est majoré de la différence entre le montant du plafond visé à l'article 7 de la loi, tel qu'il est modifié par le présent arrêté, et le montant de ce plafond, tel qu'il existait avant sa modification par le présent arrêté.

Toutefois, la disposition de l'alinéa précédent ne peut pas avoir pour effet que la personne bénéficie d'une allocation dont le montant est supérieur à celui auquel il peut prétendre en vertu de l'article 3 de l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 1999.

Art. 4. Notre Ministre de la Santé publique et Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,

M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale,

J. PEETERS

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende enerzijds dat de maatregel, die in werking treedt op 1 april 1999, bestemd is voor de personen met een gering inkomen en derhalve snel uitgevoerd te worden en anderzijds dat, gelet op het aantal dossiers van de gerechtigden op een tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden dat ambtshalve herzien dient te worden het bestuur zich hiervoor dient te organiseren en onverwijld de informatica-programma's dient aan te passen;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 4, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden, gewijzigd door het koninklijk besluit van 20 november 1990, worden de getallen « 276 930 », « 208 080 » en « 138 465 » respectievelijk vervangen door de getallen « 291 293 », « 218 898 » en « 145 647 ».

Art. 2. De bepalingen van artikel 1 worden ambtshalve toegepast op de personen die op 1 april 1999 werkelijk een tegemoetkoming ontvangen of waarvan het recht op een tegemoetkoming nog niet bij een administratieve of gerechtelijke beslissing is vastgesteld op die datum.

Voor de personen die werkelijk op 1 april 1999 een tegemoetkoming ontvangen verminderd in toepassing van artikel 7 van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, wordt het recht op de tegemoetkoming verhoogd met het verschil tussen het in artikel 7 van de wet bedoelde bedrag van de grens, zoals gewijzigd door dit besluit, en het bedrag van deze grens, zoals die bestond voor de wijziging door dit besluit.

Nochtans kan de bepaling van het vorig lid niet tot gevolg hebben dat de persoon recht heeft op een tegemoetkoming waarvan het bedrag hoger ligt dan datgene waarop hij aanspraak kan maken overeenkomstig artikel 3 van het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1999.

Art. 4. Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,

M. COLLA

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie,

J. PEETERS

F. 99 — 916

[C - 99/22233]

**17 MARS 1999. — Arrêté royal
modifiant l'arrêté royal du 5 mars 1990
relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, notamment l'article 7, § 2;

Vu l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées, notamment l'article 6, § 2, modifié par l'arrêté royal du 30 mars 1993;

Vu l'avis du Conseil supérieur national des handicapés, donné le 3 mars 1999;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné 8 mars 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné 11 mars 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnés le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

N. 99 — 916

[C - 99/22233]

**17 MAART 1999. — Koninklijk besluit
tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 maart 1990
betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, inzonderheid op artikel 7, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden, inzonderheid op artikel 6, § 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1993;

Gelet op het advies van de Nationale Hoge Raad voor Gehandicapten, gegeven op 3 maart 1999;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 8 maart 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 11 maart 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'administration doit prendre sans délai les mesures d'exécution nécessaires et que les mesures dans le régime des pensions pour travailleurs salariés et dans le régime du revenu garanti pour personnes âgées entrent en vigueur le 1^{er} avril 1999;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 6, § 2, de l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées, modifié par l'arrêté royal du 30 mars 1993, est complété comme suit :

« 7° la prime de revalorisation accordée dans le régime de pensions des travailleurs salariés;

8° l'allocation spéciale forfaitaire de chauffage accordée dans le régime du revenu garanti pour personnes âgées. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 1999.

Art. 3. Notre Ministre de la Santé publique et Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale,
J. PEETERS

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de administratie de nodige uitvoeringsmaatregelen onverwijld dient te treffen en dat de maatregelen in de pensioenregeling voor werknemers en in het stelsel van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden in werking treden op 1 april 1999;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 6, § 2, van het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1993, wordt aangevuld als volgt :

« 7° de herwaarderingspremie toegekend in de pensioenregeling der werknemers;

8° de forfaitaire bijzondere verwarmingstoelage toegekend in het stelsel van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1999.

Art. 3. Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie,
J. PEETERS

F. 99 — 917

[C - 99/22232]

17 MARS 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, notamment les articles 7, § 2, et 13, § 1^{er}, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration, notamment les articles 8, § 1^{er}, alinéa 4, modifié par les arrêtés royaux des 14 avril 1993 et 15 janvier 1999, et 30, § 1^{er}, alinéa 2, inséré par l'arrêté royal du 14 avril 1993;

Vu l'avis du Conseil supérieur national des handicapés, donné le 3 mars 1999;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 8 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 mars 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnés le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'administration doit prendre sans délai les mesures d'exécution nécessaires, que les mesures dans le régime des pensions pour travailleurs salariés et dans le régime du revenu garanti pour personnes âgées entrent en vigueur le 1^{er} avril 1999 et que la mesure dans le régime de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1998;

N. 99 — 917

[C - 99/22232]

17 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, inzonderheid op artikel 7, § 2, en 13, § 1, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming, inzonderheid op de artikelen 8, § 1, vierde lid, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 14 april 1993 en 15 januari 1999, en 30, § 1, tweede lid, ingevoegd door het koninklijk besluit van 14 april 1993;

Gelet op het advies van de Nationale Hoge Raad voor gehandicapten, gegeven op 3 maart 1999;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 8 maart 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 11 maart 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de administratie de nodige uitvoeringsmaatregelen onverwijld dient te treffen en dat de maatregelen in de pensioenregeling der werknemers en het stelsel van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden in werking treden op 1 april 1999 en dat de maatregel in de regeling van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in werking is getreden op 1 oktober 1998;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 8, § 1^{er}, alinéa 4, de l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration, modifié par les arrêtés royaux des 14 avril 1993 et 15 janvier 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour la détermination du revenu, il n'est pas tenu compte :

1° des allocations et compléments de rémunération perçus par le handicapé qui suit une formation, réadaptation ou rééducation professionnelles à charge des pouvoirs publics, d'un service public ou d'un organisme de sécurité sociale;

2° de la prime de revalorisation accordée dans le régime des pensions pour travailleurs salariés et de l'allocation spéciale forfaitaire de chauffage accordée dans le régime du revenu garanti aux personnes âgées;

3° de l'allocation forfaitaire pour l'aide d'une tierce personne accordée à un travailleur avec personne à charge dans le régime de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités. »

Art. 2. L'article 30, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 14 mars 1993, est complété comme suit :

« La prime de revalorisation accordée dans le régime des pensions des travailleurs salariés, ainsi que l'allocation spéciale forfaitaire de chauffage dans le régime du revenu garanti pour personnes âgées ne sont pas prises en compte pour fixer le droit à l'allocation de remplacement de revenus. Pour la fixation du droit à l'allocation d'intégration il n'est pas tenu compte du montant de l'allocation forfaitaire pour l'aide d'une tierce personne pour le travailleur avec personne à charge dans le régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 1999, à l'exception des dispositions relatives à l'allocation pour l'aide d'une tierce personne, qui produisent leurs effets le 1^{er} octobre 1998.

Art. 4. Notre Ministre de la Santé publique et Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale,
J. PEETERS

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 8, § 1, vierde lid, van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 14 april 1993 en 15 januari 1999, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor het bepalen van het inkomen wordt geen rekening gehouden met :

1° de uitkeringen en het aanvullend loon door de gehandicapte ontvangen die een beroepsopleiding, omscholing of herscholing volgt die ten laste is van de overheid, een openbare dienst of een sociale zekerheidsinstelling;

2° de herwaarderingspremie toegekend in de pensioenregeling der werknemers en de forfaitaire bijzondere verwarmingstoelage toegekend in het stelsel van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden;

3° de forfaitaire tegemoetkoming voor hulp van derden toegekend aan een werknemer met persoon ten laste in de regeling van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.»

Art. 2. Artikel 30, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd door het koninklijk besluit van 14 april 1993, wordt aangevuld als volgt :

« De herwaarderingspremie toegekend in de pensioenregeling voor werknemers en de forfaitaire bijzondere verwarmingstoelage toegekend in het stelsel van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden worden nochtans niet in aanmerking genomen voor het bepalen van het recht op de inkomensvervangende tegemoetkoming. Voor het vaststellen van het recht op de integratietegemoetkoming wordt geen rekening gehouden met het bedrag van de forfaitaire tegemoetkoming voor hulp van derden toegekend aan een werknemer met persoon ten laste in de regeling van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1999, met uitzondering van de bepalingen met betrekking tot de tegemoetkoming voor hulp van derden, die uitwerking hebben met ingang van 1 oktober 1998.

Art. 4. Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie,
J. PEETERS

F. 99 — 918

[C - 99/22231]

17 MARS 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 novembre 1969 portant règlement général relatif à l'octroi des allocations aux handicapés

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés, notamment l'article 8, § 1^{er}, alinéa 3;

Vu la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, notamment l'article 28, modifié par les lois des 22 décembre 1989 et 20 décembre 1992;

Vu l'arrêté royal du 17 novembre 1969 portant règlement général relatif à l'octroi d'allocations aux handicapés, notamment l'article 39;

N. 99 — 918

[C - 99/22231]

17 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 november 1969 houdende algemeen reglement betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan minder-validen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan minder-validen, inzonderheid op artikel 8, § 1, derde lid;

Gelet op de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, inzonderheid op artikel 28, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1989 en 30 december 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 november 1969 houdende algemeen reglement betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan minder-validen, inzonderheid op artikel 39;

Vu l'avis du Conseil supérieur national des handicapés, donné le 3 mars 1999;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 8 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 mars 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996

Vu l'urgence;

Considérant que l'administration doit prendre sans délai les mesures d'exécution nécessaires et que les mesures dans le régime des pensions pour travailleurs salariés et dans le régime du revenu garanti pour personnes âgées entrent en vigueur le 1 avril 1999;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 39 de l'arrêté royal du 17 novembre 1969 portant règlement général relatif à l'octroi d'allocations aux handicapés, il est inséré un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. Pour l'application de l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi il n'est pas tenu compte de la prime de revalorisation accordée dans le régime de pension pour travailleurs salariés, ni de l'allocation spéciale forfaitaire de chauffage accordée dans le régime du revenu garanti pour personnes âgées. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 1999.

Art. 3. Notre Ministre de la Santé publique et Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale,
J. PEETERS

Gelet op het advies van de Nationale Hoge Raad voor gehandicapten, gegeven op 3 maart 1999;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 8 maart 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 11 maart 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de administratie de nodige uitvoeringsmaatregelen onverwijld dient te treffen en dat de maatregelen in de pensioenregeling voor werknemers en in het stelsel van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden in werking treden op 1 april 1999;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 39 van het koninklijk besluit van 17 november 1969 houdende algemeen reglement betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de minder-validen, wordt een § 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5 Voor de toepassing van artikel 8, § 1, eerste lid, van de wet wordt geen rekening gehouden met de herwaarderingspremie toegekend in de pensioenregeling der werknemers en evenmin met de forfaitaire bijzondere verwarmingstoelage toegekend in het stelsel van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden. ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1999.

Art. 3. Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie,
J. PEETERS

F. 99 — 919

[S - C - 99/22238]

18 MARS 1999. — Arrêté royal portant exécution de l'article 7, alinéa 10, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment l'article 7, alinéa 10 comme inséré par arrêté royal du 23 décembre 1996 confirmé par la loi du 13 juin 1997 portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, et la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 février 1999;

Vu l'avis de Notre Ministre du Budget, donné le 11 mars 1999;

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment l'article 54;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'en application de l'article 7, alinéa 10 de l'arrêté royal n° 50 précité, la limite du montant de la rémunération est adaptée tous les deux ans, que le Conseil des

N. 99 — 919

[S - C - 99/22238]

18 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 7, 10e lid, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op artikel 7, 10e lid zoals ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 december 1996 bekrachtigd bij de wet van 13 juni 1997 tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese economische en monetaire unie, en de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 februari 1999.

Gelet op het advies van de Minister van Begroting, gegeven op 11 maart 1999;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op artikel 54;

Gelet op de hoogdringendheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat in toepassing van artikel 7, 10e lid van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967, voornoemd, het loonplafond om de twee jaar

Ministres a décidé, le 12 mars 1999 d'adapter la limite du montant de la rémunération pour l'année 1999, que l'Office national des pensions doit immédiatement être en état de prendre les mesures nécessaires pour calculer directement le montant des pensions;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions et de l'avis de nos Ministres qui en ont délibérés en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le montant annuel prévu à l'article 7, alinéa 3 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés est pour les années après 1998 multiplié par 1,029.

Art. 2. Le Ministre des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé Publique et des Pensions,
M. COLLA

wordt aangepast, dat de Ministerraad op 12 maart 1999 heeft beslist om het loonplafond voor het jaar 1999 aan te passen, dat de Rijksdienst voor pensioenen dringend de nodige maatregelen moet kunnen nemen om de pensioenen correct te kunnen berekenen;

Op voordracht van Onze Minister van Pensioenen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het in artikel 7, 3° lid van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers bedoelde jaarbedrag wordt voor de jaren na 1998 vermenigvuldigd met 1,029.

Art. 2. De Minister van Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

F. 99 — 920

[C - 99/22239]

18 MARS 1999. — Arrêté royal portant exécution de l'article 29, § 4, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment l'article 29, § 4, remplacé par l'article 11 de l'arrêté royal du 23 décembre 1996, confirmé par la loi du 13 juin 1997 portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, et la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 février 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 11 mars 1999;

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment l'article 54;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'il résulte de plusieurs études que la pension diminue en valeur réelle d'année en année, qu'il est indispensable de prévoir une adaptation à l'évolution du bien-être en faveur des pensionnés dont la pension a pris cours effectivement et pour la première fois, il y a plusieurs années, qu'en outre l'O.N.P. doit immédiatement être en état d'exécuter le présent arrêté;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibérés en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Une prime de revalorisation est allouée aux bénéficiaires d'une pension de travailleur salarié qui a pris cours effectivement et pour la première fois avant le 1^{er} janvier 1991.

Lorsqu'il s'agit d'une pension de survie qui a pris cours après le 31 décembre 1990, l'année de prise de cours prise en considération pour l'application de l'alinéa précédent, est celle durant laquelle a pris cours effectivement et pour la première fois la pension de retraite du conjoint décédé pour autant que celui-ci était titulaire de cette pension au moment de son décès.

N. 99 — 920

[C - 99/22239]

18 MAART 1999. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 29, § 4, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende de rust- en overlevingspensioenen voor werknemers

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op artikel 29, § 4, zoals vervangen door artikel 11 van het koninklijk besluit van 23 december 1996 bekrachtigd bij de wet van 13 juni 1997 tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese economische en monetaire unie, en de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 22 februari 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 11 maart 1999;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op artikel 54;

Gelet op de hoogdringendheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat uit verschillende studies blijkt dat het pensioen in reële waarde daalt met het verloop van de jaren, dat voor de gepensioneerden wier pensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal reeds enige jaren geleden is ingegaan dringend een aanpassing van het pensioen aan de evolutie van het algemeen welzijn nodig is, dat de R.V.P. daarenboven onverwijld in staat moet worden gesteld om onderhavig besluit uit te voeren;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Aan de gerechtigden op een pensioen in de regeling voor werknemers dat daadwerkelijk en voor de eerste maal is ingegaan vóór 1 januari 1991 wordt een herwaarderingspremie toegekend.

Wanneer het een overlevingspensioen betreft dat ingegaan is na 31 december 1990, is voor de toepassing van het voorgaande lid het in aanmerking te nemen ingangjaar het jaar tijdens hetwelk het rustpensioen van de overleden echtgenoot daadwerkelijk en voor de eerste maal is ingegaan wanneer deze op het ogenblik van zijn overlijden dit pensioen genoot.

Art. 2. § 1^{er}. Le montant de la prime prévue à l'article 1^{er} est égal à 6 % du montant mensuel brut des pensions de retraite et de survie du régime des travailleurs salariés dues pour le mois de février et ne peut en aucun cas être inférieur à F 100.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le montant de la prime pour l'année 1999 est égal à 4,5 % du montant mensuel brut des pensions de retraite et de survie du régime des travailleurs salariés dues pour le mois d'avril 1999 et ne peut en aucun cas être inférieur à F 100.

§ 3. En cas de bénéfice de plusieurs pensions de travailleur salarié, il suffit que l'une d'elle satisfasse aux conditions prévues à l'article 1^{er} pour que le pourcentage prévu aux paragraphes précédent soit appliqué sur le montant total des pensions de travailleurs salarié dû pour le mois concerné.

§ 4. La prime prévue à l'article 1^{er} est payée en même temps que la pension du mois de février, exception faite pour l'année 1999 où elle est payée en même temps que la pension du mois d'avril, à condition que la pension de travailleur salarié est due pour le mois de février ou d'avril selon le cas.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la suspension de la pension en application de l'article 64bis, § 7, de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, n'a pas d'influence sur le droit à la prime.

Art. 3. La prime de revalorisation instaurée par le présent arrêté n'est pas due aux personnes auxquelles un revenu garanti aux personnes âgées est dû pour le mois de paiement de la prime.

Art. 4. La prime est considérée être une pension du régime des travailleurs salariés, mais n'est pas prise en considération pour l'application des règles de cumul entre pensions.

Art. 5. En cas de décès de l'ayant droit, les dispositions de l'article 72 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés sont applicables.

Art. 6. Cet arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 1999.

Art. 7. Notre Ministre des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé Publique et des Pensions.
M. COLLA

Art. 2. § 1. Het bedrag van de in artikel 1 bedoelde premie is gelijk aan 6 % van het bruto-maandbedrag van de rust- en overlevingspensioenen in de werknemersregeling verschuldigd voor de maand februari en in geen geval lager dan F 100.

§ 2. In afwijking van § 1 is het bedrag van de in artikel 1 bedoelde premie voor het jaar 1999 gelijk aan 4,5 % van het brutomaandbedrag van de rust- en overlevingspensioenen in de werknemersregeling verschuldigd voor de maand april 1999 en in geen geval lager dan F 100.

§ 3. In geval van gelijktijdig genot van meerdere werknemerspensioenen, volstaat het dat voor één van deze voldaan is aan de voorwaarden voorzien in artikel 1 opdat het in de vorige paragrafen voorziene percentage toegepast zou worden op het volledige bedrag van de werknemerspensioenen verschuldigd voor de betrokken maand.

§ 4. De in artikel 1 voorziene premie wordt betaald samen met het pensioen voor de maand februari met uitzondering voor het jaar 1999 waar ze betaald wordt samen met het pensioen voor de maand april en dit op voorwaarde dat het pensioen in de regeling voor werknemers verschuldigd is voor de maand februari, of april naargelang het geval.

In afwijking van het vorig lid heeft de schorsing van het pensioen in toepassing van artikel 64bis, § 7, van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende de rust- en overlevingspensioenen voor werknemers, geen invloed op het recht op de premie.

Art. 3. De door dit besluit ingestelde herwaarderingspremie is niet verschuldigd aan de gerechtigden aan wie voor de maand waarin de premie uitbetaald wordt een gewaarborgd inkomen voor bejaarden verschuldigd is.

Art. 4. De premie wordt beschouwd als een pensioen in de regeling voor werknemers maar wordt niet in aanmerking genomen voor de toepassing van de regels inzake cumulatie van pensioenen.

Art. 5. In geval van overlijden van de gerechtigde zijn de bepalingen van artikel 72 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers van toepassing.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1999.

Art. 7. Onze Minister van Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 maart 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

F. 99 — 921

[S - C - 99/22240]

18 MARS 1999. — Arrêté royal portant exécution de l'article 22bis de la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées, notamment l'article 22bis inséré par l'article 73 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 février 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 11 mars 1999;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'aucune allocation spéciale forfaitaire de chauffage n'a plus été allouée depuis 1993 aux bénéficiaires d'un revenu garanti aux personnes âgées, que les coûts en matière d'énergie constituent une lourde charge pour cette catégorie de personnes, que le Conseil des Ministres a décidé en date du 12 mars 1999, vu la marge budgétaire disponible, d'accorder cette allocation à ces personnes en avril 1999, que l'Office national des pensions doit pouvoir immédiatement exécuter cette mesure;

N. 99 — 921

[S - C - 99/22240]

18 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden, inzonderheid op artikel 22bis ingevoegd bij artikel 73 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 februari 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 11 maart 1999;

Gelet op de hoogdringendheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat aan de genietters van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden sedert 1993 geen forfaitaire bijzondere verwarmingstoelage meer werd toegekend, dat de energiekosten voor deze categorie van personen een zware uitgavenpost betekenen, dat de Ministerraad op 12 maart 1999 beslist heeft om, gelet op de beschikbare budgettaire ruimte, aan deze personen in april 1999 deze toelage te verlenen, dat de R.V.P. onverwijld in staat moet worden gesteld om deze maatregel uit te voeren.

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibérés en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'allocation spéciale forfaitaire de chauffage est accordée aux personnes qui, pour le mois de février, bénéficient du paiement d'un revenu garanti aux personnes âgées.

§ 2. Cette allocation est payée d'office par l'Office national des pensions en même temps que les prestations dues pour le mois de février.

Art. 2. § 1^{er}. Le montant de l'allocation spéciale forfaitaire de chauffage est fixé à 1 500 FB pour l'année 1999.

Ce montant est porté à 2 000 FB pour les bénéficiaires d'un revenu garanti dont le montant est déterminé en application de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 1^{er} avril 1969.

Le montant de l'allocation est égal à 1 000 FB, lorsque le conjoint séparé de fait bénéficie de la moitié du revenu garanti, déterminé en application de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 1^{er} avril 1969.

§ 2. A partir de l'année 2000, les montants prévus au paragraphe précédent sont portés respectivement à 2 000 FB, 2 667 FB et 1 333 FB.

Art. 3. Par dérogation à l'article 1^{er}, pour ce qui concerne l'année 1999, l'allocation spéciale forfaitaire de chauffage est allouée aux personnes qui ont droit au paiement d'un revenu garanti pour le mois d'avril.

Dans ce cas l'allocation est payée d'office par l'Office national des pensions en même temps que les prestations dues pour le mois d'avril.

Art. 4. En cas de décès du bénéficiaire, les dispositions de l'article 59 de l'arrêté royal du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées sont applicables.

Art. 5. L'allocation spéciale forfaitaire de chauffage attribuée en exécution du présent arrêté n'entre pas en ligne de compte pour l'application des règles de cumul des allocations sociales ni pour l'attribution des avantages soumis au préalable à un calcul des ressources.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 1999.

Art. 7. Notre Ministre des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé Publique et des Pensions,
M. COLLA

Op voordracht van Onze Minister van Pensioenen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De forfaitaire bijzondere verwarmingstoelage wordt toegekend aan de personen die voor de maand februari gerechtigd zijn op de uitbetaling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

§ 2. Deze toelage wordt samen met de voor februari verschuldigde uitkeringen ambtshalve uitbetaald door de Rijksdienst voor pensioenen.

Art. 2. § 1. Het bedrag van de forfaitaire bijzondere verwarmingstoelage wordt voor het jaar 1999 vastgesteld op BEF 1 500.

Dit bedrag wordt op BEF 2 000 gebracht voor de gerechtigde op een gewaarborgd inkomen waarvan het bedrag bij toepassing van artikel 2, § 1, tweede lid van de wet van 1 april 1969 is vastgesteld.

Ingeval de feitelijk gescheiden echtgenoot de uitkering bekomt van de helft van het gewaarborgd inkomen, vastgesteld bij toepassing van artikel 2, § 1, tweede lid van de wet van 1 april 1969, is het bedrag van de forfaitaire bijzondere verwarmingstoelage gelijk aan BEF 1 000.

§ 2. Met ingang van het jaar 2000 worden de in de voorgaande paragraaf vermelde bedragen respectievelijk BEF 2 000, BEF 2 667 en BEF 1 333.

Art. 3. In afwijking van artikel 1 wordt, wat het jaar 1999 betreft, de forfaitaire bijzondere verwarmingstoelage toegekend aan de personen die voor de maand april gerechtigd zijn op de uitbetaling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

In dit geval wordt zij samen met de voor april verschuldigde uitkeringen ambtshalve uitbetaald door de Rijksdienst voor pensioenen.

Art. 4. In geval van overlijden van de gerechtigde zijn de bepalingen van artikel 59 van het koninklijk besluit van 29 april 1969 houdende algemeen reglement betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden van toepassing.

Art. 5. De krachtens dit besluit toegekende forfaitaire bijzondere verwarmingstoelage wordt niet in aanmerking genomen voor de toepassing van de regels inzake cumulatie van sociale uitkeringen noch voor de berekening van de bestaansmiddelen die aan het toekennen van bepaalde voordelen voorafgaat.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1999.

Art. 7. Onze Minister van Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

F. 99 — 922

[99/22213]

19 MARS 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal n° 33 du 30 mars 1982 relatif à une retenue sur des indemnités d'invalidité et des prépensions

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 33 du 30 mars 1982 relatif à une retenue sur des indemnités d'invalidité et des prépensions, notamment l'article 1er, alinéa 2, modifié par les arrêtés royaux des 13 avril 1989, 24 avril 1990, 1er mars 1991, 27 janvier 1992, 23 décembre 1993, 25 octobre 1994 et 27 avril 1998;

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment l'article 163;

Vu l'avis du Conseil national du Travail;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 février 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, remplacé par la loi du 4 juillet 1989, et modifié par la loi du 4 août 1996;

N. 99 — 922

[99/22213]

19 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 33 van 30 maart 1982 betreffende een inhouding op invaliditeitsuitkeringen en brugpensioenen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 33 van 30 maart 1982 betreffende een inhouding op invaliditeitsuitkeringen en brugpensioenen, inzonderheid op artikel 1, tweede lid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 april 1989, 24 april 1990, 1 maart 1991, 27 januari 1992, 23 december 1993, 25 oktober 1994 en 27 april 1998;

Gelet op de programmawet van 30 december 1988, inzonderheid op artikel 163;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 februari 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989, en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'un fonctionnement efficace de l'administration de l'Etat nécessite une publication rapide des mesures d'exécution de la loi pour que les dispositions administratives relatives à leur application soient prises au plus tôt;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Ministre des Pensions, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 33 du 30 mars 1982 relatif à une retenue sur des indemnités d'invalidité et des prépensions, modifié par les arrêtés royaux des 13 avril 1989, 24 avril 1990, 1er mars 1991, 27 janvier 1992, 23 décembre 1993, 25 octobre 1994 et 27 avril 1998 est remplacé par la disposition suivante :

« Cette retenue ne peut avoir pour effet de réduire le montant des allocations sociales visées à l'alinéa 1er, 1°, 2°, 3° et 5°, à un montant inférieur à F 20 491 par mois, augmenté de F 4 191 pour les bénéficiaires ayant charge de famille. Ces montants de base sont liés à l'indice-pivot 132,13. Ils s'adaptent conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre des Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat een efficiënte werking van de Rijksadministratie een spoedige bekendmaking van de uitvoeringsmaatregelen van de wet vereist opdat de administratieve schikkingen met betrekking tot de toepassing ervan zonder verwijl zouden kunnen worden genomen;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Pensioenen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1, tweede lid van het koninklijk besluit nr. 33 van 30 maart 1982 betreffende een inhouding op invaliditeitsuitkeringen en brugpensioenen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 april 1989, 24 april 1990, 1 maart 1991, 27 januari 1992, 23 december 1993, 25 oktober 1994 en 27 april 1998 wordt vervangen door het volgende lid :

« Deze inhouding mag niet tot gevolg hebben dat het bedrag van de sociale uitkeringen, beoogd in de eerste alinea, 1°, 2°, 3° en 5° wordt verminderd tot een bedrag lager dan F 20 491 per maand, verhoogd met F 4 191 voor de rechthebbenden met gezinslast. Deze basisbedragen worden gekoppeld aan de spilindex 132,13. Ze worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971, houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op eerste dag van de tweede maand volgend op die in de loop waarvan het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

F. 99 — 923

[C - 99/22246]

22 MARS 1999. — Arrêté royal pris en exécution de l'article 161 de la loi du 25 janvier 1999 portant des dispositions sociales

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 161 de la loi du 25 janvier 1999 portant des dispositions sociales;

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, notamment l'article 22, § 2, a);

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que l'équilibre financier du régime des vacances annuelles doit être garanti en 1999;

Vu l'avis du Comité de gestion de la Sécurité sociale du 4 mars 1999;

Vu la notification de la décision du Conseil des Ministres du 12 mars 1999 qui prévoit que les 3 milliards à rembourser à l'ONVA seront avancés par la gestion globale et ensuite payés à charge du Trésor dès qu'il y aura une base légale à cet effet;

N. 99 — 923

[C - 99/22246]

22 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 161 van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 161 van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen;

Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, inzonderheid op artikel 22, § 2, a);

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de hoogdringendheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat het financieel evenwicht van de sector jaarlijkse vakantie dient gewaarborgd te worden in 1999;

Gelet op het advies van het Beheerscomite van de Sociale Zekerheid van 4 maart 1999;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 12 maart 1999 die voorziet dat de 3 miljard frank terug te betalen aan de RJV wordt voorgesloten door het globaal beheer en daarna ten laste wordt genomen door de Schatkist zodra de wettelijke basis daartoe is voorzien;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Une somme de 3 000 millions de francs provenant des moyens financiers de la gestion globale prévus à l'article 22, § 2, a), de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés est attribuée à l'Office national des vacances annuelles.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 avril 1999.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 mars 1999..

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Op de voordracht van onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een som van 3 000 miljoen frank komende van het Globaal financieel beheer zoals bepaald bij artikel 22, § 2, a) van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, wordt toegekend aan de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 15 april 1999.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

F. 99 — 924

[C - 99/22243]

29 MARS 1999. — Arrêté royal portant intégration du double pécule de vacances pour le troisième jour de la quatrième semaine de vacances annuelles des travailleurs salariés et modifiant le taux de la cotisation annuelle pour le régime des vacances annuelles

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 3, § 4, alinéa 4, modifié par la loi du 13 juin 1966 et l'arrêté royal du 1^{er} mars 1989;

Vu l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, notamment l'article 2, § 3, 6°, modifié par les arrêtés royaux n° 96 du 28 septembre 1982, du 1^{er} mars 1989, du 13 octobre 1989 et par la loi du 22 février 1998;

Vu l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, notamment l'article 3, § 3, 6°, modifié par les arrêtés royaux n° 96 du 28 septembre 1982, du 1^{er} mars 1989 et du 8 juin 1989;

Vu les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971, notamment l'article 9, alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} mars 1989 et par la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, l'article 10, l'article 19, § 3, 1° et l'article 65, modifié par les lois des 28 mars 1975 et 30 décembre 1988 et par la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses;

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, notamment l'article 38, § 3, alinéa 1^{er}, 8°, modifié par les arrêtés royaux n° 96 du 28 septembre 1982 et du 1^{er} mars 1989;

Vu la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, notamment les articles 117 à 123;

Vu l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 concernant le fonctionnement de l'Office national de sécurité sociale, notamment l'article 5, alinéa 4, modifié par les arrêtés royaux des 10 mars 1978 et 1^{er} mars 1989;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, notamment l'article 14, modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 1970, 9 avril 1975 et 1^{er} mars 1989, l'article 28, modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} octobre 1985 et 1^{er} mars 1989, l'article 38, modifié par les arrêtés royaux des 2 avril 1970 et 1^{er} mars 1989, l'article 46, modifié par les arrêtés royaux des 9 avril 1975, 24 septembre 1986 et 1^{er} mars 1989, l'article 53, modifié par les arrêtés royaux des 2 avril 1970 et 1^{er} mars 1989 et l'article 56, alinéa 1^{er}, modifié par les arrêtés royaux des 9 avril 1975, 24 septembre 1986 et 1^{er} mars 1989;

N. 99 — 924

[C - 99/22243]

29 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot integratie van het dubbel vakantiegeld voor de derde dag van de vierde vakantieweek van de werknemers en tot wijziging van de jaarlijkse bijdrage voor de regeling van de jaarlijkse vakantie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 3, § 4, vierde alinea, gewijzigd bij de wet van 13 juni 1966 en het koninklijk besluit van 1 maart 1989;

Gelet op de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden, inzonderheid op artikel 2, § 3, 6°, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr 96 van 28 september 1982, van 1 maart 1989, van 13 oktober 1989 en bij de wet van 22 februari 1998;

Gelet op de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij, inzonderheid op artikel 3, § 3, 6°, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr 96 van 28 september 1982, van 1 maart 1989 en van 8 juni 1989;

Gelet op de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1971, inzonderheid op artikel 9, eerste alinea, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1989 en bij de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, op artikel 10, op artikel 19, § 3, 1° en op artikel 65, gewijzigd bij de wetten van 28 maart 1975 en 30 december 1988 en bij de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen;

Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, inzonderheid op artikel 38, § 3, eerste lid, 8°, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 96 van 28 september 1982 en van 1 maart 1989;

Gelet op de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, inzonderheid op de artikelen 117 tot 123;

Gelet op het besluit van de Regent van 16 januari 1945 betreffende de werking van de Rijkdienst voor maatschappelijke zekerheid, inzonderheid op artikel 5, vierde lid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 maart 1978 en 1 maart 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders, inzonderheid op artikel 14, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 1970, 9 april 1975 en 1 maart 1989, artikel 28, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 oktober 1985 en 1 maart 1989, artikel 38, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 april 1970 en 1 maart 1989, artikel 46, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 april 1975, 24 september 1986 en 1 maart 1989, artikel 53, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 april 1970 en 1 maart 1989 en artikel 56, eerste lid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 april 1975, 24 september 1986 en 1 maart 1989;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 19, § 1^{er}, alinéa 5, inséré par l'arrêté royal du 27 janvier 1997;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1971 déterminant des modalités spéciales d'application aux employeurs et aux travailleurs manuels de l'industrie et du commerce du diamant, de la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés, notamment l'article 4, § 1^{er}, 1°, remplacé par l'arrêté royal du 1^{er} mars 1989;

Vu l'arrêté royal du 9 avril 1975 relatif au paiement de la cotisation destinée aux vacances annuelles dans l'industrie de la construction, notamment l'article 1^{er}, modifié par les arrêtés royaux des 31 mars 1977 et 1^{er} mars 1989;

Vu l'arrêté royal du 11 avril 1983 portant exécution de l'article 2, § 3, 6° de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, notamment l'article 1^{er}, modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} mars 1989 et 23 septembre 1998;

Vu l'arrêté royal du 12 mars 1984 portant exécution de l'article 38, § 3, 8°, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, notamment l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} mars 1989;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait que les intéressés doivent être informés sans délai des nouveaux droits et obligations en matière de calcul du pécule de vacances et de paiement des cotisations pour vacances annuelles, en exécution des articles 117 à 123 de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi et portant des dispositions diverses;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 3, § 4, alinéa 4, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par la loi du 13 juin 1966 et l'arrêté royal du 1^{er} mars 1989, les pourcentages « 9,50 » et « 15,50 » sont remplacés respectivement par les pourcentages « 9,98 » et « 15,98 »;

Art. 2. Dans l'article 2, §3, 6° de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, modifié par les arrêtés royaux n° 96 du 28 septembre 1982, du 1^{er} mars 1989, du 13 octobre 1989 et par la loi du 22 février 1998, les pourcentages « 15,50 » et « 9,50 » sont remplacés respectivement par les pourcentages « 15,98 » et « 9,98 »;

Art. 3. Dans l'article 3, § 3, 6° de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, modifié par les arrêtés royaux n° 96 du 28 septembre 1982, du 1^{er} mars 1989 et du 8 juin 1989, les pourcentages « 15,10 » et « 9,10 » sont remplacés respectivement par les pourcentages « 15,50 » et « 9,50 »;

Art. 4. Dans l'article 65 des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971, modifié par les lois des 28 mars 1975 et 30 décembre et par la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, le pourcentage « 9,90 » est chaque fois remplacé par le pourcentage « 9,98 »;

Art. 5. Dans l'article 38, § 3, alinéa 1^{er}, 8° de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, modifié par les arrêtés royaux n° 96 du 28 septembre 1982 et du 1^{er} mars 1989, les pourcentages « 15,50 » et « 9,50 » sont remplacés respectivement par les pourcentages « 15,98 » et « 9,98 »;

Art. 6. Dans l'article 5, alinéa 4, de l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 concernant le fonctionnement de l'Office national de sécurité sociale, modifié par les arrêtés royaux des 10 mars 1978 et 1^{er} mars 1989, le pourcentage « 9,50 » est remplacé par le pourcentage « 9,98 ».

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 19, § 1, vijfde lid, ingevoegd door het koninklijk besluit van 27 januari 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1971 tot vaststelling van de nadere toepassingsregelen voor de werkgevers en voor de handarbeiders van de diamantnijverheid en -handel, van de wetgeving betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders, inzonderheid op artikel 4, § 1, 1°), vervangen bij het koninklijk besluit van 1 maart 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 april 1975 betreffende de betaling van de bijdragen voor jaarlijkse vakantie in het bouwbedrijf, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 maart 1977 en 1 maart 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 april 1983 tot uitvoering van artikel 2, § 3, 6° van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 maart 1989 en 23 september 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 maart 1984 tot uitvoering van artikel 38, § 3, 8° van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1989;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de betrokkenen onverwijld op de hoogte moeten gebracht worden van de nieuwe rechten en plichten inzake berekening van het vakantiegeld en betaling van bijdragen voor jaarlijkse vakantie, in uitvoering van de artikelen 117 tot 123 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 3, § 4, vierde alinea, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de wet van 13 juni 1996 en bij het koninklijk besluit van 1 maart 1989, worden de percentages « 9,50 » en « 15,50 » respectievelijk vervangen door de percentages « 9,98 » en « 15,98 »;

Art. 2. In artikel 2, § 3, 6° van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr 96 van 28 september 1982, van 1 maart 1989, van 13 oktober 1989 en bij de wet van 22 februari 1998, worden de percentages « 15,50 » en « 9,50 » respectievelijk vervangen door de percentages « 15,98 » en « 9,98 »;

Art. 3. In artikel 3, § 3, 6° van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr 96 van 28 september 1982, van 1 maart 1989 en van 8 juni 1989, worden de percentages « 15,10 » en « 9,10 » respectievelijk vervangen door de percentages « 15,50 » en « 9,50 »;

Art. 4. In artikel 65 van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1971, gewijzigd bij de wetten van 28 maart 1975 en 30 december 1988 en bij de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, wordt het percentage « 9,90 » elke keer door het percentage « 9,98 » vervangen;

Art. 5. In artikel 38, § 3, eerste lid, 8° van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr 96 van 28 september 1982 en van 1 maart 1989, worden de percentages « 15,50 » en « 9,50 » respectievelijk vervangen door de percentages « 15,98 » en « 9,98 »;

Art. 6. In artikel 5, vierde lid van het besluit van de Regent van 16 januari 1945 betreffende de werking van het Rijkdienst voor maatschappelijke zekerheid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 maart 1978 en 1 maart 1989, wordt het percentage « 9,50 » vervangen door het percentage « 9,98 ».

Art. 7. A l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'article 14, modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 1970, 9 avril 1975 et 1^{er} mars 1989, dans l'article 28, modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} octobre 1985 et 1^{er} mars 1989, dans l'article 46, modifié par les arrêtés royaux des 9 avril 1975, 24 septembre 1986 et 1^{er} mars 1989 et dans l'article 56, alinéa 1^{er}, modifié par les arrêtés royaux des 9 avril 1975, 24 septembre 1986 et 1^{er} mars 1989, le pourcentage « 14,80 » est remplacé par le pourcentage « 15,18 »;

2° dans l'article 38, modifié par les arrêtés royaux des 2 avril 1970 et 1^{er} mars 1989, et dans l'article 53, modifié par les arrêtés royaux des 2 avril 1970 et 1^{er} mars 1989, la fraction « 1/12 de 85 p.c. » est remplacée par la fraction « 1/12 de 90 p.c. ».

Art. 8. L'article 4, § 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 15 janvier 1971 déterminant des modalités spéciales d'application aux employeurs et aux travailleurs manuels de l'industrie et du commerce du diamant, de la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés, remplacé par l'arrêté royal du 1^{er} mars 1989 est remplacé par la disposition suivante :

« 1° une cotisation égale par travailleur à 9,98 p.c. de ses rémunérations de l'exercice de vacances en cours telles qu'elles doivent être déclarées en application de l'article 3, alinéa 2, 4°.

Cette cotisation est destinée au financement :

- des pécules simples et doubles afférents aux deux premières semaines de vacances et du double pécule de vacances pour trois jours de la quatrième semaine de vacances, dus au travailleur à raison de ses prestations de l'exercice de vacances en cours,

- des pécules simples et doubles afférents aux trois premières semaines de vacances, du pécule simple afférent à la quatrième semaine de vacances et du double pécule de vacances pour trois jours de la quatrième semaine de vacances, dus à raison des journées d'interruption de travail de l'exercice de vacances en cours assimilées à des journées de travail effectif, à l'exception des journées assimilées résultant de la grève et résultant des obligations militaires qui sont à accorder l'année suivante conformément à la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés »;

Art. 9. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 avril 1975 relatif au paiement de la cotisation destinée aux vacances annuelles dans l'industrie de la construction, modifié par les arrêtés royaux des 31 mars 1977 et 1^{er} mars 1989, le pourcentage « 9,50 » est remplacé par le pourcentage « 9,98 »;

Art. 10. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 11 avril 1983 portant exécution de l'article 2, § 3, 6° de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} mars 1989 et 28 septembre 1998, les pourcentages « 15,50 » et « 9,50 » sont remplacés respectivement par les pourcentages « 15,98 » et « 9,98 »;

Art. 11. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 12 mars 1984 portant exécution de l'article 38, § 3, 8°, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} mars 1989, les pourcentages « 9,50 » et « 15,50 » sont remplacés respectivement par les pourcentages « 9,98 » et « 15,98 »;

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999 et est applicable pour la première fois à la partie de la cotisation à verser en 1999 et au calcul du pécule de vacances de l'année de vacances 1999.

Art. 13. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Zermatt (Suisse), le 29 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Art. 7. In het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 14, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 1970, 9 april 1975 en 1 maart 1989, in artikel 28, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 oktober 1985 en 1 maart 1989, in artikel 46, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 april 1975, 24 september 1986 en 1 maart 1989, en artikel 56, eerste lid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 april 1975, 24 september 1986 en 1 maart 1989 wordt het percentage « 14,80 » vervangen door het percentage « 15,18 »;

2° in artikel 38, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 april 1970 en 1 maart 1989 en in artikel 53, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 april 1970 en 1 maart 1989 wordt de breuk « 1/12 van 85 pct. » vervangen door de breuk « 1/12 van 90 pct. ».

Art. 8. Artikel 4, § 1, vijfde lid van het koninklijk besluit van 15 januari 1971 tot vaststelling van de nadere toepassingsregelen voor de werkgevers en voor de handarbeiders van de diamantnijverheid en -handel, van de wetgeving betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders, vervangen bij het koninklijk besluit van 1 maart 1989 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° per arbeider een bijdrage gelijk aan 9,98 pct. van zijn bezoldigingen van het lopend vakantiedienstjaar zoals zij moeten vermeld worden bij toepassing van artikel 3, tweede lid, 4°.

Deze bijdrage is bestemd tot financiering :

- van de gewone en dubbele vakantiegelden in overeenkomst met de eerste twee vakantieweken en het dubbel vakantiegeld voor drie dagen van de vierde vakantieweek, verschuldigd aan de arbeider naar rata van zijn prestatie van het lopend vakantiedienstjaar,

- van de gewone en de dubbele vakantiegelden betreffende de eerste drie vakantieweken, van het gewoon vakantiegeld betreffende de vierde vakantieweek en van het dubbel vakantiegeld voor drie dagen van de vierde vakantieweek, verschuldigd naar rata van de dagen van arbeidsonderbreking van het lopend vakantiedienstjaar gelijkgesteld met effectief gewerkte dagen, met uitzondering van de ingevolge staking en van de wegens militaire verplichtingen gelijkgestelde dagen, die het jaar daaropvolgend moeten toegekend worden overeenkomstig de wetgeving betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers »;

Art. 9. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 april 1975 betreffende de betaling van de bijdragen voor jaarlijkse vakantie in het bouwbedrijf, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 maart 1977 en 1 maart 1989, wordt het percentage « 9,50 » vervangen door het percentage « 9,98 »;

Art. 10. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 11 april 1983 tot uitvoering van artikel 2, § 3, 6° van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 maart 1989 en 28 september 1998, worden de percentages « 15,50 » en « 9,50 » respectievelijk vervangen door de percentages « 15,98 » en « 9,98 »;

Art. 11. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 maart 1984 tot uitvoering van artikel 38, § 3, 8° van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1989, worden de percentages « 9,50 » en « 15,50 » respectievelijk vervangen door de percentages « 9,98 » et « 15,98 »;

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999 en is voor de eerste maal van toepassing op het gedeelte van de in 1999 te storten bijdrage en voor de berekening van het vakantiegeld voor het jaar 1999.

Art. 13. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Zermatt (Zwitserland), 29 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

F. 99 — 925

[C - 99/222445]

29 MARS 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois relatives aux travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971, notamment l'article 19, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 13 mai 1976, l'arrêté royal n° 409 du 18 avril 1986 et la loi du 10 juin 1993;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, notamment l'article 15, remplacé par l'arrêté royal du 10 octobre 1994;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national des vacances annuelles du 24 mars 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que l'équilibre financier du régime des vacances annuelles doit être garanti dès 1999;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 15 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, remplacé par l'arrêté royal du 10 octobre 1994, est remplacé la disposition suivante :

« Art. 15. Le montant de la retenue visée à l'article 19, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées est fixé à 1 p.c. pour les pécules bruts inférieurs à BF 41 017 et à 1,5 p.c. pour les pécules bruts à partir de BF 41 017 . »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999 et est applicable pour la première fois au paiement des pécules de vacances de l'année de vacances 1999 pour l'exercice de vacances 1998.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Zermatt (Suisse), 29 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

N. 99 — 925

[C - 99/22245]

29 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1971, inzonderheid op artikel 19, § 1, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 13 mei 1976, het koninklijk besluit nr. 409 van 18 april 1986 en de wet van 10 juni 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, inzonderheid op artikel 15, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 oktober 1994;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie van 24 maart 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat het financieel evenwicht van de sector jaarlijkse vakantie vanaf 1999 dient gewaarborgd te worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 15 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 oktober 1994, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 15. Het bedrag van de inhouding bedoeld in artikel 19, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten is vastgesteld op 1 pct. voor de brutovakantiegelden lager dan BEF 41 017 en op 1,5 pct. voor de brutovakantiegelden vanaf BEF 41 017. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999 en is voor de eerste maal van toepassing voor de uitbetaling van de vakantiegelden van het vakantiejaar 1999, voor het vakantiedienstjaar 1998.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Zermatt (Zwitserland), 29 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 926

[C - 99/35360]

**23 FEBRUARI 1999. — Besluit van de Vlaamse regering
tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 17 juni 1997
betreffende de personeelsformatie in het gewoon basisonderwijs**

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997, inzonderheid op artikel 138, 139, 141 en 146;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 17 juni 1997 betreffende de personeelsformatie in het gewoon basisonderwijs;

Overwegende dat artikel 167 van het decreet van 14 juli 1998 houdende diverse maatregelen met betrekking tot het secundair onderwijs en tot wijziging van het decreet van 25 februari 1997 betreffende het basisonderwijs artikel 128 van het decreet van 25 februari 1997 heeft opgegeven;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 9 juli 1998;

Gelet op het protocol nr. 311 van 8 september 1998 houdende de conclusies van de onderhandelingen die gevoerd werden in de gemeenschappelijke vergadering van het sectorcomité X en van onderafdeling « Vlaamse Gemeenschap » van afdeling 2 van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op het protocol nr. 89 van 8 september 1998 houdende de conclusies van de onderhandelingen die gevoerd werden in het overkoepelend onderhandelingscomité;

Gelet op de beraadslaging van de Vlaamse regering, op 22 september 1998, betreffende de aanvraag om advies bij de Raad van State binnen maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 november 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het besluit van de Vlaamse regering van 17 juni 1997 betreffende de personeelsformatie in het gewoon basisonderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 6° wordt de eerste zin vervangen door wat volgt : « leerling onderwijsvoorrang : regelmatige leerling in het kleuteronderwijs of in het lager onderwijs van wie : »

2° in 12° wordt het tweede streepje vervangen door wat volgt :

« - fusie tussen twee of meer scholen waarbij tegelijk in één of meer van de scholen in kwestie het onderwijsaanbod op het vlak van het aantal vestigingsplaatsen en/of op het vlak van de onderwijsniveaus wordt gewijzigd zonder dat vestigingsplaatsen afgestaan of overgenomen mogen worden. »

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 3. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de woorden « in vergelijking met de teldag » vervangen door de woorden « in vergelijking met de teldag of de telperiode ».

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

Art. 5. De Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 februari 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,

E. BALDEWIJNS

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 99 — 926

[C - 99/35360]

**23 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement flamand
modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juin 1997
relatif au cadre organique dans l'enseignement fondamental ordinaire**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental, notamment les articles 138, 139, 141 et 146;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juin 1997 relatif au cadre organique dans l'enseignement fondamental ordinaire;

Considérant que l'article 167 du décret du 14 juillet 1998 contenant diverses mesures relatives à l'enseignement secondaire et modifiant le décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental a abrogé l'article 128 du décret du 25 février 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 9 juillet 1998;

Vu le protocole n° 311 du 8 septembre 1998 portant les conclusions des négociations menées en réunion commune du Comité sectoriel X et de la sous-section « Communauté flamande » de la section 2 du comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu le protocole n° 89 du 8 septembre 1998 portant les conclusions des négociations menées au sein du comité coordinateur de négociation;

Vu la délibération du Gouvernement flamand, le 22 septembre 1998, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 novembre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juin 1997 relatif au cadre organique dans l'enseignement fondamental ordinaire, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 6°, la première phrase est remplacée par ce qui suit : « élève enseignement prioritaire : l'élève régulier dans l'enseignement maternel ou dans l'enseignement primaire dont; »

2° au 12°, le deuxième tiret est remplacé par ce qui suit :

« - fusion entre deux ou plusieurs écoles par laquelle on procède simultanément dans une ou plusieurs des écoles concernées à une modification de l'offre d'enseignement au niveau du nombre d'implantations et/ou des niveaux d'enseignement sans que les implantations puissent être cédées ou reprises. »

Art. 2. L'article 3 du même arrêté est abrogé.

Art. 3. A l'article 7 du même arrêté les mots « comparé au jour de comptage » sont remplacés par les mots « comparé au jour de comptage ou à la période de comptage ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1998.

Art. 5. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 23 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

E. BALDEWIJNS



N. 99 — 927

[C - 99/35359]

**23 FEBRUARI 1999. — Besluit van de Vlaamse regering
tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 17 juni 1997
betreffende de personeelsformatie in het buitengewoon basisonderwijs**

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997, inzonderheid op artikel 138, 139, 141 en 146;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 17 juni 1997 betreffende de personeelsformatie in het buitengewoon basisonderwijs;

Overwegende dat artikel 167 van het decreet van 14 juli 1998 houdende diverse maatregelen met betrekking tot het secundair onderwijs en tot wijziging van het decreet van 25 februari 1997 betreffende het basisonderwijs artikel 128 van het decreet van 25 februari 1997 heeft opgegeven;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 9 juli 1998;

Gelet op het protocol nr. 312 van 8 september 1998 houdende de conclusies van de onderhandelingen die gevoerd werden in de gemeenschappelijke vergadering van het sectorcomité X en van onderafdeling "Vlaamse Gemeenschap" van afdeling 2 van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op het protocol nr. 90 van 8 september 1998 houdende de conclusies van de onderhandelingen die gevoerd werden in het overkoepelend onderhandelingscomité;

Gelet op de beraadslaging van de Vlaamse regering, op 22 september 1998, betreffende de aanvraag om advies bij de Raad van State binnen maand;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 26 november 1998 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3 van het besluit van de Vlaamse regering van 17 juni 1997 betreffende de personeelsformatie in het buitengewoon basisonderwijs wordt opgeheven.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

Art. 3. De Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 23 februari 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,
L. VAN DEN BRANDE
De Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,
E. BALDEWIJNS

—
TRADUCTION

F. 99 — 927

[C - 99/35359]

**23 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement flamand
modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juin 1997
relatif au cadre organique dans l'enseignement fondamental spécial**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental, notamment les articles 138, 139, 141 et 146;
Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juin 1997 relatif au cadre organique dans l'enseignement fondamental spécial;

Considérant que l'article 167 du décret du 14 juillet 1998 contenant diverses mesures relatives à l'enseignement secondaire et modifiant le décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental a abrogé l'article 128 du décret du 25 février 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 9 juillet 1998;

Vu le protocole n° 312 du 8 septembre 1998 portant les conclusions des négociations menées en réunion commune du Comité sectoriel X et de la sous-section "Communauté flamande" de la section 2 du comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu le protocole n° 90 du 8 septembre 1998 portant les conclusions des négociations menées au sein du comité coordinateur de négociation;

Vu la délibération du Gouvernement flamand, le 22 septembre 1998, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 novembre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juin 1997 relatif au cadre organique dans l'enseignement fondamental spécial est abrogé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1998.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 23 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE
Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,
E. BALDEWIJNS



N. 99 — 928

[S - C - 99/35388]

23 FEBRUARI 1999. — Besluit van de Vlaamse regering houdende machtiging aan de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij om over te gaan tot de oprichting van of deel te nemen in één of meer vennootschappen voor belegging in schuldvorderingen

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 15 juli 1997 houdende de Vlaamse Wooncode, inzonderheid op artikel 30, § 3, gewijzigd bij decreet van 17 maart 1998 en op 41;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 21 december 1988 houdende goedkeuring van de statuten van de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 24 juli 1997 houdende de erkenningsvoorwaarden waaraan privaatrechtelijke kredietinstellingen moeten voldoen om sociale leningen met gewestwaarborg toe te staan voor het bouwen, kopen of verbouwen van sociale woningen;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister bevoegd voor de begroting, gegeven op 11 december 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het feit dat de recente en te verwachten evoluties op de financiële markten een volledige herstructurering van de financiering van de sector van de sociale kredietvennootschappen noodzakelijk maken;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid en de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting;
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Vlaams Huisvestingsmaatschappij wordt ter uitvoering van haar opdrachten gemachtigd over te gaan tot de oprichting van of deelname aan één of meer vennootschappen voor belegging in schuldvorderingen zoals bedoeld in de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en financiële markten.

De betrokken vennootschap of vennootschappen mogen enkel de effectisering tot doel hebben van leningen verstrekt door :

1° erkende kredietvennootschappen als bedoeld in het besluit van de Vlaamse regering van 24 juli 1997 betreffende de erkenningsvoorwaarden waaraan privaatrechtelijk kredietinstellingen moeten voldoen om sociale leningen met gewestwaarborg toe te kennen voor het bouwen, kopen of verbouwen van sociale woningen;

2° de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij in uitvoering van het decreet van 15 juli 1997 houdende de Vlaamse Wooncode, het besluit van de Vlaamse regering van 20 juli 1994 houdende regeling van het beheer van het investeringsfonds voor grond- en woonbeleid voor Vlaams-Brabant, en houdende regeling van de voorwaarden inzake woonprojecten met een sociaal karakter, en het besluit van de Vlaamse regering van 24 juli 1998 houdende de regeling van de voorwaarden inzake het verlenen van een tussenkomst in de aankoopprijs van een bouwgrond in de Vlaamse rand.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 23 februari 1999.

Art. 3. De Vlaamse minister, bevoegd voor de financiën en de begroting en de Vlaamse minister bevoegd voor de huisvesting, zijn elk wat haar of hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 februari 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid,
Mevr. W. DEMEESTER-DEMEYER

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting,
L. PEETERS

—
TRADUCTION

F. 99 — 928

[S - C - 99/35388]

**23 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement flamand autorisant la Société flamande du Logement
de procéder à la création ou à la participation à une ou plusieurs sociétés de placement de créances**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 15 juillet 1997 portant le Code flamand de Logement, notamment l'article 30, § 3, modifié par le décret du 17 mars 1998, et l'article 41;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 décembre 1988 portant approbation des statuts de la Société flamande du Logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 1997 portant les conditions d'agrément auxquelles les institutions de crédit de droit privé doivent satisfaire en vue d'accorder des prêts sociaux avec garantie de la région pour la construction, l'achat ou la transformation d'habitations sociales;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 11 décembre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les évolutions récentes et futures sur les marchés financiers nécessiteront une restructuration totale à l'égard du financement du secteur des institutions sociales de crédit;

Sur la proposition du Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé et du Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le cadre de ses missions, la Société flamande du Logement est autorisée à procéder à la création ou à la participation à une ou plusieurs sociétés de placement de créances, tel que visé à la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers.

Là où les sociétés en question sont uniquement habilitées à la titrisation de prêts octroyés par :

1° les sociétés de crédit agréées telles que visées à l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 1997 portant les conditions d'agrément auxquelles les institutions de crédit de droit privé doivent satisfaire en vue d'accorder des prêts sociaux avec garantie de la région pour la construction, l'achat ou la transformation d'habitations sociales;

2° la Société flamande du Logement en exécution du décret du 15 juillet portant le Code flamand du Logement, l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 juillet 1994 réglant la gestion du Fonds d'investissement pour la Politique terrienne et du Logement du Brabant flamand et réglant les conditions relatives aux projets de logement à caractère social et l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 1998 relatif aux conditions d'octroi d'une intervention dans le prix d'acquisition d'un terrain à bâtir situé dans la périphérie flamande.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 23 février 1999.

Art. 3. Les Ministres flamands ayant le logement et les finances et le budget dans leurs attributions sont chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement,
L. PEETERS



N. 99 — 929

[S - C - 99/35387]

23 FEBRUARI 1999. — Besluit van de Vlaamse regering houdende het verlenen van de gewestwaarborg aan sommige activa van een door de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij en één of meer door haar erkende sociale kredietvennootschappen opgerichte vennootschap voor belegging in schuldvorderingen

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 15 juli 1997 houdende de Vlaamse Wooncode, inzonderheid op artikel 78;

Gelet op het decreet van 16 december 1997 houdende bepalingen inzake kas-, schuld- en waarborgbeheer van de Vlaamse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 11 december 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het feit dat de recente en te verwachten evoluties op de financiële markten een volledige herstructurering van de financiering van de sector van de sociale-kredietvennootschappen noodzakelijk maken;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid en de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Onder de in dit besluit gestelde voorwaarden kan het Vlaamse Gewest een waarborg verlenen aan de activa die verworven worden door een vennootschap voor belegging in schuldvorderingen, zoals bedoeld in artikel 119bis van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, ingevoegd bij artikel 4 van de wet van 5 augustus 1992.

De in het eerste lid bedoelde vennootschap wordt opgericht door de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij enerzijds en één of meer door haar erkende vennootschappen anderzijds.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde activa kunnen uitsluitend leningen voor het bouwen, kopen, verbouwen of behouden van een woning zijn, welke toegestaan zijn door de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij of een door haar erkende sociale-kredietvennootschap, en die bij het toestaan ervan voldeden aan de voorwaarden voor een door het Vlaamse Gewest te verlenen waarborg overeenkomstig hetzij het koninklijk besluit van 10 augustus 1967, hetzij het koninklijk besluit van 24 februari 1981 betreffende het verlenen van de Gewestwaarborg voor goede afloop op de terugbetaling van hypothecaire leningen, toegestaan voor het bouwen of kopen van volkswoningen, kleine landeigendommen of daarmee gelijkgestelde woningen in het Vlaamse Gewest, zoals gewijzigd bij besluiten van de Vlaamse regering van 28 april 1982, 22 juni 1983 en 16 december 1987, hetzij de besluiten van de Vlaamse regering van respectievelijk 20 maart 1991 en 11 januari 1995 houdende de voorwaarden betreffende sociale leningen met gewestwaarborg voor het bouwen, kopen of verbouwen van woningen, of enige regeling die deze bepalingen geheel of gedeeltelijk zouden vervangen.

Art. 3. § 1. De in artikel 1 bedoelde waarborg bedraagt maximaal 30% van het totaal uitstaande bedrag in hoofdsom van de activa die samen het onderpand uitmaken van een emissie van schuldinstrumenten of andere effecten die uitgegeven worden door de in artikel 1 bedoelde de vennootschap.

Voor de in artikel 2 bedoelde activa die door de vennootschap voor belegging in schuldvorderingen worden verworven, doch niet het onderpand uitmaken van een emissie van schuldinstrumenten of andere effecten bedraagt de waarborg voor iedere lening afzonderlijk maximaal 30 % van het uitstaand bedrag in hoofdsom.

§ 2. De in § 1, eerste lid bedoelde waarborg treedt in werking op de dag van de in hetzelfde lid bedoelde emissie van schuldinstrumenten of andere effecten, doch ten vroegste na voorafgaande kennisgeving aan en goedkeuring van de emissie en bevestiging van de waarborg door de Vlaamse minister, bevoegd voor de financiën en de begroting. Deze minister kan aan voornoemde goedkeuring een minimumnorm inzake door de socialekredietvennootschappen bij de emissie te leveren kredietverbetering verbinden.

De in § 1, tweede lid bedoelde waarborg treedt in werking na voorafgaande kennisgeving, overeenkomstig het model vastgelegd door de Vlaamse minister, bevoegd voor de financiën en de begroting.

§ 3. De in § 1, eerste lid bedoelde waarborg vervalt vanaf de dag dat de gewaarborgde activa niet langer als onderpand voor een emissie van schuldinstrumenten of andere effecten door de in artikel 1 bedoelde vennootschap dienen.

De in § 1, tweede lid bedoelde waarborg vervalt vanaf de dag dat de in het eerste lid bedoelde waarborg in werking treedt.

Vanaf de dag dat de in § 1, hetzij eerste lid, hetzij tweede lid bedoelde waarborg in werking treedt, vervalt in voorkomend geval de waarborg, bedoeld in artikel 2 van dit besluit.

Art. 4. § 1. De in artikel 3, § 1, eerste lid bedoelde waarborg dekt, na uitwinning van alle zakelijke zekerheden en de door de cedent van de leningen geleverde en per uitgifte van schuldinstrumenten of andere effecten geaggregeerde kredietverbetering, de hoofdsom en de contractuele interesten van toepassing op het ogenblik van de beëindiging van het contract.

De in artikel 3, § 1, tweede lid bedoelde waarborg dekt, na uitwinning van alle zakelijke en persoonlijke zekerheden en de in voorkomend geval door de cedent van de lening geleverde kredietverbetering, de hoofdsom en de contractuele interesten van toepassing op het ogenblik van de beëindiging van het contract.

§ 2. Binnen de 30 dagen nadat een ontlener drie maandelijks betalingen achterstand heeft en de lening vervroegd opeisbaar wordt gesteld, licht de in artikel 1 van dit besluit bedoelde vennootschap de Vlaamse minister, bevoegd voor de financiën en de begroting, in over de identiteit van de ontlener(s), de kadastrale gegevens van het goed, de datum van de leningsakte(s) en uitstaand saldo van de lening(en).

Gedurende de volledige procedure van gedwongen tenuitvoerlegging licht de in artikel 1 van dit besluit bedoelde vennootschap of, in voorkomend geval de in artikel 3, § 4, van dit besluit bedoelde oorspronkelijke cedent, de Vlaamse minister, bevoegd voor de financiën en de begroting, onverwijld in over elke overeenkomst met de ontlener(s) ter volledige aanzuivering van hun vervallen schulden, elke rechterlijke uitspraak, de aanstelling van de notaris en de datum, uur, plaats en voorwaarden van de verkoop van het goed.

§ 3. Indien de in artikel 1 van dit besluit bedoelde vennootschap of, in voorkomend geval, de in artikel 3, § 4, van dit besluit bedoelde oorspronkelijke cedent een beroep wenst te doen op de waarborg, verstrekt hij of zij aan de Vlaamse minister, bevoegd voor de financiën en de begroting, een gedetailleerde afrekening van de lening, een bewijs dat de afkoopwaarde van de schuldsaldoverzekering werd bekomen, een afschrift van het proces-verbaal van de openbare verkoop en een afschrift van de akte rangregeling.

De Vlaamse minister, bevoegd voor de financiën en de begroting geeft binnen de 30 dagen na ontvangst van de in het eerste lid bedoelde bescheiden de door het Vlaamse Gewest aangeduide financiële instelling de opdracht tot storting van de tussenkomst op de financiële rekening van de in artikel 1 van dit besluit bedoelde vennootschap of, in voorkomend geval de in artikel 3, § 4, van dit besluit bedoelde oorspronkelijke cedent.

§ 4. De Administratie Budgettering, Accounting en Financieel Management wordt belast met de invordering van de sommen die door het Vlaamse Gewest werden betaald ter uitvoering van zijn waarborg als bedoeld in artikel 3.

Art. 5. § 1. Onverminderd artikel 3 van dit besluit, gaat, in voorkomend geval, bij overdracht van een in artikel 2 bedoelde sociale lening aan de in artikel 1 bedoelde vennootschap, het voordeel van de in artikel 2 bedoelde waarborg van rechtswege over op voornoemde vennootschap of, naargelang het geval, de pandhouder of gesubrogeerde van de gewaarborgde lening.

§ 2. Bij verlies van de erkenning van een in artikel 78 van het decreet van 15 juli 1997 houdende de Vlaamse Wooncode bepaalde instellingen of van een in artikel 11 van het besluit van de Vlaamse regering van 11 januari 1995 houdende de voorwaarden betreffende sociale leningen voor het bouwen, kopen of verbouwen van woningen bedoelde kredietinstelling, blijft het voordeel van de in artikel 2 of artikel 3 van dit besluit bedoelde waarborg behouden in hoofde van de in artikel 1 bedoelde vennootschap, de pandhouder of gesubrogeerde van de gewaarborgde lening.

Art. 6. § 1. Voor de verstrekking van de waarborg zoals bedoeld in artikel 3, § 1, eerste of tweede lid van dit besluit is een bijdrage verschuldigd van 0,10 % op het in de leningsakte vermelde leningsbedrag. Deze bijdrage wordt geïnd ten laste van de ontleners en wordt door de aanvrager van de waarborg gestort op een financiële rekening, aangeduid door de Vlaamse minister, bevoegd voor de financiën en de begroting.

§ 2. Indien voor een lening of een groep van activa die samen het onderpand uitmaken van een emissie van schuldinstrumenten of andere effecten door de in artikel 1 van dit besluit bedoelde vennootschap een waarborg wordt gevraagd, en hiervoor overeenkomstig § 1 of de in artikel 2 van dit besluit vermelde reglementering reeds een bijdrage werd betaald, is geen nieuwe bijdrage verschuldigd.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 23 februari 1999.

Art. 8. De Vlaamse minister, bevoegd voor de financiën en de begroting, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 februari 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid,

Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting,

L. PEETERS

TRADUCTION

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 15 juillet 1997 portant le Code flamand de Logement, notamment l'article 78;

Vu le décret du 16 décembre 1997 contenant des dispositions relatives à la gestion de la trésorerie, de la dette et de la garantie, notamment les articles 6 et 7;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 11 décembre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les évolutions récentes et futures sur les marchés financiers nécessiteront une restructuration totale à l'égard du financement du secteur des institutions sociales de crédit;

Sur la proposition du Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé et du Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Aux conditions du présent arrêté, la Région flamande peut octroyer une garantie aux actifs qui sont acquis par une société de placement de créances, tel que visé à la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financier, inséré par l'article 4 de la loi du 5 août 1992.

La société visée au premier alinéa est créée, d'une part par la Société flamande de Logement et d'autre part, par une ou plusieurs sociétés agréées par elle.

Art. 2. Les actifs visés à l'article premier ne peuvent être que des prêts pour la construction, la transformation ou la conservation d'une habitation, consentis par la Société flamande de Logement ou par une société de crédit sociale agréée par elle, et qui lors de l'octroi des prêts répondaient aux conditions d'une garantie à accorder par la Région flamande conformément, soit à l'arrêté royal du 10 août 1967, soit à l'arrêté royal du 24 février 1981 relatif à l'octroi de la garantie de bonne En de la Région quant au remboursement des prêts hypothécaires, consentis pour la construction ou l'achat, dans la Région flamande, d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations y assimilées, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 28 avril 1982, 22 juin 1983 et 16 décembre 1987, soit les arrêtés du Gouvernement flamand respectivement des 20 mars 1991 et 11 janvier 1995 portant les conditions relatives aux prêts sociaux avec garantie de la Région pour la construction, l'achat ou la transformation d'habitations, ou tout autre règlement qui remplacerait entièrement ou partiellement ces dispositions.

Art. 3. § 1^{er}. La garantie visée à l'article 1^{er} comprend au maximum 30 % du capital total investi des actifs qui constituent conjointement le gage d'une émission d'instruments de dettes ou d'autres effets émis par la société visée à l'article 1^{er}.

En ce qui concerne les actifs visés à l'article 2 acquis par la société en vue d'un placement dans des créances, mais qui ne constituent pas le gage d'une émission d'instruments de dettes ou d'autres effets, la garantie s'élève à au maximum 30 % du capital investi pour chaque prêt séparé.

§ 2. La garantie visée au § 1^{er}, premier alinéa, entre en vigueur au jour de l'émission visée au même alinéa des instruments de dettes ou d'autres effets, toutefois au plus tôt après la notification préalable au et après approbation de l'émission et confirmation de la garantie par le Ministre flamand chargé du budget et des finances. A l'approbation précitée, le Ministre peut lier une norme minimum en matière d'amélioration de crédit à fournir par les sociétés de crédit sociales lors de l'émission.

La garantie visée au § 1^{er}, deuxième alinéa, entre en vigueur après notification préalable, conformément au modèle fixé garantie par le Ministre flamand chargé du budget et des finances.

§ 3. La garantie visée au § 1^{er}, premier alinéa, échoit à partir du jour que les actifs garantis ne constituent plus le gage de l'émission d'instruments de dettes ou d'autres effets par la société visée à l'article 1^{er}.

La garantie visée au § 1^{er}, deuxième alinéa, échoit à partir du jour que la garantie visée au premier alinéa entre en vigueur.

A partir du jour que la garantie, visée soit au premier alinéa, soit au deuxième alinéa, entre en vigueur, la garantie visée à l'article 2 du présent arrêté échoit le cas échéant.

Art. 4. § 1^{er}. La garantie visée à l'article 3, § 1^{er}, premier alinéa, couvre, après éviction de toutes les sûretés réelles et après l'amélioration de crédit agrégée fournie par le cédant des prêts et du fait de l'émission des instruments de dettes ou d'autres effets, le capital et les intérêts contractuels appliqués au moment de la mise à terme du contrat.

La garantie visée à l'article 3, § 1^{er}, deuxième alinéa, couvre, après éviction de toutes les sûretés réelles et, le cas échéant, après l'amélioration de crédit agrégée fournie par le cédant des prêts, le capital et les intérêts contractuels appliqués au moment de la mise à terme du contrat.

§ 2. Dans les trente jours après que l'emprunteur accuse un retard de 3 mensualités et après que le prêt a été prématurément rendu exigible, la société visée à l'article 1^{er} du présent arrêté informe le Ministre flamand chargé du budget et des finances de l'identité de l'(des)emprunteur(s), des données cadastrales du bien, de la date de l'(des)acte(s) d'emprunt et du solde engagé du(des) prêt(s).

Pendant l'entière procédure d'exécution forcée, la société visée à l'article 1^{er} du présent arrêté, ou le cas échéant, le premier cédant visé à l'article 3, § 4, du présent arrêté, informe immédiatement le Ministre flamand chargé du budget et des finances de tout accord avec l'(les) emprunteurs visant l'apurement complet de ses(leurs) dette(s) échues, de toute décision de justice, d'une désignation d'un notaire et de la date, heure, lieu et conditions de la vente du bien.

§ 3. Lorsque la société visée à l'article 1^{er} du présent arrêté ou le cas échéant, le premier cédant visé à l'article 3, § 4, du présent arrêté, veut faire appel à la garantie, elle/il produit la preuve au Ministre flamand chargé du budget et des finances que la valeur de rachat de l'assurance de solde restant dû a été obtenue, ainsi qu'une copie du procès-verbal de la vente publique ainsi que de l'acte d'ordre des créanciers.

Le Ministre flamand, chargé des finances et du budget ordonne, dans les 30 jours après réception des documents visés au premier alinéa, l'institution désignée par la Région flamande de verser l'intervention sur le compte financier de la société visée à l'article 1^{er} du présent arrêté, le cas échéant, du premier cédant visé à l'article 3, § 4, du présent arrêté.

§ 4. L'Administration de la Budgétisation, de la Comptabilité et de la Gestion financière est chargée du recouvrement des sommes payées par la Région flamande en exécution de sa garantie telle que visée à l'article 3.

Art. 5. § 1^{er}. Le cas échéant et sans préjudice de l'article 3 du présent arrêté, l'avantage de la garantie visée à l'article 2 passe de droit, en cas de transfert du prêt social visé à l'article 2 à la société visée à l'article 1^{er}, à la société Récitée ou selon le cas, ou détenteur du gage ou au subrogé du prêt garanti.

§ 2. En cas de perte d'agrément d'une institution de crédit visée à l'article 78 du décret du 15 juillet 1997 portant le Code flamand de Logement ou à l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 11 janvier 1995 portant les conditions relatives aux prêts sociaux avec garantie de la Région pour la construction, l'achat ou la transformation d'habitations, l'avantage de la garantie visée à l'article 2 ou à l'article 3 du présent arrêté est maintenue au titre de la société visée à l'article 1^{er}, du détenteur du gage ou du subrogé du prêt garanti.

Art. 6. § 1^{er}. En vue de l'octroi de la garantie telle que visée à l'article 3, § 1^{er}, premier ou deuxième alinéa du présent arrêté, une contribution de 0,10 % est due sur le montant du prêt mentionné dans l'acte du prêt. Cette contribution est perçue à charge des emprunteurs et est versée par le demandeur de la garantie sur un compte financier désigné par le Ministre flamand chargé des finances et du budget.

§ 2. Lorsque la société visée à l'article 1^{er} du présent arrêté demande une garantie par pour un prêt ou pour un groupe d'actifs qui constituent conjointement le gage d'une émission d'instruments de dettes ou d'autres effets et lorsqu'une contribution a déjà été payée à cet effet conformément au § 1^{er} ou à la réglementation visée à l'article 2 du présent arrêté, aucune nouvelle contribution n'est due.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 23 février 1999.

Art. 8. Les Ministres flamands ayant le logement et les finances et le budget dans leurs attributions sont chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement,

L. PEETERS



N. 99 — 930

[S - C - 99/35386]

23 FEBRUARI 1999. — Besluit van de Vlaamse regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 24 juli 1997 houdende de voorwaarden waaraan privaatrechtelijke kredietinstellingen moeten voldoen om sociale leningen met gewestwaarborg toe te staan voor het bouwen, kopen of verbouwen van sociale woningen

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 15 juli 1997 houdende de Vlaamse Wooncode, inzonderheid op artikel 78;

Gelet op het decreet van 16 december 1997 houdende bepalingen inzake kas-, schuld- en waarborgbeheer, inzonderheid op artikel 6 en 7;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 24 juli 1997 houdende de voorwaarden waaraan privaatrechtelijke kredietinstellingen moeten voldoen om sociale leningen met Gewestwaarborg toe te staan voor het bouwen, kopen of verbouwen van sociale woningen;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister bevoegd voor de begroting, gegeven op 11 december 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het feit dat de recente en te verwachten evoluties op de financiële markten een volledige herstructurering van de financiering van de sector van de sociale kredietvennootschappen noodzakelijk maken;

Op voorstel van de Vlaamse minister voor Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid en van de Vlaamse minister voor Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2, eerste lid van het besluit van de Vlaamse regering van 24 juli 1997 houdende de voorwaarden waaraan privaatrechtelijke kredietinstellingen moeten voldoen om sociale leningen met gewestwaarborg toe te staan voor het bouwen, kopen of verbouwen van sociale woningen, worden tussen de woorden « verbouwen » en de woorden « van sociale woningen » de woorden « of behouden » ingevoegd.

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Artikel 3. De erkenning wordt slechts verleend aan kredietvennootschappen met als uitsluitend maatschappelijk doel het toestaan, in eigen naam, van hypothecaire leningen met het oog op het bouwen, kopen, verbouwen of behouden van een sociale woning, het beheren van deze leningen in eigen naam of in naam en voor rekening van een voor de financiering van de door de kredietvennootschappen toegestane leningen opgerichte vennootschap voor belegging in schuldvorderingen, en die in hun statuten de verbintenis aangaan om de bij dit besluit in hunnen hoofde gestelde voorwaarden na te leven onder controle en toezicht van de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij.

Art. 3. In artikel 4, 5° van hetzelfde besluit, worden tussen de woorden « verbouwen » en de woorden « van een sociale woning » de woorden « of behouden » ingevoegd.

Art. 4. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden na de woorden « behalve als de betrokken kredietinstelling haar volledige portefeuille van hypothecaire kredieten overdraagt aan een andere erkende kredietvennootschap » de woorden « of aan een voor de financiering van de door de kredietvennootschappen toegestane leningen opgerichte vennootschap voor belegging in schuldvorderingen » ingevoegd.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 23 februari 1999.

Art. 6. De Vlaamse minister, bevoegd voor de financiën en de begroting en de Vlaamse minister, bevoegd voor de huisvesting, zijn ieder wat haar of hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 februari 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid,
Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting,
L. PEETERS

—
TRADUCTION

F. 99 — 930

[S - C - 99/35386]

23 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement flamand portant modification de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 1997 portant les conditions d'agrément auxquelles les institutions de crédit de droit privé doivent satisfaire en vue d'accorder des prêts sociaux avec garantie de la région pour la construction, l'achat ou la transformation d'habitations sociales

Le Gouvernement flamand

Vu le décret du 15 juillet 1997 portant le Code flamand de Logement, notamment l'article 78;

Vu le décret du 16 décembre 1997 contenant des dispositions relatives à la gestion de la trésorerie, de la dette et de la garantie, notamment les articles 6 et 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 1997 portant les conditions d'agrément auxquelles les institutions de crédit de droit privé doivent satisfaire en vue d'accorder des prêts sociaux avec garantie de la région pour la construction, l'achat ou la transformation d'habitations sociales;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 11 décembre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les évolutions récentes et futures sur les marchés financiers nécessiteront une restructuration totale à l'égard du financement du secteur des institutions sociales de crédit;

Sur la proposition du Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé et du Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2, premier alinéa de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 1997 portant les conditions d'agrément auxquelles les institutions de crédit de droit privé doivent satisfaire en vue d'accorder des prêts sociaux avec garantie de la région pour la construction, l'achat ou la transformation d'habitations sociales, il y a lieu d'insérer entre le mot « transformation » et les mots « d'habitations sociales » les mots « ou la conservation ».

Art. 2. L'article 3 du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« Article 3. L'agrément n'est accordé qu'à ces sociétés de crédit qui ont comme but social exclusif l'octroi, en leur propre nom, de prêts hypothécaires en vue de la construction, l'achat, la transformation ou la conservation d'une habitation sociale, la gestion desdits prêts en leur propre nom ou au nom ou pour compte d'une société de placement de créances créée pour le financement des prêts octroyés par les sociétés de crédit et qui dans leurs statuts s'engagent à respecter les conditions fixées par le présent arrêté en leur chef sous contrôle et surveillance de la Société flamande du Logement ».

Art. 3. A l'article 4, 5° du même arrêté les mots « ou conservation » sont insérés entre le mot « transformation » et les mots « d'une habitation sociale ».

Art. 4. A l'article 9 du même arrêté il y a lieu d'ajouter après « sauf si la société de crédit concernée cède son entier portefeuille de prêts hypothécaires à une autre société de crédit agréée » les mots « ou à une société de placement de créances créée pour le financement des prêts octroyés par les sociétés de crédit ».

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 23 février 1999.

Art. 6. Les Ministres flamands ayant le logement et les finances et le budget dans leurs attributions sont chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement,
L. PEETERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 931

[C - 99/27244]

11 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales

Le Gouvernement wallon,

Vu le traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 42 et 43;

Vu le règlement du Conseil des Communautés européennes (CEE) 2078/92 du 30 juin 1992 concernant des méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement ainsi que l'entretien de l'espace naturel;

Vu le règlement CE/746/96 de la Commission européenne du 24 avril 1996, modifié par le règlement 435/97 du 6 mars 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 avril 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 avril 1998;

Vu la concertation prévue par la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en son article 6, § 3bis, 5°, inséré par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la décision de la Commission européenne du 18 décembre 1998 portant approbation des modifications du programme agri-environnemental pour la Région wallonne;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de prendre sans délai des mesures afin de se conformer à la réglementation de la Commission européenne;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

2° administration : la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

3° zone précoce : l'ensemble de la Région wallonne hors région défavorisée, soit les régions agricoles limoneuse, sablo-limoneuse, Campine hennuyère, Condroz et une partie de la région herbagère liégeoise ("pays de Herve");

4° zone tardive : la partie de la Région wallonne située en zone défavorisée au sens des directives CEE/75/268 et CEE/75/269, telle que précisée dans l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 septembre 1990, soit les régions agricoles de Famenne, Ardenne, Haute Ardenne, jurassique, herbagère (Fagne) et une partie de la région herbagère liégeoise ("Ardenne liégeoise");

5° ferme de conservation : exploitation pratiquant l'élevage d'animaux d'au moins deux races locales menacées au sens de l'annexe, méthode 5 ou des cultures d'anciennes espèces ou variétés au sens de l'annexe, méthode 11;

6° exploitant agricole : la personne physique ou morale qui s'adonne à la production agricole, horticole ou d'élevage et qui exerce cette activité à titre principal ou à titre partiel; les bénéficiaires des aides doivent avoir leur siège d'exploitation en Région wallonne, et être assujettis à une caisse d'assurances sociales;

* l'activité à titre principal s'entend par rapport à la personne physique qui a la responsabilité de l'administration et de la gestion d'une exploitation agricole, horticole ou d'élevage, et qui obtient de son exploitation un revenu égal ou supérieur à 50 % de son revenu global et qui consacre aux activités extérieures à l'exploitation moins de 50 % de la durée totale de son travail;

* la personne morale, exploitant agricole : la personne morale dont les statuts indiquent comme objet principalement l'exploitation agricole, horticole ou d'élevage et la commercialisation des produits provenant de cette exploitation, et qui remplit en outre l'une des conditions suivantes :

1° être constituée sous une des formes visées au Code de commerce, livre I, titre IX, section I, article 2 et satisfaire aux conditions suivantes :

a) les actions ou les parts doivent être nominatives;

b) les actions ou les parts de la société doivent appartenir pour plus de la moitié d'entre elles aux administrateurs ou gérants;

c) les administrateurs ou gérants doivent être désignés parmi les associés;

d) les administrateurs ou gérants de la société doivent consacrer plus de 50 % de leur temps à l'activité agricole dans la société et retirer de cette activité plus de 50 % de leur revenu global;

2° être constituée sous la forme d'une société agricole, telle que visée par la loi du 12 juillet 1979.

* l'activité à titre partiel s'entend par rapport aux exploitants agricoles tirant au moins 50 % de leur revenu global des activités agricoles, forestières, touristiques, pédagogiques, artisanales ou bien des activités d'entretien de l'espace naturel bénéficiant d'aides publiques, exercées sur leur exploitation, sans toutefois que la part du revenu provenant directement de l'activité agricole sur l'exploitation soit inférieure à 25 % du revenu global de l'exploitant, et sans que le temps de travail consacré à des activités exercées en dehors de l'exploitation ne dépasse la moitié du temps de travail total de l'exploitant.

7° exploitant à titre complémentaire : la personne physique ou morale qui s'adonne à la production agricole, horticole ou d'élevage et dispose à ce titre d'un numéro de producteur, d'un numéro de T.V.A. et est assujetti à une caisse d'assurances sociales.

8° culture sous labour : culture dont la surface agricole a été renseignée sous un code autre que 61 ou 62 dans la déclaration de superficie Politique Agricole Commune, lors des trois années précédant la demande; pendant la période d'engagement, la surface sera reprise dans la surface agricole déclarée sous un code autre que 61. A défaut de déclaration de superficie, l'exploitant agricole prouvera par toute voie de droit, en ce compris sa déclaration à l'I.N.S. relative au recensement, que la surface agricole en question a été utilisée à une production sous labour correspondant aux codes mentionnés ci-dessus pendant les trois années précédant la demande et pendant la période d'engagement.

9° cours d'eau : eau en mouvement, de façon continue ou intermittente, quelle que soit l'origine de cette eau (eau de source, de pluie,...) et coulant dans un lit permanent, naturel ou artificiel. Si le lit est artificiel, il faut toutefois qu'il soit en liaison avec le réseau naturel.

Art. 2. La Région octroie des subventions agri-environnementales aux exploitants agricoles qui s'engagent à mettre en œuvre une ou plusieurs des méthodes de production suivantes aux conditions fixées en annexe :

- 1° a) fauches tardives;
- b) diversification des semis et fauche tardive en prairies temporaires;
- 2° installation de tournières de conservation et bandes de prairies extensives;
- 3° maintien et entretien des éléments du paysage et de la biodiversité tels les haies et bandes boisées, vieux arbres fruitiers à haute tige ou mares dans les superficies agricoles;
- 4° maintien de faibles charges en bétail;
- 5° détention d'animaux de races locales menacées;
- 6° réduction des intrants en céréales;
- 7° réduction et localisation des herbicides en maïs, avec mécanisation du désherbage et sous-semis;
- 8° couverture de sol pendant l'interculture;
- 9° fauches très tardives avec limitation des intrants;
- 10° mesures conservatoires en zones humides;
- 11° cultures d'anciennes espèces ou variétés.

Les mesures 3° et 5° ci-dessus sont accessibles aux exploitants à titre complémentaire.

Chacune des méthodes reprises à l'alinéa 1^{er} sous 1°, 4° et 6° à 11° est mise en œuvre sur une superficie minimale de 50 ares tandis que les méthodes sous 2° et 3° sont appliquées sur une longueur minimale de 200 mètres.

Art. 3. § 1^{er}. Les subventions afférentes aux méthodes de production visées à l'article 2, 6° à 8°, sont réservées aux parcelles :

- 1° soit situées en zone de protection des eaux souterraines au sens de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eaux souterraines, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraines;
- 2° soit situées en zone vulnérable au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mai 1994;
- 3° soit situées en zone de parc naturel relevant du décret du 16 juillet 1985;
- 4° soit situées en zones relevant de la directive européenne relative à la protection des oiseaux, soit la directive CEE/79/409 du 2 avril 1979, ou de celle relative à la conservation des habitats, soit la directive CEE/92/43 du 21 mai 1992;
- 5° soit intégrées, contiguës ou situées à moins de 50 mètres de réserves naturelles agréées au sens de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 juillet 1986 concernant l'agrément des réserves naturelles, de réserves naturelles domaniales, au sens de la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973 ou de zones humides d'intérêt biologique au sens de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 juin 1989 relatif à la protection des zones humides d'intérêt biologique.

§ 2. Les subventions afférentes aux méthodes de production visées à l'article 2, 9° et 10°, sont réservées aux parcelles visées au 3°, 4° et 5° du § 1^{er}.

§ 3. Par dérogation aux §§ 1^{er} et 2, quelle que soit leur localisation géographique, les exploitants de fermes de conservation et ceux qui appliquent au moins trois méthodes de production visées à l'article 2 peuvent bénéficier de toutes les subventions agri-environnementales dans le cadre d'un plan de gestion environnemental de l'exploitation, établi par l'administration en collaboration étroite avec les exploitants.

Le plan de gestion, établi dans les limites des crédits budgétaires disponibles, représente un soutien technique et un encadrement à une démarche d'amélioration de l'impact environnemental global de l'exploitation.

L'adoption du plan implique une gestion conforme à l'esprit d'une exploitation respectueuse de l'environnement.

Le plan comprend :

- un état des lieux;
- des objectifs à un an;
- des objectifs à cinq ans;
- des objectifs à plus long terme.

Un bilan annuel est dressé par l'exploitant et l'administration. Ce bilan a pour objet de fixer les objectifs annuels et de réviser éventuellement les objectifs à cinq ans et à long terme en fonction des actions entreprises et des difficultés rencontrées. Les bilans sont réputés faire partie intégrante du plan de gestion.

Le plan de gestion comprend un examen des possibilités d'amélioration des pratiques agricoles, sur la base des rubriques suivantes :

- 1° application des codes de bonnes pratiques agricoles;
- 2° application de nouvelles techniques culturales et amélioration des techniques existantes (applications localisées, désherbage mécanique, lutte biologique et intégrée, etc.);
- 3° lutte phytosanitaire sur la base d'avertissements et en tenant compte de seuils d'intervention;
- 4° contrôle régulier du matériel d'épandage et de pulvérisation;
- 5° adaptation des périodes de fertilisation et des quantités de fertilisants appliquées sur base de bilans (réserves du sol, exportations prévisibles,...) avec établissement d'un plan de fumure et tenue d'un cahier d'épandage;

6° stockage et modalités de gestion des effluents : adaptation des capacités de stockage ou participation à des banques de lisier, mélange des lisiers, apport suffisant de carbone (paille, copeaux,...) et compostage des fumiers,...;

7° mesures d'intégration paysagère (plantations éventuelles, semis de « fleurs » en tournières, peinture ou sablage des constructions, implantation et aspect de nouveaux bâtiments, ...), de protection ou de restauration du petit patrimoine et de la biodiversité (mares et zones humides, haies, etc.) et éventuellement d'épuration (lutte contre les odeurs, lagunage d'eaux usées, etc.).

Art. 4. § 1^{er}. Chaque engagement porte sur une période de cinq ans. Lorsque, pendant la période de son engagement, le bénéficiaire transfère tout ou partie de son exploitation à une autre personne, celle-ci peut reprendre l'engagement pour la période restant à courir. Si une telle reprise n'a pas lieu, le bénéficiaire est obligé de rembourser les aides perçues.

Ce remboursement n'est pas exigé en cas de force majeure et si, dans un cas de cessation définitive des activités agricoles d'un bénéficiaire qui a déjà accompli trois ans de son engagement, une reprise de cet engagement par un successeur ne s'avère pas réalisable.

§ 2. Dans le cas où le bénéficiaire ne peut pas continuer les engagements souscrits du fait que son exploitation fait l'objet d'un remembrement, les engagements seront adaptés à la nouvelle situation de l'exploitation. Si une telle adaptation s'avère impossible, l'engagement prend fin sans qu'un remboursement soit demandé pour la période d'engagement effective.

§ 3. Sans préjudice de circonstances concrètes à prendre en considération dans les cas individuels, le remboursement n'est pas exigé dans les cas de force majeure suivants :

- 1) le décès de l'exploitant;
- 2) l'incapacité professionnelle de longue durée de l'exploitant;
- 3) l'expropriation d'une partie importante de l'exploitation, si cette expropriation n'était pas prévisible le jour de la souscription de l'engagement;
- 4) une catastrophe naturelle grave qui affecte de façon importante la surface agricole de l'exploitation;
- 5) la destruction accidentelle des bâtiments de l'exploitant destinés à l'élevage;
- 6) une épizootie touchant tout ou partie du cheptel de l'exploitant.

La notification des cas de force majeure et les preuves y relatives doivent être fournies par écrit à l'administration dans un délai de dix jours ouvrables à partir du moment où l'exploitant est en mesure de la faire.

§ 4. Lorsque, au cours de la période d'engagement, le bénéficiaire augmente la superficie de son exploitation, tout engagement qui concernait l'ensemble de la superficie de l'exploitation peut être augmenté de la superficie supplémentaire pour la période d'engagement restante, à condition que cette extension :

- présente des avantages environnementaux certains;
- soit justifiée compte tenu de l'engagement, de la durée de la période d'engagement restante et de la superficie supplémentaire, qui doit être substantiellement inférieure à la superficie initiale ou ne pas dépasser deux hectares.
- ne réduise pas l'efficacité de la vérification de la conformité avec les conditions d'octroi des aides.

§ 5. Lorsque, au cours de la période d'engagement, la superficie soumise à un engagement fait l'objet d'une extension à l'intérieur de l'exploitation, l'engagement initial du bénéficiaire peut être remplacé par un nouvel engagement pour la totalité de la superficie visée, à des conditions au moins aussi strictes que celles de l'engagement initial.

§ 6. La transformation d'un engagement en un autre engagement dans le cadre du règlement 2078/92 est autorisée au cours de la période d'engagement à condition que :

- un tel transfert implique des avantages environnementaux certains;
- l'engagement existant soit renforcé de manière significative.

Art. 5. Les subventions ne peuvent être octroyées aux surfaces objet du régime communautaire de retrait des terres qui sont utilisées pour une production non alimentaire.

Art. 6. § 1^{er}. Le montant total des subventions agri-environnementales versées en application du présent arrêté est plafonné à 400.000 francs (9.915,74 euros) par an et par exploitant.

- Lorsque l'exploitant est une association, ce plafond peut être multiplié par le nombre d'agriculteurs composant cette association.

- Lorsque l'exploitant est une société, ce plafond peut être multiplié par le nombre d'administrateurs ou gérants ayant le statut d'agriculteur.

§ 2. Sans préjudice des limitations prévues au § 1^{er} de cet article et à l'annexe du présent arrêté, les montants cumulés des différentes subventions agri-environnementales cofinancées par l'Union européenne sont plafonnés à :

1° 7.200 francs (178,48 euros) par hectare et par an pour les cultures pour lesquelles une prime par hectare est octroyée en vertu des dispositions des règlements relatifs aux organisations communes de marchés;

2° 12.000 francs (297,47 euros) par hectare et par an pour les autres cultures annuelles et les pâturages.

Le plafond prévu à l'alinéa 1^{er}, 2°, est porté à 17.000 francs (421,42 euros) par hectare et par an pour les « fermes de conservation » et les exploitations appliquant le mode de production biologique conformément à l'arrêté royal du 17 avril 1992.

Art. 7. La demande de subvention doit être introduite auprès de l'administration au moyen de formulaires dont le modèle est arrêté par le Ministre.

Le dossier de demande comprend :

1° une copie du plan de l'exploitation au 10.000e ayant servi à la déclaration annuelle de superficie si une telle déclaration est rentrée ou, à défaut d'une telle déclaration, un plan de l'exploitation au 10.000e.

2° la preuve du statut d'exploitant tel que précisé dans le présent arrêté.

3° si elle existe, une copie de la déclaration de superficie, sauf si l'engagement est fondé sur l'article 2, 5°;

4° une copie du dernier inventaire d'étable établi par la fédération de lutte contre les maladies du bétail si l'engagement est fondé sur l'article 2, 4°;

5° une copie des documents d'identification des animaux si l'engagement est fondé sur l'article 2, 5°.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1°, les surfaces faisant l'objet d'une demande de subvention et les structures linéaires sont indiquées sur les documents.

Pour les méthodes de production visées à l'article 2, 6° à 8°, un plan au 10.000e avec localisation des parcelles et un inventaire précisant la superficie de chacune de celles-ci sera introduit auprès de l'administration chaque année au plus tard à l'installation de la culture.

Il est accusé réception de chaque demande dans un délai de 10 jours ouvrables. Tout dossier incomplet est renvoyé avec mention des pièces manquantes dans les mêmes délais.

Art. 8. Le fonctionnaire dirigeant de l'administration arrête tout autre document relatif aux dispositions administratives et particulièrement au contrôle des engagements, en conformité avec le chapitre III du règlement 746/96.

Lors de circonstances exceptionnelles, il peut prendre les dispositions dérogatoires qui s'imposent.

Art. 9. Le fonctionnaire dirigeant de l'administration

- 1) statue sur chaque demande de subvention;
- 2) signe le plan de gestion.

Art. 10. La notification d'octroi impose le respect des engagements souscrits et oblige le demandeur :

1° à se soumettre au contrôle du respect des engagements souscrits, notamment en permettant l'accès aux différentes parcelles et aux données Sanitel, en présentant les animaux intervenant dans l'octroi des primes et en fournissant chaque année une copie de la déclaration de superficie;

2° à accepter de servir de référence pour d'autres exploitants agricoles;

3° à mettre à la disposition de la Région toutes les données techniques et financières afin d'établir un bilan économique et environnemental des engagements souscrits.

L'engagement prend cours sous réserve de la notification à la date de constatation par l'administration, de l'existence et du bien-fondé des mesures pour lesquelles les subventions sont sollicitées.

Art. 11. La première tranche annuelle de la subvention est payable dans les quinze mois qui suivent le début de l'engagement.

Les quatre paiements suivants sont effectués sur la base d'une demande annuelle de paiement et, le cas échéant, d'une déclaration des modifications survenues ou envisagées.

Art. 12. § 1^{er}. Sans préjudice des articles 55 à 58 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, en cas de paiement indu, l'exploitant concerné est obligé de rembourser les montants concernés, augmentés d'un intérêt calculé au taux légal en fonction du délai s'étant écoulé entre le paiement et le remboursement par le bénéficiaire.

Aucun intérêt ne s'applique en cas de paiements indus à la suite d'une erreur de l'administration.

Toutefois, le montant à récupérer peut être porté en déduction du premier paiement qui intervient pour l'exploitant concerné suite à la date de décision sur le remboursement. Aucun intérêt ne s'applique après information du bénéficiaire du paiement indu.

§ 2. Lorsqu'il est constaté que la superficie ou la longueur déclarée dans un engagement dépasse la superficie ou la longueur déterminée lors du contrôle, le montant de l'aide est calculé sur base de la superficie ou longueur éligible effectivement déterminée lors du contrôle. Toutefois, sauf cas de force majeure, la superficie ou longueur éligible est diminuée de deux fois l'excédent constaté lorsque celui-ci est supérieur à 3 % ou 2 hectares et égal à 20 % au maximum de la superficie éligible déterminée.

Au cas où l'excédent constaté est supérieur à 20 % de la superficie ou longueur éligible déterminée, aucune aide liée à la superficie n'est octroyée et les subventions liquidées doivent être remboursées.

Les diminutions susvisées ne sont pas appliquées si, pour la détermination de la superficie éligible, l'exploitant prouve qu'il s'est correctement basé sur des informations reconnues par l'administration.

§ 3. Pour les cas concernant des aides au bétail, lorsqu'il est constaté que le nombre d'animaux déclaré dans un engagement est différent du nombre déterminé lors du contrôle, le montant de l'aide est calculé sur base des unités éligibles effectivement déterminées lors du contrôle. Toutefois, sauf cas de force majeure, les unités éligibles effectivement déterminées sont diminuées de deux fois la différence constatée lorsque celle-ci est supérieure à 2 animaux ou 5 % et égale à 20 % au maximum des unités éligibles déterminées.

Au cas où la différence constatée est supérieure à 4 animaux ou 20 % des unités éligibles déterminées, aucune aide liée au bétail n'est octroyée et les subventions liquidées doivent être remboursées.

Les diminutions susvisées ne sont pas appliquées si, pour la détermination des unités éligibles, l'exploitant prouve qu'il s'est correctement basé sur des informations reconnues par l'administration.

§ 4. Pour les aides liées aux charges en bétail, lorsqu'il est constaté que le nombre d'Unités Gros Bétail (U.G.B.) déterminé lors du contrôle dépasse le nombre autorisé en fonction des superficies fourragères disponibles, et sauf cas de force majeure, le montant de l'aide est diminué de deux fois le pourcentage de dépassement lorsque le dépassement constaté est supérieur à 3 % et égal à 20 % au maximum du nombre d'U.G.B. autorisé.

L'exploitant est tenu de régulariser sa situation dans les dix jours ouvrables, sous peine de suppression et remboursement de la totalité de l'aide.

Au cas où le dépassement constaté est supérieur à 20 %, aucune aide n'est octroyée et les subventions liquidées doivent être remboursées.

§ 5. Lorsque les conditions d'octroi d'une aide comprennent le respect de certaines dates, le non-respect de ces dates entraîne, pour l'année considérée, la suppression de cette aide. Lorsque ce non-respect est répété ou lorsqu'il dépasse deux semaines, toute aide agri-environnementale est supprimée et les subventions liquidées doivent être remboursées.

§ 6. En cas de fausse déclaration faite délibérément ou par négligence grave, l'exploitant est exclu du bénéfice de toute aide agri-environnementale. Il ne peut souscrire un nouvel engagement agri-environnemental qu'après deux ans.

§ 7. Les subventions liquidées doivent être remboursées si l'exploitant est condamné à titre définitif pour infraction à la législation en matière d'environnement ou de conservation de la nature pendant la période d'engagement ou dans les vingt-quatre mois qui la suivent.

§ 8. En cas de contestation, toute demande de révision du dossier doit être introduite par le bénéficiaire dans le mois qui suit la notification.

Art. 13. L'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales est abrogé.

Art. 14. Les subventions accordées en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales peuvent être adaptées aux conditions du présent arrêté, pour les années à échoir, et après introduction d'une demande de révision par le bénéficiaire.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 16. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe

Conditions liées aux méthodes de production compatibles
avec les exigences de la protection de l'environnement

METHODE 1. — Pratique de fauches tardives et diversification des semis

A. Fauches tardives

L'adoption de fauches tardives peut donner lieu à une prime de F. 5.000 (123,95 euros) par ha et par an aux conditions suivantes :

1. Aucun pâturage et aucune fauche de la parcelle avant le 20 juin en zone précoce ou le 1^{er} juillet en zone tardive.
2. Apport modéré de fertilisants (pour garder une bonne diversité biologique, il est indiqué de ne pas dépasser 60 unités d'azote par ha et par an, ou 40 tonnes de fumier ou compost ou encore 2 x 20 m; de lisier).

Un relevé floristique réalisé par l'administration doit permettre de mettre en évidence la présence et une abondance minimale de plantes indicatrices des prairies de fauche extensives.

3. Pas d'utilisation de produits phytopharmaceutiques à l'exception du traitement localisé contre les chardons et les rumex.

B. Diversification des semis en prairies temporaires.

La diversification de semis en prairie temporaire peut donner lieu à une surprime de F. 3.000 (74,37 euros) par ha, l'année d'implantation, et ce aux conditions suivantes :

1. La composition du mélange semé est transmise à l'administration et tout est entrepris pour maintenir la diversité de la flore.

2. La surprime n'est attribuée qu'une fois pour cinq ans et implique l'adoption du régime « fauches tardives » pour les cinq années.

3. Un relevé floristique réalisé par l'administration doit permettre de retrouver une proportion significative des espèces semées et de plantes indicatrices.

4. Une liste des espèces proposées est reprise ci-après. Le choix de la composition de mélange est laissé à l'appréciation de l'agriculteur pour autant que les conditions suivantes soient respectées :

1. Graminées de base :

- le pourcentage (en poids) des semences est compris entre 50 et 95 % du mélange;
- les espèces non pérennes ou très intensives tels les ray-grass hybrides, italien et de Westerwold ainsi que les bromes cultivés sont exclus;
- le ray-grass anglais, la fléole et la fétuque des prés représentent chacun au maximum 30 % du mélange;

2. Légumineuses de base.

- le pourcentage (en poids) de semences est compris entre 15 et 40 % du mélange;
- trois espèces au minimum sont présentes, chacune à concurrence d'au moins 5 % du mélange;
- par dérogation à ce principe, le mélange peut ne pas contenir de légumineuses s'il contient au moins 5 autres dicotylées (voir 3° ci-dessous), chacune à concurrence d'au moins 1 % du mélange.

3. Autres dicotylées :

D'autres dicotylées peuvent être intégrées au mélange afin d'en améliorer l'impact esthétique, paysager ou mellifère, à condition qu'aucune espèce ne soit présente à concurrence de plus de 4 % du mélange.

Liste d'espèces proposées pour bandes ou tournières enherbées et diversification de semis en prairie temporaire

GRAMINEES DE BASE

<i>Alopecurus pratensis</i>	Vulpin des prés
<i>Anthoxanthum odoratum</i>	Flouve odorante
<i>Arrhenatherum elatius</i>	Fromental
<i>Dactylis glomerata</i>	Dactyle aggloméré
<i>Festuca pratensis</i>	Fétuque des prés
<i>Festuca rubra</i>	Fétuque rouge
<i>Lolium perenne</i>	Ray-grass anglais
<i>Phleum pratense</i>	Fléole des prés
<i>Poa pratensis</i>	Pâturin des prés
<i>Trisetum flavescens</i>	Avoine jaunâtre

LEGUMINEUSES DE BASE

<i>Lotus corniculatus</i>	Lotier corniculé
<i>Medicago lupulina</i>	Luzerne lupuline ou Minette
<i>Medicago sativa</i>	Luzerne cultivée
<i>Onobrychis viciifolia</i>	Sainfoin ou Esparcette
<i>Trifolium pratense</i>	Trèfle violet
<i>Trifolium repens</i>	Trèfle blanc

AUTRES DICOTYLEES

<i>Anthriscus sylvestris</i>	Cerfeuil sauvage
<i>Centaurea cyanus</i>	Bleuet
<i>Cichorium intybus</i>	Chicorée sauvage
<i>Daucus carota</i>	Carotte sauvage
<i>Echium vulgare</i>	Viperine
<i>Eupatorium cannabinum</i>	Eupatoire chanvrine
<i>Hypericum perforatum</i>	Herbe aux mille trous ou millepertuis
<i>Knautia arvensis</i>	Knautie
<i>Leucanthemum vulgare</i>	Grande marguerite
<i>Lychnis flos-cuculi</i> (*)	Lychnis fleur de coucou
<i>Lythrum salicaria</i> (*)	Salicaire
<i>Malva moschata</i>	Mauve musquée
<i>Malva sylvestris</i>	Mauve sauvage
<i>Melilotus alba</i>	Mélilot blanc
<i>Melilotus officinalis</i>	Mélilot officinal
<i>Mentha aquatica</i> (*)	Menthe aquatique
<i>Origanum vulgare</i>	Origan
<i>Papaver dubium</i>	Pavot douteux ou petit coquelicot
<i>Papaver rhoeas</i>	Grand coquelicot
<i>Plantago lanceolata</i>	Plantain lancéolé
<i>Prunella vulgaris</i>	Brunelle commune
<i>Reseda lutea</i>	Réséda jaune
<i>Rumex acetosa</i>	Oseille des prés
<i>Scrophularia nodosa</i>	Scrofulaire noueuse
<i>Symphytum asperum</i>	Consoude rude
<i>Symphytum officinale</i>	Consoude officinale
<i>Symphytum x uplandicum</i>	Consoude hybride
<i>Trifolium hybridum</i>	Trèfle hybride
<i>Trifolium incarnatum</i>	Trèfle incarnat

(*) Réserve aux sols humides.

METHODE 2. — Tournières de conservation et bandes de prairie extensive

A. Remplacement d'une culture sous labour par une bande de prairie extensive ou tournière enherbée installée pour 5 ans

Celui-ci peut donner lieu à une subvention annuelle de 3.000 francs (74,37 euros) pour une superficie de 800 m² de bande enherbée (correspondant à 200 mètres sur 4 mètres, soit une influence sur 1 ha [= « équivalence »]); ces 3.000 francs (74,37 euros) sont portés à 4.000 francs (99,16 euros) le long des cours d'eau. Pour le calcul de la prime, les superficies supérieures à 800 m² ne sont prises en compte que par tranches de 200 mètres carrés supplémentaires.

Les conditions à respecter sont :

1. Cette bande de prairie ou tournière enherbée a une longueur minimale de 200 mètres et une largeur comprise entre quatre et vingt mètres. En aucun cas, la superficie de ces bandes n'excède la superficie de culture sous labour du même exploitant contiguë à ces bandes, ni 8 % de la superficie sous labour de l'exploitation.

2. Cette bande de prairie en bordure de champ (encore appelée fourrière ou tournière) est implantée prioritairement le long d'un cours d'eau ou d'une zone humide. Elle peut également être implantée en bordure de bois, le long de haies, talus, chemins, lotissements et habitations. Elle ne peut être installée en bordure d'une autre culture sous labour que si une tournière de conservation est également installée de l'autre côté de la limite de parcelle ou s'il y a accord écrit de l'exploitant de la parcelle voisine.

3. Le long des cours d'eau, la largeur minimale est de huit mètres.

4. Elle est ensemencée avec un mélange diversifié (cf. 1B) dont la composition est transmise à l'administration.

5. Elle ne reçoit aucun fertilisant.

6. Elle n'est traitée avec aucun produit phytopharmaceutique, un traitement localisé avec des herbicides spécifiques est toléré contre les orties, rumex et chardons.

7. Elle n'est pas pâturée.

8. Elle ne peut être fauchée qu'après le 1^{er} juillet en zone précoce et le 15 juillet en zone tardive. Le produit de la fauche est exporté de la parcelle.

9. Elle n'est pas accessible à des véhicules motorisés à des fins de loisirs.

B. Tournière extensive

L'installation d'une tournière extensive pour cinq ans au moins peut donner lieu à une prime annuelle de 1.500 francs (37,18 euros) pour une superficie de 800 mètres carrés (correspondant à 200 mètres sur 4 mètres, soit une influence sur 1 hectare [= « équivalence »]). Les superficies supérieures ne sont prises en compte que par tranche de 200 mètres carrés. Les conditions à respecter sont :

1. Cette tournière extensive a une largeur comprise entre quatre et vingt mètres. En aucun cas, la superficie de ces tournières n'excède la moitié de la superficie de la parcelle, ni 8 % de la superficie sous labour de l'exploitation.

2. La tournière extensive est ensemencée et récoltée comme une culture ordinaire.

3. Elle est implantée en bordure de bois, le long de haies, talus, chemins, lotissement et habitations, à l'exclusion de la limite avec une autre culture (sauf si une tournière est également installée sur la parcelle voisine ou s'il y a accord écrit de l'exploitant de celle-ci).

4. Elle ne reçoit aucun fertilisant.

5. Des traitements phytopharmaceutiques limités sont tolérés (se référer à la mesure 6 a et b pour les céréales, à la mesure 7 pour le maïs; en betteraves, seuls les traitements fongicides sont tolérés tandis qu'en pommes de terre, seuls les traitements contre le mildiou sont autorisés).

6. Les subventions relatives à cette mesure ne peuvent être attribuées si la parcelle bénéficie d'aides aux tournières enherbées ou à l'agriculture biologique.

C. Bande de prairie extensive

En remplacement d'une prairie intensive ou implantée autour d'un verger basses tiges, une bande de prairie extensive peut donner lieu à une subvention annuelle de 4.000 francs (99,16 euros) pour une superficie de 1.600 mètres carrés de bande de prairie extensive (correspondant à 200 mètres sur 8, soit une influence sur 1 hectare [= « équivalence »]). Les superficies supérieures ne sont prises en compte que par tranches de 200 mètres carrés supplémentaires :

1. En remplacement d'une prairie intensive, cette bande est implantée le long d'un cours d'eau, d'un plan d'eau, ou dans une des situations décrites à l'article 3, § 1^{er}, 5°;

en remplacement d'un verger basses tiges, cette bande de prairie extensive fait le tour de la parcelle.

2. Elle a une longueur minimale de 200 mètres et une largeur comprise entre 8 et 20 mètres.

3. Elle ne reçoit aucun fertilisant et aucun produit phytopharmaceutique, à l'exception de traitements localisés contre les orties, chardons et rumex.

4. Elle ne peut être fauchée qu'après le 1^{er} juillet en zone précoce et après le 15 juillet en zone tardive. Le produit de la fauche est exporté de la parcelle.

5. Elle ne peut être pâturée qu'après ces dates et avec des charges en bétail toujours inférieures à 2 U.G.B. par hectare sur la parcelle pâturée. En dehors d'un endroit spécialement aménagé pour l'abreuvement, l'accès direct du bétail aux berges et lits du cours d'eau est interdit.

6. Elle n'est pas accessible à des véhicules motorisés à des fins de loisirs.

7. Cette méthode n'est pas cumulable avec la méthode 1 (fauche tardive).

METHODE 3. — Maintien et entretien des éléments du paysage et de la biodiversité tels les haies et bandes boisées, vieux arbres fruitiers à haute tige dans les pâtures ou mares

Les exploitants qui s'engagent à ne pas détruire de tels éléments, à entretenir et si, possible, améliorer le réseau écologique de leur exploitation peuvent obtenir les subventions suivantes :

1. F. 2.000 (49,58 euros) par an pour une longueur d'au moins 200 m de haies ou son équivalent, soit une influence sur 1 ha et plus;

2. F. 5.000 (123,95 euros) par an pour une longueur d'au moins 500 m de haies ou son équivalent, soit une influence sur 2,5 ha et plus;

3. F. 10.000 (247,89 euros) par an pour une longueur d'au moins 1.000 m de haies ou son équivalent, soit une influence sur 5 ha et plus;

4. F. 20.000 (495,79 euros) par an pour une longueur d'au moins 2.000 m de haies ou son équivalent, soit une influence sur 10 ha et plus;

5. F. 40.000 (991,57 euros) par an pour une longueur d'au moins 4.000 m de haies ou son équivalent, soit une influence sur 20 ha et plus.

Les éléments du paysage et de la biodiversité doivent correspondre aux conditions suivantes :

A. Les haies, alignements d'arbres et bandes boisées

1. Les haies sont des bandes continues d'arbres ou d'arbustes indigènes, des alignements d'arbres indigènes dans les parcelles agricoles, à l'exclusion des plantations ou rangées monospécifiques de peupliers; dans le cas d'alignements ou rangées d'arbres, ceux-ci doivent compter un minimum de 10 arbres avec une distance maximale de 10 mètres entre les arbres.

2. L'exploitant s'engage à ne pas détruire de haie ou, en cas de nécessité, à replanter une longueur au moins équivalente à la longueur dégradée, en accord avec l'administration.

3. Il veille à maintenir, restaurer ou améliorer le maillage de haies sur son exploitation et à maintenir celles-ci suffisamment denses.

4. Il s'abstient de tout épandage de fertilisant et de tout traitement phytopharmaceutique à proximité de la haie, à l'exception de traitements localisés contre les orties, chardons et rumex.

5. Les travaux d'entretien (taille) ne sont pas effectués entre le 15 avril et le 1^{er} juillet.

Ces travaux consistent en :

a) haie taillée : une taille par an;

b) haie bocagère et arbres têtards : la tête est rabattue à environ 2 mètres tous les deux à quinze ans;

c) haie libre : taille latérale et recépage occasionnels afin de la maintenir touffue et d'éviter d'empiéter sur les terrains avoisinants;

d) haie brise vent et bandes boisées : taille latérale éventuelle et rabattage partiel et facultatif tous les huit à quinze ans pour éviter de dégarnir la base.

B. Conservation de vieux arbres fruitiers à haute tige dans les pâtures

1. Les arbres éligibles sont des arbres fruitiers à haute tige d'au moins trente ans situés dans des parcelles agricoles possédant un sous étage herbeux permanent régulièrement entretenu par la fauche ou (et) le pâturage.

2. L'exploitant s'engage à ne pas abattre d'arbre fruitier à haute tige sur son exploitation.

3. Il limite les traitements phytopharmaceutiques sur ses arbres; en particulier, il s'abstient de tout traitement au moyen d'un insecticide de synthèse.

4. La prime n'est accessible qu'à partir de 10 arbres fruitiers et est plafonnée à l'équivalent de 200 arbres fruitiers par exploitation; chaque arbre est assimilé à 5 mètres de haies ou une influence sur 2,5 ares.

C. Mares et points d'eau

1. Les mares et points d'eau sont des étendues permanentes d'eau dormante d'une superficie minimale de 10 m² situées dans des parcelles agricoles.

2. Une bande de minimum deux mètres de large autour de la mare ne sera jamais labourée et ne sera pas accessible au bétail; un accès pour l'abreuvement de celui-ci peut néanmoins être aménagé, à condition que la partie accessible ne dépasse pas 10 % de la superficie et 25 % du périmètre de la mare.

3. Tout épandage et toute pulvérisation à moins de dix mètres des berges sont interdits.

4. L'exploitant veillera à maintenir ou améliorer la qualité de ce point d'eau en tant qu'élément du paysage et de la biodiversité; en particulier, il veillera à éviter l'introduction de tout déchet, produit ou substance qui pourrait nuire à celle-ci et de tout poisson. Il exclura tout remblai; en cas d'envasement ou d'atterrissement, l'agriculteur pratiquera le curage du point d'eau un fois au cours des cinq ans, en veillant à maintenir ou aménager au moins 25 % du périmètre en pente douce.

5. Chaque point d'eau correspondant à ces conditions est considéré comme ayant une influence sur une superficie moyenne de 50 ares; pour le calcul de la prime, chaque mare ou point d'eau est donc assimilé à 100 mètres de haie.

METHODE 4. — Maintien de faibles charges en bétail

Le maintien de charges en bétail comprises entre 0,6 et 1,4 U.G.B. (unité de gros bétail) par hectare de superficie fourragère peut donner lieu à une subvention annuelle de F. 2.000 (49,58 euros) par hectare de prairie aux conditions suivantes :

1. Au moins 90 % de la superficie fourragère de référence est constituée de prairies.

2. Ces prairies sont soit fauchées au moins une fois par an, soit pâturées au moins deux mois par an. Leur production, obtenue par fauche ou pâturage, est exclusivement destinée au cheptel de l'exploitation.

3. L'exploitant agricole s'engage à ne pas réduire la superficie de prairies permanentes de son exploitation.

4. Il s'engage à protéger et, autant que possible, à restaurer les éventuels haies et points d'eau de son exploitation.

Pour le calcul du nombre d'U.G.B., il faut comptabiliser les animaux de l'exploitation comme suit :

- bovins de 2 ans et plus, équidés de plus de 6 mois : 1 U.G.B.

- bovins de 6 mois à deux ans : 0,6 U.G.B.;

- brebis ou chèvres adultes : 0,15 U.G.B..

5. Cette mesure n'est pas cumulable avec une aide à la reconversion biologique.

METHODE 5. — Détention d'animaux de races locales menacées

Les exploitants qui s'engagent à détenir, pendant au moins cinq ans, des animaux de races locales menacées figurant dans l'inventaire communautaire des races menacées et dans la liste ci-dessous peuvent obtenir une subvention annuelle de F. 4.800 (118,99 euros) par cheval ou bovin et F. 700 (17,35 euros) par mouton, si ces animaux répondent aux conditions suivantes :

1. Répondre au standard originel de la race reconnue comme menacée de disparition.

2. Etre enregistré dans le livre généalogique agréé de la race, ou ce qui en tient lieu.

3. Etre âgé d'au moins 2 ans pour les juments et les bovins et 6 mois en races ovines. Les étalons devront être âgés de 3 ans et pouvoir participer à la reproduction.

De plus, en races bovines et ovines, l'exploitant doit s'engager à détenir pendant cinq ans un minimum de trois animaux pour lesquelles une subvention peut être obtenue.

Pour chaque race, cette prime est réduite lorsque le nombre de femelles enregistrées au livre généalogique s'approche de l'effectif maximum prévu pour la reconnaissance comme race locale menacée, à savoir 5.000 pour les chevaux et les bovins et 7.500 pour les moutons.

Ainsi, la prime est de :

- 100 % jusque 3.500 juments ou vaches et 5.250 brebis;
- 75 % au-delà de cet effectif maximum;
- 50 % au-delà de 4.000 juments ou vaches et 6.000 brebis;
- 25 % au-delà de 4.500 juments ou vaches et 6.750 brebis;
- 0 % au-delà de 5.000 juments ou vaches et 7.500 brebis.

La liste des races locales menacées subsidiables par la Région dans le cadre des mesures agri-environnementales est arrêtée à ce qui suit :

Races équinnes :

- cheval de trait belge;
- cheval de trait ardennais.

Races bovines :

- Blanc-Bleu mixte;
- Rouge de Belgique.

Races ovines :

- mouton laitier belge;
- mouton Entre Sambre et Meuse;
- mouton ardennais tacheté ou mouton des collines (Houtlandschaap);
- mouton ardennais roux ou Voskop;
- mouton Mergelland.

METHODE 6. — Réduction d'intrants en céréales

A. Réduction de la densité de semis

L'exploitant qui s'engage à réduire la densité de ses semis en céréales autres que le maïs peut obtenir une subvention annuelle de F. 3.600 (89,24 euros) par hectare aux conditions suivantes :

1. La densité maximale est de 200 grains par mètre carré.
2. les engrais azotés sont utilisés de façon modérée, sur base du reliquat présent et des exportations possibles.
3. Un seul traitement fongicide est permis.
4. Aucun traitement régulateur de croissance n'est appliqué.

B. Suppression des herbicides

L'exploitant qui s'engage à ne pas utiliser d'herbicides de synthèse en culture de céréales autres que le maïs peut obtenir une prime annuelle de F. 3.600 (89,24 euros) par hectare. Sont néanmoins tolérés, en cas d'infestation importante, des traitements spécifiques contre le gaillet et le liseron, et des traitements localisés contre les orties, les chardons et les rumex.

Chacun des engagements repris sous A et B empêche l'octroi pour les surfaces concernées de subventions pour tournières extensives, agriculture biologique, ou culture d'anciennes espèces ou variétés.

Les subventions correspondant aux engagements repris sous A et B sont cumulables

METHODE 7. — Réduction et localisation des herbicides en maïs avec mécanisation du désherbage et sous-semis

A. Désherbage mécanique et traitement localisé

L'exploitant qui, en culture de maïs, s'engage à n'utiliser des herbicides de synthèse qu'en traitement localisé, sur la ligne de maïs, en excluant les composés de la famille des triazines, peut obtenir une subvention annuelle de F. 6.000 (148,74 euros) par hectare.

L'interligne traité uniquement de façon mécanique doit atteindre un minimum de 40 cm.

B. Sous-semis

L'exploitant qui s'engage à couvrir de façon efficace (80 % de recouvrement des 40 cm d'interligne en septembre) les interlignes de maïs au moyen d'une culture dérobée, implantée en sous-semis et maintenue jusqu'au 1^{er} janvier au moins peut obtenir une subvention annuelle de F. 6.000 (148,74 euros) par hectare.

Chacun des engagements repris sous A et B empêche l'octroi pour les surfaces concernées de subventions pour tournières extensives ou agriculture biologique.

Les subventions correspondant aux engagements repris sous A et B sont cumulables à concurrence de F. 7.200 (178,48 euros).

METHODE 8. — Couverture du sol pendant l'interculture

L'exploitant qui s'engage à semer un couvert végétal dès que possible après la récolte précédente, en tout cas avant le 15 septembre, peut obtenir une subvention de F. 4.000 (99,16 euros) par hectare pour autant qu'il détruise ce couvert après le 1^{er} janvier.

Cette culture dérobée doit être suivie de l'implantation d'une culture de printemps ou d'une jachère.

Elle ne peut être constituée de plus de 50 % de légumineuses.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un couvert végétal de seigle peut être implanté après récolte tardive (maïs, pomme de terre, ...) à condition d'être semé avant le 1^{er} novembre et d'être détruit entre le 1^{er} mars et le 15 mai. Les superficies subventionnées ne peuvent être considérées comme tournières extensives, jachère ou agriculture biologique.

METHODE 9. — Fauches très tardives avec limitation des intrants

L'exécution de fauches très tardives peut donner lieu à une subvention annuelle de F. 10.000 (247,89 euros) par hectare aux conditions suivantes :

1. La fauche est effectuée de manière à permettre aux animaux de fuir; de l'intérieur vers l'extérieur, et autant que possible, en laissant des « bandes refuges » en bordure de parcelle.
2. Aucun pâturage et aucune fauche de la parcelle avant le 1^{er} juillet en zone précoce ou le 15 juillet en zone tardive.
3. Après cette date, le regain peut être fauché ou la parcelle mise en pâture avec des charges toujours inférieures à 2 U.G.B. (unité de gros bétail) par hectare.
4. L'apport en fertilisants est limité, par an, à 20 tonnes de fumier ou de compost ou 20 m; de lisier à l'hectare.
5. L'utilisation de produits phytopharmaceutiques et d'engrais minéraux est proscrite.
6. Les travaux de drainage sont interdits mais il est possible d'entretenir de façon modérée et peu destructrice pour la faune et la flore, les drains et fossés existants.
7. Cette mesure n'est pas cumulable avec la méthode 1 (fauche tardive) ou 2.C.(bande de prairie extensive).

METHODE 10. — Mesures conservatoires en zones humides

Une subvention annuelle de F. 2.000 (49,58 euros) par hectare peut être attribuée aux exploitants qui gèrent les prairies humides de façon extensive aux conditions suivantes :

1. Ne pas labourer, curer ou drainer.
2. Ne pas utiliser d'amendements, de fertilisants ni de produits phytopharmaceutiques.
3. Entretenir ces parcelles par la fauche ou (et) le pâturage.
4. Limiter la fauche à des fauches tardives.
5. Ne jamais faire pâturer par des charges supérieures à 2 U.G.B. par hectare.
6. Cette mesure n'est pas cumulable avec la méthode 2.C.(bande de prairie extensive).

METHODE 11. — Culture d'anciennes espèces ou variétés

A. Plantation d'anciennes variétés fruitières, à haute tige

L'exploitant qui plante des variétés anciennes d'arbres fruitiers, en haute tige, peut obtenir une subvention annuelle de F. 10.000 (247,89 euros) par hectare, pendant cinq ans, aux conditions suivantes :

1. Planter entre 40 et 80 arbres par hectare.
2. Leur assurer un développement harmonieux (protection contre le bétail, taille de formation, ...) tout en maintenant un sous-étage herbacé régulièrement entretenu.

B. Cultures régionales traditionnelles

1. En céréales, l'exploitant qui cultive d'anciennes variétés (inscrites depuis plus de quinze ans), du sarrasin ou, en région défavorisée, de l'épeautre peut obtenir une subvention annuelle de 4.000 francs (99,16 euros) par hectare à condition de limiter la fertilisation azotée minérale à un maximum de 70 unités, les traitements fongicides comme les herbicides à un seul traitement et à supprimer tout insecticide et tout régulateur de croissance. Cette mesure n'est pas cumulable avec des aides à l'agriculture biologique.

2. En pomme de terre, l'exploitant qui cultive d'anciennes variétés (Corne de gattes, Plate de Florenville ou Rosa, Ratte, Vitelotte) peut obtenir une subvention annuelle de 12.000 francs (297,47 euros) par hectare.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales.

Namur, le 11 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 931

[C - 99/27244]

11. MÄRZ 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, unterzeichnet in Rom und gebilligt durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957, insbesondere der Artikel 42 und 43;

Aufgrund der Verordnung des Rates der Europäischen Gemeinschaften (EWG) 2078/92 vom 30. Juni 1992 für umweltgerechte und den natürlichen Lebensraum schützende landwirtschaftliche Produktionsverfahren;

Aufgrund der Verordnung der Europäischen Kommission (EG) 746/96 vom 24. April 1996, abgeändert durch die Verordnung 435/97 vom 6. März 1997;

Aufgrund des am 7. April 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 27. April 1998 gegebenen Einverständnisses des Haushaltsministers;

Aufgrund der durch Artikel 6, § 3bis, 5° des Sondergesetzes vom 8. August 1980, der durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 eingefügt wurde, vorgesehenen Konzertierung;

Aufgrund der Entscheidung der Europäischen Kommission vom 18. Dezember 1998 zur Zustimmung zu den Abänderungen des Agrarumweltprogramms für die Wallonische Region;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß unverzüglich Maßnahmen zu verabschieden sind, um den Verordnungen der Europäischen Kommission folge zu leisten;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft;

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Minister: der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

2° Verwaltung: die Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° Zone mit frühem Wachstum: abgesehen von den benachteiligten Zonen das gesamte Gebiet der Wallonischen Region, d.h. die lehmhaltigen und die lehm- und sandhaltigen landwirtschaftlichen Gebiete, das Hennegauische Kempen, das Gebiet des Kondroz und ein Teil der Lütticher Weidegegend ("Pays de Herve");

4° Zone mit spätem Wachstum: Der Teil des Gebietes der Wallonischen Region, der sich in einer im Sinne der EWG-Richtlinien 75/268 und 75/269 bestimmten benachteiligten Zone befindet, die in der Anlage 1 des Ministerialerlasses vom 4. September 1990 festgelegt sind, d.h. die landwirtschaftlichen Gebiete der Famenne, der Ardennen, der Hochardennen, der Juragegend, die Vennweidegegend und ein Teil der Lütticher Weidegegend ("Lütticher Ardennen");

5° Erhaltungsbetrieb: Betrieb, in dem entweder die Zucht von mindestens 2 bedrohten lokalen Tierarten (im Sinne der Anlage, Methode 5) oder die Kultur alter Sorten oder Arten (im Sinne der Anlage, Methode 11) betrieben wird;

6° landwirtschaftlicher Betriebsinhaber: die natürliche oder juristische Person, die Erzeugnisse hauptsächlich aus Landwirtschaft, Gartenbau oder Zucht produziert und diese Tätigkeit entweder hauptberuflich oder teilberuflich ausübt; der Betriebsitz der Begünstigten muß in der Wallonischen Region gelegen sein und diese müssen bei einer Sozialversicherungskasse pflichtversichert sein;

* Der Begriff der hauptberuflichen Tätigkeit bezieht sich auf die natürliche Person, die für die Geschäftsführung und die Verwaltung eines landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Betriebs oder eines Zuchtbetriebs verantwortlich zeichnet und dabei ein Einkommen bezieht, das mindestens 50 % ihres Gesamteinkommens darstellt und die den Tätigkeiten außerhalb dieses Betriebs weniger als 50 % ihrer gesamten Arbeitszeit widmet;

* Die juristische Person als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber: die juristische Person, deren Satzungen als Gesellschaftszweck hauptsächlich den landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Betrieb oder die Zucht vermerken, sowie die Vermarktung der Erzeugnisse dieses Betriebs, wobei zudem eine der nachfolgenden Bedingungen erfüllt werden muß:

1° unter einer der im Handelsgesetzbuch, Buch I, Titel IX, Abschnitt I, Artikel 2 angeführten Formen gegründet worden sein und die folgenden Bedingungen erfüllen:

a) die Aktien oder Anteile müssen namentlich gezeichnet sein;

b) die Aktien oder Anteile der Gesellschaft müssen mindestens zur Hälfte den Geschäftsführern oder Verwaltern gehören;

c) die Geschäftsführer oder Verwalter müssen unter den Gesellschaftern bezeichnet werden;

d) die Geschäftsführer oder Verwalter der Gesellschaft müssen mehr als 50 % ihrer Arbeitszeit einer landwirtschaftlichen Tätigkeit in der Gesellschaft widmen und aus dieser Tätigkeit mehr als 50 % ihres Gesamteinkommens beziehen;

2° unter der Form einer landwirtschaftlichen Gesellschaft gemäß dem Gesetz vom 12. Juli 1979 gegründet worden sein.

* Der Begriff der teilberuflichen Tätigkeit bezieht sich auf jene landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, die mindestens 50 % ihres Einkommens aus landwirtschaftlichen, forstwirtschaftlichen oder pädagogischen Aktivitäten, aus dem Fremdenverkehr oder dem Handwerk oder aus Aktivitäten zum Unterhalt der Umwelt, für die öffentliche Hilfen gewährt werden, beziehen, wobei all diese Aktivitäten in ihrem Betrieb ausgeübt werden, und ohne daß der Anteil ihres Einkommens, der direkt durch die landwirtschaftliche Aktivität in ihrem Betrieb entsteht, unter 25 % des gesamten Einkommens liegen darf, und ohne daß die außerhalb des Betriebs ausgeübten Tätigkeiten mehr als die Hälfte der gesamten Arbeitszeit des Betriebsinhabers in Anspruch nehmen dürfen.

7° Nebenberuflicher Betreiber: die natürliche oder juristische Person, die Erzeugnisse aus Landwirtschaft, Gartenbau oder Zucht produziert und zu diesem Zweck eine Erzeugernummer und eine MwSt.-Nummer besitzt und bei einer Sozialversicherungskasse pflichtversichert ist.

8° Gepflügte Kultur: Kultur, deren landwirtschaftlich genutzte Fläche während der drei Jahre vor dem Antrag unter einer anderen Codenummer als 61 oder 62 in der GAP-Flächenerklärung angegeben worden ist; während des Verpflichtungszeitraums wird die Oberfläche in der angegebenen landwirtschaftlich genutzten Oberfläche unter einer anderen Codenummer als 61 angeführt. Mangels einer Flächenerklärung hat der landwirtschaftliche Betriebsinhaber durch jegliche Rechtsmittel, einschließlich seiner Erklärung beim N.S.I. bezüglich der Zählung, nachzuweisen, daß die betreffende landwirtschaftlich genutzte Fläche während der drei Jahre vor dem Antrag und während des Verpflichtungszeitraums für eine den oben angeführten Codenummern entsprechende gepflügte Produktion genutzt wurde.

9° Wasserlauf: kontinuierlich oder diskontinuierlich in einem permanenten, natürlichen oder künstlichen Bett fließendes Wasser, unabhängig von dessen Herkunft (Quelle, Regen...). Handelt es sich um ein künstliches Bett, dann muß dieses jedoch mit dem natürlichen Netz verbunden sein.

Art. 2 - Die Region gewährt agrarökologische Subventionen für jene Landwirte, die sich verpflichten, unter den Bedingungen, die in der Anlage festgelegt sind, eine oder mehrere der folgenden Produktionsverfahren anzuwenden;

1° a) Spätschnitt

b) Vervielfältigung der Aussaat und Spätschnitt auf Wechselwiesen;

2° Einrichtung von Erhaltungswendeflächen und extensiv genutzte Wiesenstreifen;

3° Aufrechterhaltung und Unterhalt landschaftlicher Elemente und der Artenvielfalt wie z.B. Hecken und Baumhecken, alte hochstämmige Obstbäume oder Teiche in den landwirtschaftlichen Flächen;

4° Aufrechterhaltung eines geringen Tierbesatzes;

5° Haltung von Tieren bedrohter lokaler Rassen;

6° Verringerung der Einträge in Getreidekulturen;

7° Verringerung und Lokalisierung der Unkrautvertilgungsmittel bei Maisanbau mit Mechanisierung der Unkrautbekämpfung und Untersaaten;

8° Bodenbedeckung vor der Frühjahrskultur;

9° Sehr spätes Mähen mit Einschränkung der Erträge;

10° Konservierungsmaßnahmen in Feuchtgebieten;

11° Anbau alter Sorten oder Arten;

Die vorangeführten Maßnahmen 3° und 5° sind für nebenberufliche Betreiber zugänglich.

Jede der in Absatz 1 unter Punkt 1°, 4° und 6° bis 11° angeführten Verfahren wird auf einer Mindestfläche von 50 Ar angewandt, wohingegen die unter Punkt 2° und 3° angeführten Verfahren auf einer Mindestlänge von 200 Metern angewandt werden.

Art. 3 - § 1. Die für die in Artikel 2, 6° bis 8° angeführten Produktionsverfahren gewährten Subventionen sind für jene Parzellen vorbehalten, die:

1° entweder in einer Grundwasserschutzzone im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers;

2° oder in einem gefährdeten Gebiet im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Mai 1994;

3° oder in einer im Dekret vom 16. Juli 1985 angeführten Naturparkzone;

4° oder in Zonen, die in den Anwendungsbereich der Europäischen Richtlinie über den Schutz der Vögel (Richtlinie 79/409 vom 2. April 1979) oder der Europäischen Richtlinie über die Erhaltung der Wohnräume (Richtlinie 92/43 vom 21. Mai 1992) fallen;

5° oder in anerkannten Naturschutzgebieten im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. Juli 1986 über die Anerkennung der Naturschutzgebiete, in domanialen Naturschutzgebieten im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur oder in biologisch relevanten feuchten Zonen im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. Juni 1989 über den Schutz der biologisch relevanten feuchten Zonen gelegen sind, an sie grenzen oder in einer Entfernung von weniger als fünfzig Metern von diesen Gebieten oder Zonen liegen.

§ 2. Die Subventionen für die in Artikel 2, 9° und 10° angeführten Produktionsmaßnahmen sind auf die Parzellen begrenzt, die in § 1, 3°, 4° und 5° angeführt werden.

§ 3. In Abweichung von § 1 und § 2 und unabhängig von ihrer geographischen Lage können die Betriebsinhaber eines Erhaltungsbetriebs sowie jene Betriebsinhaber, die mindestens drei der in Artikel 2 angeführten Produktionsverfahren anwenden, in den Genuß aller agrarökologischen Subventionen gelangen, im Rahmen eines umweltgerechten Bewirtschaftungsplans des Betriebs, der durch die Verwaltung in enger Zusammenarbeit mit den Betriebsinhabern ausgearbeitet wird.

Der Bewirtschaftungsplan wird im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel ausgearbeitet, um als technische Unterstützungsgrundlage und Rahmen für die Durchführungsmaßnahmen zur Verbesserung der globalen Auswirkungen des Betriebs auf die Umwelt zu dienen.

Die Verabschiedung des Plans setzt eine Bewirtschaftung voraus, die einer umweltgerechten Betriebsführung entspricht.

Der Plan umfaßt:

- eine Ausgangsbestandsaufnahme;
- auf ein Jahr angelegte Ziele;
- auf fünf Jahre angelegte Ziele;
- langfristige Ziele.

Jedes Jahr ziehen der Betriebsinhaber und die Verwaltung Bilanz der durchgeführten Maßnahmen. Diese Bilanz dient dazu, die jährlichen Ziele zu bestimmen und unter Berücksichtigung der durchgeführten Aktionen und der dabei aufgetretenen Schwierigkeiten die auf fünf Jahre angelegten Ziele und die langfristigen Ziele ggf. zu überarbeiten. Diese Bilanzen werden uneingeschränkt als Bestandteil des Bewirtschaftungsplans gewertet.

Der Bewirtschaftungsplan beinhaltet eine Überprüfung der Verbesserungsmöglichkeiten der landwirtschaftlichen Praxis unter Berücksichtigung folgender Punkte:

1° Anwendung von Verhaltensregeln für eine gute fachliche Praxis in der Landwirtschaft;

2° Anwendung neuer Anbautechniken und Verbesserung bereits bestehender Techniken (lokale Anwendungen, mechanische Unkrautbekämpfung, biologische und integrierte Schädlingsbekämpfung, usw.);

3° Pflanzenschutzmaßnahmen auf der Grundlage eines Frühwarnsystems und unter Berücksichtigung des Schadschwellenprinzips;

4° regelmäßige Überprüfung der Ausbringungs- und Sprühgeräte;

5° Anpassung der Düngeperioden und der Mengen der angewandten Düngemittel unter Berücksichtigung von Nährstoffbilanzen (Bodenreserven, voraussichtliche Exportmengen,...) und Ausarbeitung eines Düngeplans und Führung eines Düngebuches;

6° Lagerung und Nutzungsarten des Dungs: Anpassung der Lagerungskapazitäten oder Teilnahme an Güllebanken, Vermischung von Gülle, ausreichende Kohlenstoffzufuhr (Stroh, Holzspäne,...) und Kompostieren von Stallmist;

7° Maßnahmen landschaftlicher Integration (eventuelle Anpflanzungen, Aussaat von "Blumen" in Wendeflächen, Anstrich oder Sandstrahlen von Gebäuden, Standort und Aussehen neuer Gebäude,... Maßnahmen zum Schutz oder zur Wiederherstellung des kleinen Erbgutes und der biologischen Vielfalt (Teiche und Feuchtgebiete, Hecken, usw.) und ggf. Klärung der Abwässer (Geruchsbekämpfung, Anlegen eines Absetzteiches für Abwässer, usw.).

Art. 4 - § 1. Jede Verpflichtung bezieht sich auf einen Zeitraum von fünf Jahren. Überträgt ein Begünstigter während des Verpflichtungszeitraums seinen Betrieb ganz oder teilweise einer anderen Person, so kann diese die Verpflichtung für den restlichen Zeitraum übernehmen. Erfolgt eine solche Übernahme nicht, so ist der Begünstigte verpflichtet, den empfangenen Betrag zurückzuerstatten.

Diese Rückzahlung wird nicht verlangt in Fällen höherer Gewalt und wenn ein Begünstigter, der seine Verpflichtungen bereits drei Jahre lang erfüllt hat, seine landwirtschaftliche Tätigkeit endgültig aufgibt und sich die Übernahme seiner Verpflichtungen durch einen Nachfolger als nicht durchführbar erweist.

§ 2. Ist der Begünstigte infolge von Flurbereinigungsverfahren nicht in der Lage, seine eingegangenen Verpflichtungen zu erfüllen, werden diese Verpflichtungen an die neue Lage des Betriebs angepaßt. Erweist sich eine solche Anpassung als unmöglich, so endet die Verpflichtung, ohne daß für den tatsächlichen Verpflichtungszeitraum eine Rückzahlung gefordert wird.

§ 3. Unbeschadet konkreter besonderer Umstände die im Einzelfall zu berücksichtigen sind, wird die Rückzahlung in den nachfolgenden Fällen höherer Gewalt nicht gefordert:

- 1° Tod des Betriebsinhabers;
- 2° länger andauernde Berufsunfähigkeit des Betriebsinhabers;
- 3° Enteignung eines wesentlichen Teils des Betriebs, soweit sie am Tag des Eingangs der Verpflichtung nicht vorherzusehen war;
- 4° schwere Naturkatastrophe, die die landwirtschaftlich genutzte Fläche des Betriebs erheblich in Mitleidenschaft zieht;
- 5° unfallbedingte Zerstörung der Stallungen des Betriebsinhabers;
- 6° Seuchenbefall des Tierbestandes des Betriebsinhabers oder eines Teils davon.

Fälle höherer Gewalt sind mit den entsprechenden Nachweisen der Verwaltung innerhalb einer Frist von zehn Arbeitstagen nach dem Zeitpunkt, ab dem der Betriebsinhaber hierzu in der Lage ist, schriftlich mitzuteilen.

§ 4. Vergrößert ein Begünstigter während des Verpflichtungszeitraums seine Betriebsfläche, so kann diese zusätzliche Fläche für den restlichen Verpflichtungszeitraum in die Verpflichtung, die die gesamte Betriebsfläche betraf, mit einbezogen werden, vorausgesetzt, diese Einbeziehung:

- bringt unzweifelhafte Vorteile für die Umwelt mit sich;
- ist gerechtfertigt durch die Art der Verpflichtung, die Länge des restlichen Zeitraums und die Größe der zusätzlichen Fläche, die deutlich geringer als die ursprüngliche Fläche sein muß, oder zwei Hektar nicht überschreiten darf und,
- beeinträchtigt nicht die wirksame Überprüfung der Einhaltung der Gewährungs-voraussetzungen der Beihilfen.

§ 5. Wird die einer Verpflichtung unterworfenen Fläche während des Verpflichtungszeitraums innerhalb des Betriebs vergrößert, kann die ursprüngliche Verpflichtung des Begünstigten durch eine neue Verpflichtung ersetzt werden, die für die gesamte Fläche eingegangen wird und deren Bedingungen mindestens genauso strikt sind wie die der ursprünglichen Verpflichtung.

§ 6. Die Umwandlung einer Verpflichtung in eine andere Verpflichtung im Rahmen der Verordnung 2078/92 ist während des laufenden Verpflichtungszeitraums erlaubt, sofern:

- eine solche Umwandlung unzweifelhafte Vorteile für die Umwelt mit sich bringt;
- die bereits eingegangene Verpflichtung erheblich verschärft wird.

Art. 5 - Die Subventionen können nicht für die Flächen gewährt werden, die Gegenstand einer gemeinschaftlichen Stilllegungsregelung für Flächen sind und die nicht für den Anbau von Lebensmitteln genutzt werden.

Art. 6 - § 1. Der Gesamtbetrag der in Anwendung des vorliegenden Erlasses gezahlten agrarökologischen Subventionen wird auf 400.000 BEF (9.915,74 Euro) pro Jahr und Betrieb begrenzt.

- Wenn der landwirtschaftliche Betriebsinhaber eine Vereinigung ist, dann kann dieser Höchstbetrag mit der Anzahl Landwirte, die diese Vereinigung bilden, multipliziert werden.
- Wenn der landwirtschaftliche Betriebsinhaber eine Gesellschaft ist, dann kann dieser Höchstbetrag mit der Anzahl Geschäftsführer oder Verwalter, die den Status eines Landwirts führen, multipliziert werden.

§ 2. Unbeschadet der in § 1 des vorliegenden Artikels und in der Anlage dieses Erlasses vorgesehenen Einschränkungen werden für die verschiedenen von den Europäischen Union mitfinanzierten agrarökologischen Subventionen folgende kumulierte Höchstbeträge festgesetzt:

- 1° 7.200 BEF (178,48 Euro) je Hektar jährlich für die Kulturen, für die eine Hektarprämie entsprechend den Vorschriften der Verordnungen über die gemeinsamen Marktorganisationen gewährt wird;
- 2° 12.000 BEF (297,47 Euro) je Hektar jährlich für die anderen einjährigen Kulturen und für Grünland;

Der in Absatz 1, 2° vorgesehene Höchstbetrag wird auf 17.000 BEF (421,42 Euro) je Hektar jährlich angehoben für die 'Erhaltungsbetriebe' und die Landwirte, die biologische Pro

Art. 7 - Der Antrag auf Subventionierung ist bei der Verwaltung anhand der Formulare zu stellen, deren Muster durch den Minister festgelegt wird.

Die Antragsakte umfaßt:

- 1° eine Abschrift des Plans des Betriebs im Maßstab 1/10.000, der im Rahmen der jährlichen Flächenerklärung eingereicht wurde, falls eine derartige Erklärung eingereicht wird oder in Ermangelung dieser Erklärung ein Plan des Betriebs im Maßstab 1/10.000;
- 2° den Beweis, daß der Betriebsinhaber das Statut eines landwirtschaftlichen Betriebsinhabers im Sinne des vorliegenden Erlasses besitzt;
- 3° eine Abschrift der Flächenerklärung, wenn diese vorhanden ist, außer für die Verpflichtung, die auf Artikel 2, 5° beruht;
- 4° eine Abschrift des letzten Stallinventars, aufgestellt von der Vereinigung zur Bekämpfung der Vieherkrankungen, wenn die Verpflichtung auf Artikel 2, 4° beruht;
- 5° eine Abschrift aller Identifizierungsdokumente der Tiere, wenn die Verpflichtung auf Artikel 2, 5° beruht;

Für die Anwendung von Absatz 1, 1° werden die Flächen, die Gegenstand eines Subventionsantrags sind und die linearen Ausdehnungsflächen in den Schriftstücken vermerkt.

Für die in Artikel 2, 6° bis 8° angeführten Produktionsverfahren ist jedes Jahr spätestens beim Anlegen der Kultur der Verwaltung ein Plan im Maßstab 1/10.000, auf dem die Parzellen angegeben werden, sowie ein Inventar, in dem die Fläche jeder Parzelle angegeben wird, zu übermitteln.

Jeder Antrag ist innerhalb einer Frist von zehn Arbeitstagen nach Eingang der Akte Gegenstand einer Empfangsbestätigung. Jede unvollständige Antragsakte wird unter Angabe der fehlenden Schriftstücke innerhalb der gleichen Frist zurückgesandt.

Art. 8 - Der leitende Beamte der Verwaltung verabschiedet jedes weitere Schriftstück bezüglich der Verwaltungsbestimmungen und insbesondere bezüglich der Kontrolle der Verpflichtungen in Übereinstimmung mit Kapitel III der Verordnung 746/96.

Im Falle von außergewöhnlichen Umständen kann dieser die erforderlichen abweichenden Maßnahmen treffen.

Art. 9 - Der leitende Beamte der Verwaltung:

1. beschließt über jeden Antrag auf Subventionierung;
2. unterzeichnet den Bewirtschaftungsplan.

Art. 10 - Die Gewährsmitteilung verpflichtet zur Beachtung der eingegangenen Verpflichtungen und verpflichtet den Antragsteller:

1° sich einer Kontrolle der Beachtung der eingegangenen Verpflichtungen zu unterziehen, insbesondere dadurch, daß er den Zugang zu den verschiedenen Parzellen und Sanitel-Daten erlaubt, daß er die Tiere vorstellt, für die Zuschüsse gewährt werden, und daß er jedes Jahr eine Kopie der Flächenerklärung übermittelt;

2° sich einverstanden zu erklären, als Modell für andere Landwirte zu dienen;

3° der Region alle technischen und finanztechnischen Angaben zur Verfügung zu stellen, um die Ausarbeitung einer wirtschaftlichen und umweltspezifischen Bilanz der eingegangenen Verp

Die Verpflichtung beginnt unter Vorbehalt ihrer Mitteilung am Tag, an dem die Verwaltung feststellt, daß die Maßnahmen, für die die Subventionen beantragt wurden, tatsächlich getroffen wurden und gerechtfertigt sind.

Art. 11 - Der erste jährliche Teilbetrag der Subvention ist innerhalb von fünfzehn Monaten nach dem Beginn der Verpflichtung auszuführen.

Die vier weiteren Zahlungen werden auf der Grundlage eines jährlichen Zahlungsantrags ausgezahlt und ggf. auf der Grundlage einer Erklärung über durchgeführte oder geplante Änderungen.

Art. 12 - § 1. Unbeschadet der Artikel 55 bis 58 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung ist der betreffende Betriebsinhaber verpflichtet, ihm ungeschuldet gezahlte Beträge zurückzuzahlen, zuzüglich Zinsen, die zum gesetzlich festgesetzten Zinssatz berechnet werden für den Zeitraum zwischen der Subventionszahlung und der Rückerstattung durch den Begünstigten.

Falls die Subvention infolge eines Irrtums der Verwaltung ungeschuldet gezahlt wurde, werden keinerlei Zinsen erhoben.

Der zurückverlangte Betrag kann jedoch von der ersten Zahlung abgezogen werden, die für den betreffenden Betriebsinhaber nach dem Datum, an dem die Rückerstattung beschlossen wurde, erfolgt ist. Nach der Unterrichtung des Begünstigten von der ungeschuldeten Zahlung werden keinerlei Zinsen erhoben.

§ 2. Wird festgestellt, daß die in der Verpflichtung angegebene Fläche oder Länge die bei einer Kontrolle bestimmte Fläche oder Länge übersteigt, wird der Betrag der Beihilfe auf der Grundlage der bei der Kontrolle effektiv bestimmten bezuschußbaren Fläche oder Länge berechnet. Ausgenommen bei Fällen höherer Gewalt wird jedoch die bezuschußbare Fläche oder Länge um den doppelten Wert des festgestellten Überschusses verringert, wenn dieser mehr als 3 % oder 2 Ha beträgt und höchstens 20 % der bestimmten bezuschußbaren Fläche oder Länge ausmacht.

Falls der Überschuß mehr als 20 % der bestimmten bezuschußbaren Fläche oder Länge ausmacht, wird für die Fläche keine Beihilfe gezahlt und sind die bereits ausgezahlten Subventionen zurückzuzahlen.

Die vorerwähnten Verringerungen werden nicht angewandt, wenn der Betriebsinhaber den Beweis erbringen kann, daß er sich zur Bestimmung der bezuschußbaren Fläche angemessen auf von der Verwaltung anerkannte Angaben bezogen hat.

§ 3. Wird im Rahmen von Beihilfen für den Viehbestand festgestellt, daß die in der Verpflichtung angegebene Anzahl Tiere nicht mit der bei einer Kontrolle festgestellten Anzahl übereinstimmt, wird der Betrag der Beihilfe auf der Grundlage der bei der Kontrolle effektiv bestimmten Anzahl bezuschußbarer Tiereinheiten berechnet. Ausgenommen bei Fällen höherer Gewalt wird jedoch die effektiv bestimmte Anzahl bezuschußbarer Tiereinheiten um den doppelten Wert des festgestellten Unterschieds verringert, wenn dieser mehr als 2 Tiere oder 5 % beträgt und höchstens 20 % der bestimmten bezuschußbaren Tiereinheiten ausmacht.

Falls der festgestellte Unterschied mehr als 4 Tiere oder 20 % der bestimmten bezuschußbaren Tiereinheiten ausmacht, wird für den Viehbestand keine Beihilfe gezahlt und sind die bereits ausgezahlten Subventionen zurückzuzahlen.

Die vorerwähnten Verringerungen werden nicht angewandt, wenn der Betriebsinhaber den Beweis erbringen kann, daß er sich zur Bestimmung der bezuschußbaren Tiereinheiten angemessen auf von der Verwaltung anerkannte Angaben bezogen hat.

§ 4. Wird im Rahmen von Beihilfen für den Viehbestand festgestellt, daß die bei der Kontrolle festgestellte Anzahl Großvieheinheiten (G.V.E.) die auf der Grundlage der verfügbaren Weideflächen festgelegte erlaubte Anzahl übersteigt, wird, ausgenommen bei Fällen höherer Gewalt, der Betrag der Beihilfe um den zweifachen Wert des prozentualen Überschusses verringert, wenn der festgestellte Überschuß mehr als 3 % beträgt und höchstens 20 % der erlaubten Anzahl G.V.E. ausmacht.

Der Betriebsinhaber ist verpflichtet, seine Situation innerhalb von zehn Arbeitstagen zu regularisieren. Anderenfalls werden die gesamten Beihilfen gestrichen und sind die gesamten erhaltenen Beträge zurückzuzahlen.

Falls der Überschuß mehr als 20 % ausmacht, wird keine Beihilfe gewährt und sind die ausgezahlten Subventionen zurückzuzahlen.

§ 5. Wenn die Bedingungen für die Gewährung einer Beihilfe die Beachtung bestimmter Termine umfassen, führt die Mißachtung dieser Termine für das betreffende Jahr zur Streichung dieser Beihilfe. Tritt diese Mißachtung wiederholt auf oder erstreckt sie sich über mehr als zwei Wochen wird keine agrarökologische Beihilfe gewährt und sind die ausgezahlten Subventionen zurückzuzahlen.

§ 6. Im Fall falscher Angaben, die absichtlich oder aufgrund grober Fahrlässigkeit gemacht wurden, wird der betreffende Betriebsinhaber von der Gewährung jedweder agrarökologischen Subvention ausgeschlossen. Für die Dauer von zwei Jahren kann er keine neue agrarökologische Verpflichtung mehr eingehen.

§ 7. Die ausgezahlten Subventionen sind rückzuerstatten, wenn der Betriebsinhaber während des Zeitraums der Verpflichtung oder während der darauffolgenden 24 Monate endgültig aufgrund eines Verstoßes gegen die Gesetzgebung in Sachen Umwelt oder Naturschutz verurteilt wird.

§ 8. Im Falle einer Beanstandung der getroffenen Entscheidung ist jeder Antrag auf Neuüberprüfung der Akte vom Begünstigten innerhalb eines Monats nach deren Notifizierung einzureichen.

Art. 13 - Der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen wird aufgehoben.

Art. 14 - Die auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen gewährten Subventionen können für die verbleibenden Jahre und nach Einreichung eines Antrags auf Neuüberprüfung durch den Begünstigten an die Bedingungen des vorliegenden Erlasses angepaßt werden.

Art. 15 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 16 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
Anlage

Bedingungen Bezüglich Umweltgerechter Produktionsverfahren

METHODE 1. — Durchführung des Spätschnitts und Vervielfältigung der Aussaat

A. Spätschnitt

Die Durchführung eines Spätschnitts kann unter folgenden Bedingungen Anlaß zur Gewährung einer Prämie von 5.000 BEF (123,95 Euro) je Hektar jährlich geben.

1. Keine Beweidung und kein Schnitt der Parzelle vor dem 20. Juni in einer Zone mit frühem Wachstum oder vor dem 1. Juli in einer Zone mit spätem Wachstum.

2. Gemäßigtes Einbringen von Düngemitteln (um eine gute biologische Vielfalt aufrecht zu erhalten, wird empfohlen die Menge von 60 Einheiten Stickstoff oder 40 Tonnen Mist oder Kompost oder aber 2 X 20m; Gülle je Hektar jährlich nicht zu überschreiten).

Eine von der Verwaltung durchgeführte pflanzenkundliche Aufstellung muß ermöglichen, die Präsenz und das Mindestmaß von Zeigerpflanzen, die auf extensive Mähwiesen hinweisen, nachzuweisen.

3. Keine Anwendung von Pflanzenschutzmitteln, mit Ausnahme der lokalen Behandlung gegen Disteln und Ampfer.

B. Vervielfältigung der Aussaat auf Wechselwiesen

Die Vervielfältigung der Aussaat auf Wechselwiesen kann unter folgenden Bedingungen Anlaß zur Gewährung einer Zusatzprämie von 3.000 BEF (74,37 Euro) je Hektar für das Jahr der Einrichtung geben:

1. Die Zusammenstellung des Saatgutes wird der Verwaltung mitgeteilt. Zudem wird nichts unterlassen, um die Vielfalt der Flora aufrecht zu erhalten.

2. Diese Zusatzprämie wird nur einmal in fünf Jahren gewährt und setzt das Einführen des Systems des "Spätschnitts" während diesen fünf Jahren voraus.

3. Eine von der Verwaltung durchgeführte pflanzenkundliche Aufstellung muß ermöglichen, einen ausreichenden Anteil der ausgesäten Arten und der Zeigerpflanzen nachzuweisen.

4. Eine Liste der vorgeschlagenen Arten wird nachstehend angeführt. Die Wahl der Zusammenstellung des Saatgutes wird der Bewertung des Landwirtes überlassen, insofern folgende Bedingungen erfüllt sind:

1. Gräser:

- der Prozentsatz (des Gewichts) liegt zwischen 50 und 95 v.H. der Mischung;
- Nicht-ausdauernde oder sehr intensive Pflanzen, wie z.B. das hybride, italienische oder Westerworld Raygras sowie die Anbautrespen sind auszuschließen;
- das englische Raygras, das Wiesenlieschgras und der Wiesenschwingel sind jeweils zu höchstens 30 v.H. in der Mischung vertreten;

2. Leguminosen:

- der Prozentsatz (des Gewichts) liegt zwischen 15 und 40 v.H. der Mischung;
- mindestens 3 Arten sind jeweils zu mindestens 5 v. H. in der Mischung vertreten;
- in Abweichung dieses Grundsatzes darf die Mischung keine Leguminosen beinhalten, wenn sie mindestens 5 andere Dykotylen umfaßt (siehe nachstehend 3°), die jeweils zu mindestens 1 v. H. in der Mischung vertreten sind;

3. Weitere Dikotylen:

Andere Dikotylen können in die Mischung integriert werden, um den ästhetischen Charakter und das Landschaftsbild zu verbessern, sowie die Zahl der honigtragenden Pflanzen zu erhöhen, unter der Bedingung, daß keine Pflanze mehr als 4 v.H. der Mischung ausmacht.

Liste der für die begrasten Randstreifen oder Wendeflächen und die Vervielfältigung der Aussaat auf Wechselwiesen vorgeschlagenen Arten.

Liste der für die begrasten Randstreifen oder Wendeflächen und die Vervielfältigung der Aussaat auf Wechselwiesen vorgeschlagenen Arten

GRÄSER

<i>Alopecurus pratensis</i>	Vulpin des prés
<i>Anthoxanthum odoratum</i>	Flouve odorante
<i>Arrhenatherum elatius</i>	Fromental
<i>Dactylis glomerata</i>	Dactyle aggloméré
<i>Festuca pratensis</i>	Fétuque des prés
<i>Festuca rubra</i>	Fétuque rouge
<i>Lolium perenne</i>	Ray-grass anglais
<i>Phleum pratense</i>	Fléole des prés
<i>Poa pratensis</i>	Pâturin des prés
<i>Trisetum flavescens</i>	Avoine jaunâtre
LEGUMINOSEN	
<i>Lotus corniculatus</i>	Gemeiner Hornschotenklee
<i>Medicago lupulina</i>	Hopfenklee
<i>Medicago sativa</i>	Luzerne
<i>Onobrychis viciifolia</i>	Kulturspargeltee
<i>Trifolium pratense</i>	Rotklee
<i>Trifolium repens</i>	Weißklee

ANDERE KRÄUTER

<i>Anthriscus sylvestris</i>	Wiesenkerbel
<i>Centaurea cyanus</i>	Kornblume
<i>Cichorium intubus</i>	Blaue Wegwarte
<i>Daucus carota</i>	Wilde Möhre
<i>Echium vulgare</i>	Gemeiner Natternkopf
<i>Eupatorium cannabinum</i>	Hirschklee
<i>Hypericum perforatum</i>	Echtes Johanniskraut
<i>Knautia arvensis</i>	Ackerknautie
<i>Leucanthemum vulgare</i>	Wiesenwucherblume
<i>Lychnis flos-cuculi</i> (*)	Kuckucks-Lichtnelke
<i>Lythrum salicaria</i> (*)	Blutweiderich
<i>Malva moschata</i>	Moschusmalve
<i>Malva sylvestris</i>	Wilde Malve
<i>Melilotus alba</i>	Weisser Stein- (Honig-) Klee
<i>Melilotus officinalis</i>	Echter Steinklee
<i>Mentha aquatica</i> (*)	Wasserrminze
<i>Origanum vulgare</i>	Wilder Majoran
<i>Papaver dubium</i>	Kleinmohn
<i>Papaver rhoeas</i>	Klatschmohn
<i>Plantago lanceolata</i>	Spitzwegerich
<i>Prunella vulgaris</i>	Kleine Brunelle
<i>Reseda lutea</i>	Gelbe Reseda
<i>Rumex acetosa</i>	Großer Ampfer
<i>Scrophularia nodosa</i>	Knotiger Braunwurz
<i>Symphytum asperum</i>	Rauer Beinwell
<i>Symphytum officinale</i>	Gemeiner Beinwell
<i>Svm hytum x uplandicum</i>	Bastard-Beinwell
<i>Trifolium hybridum</i>	Schwedenklee (Bastardklee)
<i>Trifolium incarnatum</i>	Inkarnatklee

(*) feuchten Böden vorbehalten

METHODE 2. — Erhaltungswendeflächen und extensiv genutzte Wiesenstreifen

A. Ersetzung einer gepflügten Kultur durch einen extensiv genutzten Wiesenstreifen oder eine begraste Wendefläche für eine Dauer von fünf Jahren

Diese Ersetzung kann unter folgenden Bedingungen Anlaß zur Gewährung einer jährlichen Subvention von 3.000 BEF (74,37 Euro) für eine Fläche von 800 m² begrastem Wiesenstreifens (entspricht einer Fläche von 200 m x 4 m, d.h. einem Einflußbereich von 1 ha [= «Gleichwert»]) geben; entlang der Wasserläufe wird diese Prämie von 3.000 BEF (74,37 Euro) auf 4.000 BEF (99,16 Euro) erhöht. Für die Berechnung der Prämie werden für die Flächen, die 800 m² übersteigen, nur Flächenabschnitte von jeweils 200 m² berücksichtigt.

Folgende Bedingungen sind zu erfüllen:

1. Dieser Wiesenstreifen oder diese begraste Erhaltungswendefläche ist mindestens 200 Meter lang und zwischen 4 und 20 Metern breit. In keinem Fall stellt die Fläche dieser Streifen mehr als die Fläche der diese Streifen angrenzenden gepflügten Fläche desselben Betriebsinhabers oder mehr als 8 % der gepflügten Fläche des Betriebs dar.
2. Dieser Wiesenstreifen am Rande des Feldes (auch Vorgewende oder Wendefläche genannt) wird prioritär entlang eines Wasserlaufs oder eines Feuchtgebiets angelegt. Er kann ebenfalls entlang von Wäldern oder Hecken, Böschungen, Wegen, Parzellierungen oder Wohnhäusern angelegt werden. Er darf nur dann entlang einer anderen gepflügten Kultur angelegt werden, wenn eine Erhaltungswendefläche ebenfalls auf der anderen Seite der Parzellengrenze besteht, oder wenn ein schriftliches Einverständnis des Betriebsinhabers der Nachbarparzelle vorliegt.
3. Entlang eines Wasserlaufs beträgt die Mindestbreite 8 Meter.
4. Er wird mit einer vielfältigen Mischung (Siehe IB) eingesät, deren Zusammenstellung der Verwaltung mitgeteilt wird.
5. Auf den Wiesenstreifen wird keinerlei Dünger eingebracht.
6. Er wird mit keinem pflanzenschutzlichen Produkt behandelt, mit Ausnahme einer lokalen Behandlung mit spezifischen Unkrautvernichtungsmitteln gegen Nesseln, Disteln und Ampfer.
7. Er wird nicht beweidet.
8. Er wird erst nach dem 1. Juli in einer Zone mit frühem Wachstum und nach dem 15. Juli in einer Zone mit spätem Wachstum gemäht. Der Ertrag des Schnitts wird von der Parzelle entfernt.
9. Er ist für zu Freizeitwecken eingesetzte motorisierte Fahrzeuge nicht zugänglich.

B. Extensiv genutzte Wendefläche

Das Anlegen einer extensiv genutzten Wendefläche für eine Dauer von wenigstens 5 Jahren kann unter folgenden Bedingungen Anlaß zur Gewährung einer jährlichen Prämie von 1.500 BEF (37,18 Euro) für eine Fläche von 800 m² (entspricht einer Fläche von 200 m x 4 m, d.h. einem Einflußbereich von 1 ha [= «Gleichwert»]) geben; für die Flächen, die 800 m² übersteigen, werden nur Flächenabschnitte von jeweils 200 m² berücksichtigt. Folgende Bedingungen sind zu erfüllen:

1. Diese extensiv genutzte Wendefläche ist zwischen 4 und 20 Metern breit. In keinem Fall stellt die Fläche dieser extensiv genutzten Wendeflächen mehr als die Hälfte der Fläche der Parzelle oder mehr als 8 % der gepflügten Fläche des Betriebs dar.
2. Die extensiv genutzte Wendefläche wird wie eine gewöhnliche Kultur eingesät und geerntet;
3. Sie wird entlang von Wäldern oder Hecken, Böschungen, Wegen, Parzellierungen oder Wohnhäusern angelegt, mit Ausnahme der Grenze einer anderen Kultur (außer wenn eine Wendefläche ebenfalls auf der anderen Seite der Parzellengrenze besteht, oder wenn ein schriftliches Einverständnis des Betriebsinhabers der Nachbarparzelle vorliegt);
4. Auf die Wendeflächen wird keinerlei Dünger eingebracht.
5. Begrenzte pflanzenschutzliche Behandlungen werden toleriert (man beziehe sich auf die Maßnahme 6a und 6b für Getreide und die Maßnahme 7 für Mais; bei Rüben werden nur Schimmelpilzbehandlungen toleriert und bei Kartoffeln sind nur Behandlungen gegen Mehltau erlaubt).
6. Die Subventionen im Rahmen dieser Maßnahme können nicht gewährt werden, wenn für die Parzelle bereits Subventionen für begraste Wendeflächen oder die biologische Landwirtschaft gewährt werden.

C. Extensiv genutzte Wiesenstreifen

Für die Ersetzung einer intensiv genutzten Wiese oder einer rund um eine Buschobstbaumanlage angelegten Wiese durch einen extensiv genutzten Wiesenstreifen kann eine jährliche Prämie von 4.000 BEF (99,16 Euro) für eine Fläche von 1.600 m² extensiv genutzter Wiesenstreifen (entspricht einer Fläche von 200 m x 8 m, d.h. einem Einflußbereich von 1 ha [=«Gleichwert»]) gewährt werden; für die Flächen, die 800 m² übersteigen, werden nur Flächenabschnitte von jeweils 200 m² berücksichtigt.

1. In Ersetzung einer intensiv genutzten Wiese wird dieser Wiesenstreifen entlang eines Wasserlaufs, einer Wasserstelle oder in einer der Lagen, die in Artikel 3, § 1, 5° beschrieben werden, angelegt; in Ersetzung einer Buschobstbaumanlage umrandet dieser extensiv genutzte Wiesenstreifen die gesamte Parzelle.
2. Der Wiesenstreifen ist mindestens 200 Meter lang und er weist eine Breite zwischen 8 und 20 Metern auf;
3. Auf den extensiv genutzten Wiesenstreifen werden keinerlei Dünger und keinerlei Pflanzenschutzmittel eingebracht, mit Ausnahme einer lokalen Behandlung gegen Nesseln, Disteln und Ampfer;
4. Er wird erst nach dem 1. Juli in einer Zone mit frühem Wachstum und nach dem 15. Juli in einer Zone mit spätem Wachstum gemäht. Der Ertrag des Mähens wird von der Parzelle entfernt;
5. Er darf nur erst nach diesen Daten zur Beweidung freigegeben werden, bei einem Tierbesatz, der zu keinem Zeitpunkt höher als 2 GVE (Großvieheinheiten) je Hektar Weidefläche sein darf. Der direkte Zugang des Viehs zu den Ufern und dem Bett der Wasserläufe ist untersagt, mit Ausnahme einer als Tränkstelle eingerichteten Stelle;
6. Er ist für zu Freizeitwecke eingesetzte motorisierte Fahrzeugen nicht zugänglich;
7. Diese Methode ist nicht mit der Methode 1 kumulierbar (Spätschnitt).

METHODE 3. — Aufrechterhaltung und Unterhalt landschaftlicher Elemente und der Artenvielfalt wie z.B. Hecken und Baumhecken, alte hochstämmige Obstbäume in Weiden oder Teiche

Jene landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, die sich verpflichten, die vorerwähnten landschaftlichen Elemente nicht zu zerstören und zu unterhalten sowie insofern möglich das ökologische Netz auf ihrem Betriebsgelände zu verbessern, können in den Genuß folgender Subventionen gelangen:

1. 2.000 BEF (49,58 Euro) jährlich für eine Länge von mindestens 200 Metern von Hecken, oder für eine gleichwertige Fläche, die einem Einflußbereich von 1 Hektar und mehr entspricht;
2. 5.000 BEF (123,95 Euro) jährlich für eine Länge von mindestens 500 Metern von Hecken, oder für eine gleichwertige Fläche, die einem Einflußbereich von 2,5 Hektar und mehr entspricht;
3. 10.000 BEF (247,89 Euro) jährlich für eine Länge von mindestens 1.000 Metern von Hecken, oder für eine gleichwertige Fläche, die einem Einflußbereich von 5 Hektar und mehr entspricht;
4. 20.000 BEF (495,79 Euro) jährlich für eine Länge von mindestens 2.000 Metern von Hecken, oder für eine gleichwertige Fläche, die einem Einflußbereich von 10 Hektar und mehr entspricht;
5. 40.000 BEF (991,57 Euro) jährlich für eine Länge von mindestens 4.000 Metern von Hecken, oder für eine gleichwertige Fläche, die einem Einflußbereich von 20 Hektar und mehr entspricht.

Die landschaftlichen Elemente und die biologische Vielfalt haben folgende Bedingungen zu erfüllen:

A. Hecken, Baumreihen und Baumhecken

1. Bei den Hecken handelt es sich um ununterbrochene Streifen einheimischer Bäume oder Sträucher, um Reihen einheimischer Bäume in landwirtschaftlichen Parzellen, mit Ausnahme von nur eine Baumart enthaltenden Anpflanzungen oder Baumreihen von Pappeln; die Baumreihen müssen mindestens 10 Bäume umfassen und zwischen den Bäumen muß ein Höchstabstand von zehn Metern bestehen.

2. Der Landwirt verpflichtet sich, die Hecken nicht zu zerstören oder falls notwendig auf einer Länge neu anzupflanzen, die mindestens der zerstörten Länge entspricht, im Einverständnis mit der Verwaltung.

3. Er achtet darauf, das Heckennetz auf seinem Betriebsgelände zu erhalten, zu restaurieren oder zu verbessern, und diese Hecken ausreichend dicht zu halten.

4. In der Nähe der Hecke bringt er keinerlei Dünger und keinerlei Pflanzenschutzmittel ein, mit Ausnahme einer lokalen Behandlung gegen Nesseln, Disteln und Ampfer.

5. Die Unterhaltsarbeiten (Schnitt) dürfen nicht zwischen dem 15. April und dem 1. Juli durchgeführt werden.

Diese Arbeiten sind folgender Art:

- a) Geschnittene Hecke: ein Schnitt im Jahr;
- b) Schutzhecke und gekappte Bäume: der Heckenkopf wird alle 2 bis 15 Jahre auf zwei Meter zurückgeschnitten;
- c) Freie Hecke: gelegentlich seitlicher Schnitt und Zurückschnitt, um die Hecke dicht zu halten und um nicht auf Nachbargrundstücke überzugreifen;
- d) Windschutzhecke und Baumhecken: eventuell ein seitlicher Schnitt und ein eventueller Teilrückschnitt alle 8 bis 15 Jahre, damit der untere Teil nicht auslichtet.

B. Erhaltung alter hochstämmiger Obstbäume auf den Weiden

1. Bei den bezuschußbaren Bäumen handelt es sich um hochstämmige Obstbäume, die mindestens 30 Jahre alt sind und in landwirtschaftlichen Parzellen stehen, die eine Untersaat von Gräsern aufweisen, der regelmäßig durch Schnitt oder (und) Beweidung unterhalten wird.

2. Der Landwirt verpflichtet sich, auf seinem Betriebsgelände keinen hochstämmigen Obstbaum zu fällen.

3. Er begrenzt die pflanzenschutzlichen Behandlungen an den Bäumen; er führt keinerlei Behandlung mit einem synthetischen Insektizid durch.

4. Die Prämie wird erst ab einer Anzahl von 10 Obstbäumen gewährt und ist auf eine Anzahl begrenzt, die 200 Obstbäumen je Betrieb entspricht; jeder Baum entspricht einem Heckenabschnitt von 5 Metern oder einem Einflußbereich von 2,5 Ar.

C. Teiche und Wasserstellen

1. Bei den Teichen und Wasserstellen handelt es sich um permanente stehende Gewässer mit einer Mindestfläche von 10 m², die in landwirtschaftlichen Parzellen gelegen sind.

2. Um jeden Teich wird ein mindestens zwei Meter breiter Streifen aufrechterhalten, der nie gepflügt wird und für das Vieh nicht zugänglich ist; es kann jedoch ein Zugang zu einer Tränkestelle angelegt werden, unter der Bedingung, daß die zugängliche Fläche 10 % der gesamten Fläche und 25 % des Umfangs des Teiches nicht übersteigt.

3. Das Ausbringen und das Spritzen in einem Abstand von weniger als zehn Metern vom Ufer ist untersagt.

4. Der Landwirt wacht darüber, die Qualität dieser Wasserstelle als Bestandteil der Landschaft und der Artenvielfalt aufrechtzuhalten oder zu verbessern; er achtet insbesondere darauf, daß keinerlei Abfälle, kein Produkt und keine Substanz in das Wasser gelangen, die der Wasserstelle oder dem Fischbestand schaden könnten. Er unterläßt jegliche Aufschüttung; im Fall einer Verschlammung oder einer Verlandung führt der Landwirt einmal innerhalb von fünf Jahren das Ausschlännen der Wasserstelle durch, indem er gewährleistet, daß wenigstens 25 % des Umfangs als Flachufer aufrechterhalten oder angelegt werden.

5. Von jeder Wasserstelle, die diese Bedingungen erfüllt, wird davon ausgegangen, daß ihr durchschnittliches Einflußgebiet 50 Ar beträgt. Somit wird jeder Teich oder jede Wasserstelle bei der Berechnung der Prämie einer Länge von 100 m Hecke gleichgestellt.

METHODE 4. — Aufrechterhaltung eines geringen Tierbesatzes

Die Aufrechterhaltung von Tierbesatz zwischen 0,6 und 1,4 GVE (Großvieheinheit) je Hektar Futterfläche kann unter folgenden Bedingungen Anlaß zur Gewährung einer jährlichen Prämie von 2.000 BEF (49,58 Euro) je Hektar Weidefläche geben:

1. Mindestens 90 v.H. der berücksichtigten Futterfläche bestehen aus Wiesen.
2. Diese Wiesen werden entweder mindestens einmal jährlich gemäht oder mindestens zweimal jährlich geweidet. Der Mäh- oder Weideertrag wird ausschließlich für den Tierbestand des eigenen Betriebs bestimmt.
3. Der Landwirt verpflichtet sich, die Fläche der Dauerwiesen seines Betriebs nicht zu verringern.

4. Er verpflichtet sich, die möglicherweise auf seinem Betriebsgelände existierenden Hecken und Wasserstellen zu schützen und insofern möglich zu restaurieren.

Für die Berechnung der Anzahl GVE, sind die Tiere des Betriebs folgendermaßen zusammenzuzählen:

Rinder von 2 Jahren und älter Pferde von mehr als 6 Monaten 1 GVE

Rinder von 6 Monaten bis 2 Jahren 0,6 GVE

Schafe oder Ziegen 0,15 GVE

5. Diese Maßnahme ist nicht kumulierbar mit einer Subvention zur Umwandlung zur biologischen Landwirtschaft.

METHODE 5. — Haltung von Tieren bedrohter lokaler Rassen

Die landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, die sich verpflichten, während mindestens fünf Jahren Tiere bedrohter lokaler Rassen, die in der und in der nachstehenden Liste angeführt sind, zu halten, können in den Genuß einer jährlichen Prämie von 4.800 BEF (118, 99 Euro) je Pferd oder Rind und 700 BEF (17,35 Euro) je Schaf gelangen, wenn diese Tiere die folgenden Bedingungen erfüllen:

1. Dem ursprünglichen Standard der als vom Aussterben bedrohten anerkannten Tierart entsprechen;
2. In dem anerkannten Stammbuch der Rasse oder einem gleichwertigen Schriftstück eingetragen sein;
3. Für die Stuten und Rinder wenigstens 2 Jahre alt sein und für die Schafrassen wenigstens 6 Monate alt sein. Die Hengste müssen 3 Jahre alt sein und als Deckhengst eingesetzt werden können.

Außerdem muß sich der Betriebsinhaber im Fall der Rinder- und Schafrassen verpflichten, während fünf Jahren mindestens drei Tiere zu halten, für die eine Subvention erhalten werden kann.

Für jede dieser Rassen wird die Prämie verringert, wenn sich die Anzahl der im Stammbuch eingetragenen weiblichen Tiere der Höchstanzahl der Tiere nähert, die für die Anerkennung als bedrohte lokale Rasse vorgesehen ist, d.h. 5.000 im Fall von Pferden und Rindern und 7.500 im Fall von Schafen. Somit beträgt die Prämie:

- 100 v.H. bis 3.500 Stuten oder Kühe und 5.250 weibliche Schafe;
- 75 v.H. wenn diese Höchstzahl übertroffen wird;
- 50 v.H. bei mehr als 4.000 Stuten oder Kühen und 6.000 weiblichen Schafen;
- 25 v.H. bei mehr als 4.500 Stuten oder Kühen und 6.750 weiblichen Schafen;
- 0 v.H. bei mehr als 5.000 Stuten oder Kühen und 7.500 weiblichen Schafen;

Die Liste der bedrohten lokalen Rassen, für die von der Region im Rahmen der agarökologischen Maßnahmen ein Zuschuß gewährt werden kann, wird folgendermaßen festgelegt:

Pferderassen:

- Belgisches Zugpferd
- Ardenner Zugpferd

Rinderrassen:

- Blau-Weiß gemischt
- Flämische Rotbunte

Schafrassen:

- Belgisches Milchschaaf
- Maas und Samberschaaf
- Bergschaaf (Houtlandschaap) oder gefleckter Ardenner
- Kleiner Brabanter Fuchskopf oder Roter Ardenner
- Mergellandschaaf

METHODE 6. — Verringerung der Einträge in Getreidekulturen

A. Verringerung der Dichte der Getreidesaat

Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der sich verpflichtet, die Dichte der Getreidesaat (außer Mais) zu verringern, kann unter folgenden Bedingungen in den Genuß einer jährlichen Prämie von 3.600 BEF (89,24 Euro) je Hektar gelangen:

1. Die Höchstdichte beträgt 200 Körner pro Quadratmeter;
2. Die stickstoffhaltigen Düngemittel werden begrenzt angewandt, unter Berücksichtigung der vorhandenen Restkonzentration und der möglichen Ausfuhren;
3. Eine einzige Schimmelpilzbehandlung ist erlaubt;
4. Keine wachstumsregelnde Behandlung wird angewandt.

B. Verzicht auf Unkrautvernichtungsmittel

Dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, der sich verpflichtet, keine synthetischen Unkrautvernichtungsmittel in seinem

Getreideanbau anzuwenden, kann eine jährliche Prämie von 3.600 BEF (89,24 Euro) je Hektar gewährt werden. Im Fall eines umfangreichen Befalls werden spezifische Behandlungen von zum Beispiel Klebkraut oder Ackerwinde und lokale Behandlungen gegen Nesseln, Disteln und Ampfer toleriert.

Jede der unter Punkt A. und B. eingegangenen Verpflichtungen verhindert für die betreffenden Flächen die Gewährung von Subventionen für extensiv genutzte Wendeflächen, für die biologische Landwirtschaft oder den Anbau alter Sorten oder Arten.

Die Subventionen, die für die unter Punkt A. und B. eingegangenen Verpflichtungen gewährt werden, sind kumulierbar.

METHODE 7. — Verringerung und Lokalisierung der Unkrautvertilgungsmittel bei Maisanbau mit Mechanisierung der Unkrautbekämpfung und Untersaaten

A. Mechanische Unkrautbekämpfung und lokalisierte Behandlung

Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der sich bei einem Maisanbau verpflichtet, synthetische Unkrautvernichtungsmittel nur lokal für die Maisreihe anzuwenden, wobei er jedoch die Mittel, die einen Stoff aus der Familie der Triazine ausschließt, kann in den Genuß einer jährlichen Prämie von 6.000 BEF (148,74 Euro) je Hektar gelangen.

B. Untersaat

Der Landwirt, der sich verpflichtet, den Reihenabstand der Maiskultur wirksam abzudecken (80 v.H. Abdeckung der 40 cm Reihenabstand im September) durch einen Zwischenfruchtanbau als Untersaat, der mindestens bis zum 1. Januar aufrechterhalten wird, kann in den Genuß einer jährlichen Subvention von 6.000 BEF (148,74 Euro) je Hektar gelangen.

Jede der unter Punkt A. und B. eingegangenen Verpflichtungen verhindert für die betreffenden Flächen die Gewährung von Subventionen für extensiv genutzte Wendeflächen oder die biologische Landwirtschaft.

Die Subventionen, die für die unter Punkt A. und B. eingegangenen Verpflichtungen gewährt wurden, sind bis zu einem Betrag von 7.200 BEF (178,48 Euro) kumulierbar.

METHODE 8. — Bodenbedeckung vor der Frühjahrskultur

Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der sich verpflichtet, so schnell wie möglich nach der letzten Ernte und in allen Fällen vor dem 15. September eine Pflanzendecke zu sähen, kann in den Genuß einer jährlichen Subvention von 4.000 BEF (99,16 Euro) je Hektar gelangen, unter der Bedingung, daß er diese Pflanzendecke nicht vor dem 1. Januar zerstört.

Dieser Zwischenfruchtanbau muß durch eine Frühjahrskultur oder durch Brachland gefolgt werden

Er darf nicht zu mehr als 50 v.H. aus Leguminosen bestehen.

In Abweichung von Absatz 1 kann nach einer späten Ernte (Mais, Kartoffeln,...) eine aus Roggen bestehende Pflanzendecke angelegt werden, unter der Bedingung, daß sie vor dem 1. November gesät wird und zwischen dem 1. März und dem 15. Mai zerstört wird.

Die subventionierten Flächen dürfen nicht als extensiv genutzte Wendeflächen, Brachland oder Flächen für die biologische Landwirtschaft gelten.

METHODE 9. — Sehr spätes Mähen mit Einschränkung der Einträge

Die Durchführung eines sehr späten Schnitts kann unter folgenden Bedingungen Anlaß zur Gewährung einer jährlichen Prämie von 10.000 BEF (247,89 Euro) je Hektar geben:

1. Das Mähen wird auf eine Art und Weise durchgeführt, die den Tieren eine Flucht ermöglicht, von innen nach außen. Insofern möglich werden am Rand der Parzelle "Fluchtstreifen" stehen gelassen.
2. Keine Beweidung und kein Mähen der Parzelle vor dem 1. Juli in einer Zone mit frühem Wachstum oder dem 15. Juli in einer Zone mit spätem Wachstum.
3. Nach diesem Datum kann das Grummet gemäht oder die Parzelle zur Beweidung freigegeben werden, bei einem Tierbesatz von weniger als 2 GVE (Großvieheinheiten) je Hektar;
4. Das Einbringen von Düngemitteln ist jährlich auf 20 Tonnen Mist oder Kompost oder aber 20 M³ Gülle je Hektar begrenzt;
5. Der Einsatz von Pflanzenschutzmitteln und von Mineraldünger ist verboten;
6. Entwässerungsarbeiten sind verboten, aber es ist möglich, die bestehenden Sickervorrichtungen und Gräben begrenzt und durch Verfahren, die der Fauna und Flora so wenig wie möglich schaden, zu unterhalten.
7. Diese Maßnahme kann nicht in Verbindung mit der Methode 1 (Spätschnitt) 2.C. (extensiv genutzter Wiesenstreifen) angewandt werden.

METHODE 10. — Konservierungsmaßnahmen in Feuchtgebieten

Eine jährliche Subvention von 2.000 BEF (49,58 Euro) je Hektar kann für jene landwirtschaftliche Betriebsinhaber gewährt werden, die Feuchtwiesen extensiv unter folgenden Bedingungen bewirtschaften:

1. nicht pflügen, die Graben nicht säubern oder trocken legen;
2. keine Bodenverbesserungsverfahren, Düngemittel oder Pflanzenschutzmittel einsetzen;
3. diese Parzellen durch Mähen oder (und) Beweidung unterhalten;
4. den Schnitt auf Spätschnitt einschränken;
5. der Tierbesatz darf niemals mehr als 2 GVE je Hektar betragen;
6. diese Maßnahme kann nicht in Verbindung mit der Methode 2.C. (extensivgenutzter Wiesenstreifen) angewandt werden.

METHODE 11. — Anbau traditioneller Sorten oder Arten**A. Anpflanzung alter hochstämmiger Obstbaumarten**

Dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, der alte hochstämmige Obstbaumarten anpflanzt, kann unter folgenden Bedingungen eine jährliche Subvention von 10.000 BEF (247,89 Euro) je Hektar während fünf Jahren gewährt werden:

1. zwischen 40 und 80 Bäume je Hektar anpflanzen;
2. ihr harmonisches Wachstum gewährleisten (Schutz gegen Viehschäden, Wachstumsschnitt,), wobei eine regelmäßig unterhaltene Untersaat von Gräsern aufrechterhalten wird.

B. Traditionelle regionale Kulturen

1. Getreide: der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der alte (seit mehr als 15 Jahren eingetragene) Arten, Buchweizen oder in einem benachteiligten Gebiet Spelz anbaut, kann in den Genuß einer jährlichen Subvention von 4.000 BEF (99,16 Euro) je Hektar gelangen, unter der Bedingung, daß er die Stickstoffdüngung mit Mineraldünger auf höchstens 70 Einheiten pro Jahr beschränkt, daß er eine einzige Schimmelpilzbehandlung durchführt und ein einziges Mal Unkrautvernichtungsmittel einsetzt, und daß er keinerlei Insektizide und keine wachstumsregelnde Behandlung anwendet. Diese Maßnahme ist nicht kumulierbar mit Beihilfen, die für die biologische Landwirtschaft gewährt werden.

2. Kartoffeln: der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der alte Arten anbaut (Corne de gattes, Plate de Florenville oder Rosa, Ratte des Ardennes, Vitelotte), kann in den Genuß einer jährlichen Subvention von 12.000 BEF (297,47 Euro) je Hektar gelangen.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 11. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 931

[C — 99/27244]

11 MAART 1999. — Besluit van de Waalse Regering waarbij toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw worden verleend

De Waalse Regering,

Gelet op het verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, ondertekend te Rome en goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 42 en 43;

Gelet op de verordening van de Raad van de Europese Gemeenschappen (EEG) nr. 2078/92 van 30 juni 1992 betreffende landbouwproductiemethoden die verenigbaar zijn met de eisen inzake milieubescherming, en betreffende het natuurbeheer;

Gelet op de verordening EG/746/96 van de Europese Gemeenschap van 24 april 1996, gewijzigd bij de verordening 435/97 van 6 maart 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 april 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 april 1998;

Gelet op het overleg bedoeld in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 6, § 3bis, 5°, ingevoegd bij de speciale wet van 16 juli 1993;

Gelet op de beslissing van de Europese Gemeenschap van 18 december 1998 tot goedkeuring van de wijzigingen aangebracht in het programma van milieuvriendelijke landbouwmethoden voor het Waalse Gewest;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat zo spoedig mogelijk maatregelen moeten worden genomen om te voldoen aan de reglementering van de Europese Commissie;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister van Landbouw;

2° bestuur : het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° vroege zone : het hele Waalse Gewest, behalve de benadeelde zones, met name de agrarische leem- en zandleemstreken, de Henegouwse Kempen, de Condroz en een deel van de Luikse weidestreek ("Land van Herve");

4° late zone : het deel van het Waalse Gewest gelegen in de benadeelde zone in de zin van de Richtlijnen (EEG) 75/268 en 75/269, zoals bepaald in bijlage I bij het ministerieel besluit van 4 september 1990, met name de agrarische streken van de Famenne, de Ardennen, de Hoge Ardennen, de Jurastreek, de weidestreek (Venen) en een deel van de Luikse weidestreek ("Luikse Ardennen");

5° bewaringshoeve : bedrijf waar dieren van ten minste twee bedreigde plaatselijke rassen worden gefokt overeenkomstig de methode 5 bedoeld in de bijlage en waar oude soorten of variëteiten worden geteeld overeenkomstig de methode 11 bedoeld in de bijlage;

6° landbouwexploitant : natuurlijke persoon of rechtspersoon die een landbouw-, tuinbouw- of veeteeltbedrijf uitbaat en die activiteit als hoofdberoep of deeltijds uitoefent; de personen die toelagen genieten, moeten hun bedrijfszetel in het Waalse Gewest vestigen en bij een sociale verzekeringskas aangesloten zijn;

* de landbouw wordt als hoofdberoep beschouwd als de natuurlijke persoon verantwoordelijk is voor het bestuur en het beheer van een landbouw-, tuinbouw- of veeteeltbedrijf, er 50 % of meer van zijn gezamenlijk inkomen uit haalt en minder dan 50 % van zijn totale arbeidstijd aan activiteiten buiten het bedrijf besteedt;

* de rechtspersoon als landbouwexploitant : rechtspersoon waarvan de statuten de exploitatie van een landbouw-, tuinbouw- of veeteeltbedrijf als hoofddoel hebben, alsook de afzet van de op het bedrijf voortgebrachte producten, en die bovendien voldoet aan één van de volgende vereisten :

1° opgericht zijn in één van de vormen bedoeld in het Wetboek van Koophandel, boek I, titel IX, sectie 2, artikel 2, en de volgende voorwaarden vervullen :

a) de aandelen of deelbewijzen moeten op naam zijn;

b) meer dan 50 % van de aandelen of deelbewijzen van de vennootschap moet in handen zijn van de bestuurders of de zaakvoerders;

c) de bestuurders of de zaakvoerders moeten onder de vennoten aangewezen worden;

d) de bestuurders of de zaakvoerders van de vennootschap moeten meer dan 50 % van hun tijd besteden aan landbouwactiviteiten binnen de vennootschap en meer dan 50 % van hun gezamenlijk inkomen uit die activiteit halen;

2° opgericht zijn in de vorm van een landbouwennootschap, zoals bedoeld in de wet van 12 juli 1979;

* de landbouw wordt als deeltijdse activiteit beschouwd als de landbouwer ten minste 50 % van zijn gezamenlijk inkomen uit activiteiten haalt die hij op zijn bedrijf uitoefent i.v.m. landbouw, bosbouw, toerisme, pedagogie en ambachtsnijverheid of uit door de overheid gesubsidieerde activiteiten voor landschapsbescherming. Het deel van het inkomen dat rechtstreeks voortkomt uit de landbouwactiviteit op het bedrijf, mag evenwel niet minder bedragen dan 25 % van het totale inkomen van het bedrijfshoofd en de activiteiten buiten het bedrijf mogen niet meer dan de helft van de totale arbeidstijd van het bedrijfshoofd in beslag nemen;

7° exploitant onder bijkomende titel : natuurlijke persoon of rechtspersoon die een landbouw-, tuinbouw- of veeteeltbedrijf uitbaat, in die hoedanigheid over een producenten- en een BTW-nummer beschikt en bij een sociale verzekeringskas aangesloten is.

8° akkerbouwteelt : teelt waarvan de landbouwoppervlakte in de loop van de drie jaren voorafgaande aan de aanvraag aangegeven is onder een andere code dan 61 of 62 in de oppervlakteaangifte Gemeenschappelijk Landbouwbeleid; gedurende de verbintenisperiode wordt de oppervlakte opgenomen in de landbouwoppervlakte die onder een andere code dan 61 aangegeven is. Bij gebrek aan oppervlakteaangifte, moet de landbouwexploitant door elk rechtsmiddel aantonen, ook aan de hand van zijn aangifte aan het NIS i.v.m. landbouwtelling, dat bedoelde landbouwoppervlakte tijdens de drie jaren voorafgaande aan de aanvraag en tijdens de verbintenisperiode, gebruikt werd voor een akkerproductie die beantwoordt aan bovenvermelde codes;

9° waterloop : water in beweging, continu of bij tussenpozen, ongeacht de herkomst ervan (bron-, regenwater,...) en stromend in een vaste natuurlijke of kunstmatige bedding. Als de bedding kunstmatig is, moet ze met het natuurlijke net verbonden zijn.

Art. 2. Het Gewest verleent toelagen voor milieuvriendelijke landbouwmethoden aan landbouwers die zich ertoe verbinden één of meer van de onderstaande productiemethoden toe te passen met inachtneming van de voorschriften bedoeld in de bijlage :

- 1° a) laattijdig maaien
- b) zaaidiversificatie en laattijdig maaien op tijdelijke weiden;
- 2° bewaringsperceelsranden en extensieve graslandstroken aanleggen;
- 3° de landschapselementen en de biodiversiteit behouden en onderhouden, zoals heggen en houtsingels, oude hoogstammige fruitbomen of poelen op landbouwoppervlakten;
- 4° het veebestand laag houden;
- 5° dieren van bedreigde plaatselijke rassen houden;
- 6° het gebruik van biociden en meststoffen op graangewassen verminderen;
- 7° het gebruik van herbiciden op maïs verminderen en lokaliseren door de mechanisatie van de onkruidbestrijding en onderzaaiing;
- 8° plantendek tijdens de tussenteelt;
- 9° zeer laat maaien en beperking van het gebruik van biociden en meststoffen;
- 10° behoudsmaatregelen nemen in "vochtige gebieden";
- 11° oude soorten of variëteiten telen.

De maatregelen 3° en 5° zijn toepasselijk op exploitanten onder bijkomende titel.

De methoden bedoeld in het eerste lid onder 1°, 4° en 6° tot 11° worden toegepast op een oppervlakte van minimum 50 aren, terwijl de methoden bedoeld onder 2° en 3° worden toegepast over een lengte van minimum 200 meter.

Art. 3. § 1. De toelagen betreffende de productiemethoden bedoeld in artikel 2, 6° tot 8°, worden verleend voor percelen die gelegen zijn :

1° hetzij in een grondwaterbeschermingsgebied in de zin van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinningsgebieden, de voorkomingsgebieden en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen;

2° hetzij in een kwetsbaar gebied in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 5 mei 1994;

3° hetzij in een natuurparkgebied dat onder het decreet van 16 juli 1985 valt;

4° hetzij in gebieden die onder de Europese verordening EEG/79/409 van 2 april 1979 betreffende de vogelbescherming vallen, of onder de verordening EEG/92/43 van 21 mei 1992 betreffende het woonbehoud;

5° hetzij binnen, naast of op minder dan 50 meter van erkende natuurreservaten in de zin van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 juli 1986 betreffende de erkenning van natuurreservaten, van domaniale natuurreservaten in de zin van de wet op het natuurbehoud van 12 juli 1973 of van vochtige gebieden met een biologische waarde in de zin van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 juni 1989 betreffende de bescherming van vochtige gebieden met een biologisch belang.

§ 2. De toelagen betreffende de productiemethoden bedoeld in artikel 2, 9° en 10°, zijn bestemd voor de percelen bedoeld in § 1, 3°, 4° en 5°.

§ 3. In afwijking van § 1 en § 2, hebben de uitbaters van behoudsboerderijen en de exploitanten die ten minste drie van de in artikel 2 bedoelde productiemethoden toepassen, ongeacht hun geografische ligging, recht op alle toelagen inzake milieuvriendelijke landbouw in het kader van een milieubeheersplan voor het bedrijf, opgemaakt door het bestuur in nauwe samenwerking met het bedrijfshoofd.

Het beheersplan, opgemaakt met inachtneming van de beschikbare kredieten, voorziet in een technische bijstand en in begeleidingsmaatregelen tot verbetering van het globale milieu-effect van het bedrijf.

De goedkeuring van het plan houdt in dat het bedrijf beheerd wordt met inachtneming van het milieu.

Het plan bevat :

- een plaatsbeschrijving;
- doelstellingen op één jaar;
- doelstellingen op vijf jaar;
- doelstellingen op langere termijn.

Jaarlijks wordt een balans opgemaakt door het bedrijfshoofd en het bestuur. Die balans dient om de jaarlijkse doelstellingen te bepalen en om de doelstellingen op vijf jaar of meer eventueel te herzien naar gelang van de gevoerde acties en de ondervonden moeilijkheden. De balansen worden geacht noodzakelijk deel uit te maken van het beheersplan.

Het beheersplan voorziet in een onderzoek naar mogelijkheden om de landbouwmethoden te verbeteren, met name door :

- 1° de toepassing van een gedragscode voor de landbouw;
- 2° de toepassing van nieuwe teelttechnieken en de verbetering van de bestaande technieken (gelokaliseerde toepassingen, mechanische onkruidbestrijding, biologische en geïntegreerde bestrijding, enz.);
- 3° fytosanitaire bestrijding op grond van berichten en met inachtneming van tussenkomstdrempels;
- 4° een regelmatige controle van het strooi- en verstuivingsmaterieel;
- 5° aanpassing van de bemestingsperiodes en van de hoeveelheden meststoffen gebruikt op grond van balansen (voorraden in de bodem, voorzienbare uitvoer,...), opmaken van een bemestingsplan en bijhouden van een bemestingsboekje;
- 6° opslag van dierlijk mest en regels voor het beheer ervan : aanpassing van de opslagcapaciteit of medewerking aan gierbanken, giermengsel, voldoende koolstofinbreng (stro, schaafrullen,...) en compostering van mesten,...;
- 7° maatregelen voor landschapsintegratie (eventuele beplantingen, « bloemen » zaaien op perceelsranden, verven of zandstralen van gebouwen, vestiging en uitzicht van nieuwe gebouwen,...), voor de bescherming of de restauratie van het klein patrimonium en de biodiversiteit (poelen en vochtige gebieden, heggen, enz...) en voor de eventuele zuivering (geurbestrijding, aanleg van waterbekkens voor afvalwater, enz...).

Art. 4. § 1. Elke verbintenis loopt over een periode van vijf jaar. Als de begunstigde tijdens de duur van de verbintenis zijn bedrijf geheel of gedeeltelijk overdraagt aan een andere persoon, mag deze laatste de verbintenis overnemen voor de resterende periode. Als zulks niet het geval is, moet de begunstigde de ontvangen toelagen terugbetalen. De terugbetaling wordt niet vereist bij overmacht en als de verbintenis onmogelijk overgenomen kan worden na de definitieve stopzetting van de landbouwactiviteiten van een begunstigde die zijn verbintenis reeds drie jaar is nagekomen.

§ 2. Als de begunstigde de aangegane verbintenissen niet kan blijven nakomen omdat zijn bedrijf aan een ruilverkaveling onderworpen is, worden de verbintenissen aangepast aan de nieuwe toestand van het bedrijf. Als zulks onmogelijk is, eindigt de verbintenis zonder dat een terugbetaling wordt geëist voor de effectieve verbintenisduur.

§ 3. Onverminderd concrete omstandigheden waarmee rekening moet worden gehouden in individuele gevallen, wordt de terugbetaling niet geëist in de volgende gevallen van overmacht :

- 1) het overlijden van de exploitant;
- 2) de langdurige arbeidsongeschiktheid van de exploitant;
- 3) de onteigening van een belangrijk gedeelte van het bedrijf als die onteigening niet te voorzien was de dag waarop de verbintenis werd aangegaan;
- 4) een ernstige natuurramp die het landbouwareaal van het bedrijf aanzienlijke schade heeft toegebracht;
- 5) de aan een ongeluk te wijten vernietiging van de voor veeteelt bestemde bedrijfsgebouwen;
- 6) een epizoötie waardoor het geheel of een gedeelte van de veestapel van de exploitant is getroffen.

Zodra het mogelijk is, moet de exploitant de gevallen van overmacht en de desbetreffende bewijzen binnen tien werkdagen schriftelijk meedelen aan het bestuur.

§ 4. Als de begunstigde de landbouwoppervlakte uitbreidt tijdens de verbintenisduur, mag elke verbintenis die betrekking had op het geheel van de landbouwoppervlakte uitgebreid worden met de bijkomende oppervlakte voor de resterende verbintenisduur, op voorwaarde dat die uitbreiding :

- ongetwijfeld voordelen meebrengt voor het milieu;
- verantwoord is, rekening houdend met de verbintenis, de duur van de resterende verbintenisperiode en de bijkomende oppervlakte, die aanzienlijk kleiner moet zijn dan de aanvankelijke oppervlakte of maximum twee hectaren mag bedragen;
- geen rem is op de doeltreffendheid van het onderzoek naar de conformiteit met de voorwaarden waaronder toelagen worden verleend.

§ 5. Als de aan een verbintenis onderworpen oppervlakte tijdens de verbintenisperiode uitgebreid wordt binnen het bedrijf, mag de aanvankelijke verbintenis van de begunstigde worden vervangen door een nieuwe verbintenis voor het geheel van de bedoelde oppervlakte, onder voorwaarden die even strikt zijn als voor de aanvankelijke verbintenis.

§ 6. De omzetting van een verbintenis in een nieuwe verbintenis krachtens verordening 2078/92 is tijdens de verbintenisperiode toegelaten op voorwaarde dat :

- die omzetting ongetwijfeld voordelen meebrengt voor het milieu;
- de bestaande verbintenis aanzienlijk versterkt wordt.

Art. 5. Er mogen geen toelagen verleend worden voor oppervlakten die onderworpen zijn aan de communautaire regeling inzake het uit productie nemen van landbouwgrond die gebruikt wordt voor de productie van non-voedingsstoffen.

Art. 6. § 1. Het totaalbedrag van de krachtens dit besluit verleende toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw, mag niet hoger zijn dan 400.000 BEF (9.915,74 euro) per jaar en per bedrijf.

- Als de exploitant een vereniging is, kan dat maximumbedrag vermenigvuldigd worden met het aantal landbouwers waaruit die vereniging bestaat.

- Als de exploitant een vennootschap is, kan dat maximumbedrag vermenigvuldigd worden met het aantal bestuurders of zaakvoerders die het statuut van landbouwer hebben.

§ 2. Onverminderd de beperkingen bedoeld in § 1 van dit artikel en in de bijlage bij dit besluit, mogen de gecumuleerde bedragen van de door de Europese Unie medefinancierde toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw niet hoger zijn dan :

- 1) 7.200 BEF (178,48 euro) per hectare en per jaar voor de teelten waarvoor een premie per hectare wordt verleend overeenkomstig de bepalingen van de regelingen betreffende de gemeenschappelijke afzetorganisaties;
- 2) 12.000 BEF (297,47 euro) per hectare en per jaar voor de andere jaarlijkse teelten en de weiden.

Het maximumbedrag bedoeld in het eerste lid, 2°, wordt verhoogd tot 17.000 BEF (421,42 euro) per hectare en per jaar voor « behoudsboerderijen » en bedrijven die biologische productiemethoden toepassen, overeenkomstig het koninklijk besluit van 17 april 1992.

Art. 7. De toelage moet bij het bestuur aangevraagd worden aan de hand van een formulier waarvan het model door de Minister wordt bepaald.

Het aanvraagdossier bevat :

- 1° een afschrift van het bedrijfsplan (op 1/10.000) dat gebruikt werd voor de jaarlijkse aangifte van de oppervlakte of, bij gebrek aan aangifte, een bedrijfsplan op 1/10.000;
- 2° het bewijs van het statuut van exploitant, zoals bedoeld in dit besluit;
- 3° een afschrift van de oppervlakteaangifte, behalve als de verbintenis gegrond is op artikel 2, 5°;
- 4° een afschrift van de laatste stalinventaris opgemaakt door de federatie voor de bestrijding van veeziekten als de verbintenis op artikel 2, 4° gegrond is;
- 5° een afschrift van de documenten voor de dierenidentificatie als de verbintenis op artikel 2, 5° gegrond is.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, worden de oppervlakten waarvoor een toelage wordt aangevraagd, en de lineaire structuren in de documenten vermeld.

Wat betreft de productiemethoden bedoeld in artikel 2, 6° tot 8°, moeten jaarlijks uiterlijk bij de teeltinrichting een plan op 1/10.000 met de lokalisatie van de percelen en een inventaris met hun oppervlakte bij het bestuur ingediend worden.

Van elke aanvraag wordt ontvangst bericht binnen een termijn van 10 werkdagen. Onvolledige dossiers worden binnen dezelfde termijn teruggestuurd met vermelding van de ontbrekende stukken.

Art. 8. De leidend ambtenaar van het bestuur maakt elk ander document i.v.m. administratieve voorschriften op en, meer bepaald, i.v.m. de controle op de nakoming van de verbintenissen, overeenkomstig hoofdstuk III van de verordening 746/96.

In buitengewone omstandigheden kan hij de nodige afwijkingsbepalingen nemen.

Art. 9. De leidend ambtenaar van het bestuur :

- 1) beslist over elke aanvraag om toelage;
- 2) ondertekent het beheersplan.

Art. 10. De kennisgeving van de toekenning legt de inachtneming van de aangevane verbintenissen op en houdt in dat de aanvrager :

- 1° zich moet onderwerpen aan de controle op de nakoming van de aangevane verbintenissen, met name door toegang te verlenen tot de verschillende percelen en tot de Sanitel-gegevens, door de dieren te tonen waarvoor toelagen worden verleend en door jaarlijks een afschrift van de oppervlakteaangifte over te leggen;
- 2° moet aanvaarden als referentie te dienen voor andere landbouwexploitanten;
- 3° de nodige technische en financiële gegevens ter beschikking moet stellen van het Gewest voor het opmaken van een economisch-ecologische balans van de aangevane verbintenissen.

Onder voorbehoud van de kennisgeving begint de verbintenis te lopen vanaf de dag waarop het bestaan en de gegrondheid van de maatregelen waarvoor de toelagen worden gevraagd, door het bestuur worden vastgesteld.

Art. 11. De eerste jaarlijkse schijf van de toelage is betaalbaar binnen vijftien maanden na het begin van de verbintenis.

De vier volgende schijven worden betaald op grond van een jaarlijkse aanvraag om betaling en, in voorkomend geval, van een aangifte met de aangebrachte of geplande wijzigingen.

Art. 12. § 1. Onverminderd de artikelen 55 tot 58 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, moet de betrokken exploitant in geval van onterechte betaling de geïnde bedragen terugbetalen, verhoogd met een rente berekend tegen de wettelijke koers en naar gelang van de tijdsduur tussen de betaling en de terugbetaling.

Er wordt geen rente aangerekend in geval van onterechte betaling die aan een vergissing van het bestuur te wijten is.

Het in te vorderen bedrag kan echter afgetrokken worden van de eerste betaling aan de betrokken exploitant, die plaatsvindt na de dag waarop de beslissing tot terugbetaling is genomen. Er wordt geen rente aangerekend nadat de begunstigde in kennis is gesteld van de onterechte betaling.

§ 2. Als vastgesteld wordt dat de in een verbintenis aangegeven oppervlakte of lengte de bij de controle vastgestelde oppervlakte of lengte overschrijdt, wordt het toelagebedrag berekend op grond van de in aanmerking komende oppervlakte of lengte die daadwerkelijk is vastgesteld bij de controle. Behoudens overmacht, wordt de in aanmerking komende oppervlakte of lengte echter verminderd met twee keer het vastgestelde overschot als dit laatste hoger is dan 3 % of 2 hectaren en gelijk is aan maximum 20 % van de in aanmerking komende bepaalde oppervlakte.

Als het vastgestelde overschot hoger is dan 20 % van de in aanmerking komende oppervlakte of lengte, wordt geen toelage verleend i.v.m. de oppervlakte en moeten de verleende toelagen terugbetaald worden.

Bovenbedoelde verminderingen worden niet toegepast als de exploitant, voor de bepaling van de in aanmerking komende oppervlakte, het bewijs levert dat hij is uitgegaan van door het bestuur erkende gegevens.

§ 3. Als bij het verlenen van toelagen voor vee wordt vastgesteld dat het in een verbintenis aangegeven dierenbestand niet overeenstemt met het bestand dat bij de controle is vastgesteld, wordt het toelagebedrag berekend op grond van het aantal in aanmerking komende eenheden dat daadwerkelijk is vastgesteld bij de controle. Behoudens overmacht, wordt dat aantal echter verminderd met twee keer het vastgestelde verschil als dit laatste meer bedraagt dan twee dieren of 5 % en gelijk is aan maximum 20 % van het vastgestelde aantal eenheden die in aanmerking komen.

Als het vastgestelde verschil meer bedraagt dan 4 dieren of 20 % van het vastgestelde aantal eenheden die in aanmerking komen, wordt geen enkele toelage voor vee verleend en moeten de verleende toelagen terugbetaald worden.

Bovenbedoelde verminderingen worden niet toegepast als de exploitant, voor de bepaling van het aantal in aanmerking komende eenheden, het bewijs levert dat hij is uitgegaan van door het bestuur erkende gegevens.

§ 4. Als voor de toekenning van toelagen i.v.m. het veebestand wordt vastgesteld dat het bij de controle bepaalde aantal Grootvee-Eenheden (GVE) hoger is dan het aantal dat toegelaten is op grond van de beschikbare voederoppervlakte, wordt het toelagebedrag, behoudens overmacht, verminderd met twee keer het overschrijdingspercentage als de vastgestelde overschrijding hoger is dan 3 % en gelijk is aan maximum 20 % van het toegelaten aantal GVE.

De exploitant moet orde op zaken stellen binnen tien werkdagen, op straffe van afschaffing en terugbetaling van de gezamenlijke toelagen.

Als de vastgestelde overschrijding hoger is dan 20 %, mag geen toelage verleend worden en moeten de verleende toelagen terugbetaald worden.

§ 5. De toelagen worden verleend met inachtneming van bepaalde data. Als die data niet in acht worden genomen, worden de toelagen niet verleend voor het betrokken jaar. Als de niet-inachtneming van de data zich herhaalt of langer duurt dan twee weken, wordt elke toelage afgeschaft en moeten de verleende toelagen terugbetaald worden.

§ 6. Een exploitant die opzettelijk of door grove nalatigheid een valse aangifte indient, heeft geen recht meer op toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw. Hij mag pas na twee jaar een nieuwe verbintenis aangaan.

§ 7. De verleende toelagen moeten worden terugbetaald als de exploitant tijdens de verbintenisperiode of in de loop van de daaropvolgende vierentwintig maanden definitief veroordeeld is wegens overtreding van de wetgeving inzake leefmilieu of natuurbehoud.

§ 8. In geval van betwisting moet de begunstigde zijn aanvraag om herziening van het dossier binnen de maand na de kennisgeving indienen.

Art. 13. Het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw, wordt opgeheven.

Art. 14. De toelagen verleend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw, kunnen voor de komende jaren aangepast worden aan de voorschriften van dit besluit. Daartoe moet de begunstigde een aanvraag om herziening indienen.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 16. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage

Voorwaarden voor de productiemethoden die verenigbaar zijn met de milieubeschermingsnormen

METHODE 1. — Laattijdig maaien en zaaidiversificatie op tijdelijke weiden

A. Laattijdig maaien

Voor laattijdig maaien kan een premie van 5.000 BEF (123,95 euro) per ha en per jaar verleend worden onder de volgende voorwaarden :

1. het perceel mag niet beweiden en gemaaid worden vóór 20 juni in vroege zone of vóór 1 juli in late zone;
2. matige bemesting (om een goede biologische diversiteit te vrijwaren is het aangewezen niet meer dan 60 eenheden stikstof per ha en per jaar te gebruiken, of 40 ton mest of compost, of 2 x 20 m; gier).

Een door het bestuur opgestelde bloemenlijst moet een minimale hoeveelheid indicatorplanten in extensieve maailanden helpen lokaliseren;

3. er mogen geen gewasbeschermingsmiddelen worden gebruikt, behalve voor de plaatselijke bestrijding van distel en zuring.

B. Zaaidiversificatie op tijdelijke weiden

Voor zaaidiversificatie op tijdelijke weiden kan tijdens het inzaaijaar een extrapremie van 3.000 BEF (74,37 BEF) per ha verleend worden onder de volgende voorwaarden :

1. de samenstelling van de gezaaide mengeling wordt overgemaakt aan het bestuur en alles wordt in het werk gesteld om de floradiversiteit te behouden;
2. de extrapremie wordt slechts éénmaal om de vijf jaar verleend en houdt in dat de regeling « laattijdig maaien » aangenomen wordt voor vijf jaar;
3. een aanzienlijk deel van de gezaaide soorten en indicatorplanten moet gelokaliseerd kunnen worden aan de hand van een door het bestuur opgestelde bloemenlijst;

4. de lijst van de voorgestelde soorten wordt hierna weergegeven. De landbouwer mag de samenstelling van de mengeling zelf bepalen voor zover hij de volgende normen in acht neemt :

1. basisgramineeën :

- het (gewicht)percentage van de zaden ligt tussen 50 en 95 % van de mengeling;
- de niet overblijvende of de zeer intensieve soorten zoals gekruist Italiaans of Westerwoldraaigras, alsook de geteelde dravikken zijn uitgesloten;
- het Engelse raaigras, het doddegras en de beemdlangbloem vertegenwoordigen elk maximum 30 % van de mengeling;

2. basispeulvruchten :

- het (gewicht)percentage van de zaden ligt tussen 15 en 40 % van de mengeling;
- ten minste drie soorten zijn aanwezig, elk naar rato van minimum 5 % van de mengeling;
- in afwijking van dit principe moet de mengeling niet noodzakelijk peulvruchten bevatten als ze ten minste 5 andere dicotylen bevat (zie 3° hierna), elk naar rato van minimum 1 % van de mengeling.

3. andere dicotylen :

in de mengeling kunnen andere dicotylen toegevoegd worden om het esthetisch, landschappelijk en honinggevend effect ervan te verhogen, voor zover geen enkel soort meer dan 4 % van de mengeling vertegenwoordigt.

Lijst van soorten voorgesteld voor met gras ingezaaide stroken of perceelsranden
en voor zaaidiversificatie op tijdelijke weiden

BASISGRAMINEEEN

<i>Alopecurus pratensis</i>	Vossestaart
<i>Anthoxanthum odoratum</i>	Reukgras
<i>Arrhenatherum elatius</i>	Frans raaigras
<i>Dactylis glomerata</i>	Kropaar
<i>Festuca pratensis</i>	Beemdlangbloem
<i>Festuca rubra</i>	Rood zwenkgras
<i>Lolium perenne</i>	Engels raaigras
<i>Phleum pratense</i>	Timoteegras
<i>Poa pratensis</i>	Beemdgras
<i>Trisetum flavescens</i>	Goudhaver

BASISPEULVRUCHTEN

<i>Lotus corniculatus</i>	Rolklaver
<i>Medicago lupulina</i>	Hopklaver
<i>Medicago sativa</i>	Luzerne
<i>Onobrychis viciifolia</i>	Esparcette
<i>Trifolium pratense</i>	Rode klaver
<i>Trifolium repens</i>	Witte klaver

ANDERE DICOTYLEN

<i>Anthriscus sylvestris</i>	Fluitekruid
<i>Centaurea cyanus</i>	Korenbloem
<i>Cichorium intybus</i>	Wilde cichorei
<i>Daucus carota</i>	Peen
<i>Echium vulgare</i>	Gewoon slangekruid
<i>Eupatorium cannabinum</i>	Leverkruid
<i>Hypericum perforatum</i>	Sint-Janskruid
<i>Knautia arvensis</i>	Beemdkroon
<i>Leucanthemum</i>	vulgare Margriet
<i>Lychnis Flos-cuculi</i> (*)	Koekoeksbloem
<i>Lythrum salicaria</i> (*)	Gewone kattestaart
<i>Malva moschata</i>	Muskuskaasjeskruid
<i>Malva sylvestris</i>	Groot kaasjeskruid
<i>Melilotus alba</i>	Witte honingklaver
<i>Melilotus officinalis</i>	Akkerhoningklaver
<i>Mentha aquatica</i> (*)	Watermunt
<i>Origanum vulgare</i>	Marjolein
<i>Papaver dubium</i>	Kleine klaproos

Papaver rhoeas	Ydaproos
Plantago lanceolata	Smalle weegbree
Prunella vulgaris	Gewone brunel
Reseda lutea	Wouw
Rumex acetosa	Veldzuring
Scrophularia nodosa	Knopig helmkruid
Symphytum asperum	Ruwe smeewortel
Symphytum officinale	Smeewortel
Symphytum x uplandicum	Basterdsmeewortel
Trifolium hybridum	Basterdklaver
Trifolium incarnatum	Inkarnaatklaver

(*) Voor vochtige gronden

METHODE 2. — Behoudperceelsranden en extensieve graslandstroken

A. Omzetting van een landbouwteelt in een extensieve graslandstrook of in een met gras bezaaide perceelsrand aangelegd voor 5 jaar

Die omzetting kan recht geven op een jaarlijkse toelage van 3.000 BEF (74,37 euro) voor een met gras bezaaide grondoppervlakte van 800 m² (d.i. 200 meter op 4 meter, d.w.z. een invloed op 1 ha (= « equivalentie »); de toelage bedraagt 4.000 BEF (99,16 euro) langs waterlopen. Voor de berekening van de premie worden de oppervlakten boven 800 m² slechts per bijkomende schijf van 200 m² in aanmerking genomen.

Er moet worden voldaan aan de volgende voorwaarden :

1. de graslandstrook of met gras bezaaide perceelsranden is minimum 200 meter lang en vier à twintig meter breed. De oppervlakte van die stroken mag in geen geval groter zijn dan de oppervlakte van de aangrenzende akkerbouwteelt van dezelfde exploitant of dan 8 % van de landbouwoppervlakte van het bedrijf;

2. de graslandstrook aan de rand van de akker (ook wendakker of perceelsrand genoemd) wordt bij voorkeur aangelegd langs een waterloop of in een vochtig gebied. Zij kan ook aangelegd worden aan bosranden, langs heggen, taluds, paden, kavels en woningen. Zij mag slechts aangelegd worden langs een andere akkerbouw als aan de andere kant van de perceelsgrens eveneens een behoudperceelsrand ligt, of met het schriftelijk akkoord van de uitbater van het aanpalende perceel;

3. langs waterlopen is zij ten minste acht meter breed;

4. ze wordt ingezaaid met een gevarieerde mengeling (zie 1B) waarvan de samenstelling aan het bestuur wordt overgemaakt;

5. ze wordt niet bemest;

6. ze wordt met geen enkel gewasbeschermingsmiddel behandeld; het plaatselijk bestrijden van netel, rumex en distel met specifieke herbiciden is evenwel toegelaten;

7. ze wordt niet beweide;

8. ze wordt pas na 1 juli in vroege zone en na 15 juli in late zone gemaaid. Het afgemaaid product wordt van het perceel weggehaald;

9. ze is niet toegankelijk voor gemotoriseerde voertuigen die voor recreatieve doeleinden worden gebruikt.

B. Extensieve perceelsrand

De aanleg van een extensieve perceelsrand op ten minste vijf jaar kan recht geven op een jaarlijkse toelage van 1.500 BEF (37,18 euro) voor een oppervlakte van 800 m² (namelijk 200 op 4 meter, d.i. een invloed op 1 ha (= « gelijkwaardigheid »)). De grotere oppervlakten worden slechts per bijkomende schijf van 200 m² in aanmerking genomen. Er moet worden voldaan aan de volgende voorwaarden :

1. de extensieve perceelsrand is vier à twintig meter breed. De oppervlakte van die perceelsranden mag in geen geval groter zijn dan de helft van de perceelsoppervlakte of dan 8 % van de landbouwoppervlakte van het bedrijf;

2. de extensieve perceelsrand wordt ingezaaid en geteeld zoals gebruikelijk;

3. hij wordt aangelegd aan bosranden, langs heggen, taluds, paden, kavels en woningen, met uitsluiting van de grenslijn met een andere akkerbouw (behalve als op het aangrenzend perceel eveneens een perceelsrand is aangelegd, of mits schriftelijk akkoord van de uitbater);

4. hij wordt niet bemest;

5. gewasbestrijdingsmiddelen zijn in beperkte mate toegelaten (zie maatregel 6 a en b voor graangewassen, maatregel 7 voor maïs; voor bieten zijn alleen schimmelwerende behandelingen en voor aardappels alleen behandelingen tegen meeldauw toegelaten);

6. voor deze maatregel worden geen toelagen verleend als het perceel reeds in aanmerking komt voor toelagen voor met gras bezaaide perceelsranden of biologische landbouw.

C. Extensieve graslandstrook

Als een intensief grasland of een grasland rondom een boomgaard met laagstammen wordt omgezet in een extensieve graslandstrook, kan een jaarlijkse toelage van 4.000 BEF (99,16 euro) verleend worden voor een oppervlakte van 1.600 m² extensieve graslandstrook (namelijk 200 meter op 8, d.i. een invloed op 1 ha = « gelijkwaardigheid »). De hogere oppervlakten worden slechts per bijkomende schijf van 200 m² in aanmerking genomen. Er moet worden voldaan aan de volgende voorwaarden :

1. in geval van intensief grasland wordt de graslandstrook aangelegd langs een waterloop of -vlak, of in één van de gebieden bedoeld in artikel 3, § 1, 5°;

in het geval van een boomgaard met laagstammen ligt de extensieve graslandstrook aan de rand van het perceel;

2. ze is minimum 200 meter lang en 8 à 20 meter breed;

3. ze wordt niet bemest, noch met gewasbeschermingsmiddelen behandeld, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van netel, rumex en distel;
4. ze wordt pas na 1 juli in vroege zone en na 15 juli in late zone gemaaid. Het afgemaaid product wordt van het perceel weggehaald;
5. ze wordt niet beweide vóór die data en met minder dan 2 GVE per hectare op het beweidde perceel. Het vee heeft geen rechtstreekse toegang tot de oevers en de bedding van de waterloop, behalve op drinkplaatsen;
6. ze is niet toegankelijk voor motorvoertuigen die voor recreatieve doeleinden worden gebruikt;
7. deze methode mag niet gelijktijdig met methode 1 (laat maaien) toegepast worden.

METHODE 3. — Behoud en onderhoud van de landschaps- en biodiversiteitselementen, zoals heggen en houtsingels, oude hoogstammige vruchtbomen in weiden of poelen

De exploitanten die zich verbinden tot het behoud van bovenbedoelde elementen en, voor zover mogelijk, tot de verbetering van het ecologische net van hun bedrijf, komen in aanmerking voor de volgende toelagen :

1. 2.000 BEF (49,58 euro) per jaar voor ten minste 200 m heg of het equivalent daarvan, namelijk een invloed op 1 ha en meer;
2. 5.000 BEF (123,95 euro) per jaar voor ten minste 500 m heg of het equivalent daarvan, namelijk een invloed op 2,5 ha en meer;
3. 10.000 BEF (247,89 euro) per jaar voor ten minste 1.000 m heg of het equivalent daarvan, namelijk een invloed op 5 ha en meer;
4. 20.000 BEF (495,79 euro) per jaar voor ten minste 2.000 m heg of het equivalent daarvan, namelijk een invloed op 10 ha en meer;
5. 40.000 BEF (991,57 euro) per jaar voor ten minste 4.000 m heg of het equivalent daarvan, namelijk een invloed op 20 ha en meer.

De landschaps- en biodiversiteitselementen moeten voldoen aan de volgende voorwaarden :

A. Heggen, rijen bomen en houtsingels

1. De heggen zijn doorlopende stroken met inheemse bomen of struiken, rijen inheemse bomen op landbouwpercelen, behalve monospecifieke beplantingen of rijen populieren; in geval van rijen bomen, moet elke rij ten minste 10 bomen tellen, met een afstand van maximum 10 meter tussen de bomen;
2. de exploitant verbindt zich ertoe geen heg te vernietigen of, zo nodig, een nieuwe heg te planten over een lengte die ten minste gelijk is aan de lengte van de beschadigde heg, mits instemming van het bestuur;
3. hij zorgt voor het behoud, de restauratie of de verbetering van het maaswerk van de heggen op zijn bedrijf en voor het handhaven van een voldoende dichtheid daarvan;
4. hij gebruikt geen bemestings- en gewasbeschermingsmiddelen in de nabijheid van de heg, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van netel, rumex en distel;
5. de onderhoudswerken (snoeien) worden niet uitgevoerd tussen 15 april en 1 juli. Die werken betreffen het volgende :

- a) gesnoeide heg : één snoeiing per jaar;
- b) bosrijke heg en knotwilgen : de koppen worden geknot om de 2 à 15 jaar;
- c) vrije heg : occasionele zijdelingse snoei en kortsnoeiing zodat ze weelderig blijft en om te voorkomen dat zij zich ten koste van aangrenzende terreinen uitbreidt;
- d) windschermheg en houtsingels : eventuele zijdelingse snoei en gedeeltelijk en facultatief knotten om de 8 à 15 jaar om te voorkomen dat het onderste deel te dun wordt.

B. Behoud van oude hoogstammige vruchtbomen in de weiden

1. De in aanmerking komende hoogstammige vruchtbomen zijn ten minste dertig jaar oud en gelegen in landbouwpercelen met een vaste grazige ondergrond die regelmatig gemaaid en/of beweide wordt.
2. De exploitant verbindt zich ertoe geen hoogstammige vruchtboom om te hakken op zijn bedrijf.
3. Hij beperkt de fytofarmaceutische behandelingen van zijn bomen; hij onthoudt zich meer bepaald van elke behandeling met synthetische insecticiden.
4. De premie wordt pas verleend vanaf 10 vruchtbomen en voor maximum 200 vruchtbomen per bedrijf; elke boom wordt gelijkgesteld met 5 meter heg of met een invloed op 2,5 aren.

C. Poelen en drinkwaterpunten

1. De poelen en drinkwaterpunten zijn vaste stilstaande watervlakken die op landbouwpercelen gelegen zijn en waarvan de oppervlakte minimum 10 m² bedraagt.
2. Een strook van ten minste twee meter breed rondom de poel mag niet geploegd worden en is niet toegankelijk voor het vee; er kan evenwel voorzien worden in een drinkplaats op voorwaarde dat het toegankelijke gedeelte niet meer bedraagt dan 10 % van de oppervlakte en dan 25 % van de omtrek van de poel.
3. Het is verboden te strooien en te verstuiwen op minder dan tien meter van de oevers.
4. De exploitant zorgt voor de instandhouding of de verbetering van de kwaliteit van het drinkwaterpunt als landschaps- en biodiversiteitselement; hij moet het water vrij houden van afval, producten of stoffen, alsook van vissen. Ophoging is uitgesloten; in geval van dicht- of aanslibbing moet de exploitant het drinkwaterpunt eenmaal ruimen in de loop van de vijf jaar en ten minste 25 % van de omtrek zacht glooiend houden.
5. Elk drinkwaterpunt dat aan deze voorwaarden voldoet, wordt geacht een invloed te hebben op een gemiddelde oppervlakte van 50 aren; bij de berekening van de premie wordt elke poel of elk drinkwaterpunt derhalve gelijkgesteld met 100 meter heg.

METHODE 4. — Handhaving van een laag veebestand

Als het veebestand gehandhaafd wordt tussen 0,6 en 1,4 GVE (grovvee-eenheden) per hectare voederoppervlakte, kan een jaarlijkse toelage van 2.000 BEF (49,58 euro) per hectare weiland verleend worden voor zover de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1. ten minste 90 % van de voederoppervlakte bestaat uit weiden;
2. deze weiden worden hetzij één keer per jaar gemaaid, hetzij twee maanden per jaar geweid. Het afgemaaid of geweid product is uitsluitend bestemd voor de veestapel van het bedrijf;

3. de exploitant verbindt zich ertoe de oppervlakte van de vaste weiden van zijn bedrijf niet te verminderen;
4. hij verbindt zich ertoe de eventuele heggen en drinkwaterpunten van zijn bedrijf te beschermen en, voor zover mogelijk, in stand te houden.

Het aantal GVE wordt berekend als volgt :

- runderen van twee jaar en ouder, paarden ouder dan 6 maanden : 1 GVE;
- runderen tussen 6 maanden en 2 jaar : 0,6 GVE;
- ooiën of volwassen geiten : 0,15 GVE;

5. deze toelage mag niet gecumuleerd worden met een toelage voor biologische omschakeling.

METHODE 5. — Fokken van dieren van een bedreigd plaatselijk ras

De exploitanten die zich ertoe verbinden gedurende ten minste vijf jaar dieren van een bedreigd plaatselijk ras te houden die opgenomen zijn in de communautaire inventaris van de bedreigde rassen en op de onderstaande lijst, kunnen een jaarlijkse toelage van 4.800 BEF (118,99 euro) per paard of runder en 700 BEF (17,35 euro) per schaap verkrijgen als de dieren aan de volgende normen voldoen :

1. beantwoorden aan de oorspronkelijke standaard van het als bedreigd erkende ras;
2. opgenomen zijn in het erkende stamboek van het ras of op een gelijkwaardige lijst;
3. merries en runderen moeten ten minste 2 jaar oud zijn en schaperassen 6 maanden. Hengsten moeten 3 jaar oud zijn en moeten kunnen deelnemen aan de voortplanting.

Wat de runder- en schaperassen betreft, moet de landbouwer zich bovendien ertoe verbinden gedurende vijf jaar ten minste drie dieren te houden waarvoor een toelage wordt verleend.

Die premie wordt voor elk ras verminderd als het aantal in het stamboek opgenomen wijfjesdieren het maximumbestand nadert dat in aanmerking wordt genomen voor de erkenning als bedreigd plaatselijk ras, namelijk 5.000 voor paarden en runderen en 7.500 voor schapen. De premie wordt verleend tegen :

- 100 % tot 3.500 merries of koeien en 5.250 ooiën;
- 75 % boven dat maximumbestand;
- 50 % boven 4.000 merries of koeien en 6.000 ooiën;
- 25 % boven 4.500 merries of koeien en 6.750 ooiën;
- 0 % boven 5.000 merries of koeien en 7.500 ooiën.

De lijst van de bedreigde plaatselijke rassen waarvoor het Gewest een toelage verleent in het kader van de maatregelen voor milieuvriendelijke landbouwmethoden, is vastgelegd als volgt :

Paardenrassen :

- Belgisch trekpaard;
- Ardenner

Runderenrassen :

- Blanc-Bleu mixte;
- Rouge de Belgique

Schaperassen :

- Belgisch melkschaap
- « Entre Sambre et Meuse »-schaap
- Houtlandschaap
- Voskop
- Mergellandschaap.

METHODE 6. — Verminderd gebruik van biociden en meststoffen op graangewassen

A. Vermindering van de zaaidichtheid

De exploitant die zich ertoe verbindt de dichtheid van de gezaaide graangewassen te verminderen, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 3.600 BEF (89,24 euro) per hectare voor zover hij de volgende voorwaarden vervult :

1. De dichtheid bedraagt maximum 200 zaden per m².
2. De stikstofmest wordt matig gebruikt op basis van het bestaande overschot en van de mogelijke uitvoer.
3. Er wordt maar één behandeling met schimmelwerende middelen toegelaten.
4. Er wordt geen groeiregelingsbehandeling toegepast.

B. Afschaffing van de herbiciden

De exploitant die zich ertoe verbindt geen synthetische herbiciden op graangewassen te gebruiken, komt in aanmerking voor een jaarlijkse premie van 3.600 BEF (89,24 euro) per hectare. Specifieke behandelingen van kleeftuif en winde en plaatselijke behandelingen van netel, distel en rumex zijn echter toegelaten in geval van belangrijke besmetting.

De onder A en B vermelde verbintenissen houden in dat geen toelagen mogen worden verleend voor extensieve perceelsranden, biologische landbouw of teelten van oude soorten of variëteiten wat de betrokken oppervlakten betreft.

De toelagen betreffende de onder A of B vermelde verbintenissen zijn cumuleerbaar.

METHODE 7. — Vermindering en lokalisatie van het gebruik van herbiciden op mais door mechanisatie van de onkruidbestrijding en onderzaaiing

A. Mechanische onkruidbestrijding en gelokaliseerde behandeling

De exploitant die zich, wat maïsteelt betreft, ertoe verbindt synthetische herbiciden enkel te gebruiken voor een gelokaliseerde behandeling in de maïsrij, met uitsluiting van triabenzenen, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 6.000 BEF (148,74 euro) per hectare.

De mechanisch behandelde tussenrij moet minimum 40 cm breed zijn.

B. Onderzaaiing

De exploitant die zich ertoe verbindt de tussenrijen maïs doeltreffend te bedekken (80 % bedekking van de 40 cm tussenrij in september) d.m.v. een tussengewas, ondergezaaid en behouden tot ten minste 1 januari, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 6.000 BEF (148,74 euro) per hectare.

De onder A en B vermelde verbintenissen houden in dat geen toelagen voor extensieve perceelsranden of biologische landbouw worden verleend wat de betrokken oppervlakten betreft.

De toelagen betreffende de onder A en B vermelde verbintenissen zijn cumuleerbaar tot 7.200 BEF (178,48 euro).

METHODE 8. — Plantendek tijdens de tussenteelt

De exploitant die zich ertoe verbindt zo spoedig mogelijk na de oogst, hoe dan ook vóór 15 september, een plantendek te zaaien, komt in aanmerking voor een toelage van 4.000 BEF (99,16 euro) per hectare voor zover hij het niet vernietigt vóór 1 januari.

Die tussenteelt moet gevolgd worden door een lenteteelt of door braakland.

Ze mag niet bestaan uit meer dan 50 % peulvruchten.

In afwijking van het eerste lid mag na een late oogst (maïs, aardappel,...) rogge gebruikt worden als plantendek als zij vóór 1 november gezaaid en tussen 1 maart en 15 mei vernietigd wordt.

De gesubsidieerde oppervlakten mogen niet beschouwd worden als extensieve perceelsranden, braakland of biologische landbouw.

METHODE 9. — Zeer laat maaien met beperkt gebruik van biociden en meststoffen

Voor zeer laat maaien kan een jaarlijkse toelage van 10.000 BEF (247,89 euro) per hectare worden verleend als de volgende voorwaarden vervuld worden :

1. tijdens het maaien moeten de dieren het perceel kunnen verlaten; daartoe moet, voor zover mogelijk, worden voorzien in « vluchtstroken » aan de rand van het perceel;
2. het perceel mag noch beweid noch bezaaid worden, vóór 1 juli in vroege zone, vóór 15 juli in late zone;
3. na die data mag het nagras gemaaid of het perceel beweid worden met een veebestand onder 2 GVE per hectare;
4. de aanvoer van meststoffen wordt per jaar beperkt tot 20 ton mest of compost, of tot 20 m³ gier per hectare;
5. het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en minerale meststoffen is verboden;
6. afwateringswerken zijn verboden maar de bestaande afwateringsbuizen en grachten kunnen onderhouden worden op een wijze die weinig schade toebrengt aan fauna en flora;
7. deze maatregel mag niet gelijktijdig toegepast worden met methode 1 (laat maaien) of 2.c. (extensieve graslandstrook).

METHODE 10. — Behoudsmaatregelen in vochtige gebieden

Exploitanten die vochtige weiden extensief beheren, komen in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 2.000 BEF (49,58 euro) als ze de volgende voorwaarden vervullen :

1. ze mogen niet ploegen, uitbaggeren of draineren;
2. het gebruik van grondverrijkende middelen, meststoffen of gewasbeschermingsmiddelen is verboden;
3. ze moeten de percelen onderhouden door ze te maaien en/of te beweiden;
4. alleen laattijdig maaien is toegelaten;
5. de percelen mogen nooit beweid worden door een bestand boven 2 GVE per hectare;
6. die maatregel mag niet gelijktijdig toegepast worden met methode 2.c. (extensieve graslandstrook).

METHODE 11. — Teelt van oude soorten of variëteiten**A. Aanplanting van oude hoogstammige fruitbomen**

Exploitanten die oude hoogstammige fruitbomen planten, komen tijdens vijf jaar in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 10.000 BEF (247,89 euro) per hectare als ze de volgende voorwaarden vervullen :

1. tussen 40 en 80 bomen per hectare planten;
2. zorgen voor de evenwichtige ontwikkeling daarvan (bescherming tegen het vee, vormingssnoei,...), alsook voor het regelmatige onderhoud van een grazige ondergrond.

B. Traditionele streekteelten

1. Wat graangewassen betreft, komt de exploitant die oude variëteiten (opgenomen sinds meer dan vijftien jaar) teelt, alsook boekweit of, in een benadeeld gebied, spelt, eventueel in aanmerking voor een toelage van 4.000 BEF (99,16 euro) per hectare voor zover hij de minerale stikstofbemesting beperkt tot maximum 70 eenheden en de schimmelwerende middelen, zoals herbiciden, tot één behandeling, en dat hij de insecticiden en elke groeiregelingsbehandeling afschaft. Deze toelage mag niet gelijktijdig verleend worden met die voor biologische landbouw.

2. Wat aardappelen betreft, komt de landbouwer die oude variëteiten (Corne de gattes, Plate de Florenville of Rosa, Ratte des Ardennes, Vitelotte) teelt, eventueel in aanmerking voor een toelage van 12.000 BEF (297,47 euro) per hectare.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999 waarbij toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw worden verleend

Namen, 11 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09353]

Police judiciaire

Par arrêtés royaux du 8 mars 1999 sont promus commissaire judiciaire divisionnaire à partir du 1er janvier 1998 :

— près le parquet du tribunal de première instance à Bruxelles :

MM. Audenaert, G.; De Proft, A.; Heirwegh, R.; Monsieur, F.; Versonnen, L.; Waterplas, M., commissaires judiciaires près ce parquet ;

— M. Van Laere, M., commissaire judiciaire près le parquet du tribunal de première instance à Termonde, résidence Alost;

— près le parquet du tribunal de première instance à Louvain :

MM. De La Marche, W., et Vercruysse, E., commissaires judiciaires près ce parquet;

— près le parquet du tribunal de première instance à Bruges :

MM. Braem, F.; Dedecker, Y.; D'Hert, X.; Goegebuer, F.; Mercier F.; Van Ongeval, F.; Van Tieghem, L.; Verstraete, G., commissaires judiciaires près ce parquet;

— près le parquet du tribunal de première instance à Gand :

MM. Bolle, G.; Hemelsoet, A.; Impens, J.; Semeese, R.; Suys, E., commissaires judiciaires près ce parquet;

— près le parquet du tribunal de première instance à Termonde, résidence Alost :

MM. Baum, J.; Cauwels, E.; Claeys, L.; Van Laeren, F., commissaires judiciaires près ce parquet;

M. Wandelseck, R., commissaire judiciaire près le parquet du tribunal de première instance à Bruxelles;

— près le parquet du tribunal de première instance à Courtrai :

MM. Desmetz, D.; Houkx, I.; Vandebroucke, J., commissaires judiciaires près ce parquet;

— près le parquet du tribunal de première instance à Anvers :

MM. Cools, J.; Janssens, G.; Kind, F.; Slachmuylders, M.; Van Achter, M.; Vanderhallen, G.; Van Saelen, F., commissaires judiciaires près ce parquet;

— MM. De Wever, F., et Van Gucht, B., commissaires judiciaires près le parquet du tribunal de première instance à Bruxelles;

— M. Vanhoecke, M., commissaire judiciaire près le parquet du tribunal de première instance à Gand;

— près le parquet du tribunal de première instance à Hasselt :

MM. Peeters, J.; Peeters, K.; Roussard, J., commissaires judiciaires près ce parquet;

— près le parquet du tribunal de première instance à Tongres :

MM. Carmans, J.; Jamers, D.; Martens, Y., commissaires judiciaires près ce parquet;

— près le parquet du tribunal de première instance à Malines :

M. De Valck, P., commissaire judiciaire près ce parquet;

M. Malliet, L., commissaire judiciaire près le parquet du tribunal de première instance à Louvain;

— près le parquet du tribunal de première instance à Turnhout :

MM. Beinaerts, M., et Geboes, W., commissaires judiciaires près ce parquet;

— à l'office central pour la répression de la corruption qui fait partie du commissariat général de la police judiciaire près les parquets :

MM. De Kinder, E., et Vergote, P., commissaires judiciaires près ce service.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09353]

Gerechtelijke Politie

Bij koninklijke besluiten van 8 maart 1999 worden met ingang van 1 januari 1998 bevorderd tot gerechtelijk afdelingscommissaris :

— bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel :

de heren Audenaert, G.; De Proft, A.; Heirwegh, R.; Monsieur, F.; Versonnen, L.; Waterplas, M., gerechtelijke commissarissen bij dit parket;

— de heer Van Laere, M., gerechtelijk commissaris bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, standplaats Aalst;

— bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Leuven :

de heren De La Marche, W., en Vercruysse, E., gerechtelijke commissarissen bij dit parket;

— bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Brugge :

de heren Braem, F.; Dedecker, Y.; D'Hert, X.; Goegebuer, F.; Mercier F.; Van Ongeval, F.; Van Tieghem, L.; Verstraete, G., gerechtelijke commissarissen bij dit parket;

— bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent :

de heren Bolle, G.; Hemelsoet, A.; Impens, J.; Semeese, R.; Suys, E., gerechtelijke commissarissen bij dit parket;

— bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, standplaats Aalst :

de heren Baum, J.; Cauwels, E.; Claeys, L.; Van Laeren, F., gerechtelijke commissarissen bij dit parket;

de heer Wandelseck, R., gerechtelijk commissaris bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel;

— bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk :

de heren Desmetz, D.; Houkx, I.; Vandebroucke, J., gerechtelijke commissarissen bij dit parket;

— bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen :

de heren Cools, J.; Janssens, G.; Kind, F.; Slachmuylders, M.; Van Achter, M.; Vanderhallen, G.; Van Saelen, F., gerechtelijke commissarissen bij dit parket;

— de heren De Wever, F., en Van Gucht, B., gerechtelijke commissarissen bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel;

— de heer Vanhoecke, M., gerechtelijk commissaris bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent;

— bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt :

de heren Peeters, J.; Peeters, K.; Roussard, J., gerechtelijke commissarissen bij dit parket;

— bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren :

de heren Carmans, J.; Jamers, D.; Martens, Y., gerechtelijke commissarissen bij dit parket;

— bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen :

— de heer De Valck, P., gerechtelijk commissaris bij dit parket;

de heer Malliet, L., gerechtelijk commissaris bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Leuven;

— bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout :

de heren Beinaerts, M., en Geboes, W., gerechtelijke commissarissen bij dit parket;

— bij de centrale dienst voor de bestrijding van de corruptie die deel uitmaakt van het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten :

de heren De Kinder, E., en Vergote, P., gerechtelijke commissarissen bij deze dienst.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[99/00215]

Commissaire de police en chef. — Nomination

Par arrêté royal du 28 février 1999, M. Nardin, Michel, est nommé commissaire de police en chef d'Uccle (arrondissement de Bruxelles-Capitale).

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[99/00215]

Hoofdpolitiecommissaris. — Benoeming

Bij koninklijk besluit d.d. 28 februari 1999 is de heer Nardin, Michel, benoemd tot hoofdpolitiecommissaris van de gemeente Ukkel (arrondissement Brussel-Hoofdstad).

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[99/12171]

**Règlement général pour la Protection du travail
Démolition et retrait d'asbeste
(Article 148decies 2.5.9.3.4)**

Par arrêté ministériel du 9 mars 1999, la S.A. Romarco, Schrijnwerkerstraat 1, à 9240 Zele, est agréée pour effectuer des travaux de démolition et de retrait d'asbeste jusqu'au 30 avril 2000.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[99/12171]

**Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming
Afbreken en verwijderen van asbest
(Artikel 148decies 2.5.9.3.4)**

Bij ministerieel besluit van 9 maart 1999 is de N.V. Romarco, Schrijnwerkerstraat 1, te 9240 Zele, erkend geworden voor het afbreken en verwijderen van asbest tot 30 april 2000.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[C - 99/35248]

**Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest
Ophaler van afvalstoffen. — Erkenningen**

Bij ministerieel besluit van 25 januari 1999 werd Vancoppenolle Trans NV, Amersveldstraat 162A, 8610 Kortemark, erkend als ophaler van afvalstoffen. De erkenning wordt verleend voor een periode van 1 februari 1999 tot en met 13 oktober 2000.

Erkenningsnummer : 599/E131.

Bij ministerieel besluit van 25 januari 1999 werd Edelchemie België B.V.B.A., Heulentakstraat z/n, 3560 Dilsen-Stokkem, erkend als ophaler van afvalstoffen. De erkenning wordt verleend voor een periode van 1 februari 1999 tot en met 31 december 1999.

Erkenningsnummer : 7205/E59.

Bij ministerieel besluit 28 januari 1999 werd Haltermann N.V., Ketenislaan 3B, Haven 1972, 9130 Kallo (Kieldrecht), erkend als ophaler van afvalstoffen. De erkenning wordt verleend voor een periode van 1 februari 1999 tot en met 1 december 2001.

Erkenningsnummer : 4308/E305.

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

[C - 99/35248]

**Société publique des déchets pour la Région flamande
Collecteur des déchets. — Agréments**

Par arrêté ministériel du 25 janvier 1999, la Vancoppenolle Trans N.V., Amersveldstraat 162A, 8610 Kortemark, est agréée à dater du 1^{er} février 1999 jusqu'au 13 octobre 2000 en qualité de collecteur de déchets.

Numéro de l'agrément : 599/E131.

Par arrêté ministériel du 25 janvier 1999, la Edelchemie België B.V.B.A., Heulentakstraat z/n, 3560 Dilsen-Stokkem, est agréée à dater du 1^{er} février 1999 jusqu'au 31 décembre 1999 en qualité de collecteur de déchets.

Numéro de l'agrément : 7205/E59.

Par arrêté ministériel du 28 janvier 1999, la Haltermann N.V., Ketenislaan 3, Haven 1972, 1130 Kallo (Kieldrecht), est agréée à dater du 1^{er} février 1999 jusqu'au 1^{er} décembre 2001 en qualité de collecteur de déchets.

Numéro de l'agrément : 4308/E305.

Bij ministerieel besluit van 28 januari 1999 werd De Cubber R.A., B.V.B.A., Ronsestraat 54, 9660 Brakel erkend als ophaler van afvalstoffen. De erkenning wordt verleend voor een periode van 1 februari 1999 tot en met 31 januari 2004.

Erkenningsnummer : 10693/E307.

Bij ministerieel besluit van 5 februari 1999 werd Romarco N.V., Schrijnwerkerstraat 1, 9240 Zele, erkend als ophaler van afvalstoffen. De erkenning wordt verleend voor een periode van 15 februari 1999 tot en met 31 maart 2001.

Erkenningsnummer : 5814/E82.

Bij ministerieel besluit van 5 februari 1999 werd Atox N.V., Driehoekstraat 48, 2920 Kalmthout, erkend als ophaler van afvalstoffen. De erkenning wordt verleend voor een periode van 15 februari 1999 tot en met 14 februari 2004.

Erkenningsnummer : 10694/E306.

Par arrêté ministériel du 28 janvier 1999, la De Cubber R.A., B.V.B.A., Ronsestraat 54, 9660 Brakel, est agréée à dater du 1^{er} février 1999 jusqu'au 31 janvier 2004 en qualité de collecteur de déchets.

Numéro de l'agrément : 10693/E307.

Par arrêté ministériel du 5 février 1999, la Romarco N.V., Schrijnwerkerstraat 1, 9240 Zele, est agréée à dater du 5 février 1999 jusqu'au 31 mars 2001 en qualité de collecteur de déchets.

Numéro de l'agrément : 5814/E82.

Par arrêté ministériel du 5 février 1999, la Atox N.V., Driehoekstraat 48, 2920 Kalmthout, est agréée à dater du 15 février 1999 jusqu'au 14 février 2004 en qualité de collecteur de déchets.

Numéro de l'agrément : 10694/E306.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 99/27234]

25 JANVIER 1999. — Arrêté ministériel constatant la désaffectation et décidant l'expropriation du site n° SAE/CH109 dit Lumat à Montignies-sur-Sambre

Le Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement et des Transports,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 181 et 182, § 1^{er}, relatifs à la rénovation des sites d'activité économique désaffectés d'intérêt régional;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 relatif aux sites d'intérêt régional modifié le 16 juillet 1998, par lequel le Gouvernement reconnaît d'intérêt régional l'assainissement du site n° SAE/CH109 dit Lumat à Montignies-sur-Sambre;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique, poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu la Déclaration de politique régionale complémentaire, adoptée le 5 novembre 1997;

Considérant que le site a accueilli les installations d'une usine sidérurgique;

Considérant qu'il est désaffecté depuis plus de dix ans;

Considérant que des baux échus, des offres d'achat ou de location adressées aux propriétaires et des demandes de permis d'exploiter en cours ou futures n'infirmant pas le caractère actuellement désaffecté du bien;

Considérant qu'il présente des causes constituant une nuisance à sa bonne intégration à l'environnement bâti ou non bâti et qu'il suggère l'abandon;

Considérant le légitime souci pour la collectivité de ne plus voir cette situation perdurer;

Considérant qu'un assainissement a déjà eu lieu sur ce site mais que celui-ci est incomplet et que son état physique actuel le rend impropre à recevoir tel quel des installations compatibles avec la destination de zone d'activité économique qui lui est donnée par les plans d'aménagement;

Considérant que pour supprimer ces causes de nuisance, il est nécessaire d'y effectuer des travaux d'assainissement parmi ceux précisés à l'article 182, § 1^{er}, du Code précité;

Considérant que les emprises numérotées 3, 4, 6 et 8 reprises au plan n° SAE/CH109 dit « Site Lumat » sis à Montignies-sur-Sambre et Couillet sont indispensables la cohérence du réaménagement visuel global du site;

Considérant que la prise en possession immédiate du site est indispensable à la réalisation dans les délais imposés du thème II, axe 6, de la Déclaration de politique régionale complémentaire;

Considérant que le site fait l'objet d'une demande de cofinancement par les Fonds européens (Objectif 1 - Hainaut) dont les échéances fixées imposent d'avoir engagé la totalité des sommes nécessaires pour 1999 au plus tard et que l'intervention de la Commission européenne est motivée par l'urgence de favoriser le reclassement social et économique d'une région dûment reconnue en difficulté,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est arrêté que le site d'activité économique n° SAE/CH109 dit Lumat à Montignies-sur-Sambre, comprenant les parcelles cadastrées ou l'ayant été :

Charleroi 7e DIV. Section B 1re feuille 4e partie, 783^x, 783^y, 794^d, 804^d;

Charleroi 9e DIV. Section A 1re feuille, 2^{d2}, 14^L;

Charleroi 8e DIV. Section A 2e feuille 2e partie 1060^S;

repris au plan intitulé Plan n° SAE/CH109 dit « Site Lumat » sis à Montignies-sur-Sambre et Couillet annexé au présent arrêté, est désaffecté et doit être assaini.

Art. 2. L'expropriation du site est décrétée d'utilité publique.

L'expropriation est poursuivie par la Région wallonne.

La prise de possession de ces biens est indispensable à la réalisation de son assainissement. En conséquence, la procédure d'expropriation de ces biens sera poursuivie d'extrême urgence.

Art. 3. Le présent arrêté sera transmis pour information.

- à la ville de Charleroi;

- aux propriétaires : Société Immolum à 9051 Gand, Beukenlaan; Société Loman à 6000 Charleroi, boulevard Audent, 42; Société Cockerill Sambre à 4100 Seraing, avenue Greiner, 1; Société pour la coordination de la production et le transport de l'énergie électrique à 1000 Bruxelles, rue de la Pépinière, 20; Dupont-Brachot, veuve Joseph/les héritiers de la femme à 6044 Charleroi, et à toute personne titulaire d'une inscription hypothécaire grevant un immeuble compris dans le site.

Il sera publié au *Moniteur belge* et transcrit sur les registres de la conservation des hypothèques.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa signature.

Namur, le 25 janvier 1999.

M. LEBRUN

TABLEAU DES EMPRISES

Ville de Charleroi, sections administratives de Montignies-sur-Sambre (7e et 8e Div.) et Couillet (9e Div.)

N° d'identification	Numéro Cadastral		Nature	Contenance totale			Propriétaire		Repris au site		
	Section	N°		ha	a	ca	Nom, prénoms	Domicile	ha	a	ca
Charleroi 7e DIV. Section B 1re feuille 4e partie.											
1	B	783 ^x	Terre V.V.	14	88	68	Société Immolum	Beukenlaan 65 9051 Gand	14	80	79
2	B	783 ^y	Terre V.V.	2	96	40	Société Loman	boulevard audent 42 6000 Charleroi	2	96	40
3	B	794 ^d	Jardin		4	93	Société Cockerill Sambre	avenue Greiner 1 4100 Seraing		4	93
			Jardin			32	Société pour la coordination de la production et le transport de l'énergie électrique	rue de la Pépinière 20 1000 Bruxelles			32
4	B	804 ^d	Chemin		2	90	Dupont-Brachot Vve. Joseph / les héritiers de la femme	6044 Charleroi		2	90
Charleroi 9e DIV. Section A 1re feuille.											
6	A	2 ^{d2}	Terre V.V.		2	57	Société Immolum	Beukenlaan 65 9051 Gand		2	57
7	A	14 ^L	Terre V.V.	5	14	9	Société Immolum	Beukenlaan 65 9051 Gand	5	14	9
Charleroi 8e DIV. Section A 2e feuille 2e partie.											
8	A	1060 ^s	Terre V.V.		4	80	Société Immolum	Beukenlaan 65 9051 Gand		4	80

Le plan peut être consulté auprès de la Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes.

[C - 99/27245]

Pouvoirs locaux

PROVINCE DU HAINAUT. — Un arrêté ministériel du 11 mars 1999 approuve les modifications budgétaires n° 1, apportées au budget pour l'exercice 1999 de la province du Hainaut.

BINCHE. — Un arrêté ministériel du 26 février 1999 autorise la ville de Binche à acquérir, par voie d'expropriation, les biens immobiliers restant à acquérir, soit 8 emprises cadastrées section B, n^{os} 669n3, 669w4, 669p3, 669y3, 362d2, 362f2, 362l et 362k, expropriation nécessaire en vue des travaux de rénovation des remparts.

Le même arrêté précise qu'il sera fait application de la procédure d'extrême urgence prévue à l'article 5 de la loi du 26 juillet 1962.

CELLES. — Un arrêté ministériel du 15 mars 1999 décide d'annuler la délibération du 16 juillet 1998 par laquelle le conseil communal de Celles décide d'accepter un don manuel de 284 655 FB de la part de M. Roland Debonnet pour reprise de terres communales louées à bail à ferme à M. Michel Allard au profit de M. Roland Debonnet, d'une superficie de 5 ha 69 a 31 ca.

THUIN. — Un arrêté ministériel du 4 mars 1999 autorise la commune de Thuin à acquérir, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, la parcelle cadastrée Thuin, 2^e division, section B - 3b, d'une superficie totale de 36 a 60 ca, expropriation justifiée par la réalisation de travaux d'égouttage au point de convergence des rues Bury et Farcy à Gozée nécessitant, notamment, un réaménagement de la première partie des installations située dans le terrain en question.

Le même arrêté précise qu'il sera fait application de la procédure d'extrême urgence prévue par la loi du 26 juillet 1962.

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

[C - 99/27248]

Routes de la Région wallonne

Un arrêté ministériel du 15 février 1999 incorpore dans les voiries de la ville de Stavelot la zone de parking située le long de l'avenue Nicolay ainsi que figuré au plan E/152.R.215.

Par arrêté ministériel du 23 février 1999, la superstructure des ponts « Roi Baudouin » et « Olof Palme » est remise à la ville de Charleroi.

Le dossier peut être consulté au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, D.231, Direction des Voies hydrauliques de Charleroi.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN**MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES**

[99/11107]

Prix de l'énergie électrique pour le mois de mars 1999

Les paramètres N_c et N_E prévus par les arrêtés ministériels des 16 mai 1977 et 6 septembre 1994 portant réglementation respectivement des prix de l'énergie électrique en basse tension ainsi que ceux en haute tension sont, pour le mois de mars 1999, fixés aux valeurs ci-après :

$$N_c = 0,9112$$

$$N_E = 1,2220$$

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[99/11107]

Prijzen van de elektrische energie voor de maand maart 1999

Parameters N_c en N_E voorzien bij de ministeriële besluiten van 16 mei 1977 en 6 september 1994 houdende reglementering van respectievelijk de prijzen voor elektrische energie laagspanning en hoogspanning zijn, voor de maand maart 1999, vastgesteld op de volgende waarden :

$$N_c = 0,9112$$

$$N_E = 1,2220$$

[99/40303]

[99/40303]

Indice des prix à la consommation du mois de mars 1999

Le Ministère des Affaires économiques communique que l'indice des prix à la consommation s'établit à 103,27 points en mars 1999, contre 103,19 points en février 1999, ce qui représente une hausse de 0,08 point ou 0,08 %.

L'indice santé, tel que prévu dans l'arrêté royal du 24 décembre 1993 (*Moniteur belge* du 31 décembre 1993), s'élève pour le mois de mars 1999 à 103,32 points.

La moyenne arithmétique des indices des quatre derniers mois, soit décembre 1998, janvier, février et mars 1999 s'élève à 103,10 points.

Indexcijfer van de consumptieprijs van de maand maart 1999

Het Ministerie van Economische Zaken deelt mee dat het indexcijfer van de consumptieprijs voor de maand maart 1999, 103,27 punten bedraagt, tegenover 103,19 punten in februari 1999, hetgeen een stijging van 0,08 punt of 0,08 % betekent.

Het gezondheidsindexcijfer, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 24 december 1993 (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1993), bedraagt 103,32 punten voor de maand maart 1999.

Het rekenkundig gemiddelde van het indexcijfer van de laatste vier maanden, hetzij december 1998, januari, februari en maart 1999, bedraagt 103,10 punten.

Produit ou service		février — februari	Mars — Maart	Product of dienst	
01.	Produits alimentaires et boissons.....	104.71	104.79	01.	Voedingsmiddelen en dranken
01.1.	Produits alimentaires.....	104.81	104.84	01.1.	Voedingsmiddelen
01.1.1.	Pain et céréales.....	103.02	103.10	01.1.1.	Brood en granen
01.1.2.	Viandes.....	102.55	102.10	01.1.2.	Vlees
01.1.3.	Poissons.....	112.20	114.17	01.1.3.	Vis
01.1.4.	Lait, fromage, œufs.....	101.75	101.44	01.1.4.	Melk, kaas en eieren
01.1.5.	Huiles et graisses.....	105.63	105.41	01.1.5.	Oliën en vetten
01.1.6.	Fruits.....	107.93	108.22	01.1.6.	Fruit
01.1.7.	Légumes (y compris pommes de terre).....	113.31	113.29	01.1.7.	Groenten (aardappelen inbegrepen)
01.1.8.	Sucreries et similaires.....	104.35	104.87	01.1.8.	Suikerwaren en dergelijke
01.1.9.	Autres produits alimentaires.....	102.40	102.58	01.1.9.	Andere voedingsmiddelen
01.2.	Boissons non alcoolisées.....	104.38	104.37	01.2.	Alcoholvrije dranken
01.2.1.	Café.....	110.94	110.58	01.2.1.	Koffie
01.2.2.	Eaux, limonades et jus de fruits	102.11	102.23	01.2.2.	Water, frisdrank en fruitsap
01.3.	Boissons alcoolisées.....	104.25	104.80	01.3.	Alcoholhoudende dranken
02.	Tabac.....	109.26	110.67	02.	Tabak
03.	Articles d'habillement et articles chaussants.	102.39	102.49	03.	Kleding en schoeisel
03.1.	Articles d'habillement.....	102.39	102.52	03.1.	Kleding
03.2.	Articles chaussants, y compris les réparations.....	102.38	102.39	03.2.	Schoeisel en schoenreparaties
03.2.1.	Chaussures, y compris bottes.....	102.26	102.27	03.2.1.	Schoeisel
03.2.2.	Réparations de chaussures.....	104.89	105.04	03.2.2.	Schoenreparaties
04.	Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles.....	102.14	102.70	04.	Huisvesting, water, elektriciteit, gas, brandstoffen
04.1.	Loyers.....	103.96	104.16	04.1.	Huur
04.1.1.	Loyers non-sociaux.....	103.70	103.84	04.1.1.	Niet-sociale huur
04.1.2.	Loyers sociaux.....	105.42	106.00	04.1.2.	Sociale huur
04.2.	Entretien et réparations courantes du logement.....	103.74	104.23	04.2.	Gewoon onderhoud en reparaties- van de woning
04.3.	Distribution d'eau.....	124.97	124.97	04.3.	Watervoorziening
04.4.	Electricité, gaz et autres combustibles.....	96.33	97.31	04.4.	Elektriciteit, gas en andere brandstoffen
04.4.1.	Electricité.....	101.36	101.33	04.4.1.	Elektriciteit
04.4.2.	Gaz.....	100.59	99.80	04.4.2.	Gas
04.4.2.1.	Gaz naturel.....	100.76	99.66	04.4.2.1.	Aardgas
04.4.2.2.	Gaz de pétrole.....	98.69	101.38	04.4.2.2.	Petroleumgassen
04.4.3.	Combustibles liquides.....	70.62	77.61	04.4.3.	Vloeibare brandstoffen
04.4.4.	Combustibles solides.....	102.83	102.92	04.4.4.	Vaste brandstoffen
05.	Ameublement, appareils ménagers, entretien du logement.....	102.29	102.48	05.	Stoffering, huishoudapparaten en onderhoud van woning
05.1.	Meubles, articles d'ameublement, revêtements de sol.....	101.62	101.73	05.1.	Meubelen, stoffering, vloerbekleding

Produit ou service		février - februari	Mars - Maart	Product of dienst	
05.2.	Articles de ménage en textiles	103.87	104.06	05.2.	Huishoudtextiel
05.3.	Appareils de chauffage, appareils ménagers.	100.49	100.46	05.3.	Verwarmingsapparaten, huishoudtoestellen
05.4.	Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage...	102.60	102.74	05.4.	Vaat- en glaswerk en huishoudelijke artikelen
05.5.	Outillage pour la maison et le jardin	98.11	98.15	05.5.	Gereedschap voor huis en tuin
05.6.	Entretien courant de l'habitation.....	104.80	105.26	05.6.	Dagelijks onderhoud van de woning
06.	Dépenses de santé.....	105.99	106.04	06.	Gezondheidsuitgaven
06.1.	Médicaments et autres produits pharmaceutiques	101.83	101.83	06.1.	Geneesmiddelen en andere farmaceutische producten
06.2.	Appareils et matériels thérapeutiques.....	99.88	99.90	06.2.	Therapeutische apparaten en materialen
06.3.	Services de médecins et autres praticiens....	106.10	106.33	06.3.	Diensten van medisch geschoolden
06.4.	Soins des hôpitaux et assimilés	121.17	121.12	06.4.	Verpleging in ziekenhuis
07.	Transport	101.84	102.37	07.	Vervoer
07.1.	Achats de véhicules	101.91	102.21	07.1.	Aankoop van voertuigen
07.2.	Utilisation des véhicules personnels.....	101.40	102.16	07.2.	Gebruik van privé-voertuigen
07.2.1.	Pièces détachées et accessoires	99.96	99.74	07.2.1.	Delen en toebehoren
07.2.2.	Essences et lubrifiants.....	96.25	97.44	07.2.2.	Brandstoffen en smeermiddelen
07.2.3.	Entretien et réparations.....	108.05	108.41	07.2.3.	Onderhoud en reparaties
07.2.4.	Autres services relatifs aux véhicules personnels	107.64	108.10	07.2.4.	Autres diensten in verband met privé-voertuigen
07.3.	Services de transport	105.72	105.72	07.3.	Vervoersdiensten
07.3.1.	Transport de voyageurs par chemin de fer..	106.12	106.12	07.3.1.	Personenvervoer per spoor
07.3.2.	Transport de voyageurs par route.....	104.01	104.01	07.3.2.	Personenvervoer over de weg
07.3.3.	Billets combinés	107.79	107.79	07.3.3.	Gecombineerde biljetten
08.	Communications.....	98.12	98.11	08.	Communicatie
09.	Loisirs et culture.....	103.14	101.86	09.	Recreatie en cultuur
09.1.	Appareils et accessoires, y compris les réparations.....	95.82	94.85	09.1.	Apparaten en toebehoren, reparaties inbegrepen
09.2.	Services récréatifs et culturels.....	103.56	103.56	09.2.	Diensten inzake recreatie en cultuur
09.3.	Presse, librairie et papeterie	107.06	107.07	09.3.	Kranten, boeken en schrijfwaren
09.4.	Voyages touristiques	110.15	106.39	09.4.	Toeristische reizen
10.	Enseignement	106.29	106.29	10.	Onderwijs
11.	Hôtels, cafés et restaurants.....	104.51	104.49	11.	Hotels, cafés et restaurants
11.1.	Restaurants, cafés et cantines.....	104.59	104.82	11.1.	Restaurants, cafés en kantines
11.2.	Services d'hébergement.....	103.48	100.33	11.2.	Accommodatie
12.	Biens et services divers	102.88	103.09	12.	Diverse goederen en diensten
12.1.	Soins personnels	104.01	104.42	12.1.	Lichaamsverzorging
12.2.	Effets personnels n.d.a.....	101.50	102.26	12.2.	Artikelen voor persoonlijk gebruik, n.e.g.
12.3.	Assurances	101.70	101.56	12.3.	Verzekeringen
12.4.	Services bancaires.....	102.37	102.37	12.4.	Bankdiensten
12.5.	Autres services n.d.a.....	103.04	103.18	12.5.	Autres diensten, n.e.g.
1.	Produits alimentaires et boissons	104.71	104.79	1.	Voedingsmiddelen en dranken
2.	Produits non-alimentaires	101.00	101.31	2.	Niet-voedingsmiddelen
3.	Services	105.28	104.98	3.	Diensten
4.	Loyers	103.96	104.16	4.	Huur
Indice		103.19	103.27	Index	

OFFICE DE CONTROLE DES ASSURANCES

[99/41303]

Crédits hypothécaires. — Variabilité des taux d'intérêt. — Indices de référence. — Article 9, § 1er de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire. — Avis

La liste des indices de référence du mois de mars 1999 est composée comme suit :

Indice A (certif. de trésorerie 12 mois) :	2,907
Indice B (obligations linéaires 2 ans) :	3,068
Indice C (obligations linéaires 3 ans) :	3,253
Indice D (obligations linéaires 4 ans) :	3,354
Indice E (obligations linéaires 5 ans) :	3,503

A titre indicatif sont publiés ci-après, en vue de l'application, après le 1^{er} septembre 1998, de l'article 9, modifié par la loi du 13 mars 1998, les indices périodiques :

Periodicité	Semestriel	Trimestriel	Mensuel
A	1,4431	0,7190	0,2391
B	1,5224	0,7583	0,2521
C	1,6135	0,8035	0,2671
D	1,6632	0,8282	0,2753
E	1,7364	0,8645	0,2873

CONTROLEDIENST VOOR DE VERZEKERINGEN

[99/41303]

Hypothecaire kredieten. — Veranderlijkheid der rentevoeten. — Referte-indexen. — Artikel 9, § 1 van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet. — Bericht

De lijst der referte-indexen van de maand maart 1999 is samengesteld als volgt :

Index A (schatkistcertif. 12 maand) :	2,907
Index B (lineaire obligaties 2 jaar) :	3,068
Index C (lineaire obligaties 3 jaar) :	3,253
Index D (lineaire obligaties 4 jaar) :	3,354
Index E (lineaire obligaties 5 jaar) :	3,503

Ter informatie worden hierna, met het oog op de toepassing na 1 september 1998, van artikel 9, gewijzigd door de wet van 13 maart 1998, de periodieke indexen medegedeeld :

Periodiciteit	Semestrieel	Trimestrieel	Maandelijks
A	1,4431	0,7190	0,2391
B	1,5224	0,7583	0,2521
C	1,6135	0,8035	0,2671
D	1,6632	0,8282	0,2753
E	1,7364	0,8645	0,2873

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09363]

Ordre judiciaire

Publication des présentations de la cour d'appel de Gand et du conseil provincial de la Flandre orientale à une place de vice-président vacante au tribunal de première instance de Termonde

Candidats présentés, dans le même ordre, par la cour d'appel et par le conseil provincial :

Premier candidat :

M. Demeyer, S., juge au tribunal de première instance de Termonde.

Second candidat :

Mme Standaert, H., juge au tribunal de première instance de Termonde.

[C - 99/09303]

Journal officiel des Communautés européennes

Sommaire

L 58 5 mars 1999

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

...

II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Documents joints au budget général pour l'Union européenne

1999/155/CE :

* **État des recettes et des dépenses de l'Agence européenne pour l'évaluation des médicaments pour l'exercice 1999**

L 59 6 mars 1999

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

Règlement (CE) n° 488/1999 de la Commission, du 5 mars 1999, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

Règlement (CE) n° 489/1999 de la Commission, du 5 mars 1999, modifiant le règlement (CE) n° 178/1999 déterminant la mesure dans laquelle les demandes de certificats d'importation introduites en janvier 1999 pour certains produits à base de viande de porc dans le cadre du régime prévu par les accords conclus par la Communauté avec la République de Pologne, la République de Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, la Bulgarie et la Roumanie peuvent être acceptées

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09363]

Rechterlijke Orde

Bekendmaking van de voordrachten van het hof van beroep te Gent en van de provincieraad van Oost-Vlaanderen tot een plaats van ondervoorzitter vacant in de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Kandidaten voorgedragen, in dezelfde orde, door het hof van beroep en door de provincieraad :

Eerste kandidaat :

De heer Demeyer, S., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde.

Tweede kandidaat :

Mevr. Standaert, H., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde.

[C - 99/09303]

Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen

Inhoud

L 58 5 maart 1999

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

...

II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Bij de begroting van de Europese Unie gevoegde documenten

1999/155/EG :

* **Staat van ontvangsten en uitgaven van het Europees Bureau voor de geneesmiddelenbeoordeling voor het begrotingsjaar 1999**

L 59 6 maart 1999

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

Verordening (EG) nr. 488/1999 van de Commissie van 5 maart 1999 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit

Verordening (EG) nr. 489/1999 van de Commissie van 5 maart 1999 houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 178/1999 tot vaststelling van de mate waarin gevolg kan worden gegeven aan de aanvragen om invoercertificaten voor bepaalde producten in de sector varkensvlees, die in januari 1999 worden ingediend op grond van de regeling die is vastgesteld in de door de Gemeenschap gesloten overeenkomsten met de Republiek Polen, de Republiek Hongarije, de Tsjechische Republiek, de Slowaakse Republiek, Bulgarije en Roemenië

Règlement (CE) n° 490/1999 de la Commission, du 5 mars 1999, modifiant le règlement (CE) n° 180/1999 déterminant la mesure dans laquelle les demandes de certificats d'importation introduites en janvier 1999 peuvent être acceptées dans le cadre des contingents tarifaires d'importation pour certains produits dans le secteur de la viande de porc pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 1999

* **Règlement (CE) n° 491/1999 de la Commission, du 5 mars 1999, relatif à la vente, dans le cadre d'une procédure d'adjudication, de viandes bovines détenues par certains organismes d'intervention et destinées à être exportées**

Règlement (CE) n° 492/1999 de la Commission, du 5 mars 1999, modifiant le règlement (CE) n° 1641/98 et portant à 50 222 tonnes l'adjudication permanente pour l'exportation de seigle détenu par l'organisme d'intervention autrichien

* **Règlement (CE) n° 493/1999 de la Commission, du 5 mars 1999, modifiant le règlement (CE) n° 1484/95 portant modalités d'application du régime relatif à l'application des droits additionnels à l'importation et fixant des droits additionnels à l'importation, dans les secteurs de la viande de volaille et des œufs ainsi que pour l'ovalbumine, et abrogeant le règlement n° 163/67/CEE**

* **Règlement (CE) n° 494/1999 de la Commission, du 5 mars 1999, modifiant le règlement (CE) n° 2571/97 relatif à la vente à prix réduit de beurre et à l'octroi d'une aide à la crème, au beurre et au beurre concentré destinés à la fabrication de produits de pâtisserie, de glaces alimentaires et autres produits alimentaires**

Règlement (CE) n° 495/1999 de la Commission, du 5 mars 1999, fixant la subvention maximale à l'expédition de riz décortiqué à grains longs à destination de l'île de la Réunion dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2563/98

Règlement (CE) n° 496/1999 de la Commission, du 5 mars 1999, fixant la restitution maximale à l'exportation de riz blanchi à grains ronds, moyens et longs A dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2564/98

Règlement (CE) n° 497/1999 de la Commission, du 5 mars 1999, fixant la restitution maximale à l'exportation de riz blanchi à grains ronds, moyens et longs A dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2565/98

Règlement (CE) n° 498/1999 de la Commission, du 5 mars 1999, fixant la restitution maximale à l'exportation de riz blanchi à grains longs dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2566/98

Règlement (CE) n° 499/1999 de la Commission, du 5 mars 1999, rectifiant le règlement (CE) n° 458/1999 fixant les restitutions à l'exportation dans le secteur des fruits et légumes

Règlement (CE) n° 500/1999 de la Commission, du 5 mars 1999, modifiant les prix représentatifs et les droits additionnels à l'importation pour certains produits du secteur du sucre

Règlement (CE) n° 501/1999 de la Commission, du 5 mars 1999, modifiant les droits à l'importation dans le secteur des céréales

II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Commission

1999/180/CE :

* **Décision de la Commission, du 23 février 1999, reconnaissant que la production de certains vins de qualité produits dans des régions déterminées en Allemagne est, du fait des caractéristiques qualitatives de ces vins, largement inférieure à la demande (notifiée sous le numéro C(1999) 391)**

1999/181/CE :

* **Décision de la Commission, du 24 février 1999, autorisant les États membres à prévoir des dérogations à certaines dispositions de la directive 77/93/CEE du Conseil pour les fraisières (*Fragaria L.*) destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires d'Argentine (notifiée sous le numéro C(1999) 406)**

Rectificatifs

* **Rectificatif au règlement (CE) n° 2473/98 de la Commission du 16 novembre 1998, suspendant l'introduction dans la Communauté de spécimens de certaines espèces de faune et de flore sauvages (JO L 308 du 18.11.1998) 35**

Rectificatif au règlement (CE) n° 471/1999 de la Commission du 3 mars 1999 relatif à la fixation de prix de vente minimaux pour la viande bovine mise en vente dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 384/1999 (JO L 56 du 4.3.1999)

Verordening (EG) nr. 490/1999 van de Commissie van 5 maart 1999 houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 180/1999 tot vaststelling van de mate waarin gevolg kan worden gegeven aan de aanvragen om invoercertificaten, die in januari 1999 worden ingediend op grond van de tariefcontingenten voor de invoer van bepaalde producten in de varkensvleessector voor de periode van 1 januari tot en met 31 maart 1999

* **Verordening (EG) nr. 491/1999 van de Commissie van 5 maart 1999 betreffende de verkoop, bij openbare inschrijving en voor uitvoer, van rundvlees uit de voorraden van bepaalde interventiebureaus**

Verordening (EG) nr. 492/1999 van de Commissie van 5 maart 1999 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1641/98, teneinde de hoeveelheid waarop de permanente openbare inschrijving voor de uitvoer van rogge uit Oostenrijkse interventievoorraden betrekking heeft, tot 50 222 ton te verhogen

* **Verordening (EG) nr. 493/1999 van de Commissie van 5 maart 1999 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1484/95 houdende bepalingen voor de toepassing van de aanvullende invoerrechten in de sectoren slachtpluimvee en eieren, alsmede voor oovalbumine, en houdende vaststelling van deze rechten en intrekking van Verordening nr. 163/67/EEG**

* **Verordening (EG) nr. 494/1999 van de Commissie van 5 maart 1999 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 2571/97 betreffende de verkoop van boter tegen verlaagde prijs en de toekenning van steun voor room, boter en boterconcentraat voor de vervaardiging van banketbakkerswerk, consumptie-ijs en andere voedingsmiddelen**

Verordening (EG) nr. 495/1999 van de Commissie van 5 maart 1999 betreffende de offertes voor de verzending van langkorrelige gedopte rijst bestemd voor het eiland Réunion, die zijn ingediend in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 2563/98

Verordening (EG) nr. 496/1999 van de Commissie van 5 maart 1999 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van rondkorrelige, halflangkorrelige en langkorrelige A volwitte rijst in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 2564/98

Verordening (EG) nr. 497/1999 van de Commissie van 5 maart 1999 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van rondkorrelige, halflangkorrelige en langkorrelige A volwitte rijst in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 2565/98

Verordening (EG) nr. 498/1999 van de Commissie van 5 maart 1999 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van langkorrelige volwitte rijst in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 2566/98

Verordening (EG) nr. 499/1999 van de Commissie van 5 maart 1999 houdende rectificatie van Verordening (EG) nr. 458/1999 tot vaststelling van de uitvoerrestituties in de sector groenten en fruit

Verordening (EG) nr. 500/1999 van de Commissie van 5 maart 1999 tot wijziging van de representatieve prijzen en de aanvullende invoerrechten voor bepaalde producten uit de sector suiker

Verordening (EG) nr. 501/1999 van de Commissie van 5 maart 1999 tot wijziging van de invoerrechten in de sector granen

II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Commissie

1999/180/EG :

* **Beschikking van de Commissie van 23 februari 1999 houdende erkenning van het feit dat de productie van bepaalde v.q.p.r.d.'s in Duitsland, gezien de kwaliteitskenmerken van deze wijnen, ver bij de vraag achterblijft (kennisgeving geschied onder nummer C(1999) 391)**

1999/181/EG :

* **Beschikking van de Commissie van 24 februari 1999 tot machtiging van de lidstaten om voor aardbeiplanten (*Fragaria L.*) bestemd voor opplant, met uitzondering van zaden, van oorsprong uit Argentinië, afwijking van sommige bepalingen van Richtlijn 77/93/EEG van de Raad toe te staan (kennisgeving geschied onder nummer C(1999) 406)**

Rectificaties

* **Rectificatie van Verordening (EG) nr. 2473/98 van de Commissie van 16 november 1998 tot schorsing van het binnenbrengen in de Gemeenschap van specimens van bepaalde in het wild levende dier- en plantensoorten (PB L 308 van 18.11.1998)**

Rectificatie van Verordening (EG) nr. 471/1999 van de Commissie van 3 maart 1999 tot vaststelling van de minimumverkoopprijzen voor rundvlees te koop aangeboden in het kader van de in Verordening (EG) nr. 384/1999 bedoelde openbare inschrijving (PB L 56 van 4.3.1999)

L 60 9 mars 1999

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

Règlement (CE) n° 503/1999 de la Commission, du 8 mars 1999, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

Règlement (CE) n° 504/1999 de la Commission, du 8 mars 1999, modifiant le règlement (CE) n° 286/1999 relatif à la fourniture de céréales au titre de l'aide alimentaire

Règlement (CE) n° 505/1999 de la Commission, du 8 mars 1999, relatif à la fourniture de sucre blanc au titre de l'aide alimentaire

Règlement (CE) n° 506/1999 de la Commission, du 8 mars 1999, modifiant le règlement (CE) n° 340/1999 relatif à la fourniture de céréales au titre de l'aide alimentaire

Règlement (CE) n° 507/1999 de la Commission, du 8 mars 1999, relatif à la fourniture d'huile végétale au titre de l'aide alimentaire

* Règlement (CE) n° 508/1999 de la Commission, du 4 mars 1999, modifiant les annexes I à IV du règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale

* Règlement (CE) n° 509/1999 de la Commission, du 8 mars 1999, concernant une prolongation du délai maximal prévu pour l'apposition de marques auriculaires aux bisons (espèce *Bison bison* spp.)

* Règlement (CE) n° 510/1999 de la Commission, du 8 mars 1999, modifiant le règlement (CE) n° 2848/98 dans le secteur du tabac brut en ce qui concerne la fixation de certaines dates limites ainsi que l'annexe II dans laquelle les zones de production sont fixées

Règlement (CE) n° 511/1999 de la Commission, du 8 mars 1999, fixant les prix communautaires à la production et les prix communautaires à l'importation pour les œillets et les roses pour l'application du régime à l'importation de certains produits de la floriculture originaires de Chypre, d'Israël, de Jordanie et du Maroc ainsi que de Cisjordanie et de la bande de Gaza

Règlement (CE) n° 512/1999 de la Commission, du 8 mars 1999, suspendant le droit de douane préférentiel et réinstaurant le droit du tarif douanier commun à l'importation d'illets multiflores (spray) originaires d'Israël

*II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité***Commission**

1999/183/CE :

* **Décision de la Commission, du 20 mai 1998, relative aux aides d'État dans le secteur de la transformation et de la commercialisation de produits agricoles qui pourraient être octroyées en Allemagne sur la base de régimes d'aide existants à finalité régionale (notifiée sous le numéro C(1998) 1712)**

1999/184/CECA :

* **Décision de la Commission, du 29 juillet 1998, relative aux interventions financières de l'Allemagne en faveur des entreprises Sophia Jacoba GmbH et Preussag Anthrazit GmbH en 1996 et 1997 (notifiée sous le numéro C(1998) 2476)**

1999/185/CE, CECA, Euratom :

* **Décision de la Commission, du 5 février 1999, portant adaptation des coefficients correcteurs applicables à partir des 1^{er} février, 1^{er} mars, 1^{er} avril, 1^{er} mai et 1^{er} juin 1998 aux rémunérations des fonctionnaires des Communautés européennes affectés dans les pays tiers (notifiée sous le numéro C(1999) 458)**

L 61 10 mars 1999

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

Règlement (CE) n° 513/1999 de la Commission, du 9 mars 1999, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

* Règlement (CE) n° 514/1999 de la Commission, du 9 mars 1999, relatif à la vente, à prix fixé à l'avance, de viandes bovines détenues par certains organismes d'intervention et destinées à être exportées vers certains pays tiers

* Règlement (CE) n° 515/1999 de la Commission, du 9 mars 1999, relatif à la vente, à prix fixé forfaitairement à l'avance, de viandes bovines détenues par certains organismes d'intervention en vue de leur transformation dans la Communauté

* Règlement (CE) n° 516/1999 de la Commission, du 9 mars 1999, relatif au classement de certaines marchandises dans la nomenclature combinée

L 60 9 maart 1999

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

Verordening (EG) nr. 503/1999 van de Commissie van 8 maart 1999 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit

Verordening (EG) nr. 504/1999 van de Commissie van 8 maart 1999 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 286/1999 inzake de levering van granen als voedselhulp

Verordening (EG) nr. 505/1999 van de Commissie van 8 maart 1999 inzake de levering van witte suiker als voedselhulp

Verordening (EG) nr. 506/1999 van de Commissie van 8 maart 1999 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 340/1999 inzake de levering van granen als voedselhulp

Verordening (EG) nr. 507/1999 van de Commissie van 8 maart 1999 inzake de levering van plantaardige olie als voedselhulp

* **Verordening (EG) nr. 508/1999 van de Commissie van 4 maart 1999 tot wijziging van de bijlagen I tot en met IV bij Verordening (EEG) nr. 2377/90 van de Raad houdende een communautaire procedure tot vaststelling van maximumwaarden voor residuen van geneesmiddelen voor diergeneeskundig gebruik in levensmiddelen van dierlijke oorsprong**

* **Verordening (EG) nr. 509/1999 van de Commissie van 8 maart 1999 tot verlenging van de maximumtermijn voor het aanbrengen van oormerken bij bizon (van de soort *Bison bison* spp.)**

* **Verordening (EG) nr. 510/1999 van de Commissie van 8 maart 1999 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 2848/98 in de sector ruwe tabak ten aanzien van de vaststelling van bepaalde termijnen, alsmede ten aanzien van de in bijlage II vastgestelde productiegebieden**

Verordening (EG) nr. 511/1999 van de Commissie van 8 maart 1999 tot vaststelling van de communautaire producenten- en invoerprijzen voor anjers en rozen met het oog op de toepassing van de invoerregeling voor bepaalde producten van de bloemteelt van oorsprong uit Cyprus, Israël, Jordanië en Marokko alsmede de Westelijke Jordaanoever en de Gazastrook

Verordening (EG) nr. 512/1999 van de Commissie van 8 maart 1999 tot schorsing van het preferentiële douanerecht en tot wederinvoering van het recht van het gemeenschappelijk douanetarief bij invoer van veelbloemige anjers (tros) van oorsprong uit Israël

*II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing***Commissie**

1999/183/EG :

* **Beschikking van de Commissie van 20 mei 1998 betreffende mogelijke staatssteun van Duitsland voor de verwerking en de afzet van landbouwproducten in Duitsland op grond van bestaande regionale steunregelingen (kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 1712)**

1999/184/EGKS :

* **Beschikking van de Commissie van 29 juli 1998 betreffende steunmaatregelen van Duitsland ten behoeve van de ondernemingen Sophia Jacoba GmbH en Preussag Anthrazit GmbH voor 1996 en 1997 (kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 2476)**

1999/185/EG, EGKS, Euratom :

* **Besluit van de Commissie van 5 februari 1999 tot wijziging van de aanpassingscoëfficiënten die met ingang van 1 februari, 1 maart, 1 april, 1 mei en 1 juni 1998 van toepassing zijn op de bezoldigingen van de ambtenaren van de Europese Gemeenschappen die zijn tewerkgesteld in derde landen (kennisgeving geschied onder nummer C(1999) 458)**

L 61 10 maart 1999

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

Verordening (EG) nr. 513/1999 van de Commissie van 9 maart 1999 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit

* Verordening (EG) nr. 514/1999 van de Commissie van 9 maart 1999 betreffende de verkoop, tegen vooraf vastgestelde prijzen voor uitvoer naar bepaalde derde landen, van rundvlees uit de voorraden van bepaalde interventiebureaus

* Verordening (EG) nr. 515/1999 van de Commissie van 9 maart 1999 betreffende de verkoop, tegen vooraf forfaitair vastgestelde prijzen, van rundvlees uit de voorraden van bepaalde interventiebureaus voor verwerking in de Gemeenschap

* Verordening (EG) nr. 516/1999 van de Commissie van 9 maart 1999 houdende indeling van bepaalde goederen in de gecombineerde nomenclatuur

- * Règlement (CE) n° 517/1999 de la Commission, du 9 mars 1999, relatif au classement de certaines marchandises dans la nomenclature combinée
- * Règlement (CE) n° 518/1999 de la Commission, du 9 mars 1999, dérogeant au règlement (CE) n° 504/97 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 2201/96 du Conseil en ce qui concerne la date limite de signature des contrats préliminaires pour la campagne 1999/2000
- * Règlement (CE) n° 519/1999 de la Commission, du 9 mars 1999, modifiant le règlement (CE) n° 293/98 en ce qui concerne les faits générateurs applicables aux fonds opérationnels des organisations de producteurs du secteur des fruits et légumes ainsi qu'à l'aide au stockage des raisins secs et des figes sèches
- * Règlement (CE) n° 520/1999 de la Commission, du 9 mars 1999, modifiant le règlement (CE) n° 2486/98 ouvrant la distillation préventive visée à l'article 38 du règlement (CEE) n° 822/87 du Conseil pour la campagne 1998/1999

Règlement (CE) n° 521/1999 de la Commission, du 9 mars 1999, modifiant le règlement (CE) n° 2/1999 et portant à 86 006 tonnes l'adjudication permanente pour l'exportation de seigle détenu par l'organisme d'intervention danois

Règlement (CE) n° 522/1999 de la Commission, du 9 mars 1999, concernant la délivrance de certificats d'importation pour les aulx originaires de Chine

Règlement (CE) n° 523/1999 de la Commission, du 9 mars 1999, déterminant dans quelle mesure les demandes de certificats d'exportation dans le secteur de la viande de volaille peuvent être acceptées

II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Commission

1999/186/CE :

- * Décision de la Commission, du 3 février 1999, écartant du financement communautaire certaines dépenses effectuées par les États membres au titre du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), section « garantie » (notifiée sous le numéro C(1999) 208)

1999/187/CE :

- * Décision de la Commission, du 3 février 1999, relative à l'apurement des comptes des États membres au titre des dépenses financées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « garantie », pour l'exercice 1995 (notifiée sous le numéro C(1999) 209)

Rectificatifs

- * Rectificatif au règlement (CE) n° 2820/98 du Conseil du 21 décembre 1998 portant application d'un schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées pour la période du 1^{er} juillet 1999 au 31 décembre 2001 (JO L 357 du 30.12.1998)

- * Rectificatif au règlement (CE) n° 377/1999 de la Commission du 19 février 1999 déterminant, pour les États membres et pour la campagne 1998, la perte de revenu et le montant de la prime payable par brebis et par chèvre et le versement de l'aide spécifique à l'élevage ovin et caprin dans certaines zones défavorisées de la Communauté (JO L 46 du 20.2.1999)

L 62

11 mars 1999

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

Règlement (CE) n° 524/1999 de la Commission, du 10 mars 1999, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

Règlement (CE) n° 525/1999 de la Commission, du 10 mars 1999, fixant les prix représentatifs et les montants des droits additionnels à l'importation des mélasses dans le secteur du sucre

Règlement (CE) n° 526/1999 de la Commission, du 10 mars 1999, modifiant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état

Règlement (CE) n° 527/1999 de la Commission, du 10 mars 1999, fixant le montant maximal de la restitution à l'exportation de sucre blanc pour la trentième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CE) n° 1574/98

- * Règlement (CE) n° 528/1999 de la Commission, du 10 mars 1999, arrêtant les mesures visant à l'amélioration de la qualité de la production oléicole

- * Verordening (EG) nr. 517/1999 van de Commissie van 9 maart 1999 houdende indeling van bepaalde goederen in de gecombineerde nomenclatuur

- * Verordening (EG) nr. 518/1999 van de Commissie van 9 maart 1999 houdende afwijking van Verordening (EG) nr. 504/97 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 2201/96 van de Raad wat betreft de uiterste datum voor de ondertekening van de voorcontracten voor het verkoopseizoen 1999/2000

- * Verordening (EG) nr. 519/1999 van de Commissie van 9 maart 1999 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 293/98 wat betreft de ontstaansfeiten voor de actiefondsen van de telersverenigingen in de sector groenten en fruit en voor de steun voor krenten en rozijnen en gedroogde vijgen

- * Verordening (EG) nr. 520/1999 van de Commissie van 9 maart 1999 houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 2486/98 tot opening van de in artikel 38 van Verordening (EEG) nr. 822/87 van de Raad bedoelde preventieve distillatie voor het wijnogstjaar 1998/1999

Verordening (EG) nr. 521/1999 van de Commissie van 9 maart 1999 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 2/1999, teneinde de hoeveelheid waarop de permanente openbare inschrijving voor de uitvoer van rogge uit Deense interventievoorraden betrekking heeft, tot 86 006 ton te verhogen

Verordening (EG) nr. 522/1999 van de Commissie van 9 maart 1999 betreffende de afgifte van invoercertificaten voor knoflook van oorsprong uit China

Verordening (EG) nr. 523/1999 van de Commissie van 9 maart 1999 tot vaststelling van de mate waarin aan de aanvragen voor uitvoercertificaten in de sector slachtpluimvee kan worden voldaan

II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Commissie

1999/186/EG :

- * Beschikking van de Commissie van 3 februari 1999 houdende weigering van communautaire financiering voor bepaalde uitgaven van de lidstaten in het kader van het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL), afdeling Garantie (kennisgeving geschied onder nummer C(1999) 208)

1999/187/EG :

- * Beschikking van de Commissie van 3 februari 1999 betreffende de goedkeuring van de rekeningen die de lidstaten voor het begrotingsjaar 1995 hebben ingediend in verband met de door het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw, afdeling Garantie, gefinancierde uitgaven (kennisgeving geschied onder nummer C(1999) 209)

Rectificaties

- * Rectificatie op Verordening (EG) nr. 377/1999 van de Commissie van 19 februari 1999 tot vaststelling, voor de lidstaten en voor het verkoopseizoen 1998 van het inkomensverlies, het premiebedrag per ooi en per geit en de betaling van de bijzondere steun voor de schapen- en geitenhouderij in bepaalde probleemgebieden in de Gemeenschap (PB L 46 van 20.2.1999)

L 62

11 maart 1999

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

Verordening (EG) nr. 524/1999 van de Commissie van 10 maart 1999 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit

Verordening (EG) nr. 525/1999 van de Commissie van 10 maart 1999 tot vaststelling, voor de sector suiker, van de representatieve prijzen en de bedragen van de aanvullende invoerrechten voor melasse

Verordening (EG) nr. 526/1999 van de Commissie van 10 maart 1999 tot wijziging van de restituties bij uitvoer van witte en ruwe suiker in onveranderde vorm

Verordening (EG) nr. 527/1999 van de Commissie van 10 maart 1999 tot vaststelling van het maximumbedrag van de restitutie bij uitvoer van witte suiker voor de 30e deelinschrijving in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1574/98

- * Verordening (EG) nr. 528/1999 van de Commissie van 10 maart 1999 tot vaststelling van de maatregelen om de kwaliteit van de olijfolieproductie te verbeteren

Règlement (CE) n° 529/1999 de la Commission, du 10 mars 1999, concernant la délivrance de certificats d'importation pour les viandes bovines de haute qualité, fraîches, réfrigérées ou congelées

Verordening (EG) nr. 529/1999 van de Commissie van 10 maart 1999 betreffende de afgifte van invoercertificaten voor vers, gekoeld of bevroren rundvlees van hoge kwaliteit

L 63 12 mars 1999

Actes adoptés en application du titre V du traité sur l'Union européenne

L 63 12 maart 1999

Besluiten aangenomen krachtens titel V van het Verdrag betreffende de Europese Unie

1999/189/PESC :

* **Action commune, du 9 mars 1999, adoptée par le Conseil sur la base de l'article J.3 du traité sur l'Union européenne, relative à la contribution de l'Union européenne au rétablissement d'une force de police viable en Albanie**

1999/189/GBVB :

* **Gemeenschappelijk optreden van 9 maart 1999 vastgesteld door de Raad op grond van artikel J.3 van het Verdrag betreffende de Europese Unie betreffende een bijdrage van de Europese Unie tot het opnieuw opzetten van een levensvatbare politiedienst in Albanie**

1999/190/PESC :

* **Décision du Conseil, du 9 mars 1999, adoptée sur la base de l'article J.4, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne, concernant la mise en uvre de l'action commune relative à la contribution de l'Union européenne au rétablissement d'une force de police viable en Albanie**

1999/190/GBVB :

* **Besluit van de Raad van 9 maart 1999 aangenomen op basis van artikel J.4, lid 2, van het Verdrag betreffende de Europese Unie betreffende de uitvoering van het gemeenschappelijk optreden inzake de bijdrage van de Europese Unie tot het opnieuw opzetten van een levensvatbare politiedienst in Albanie**

1999/191/PESC :

* **Décision du Conseil, du 9 mars 1999, complétant l'action commune 95/545/PESC adoptée par le Conseil sur la base de l'article J. 3 du traité sur l'Union européenne, relative à la participation de l'Union dans les structures de mise en uvre de l'accord de paix pour la Bosnie-Herzégovine**

1999/191/GBVB :

* **Besluit van de Raad van 9 maart 1999 houdende aanvulling van het door de Raad op grond van artikel J.3 van het Verdrag betreffende de Europese Unie vastgestelde Gemeenschappelijk Optreden 95/545/GBVB, ten aanzien van de deelneming van de Europese Unie aan de structuren voor de tenuitvoerlegging van het vredesakkoord voor Bosnië-Herzegovina**

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

* **Règlement (CE) n° 530/1999 du Conseil, du 9 mars 1999, relatif aux statistiques structurelles sur les salaires et le coût de la main-d'œuvre**

* **Verordening (EG) nr. 530/1999 van de Raad van 9 maart 1999 betreffende structuurstatistieken van lonen en loonkosten**

Règlement (CE) n° 531/1999 de la Commission, du 11 mars 1999, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

Verordening (EG) nr. 531/1999 van de Commissie van 11 maart 1999 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit

Règlement (CE) n° 532/1999 de la Commission, du 11 mars 1999, fixant les restitutions à l'exportation dans le secteur du lait et des produits laitiers

Verordening (EG) nr. 532/1999 van de Commissie van 11 maart 1999 tot vaststelling van de restituties bij uitvoer in de sector melk en zuivelproducten

Règlement (CE) n° 533/1999 de la Commission, du 11 mars 1999, relatif à l'ouverture d'une adjudication permanente pour la vente de blé tendre panifiable détenu par l'organisme d'intervention allemand et destiné à être exporté vers certains États ACP au cours de la campagne 1998/1999

Verordening (EG) nr. 533/1999 van de Commissie van 11 maart 1999 inzake de opening van een permanente openbare inschrijving voor de verkoop van zachte tarwe van bakkwaliteit uit de voorraden van het Duitse interventiebureau voor uitvoer naar sommige ACS-landen gedurende het verkoopseizoen 1998/1999

* **Règlement (CE) n° 534/1999 de la Commission, du 11 mars 1999, fixant les plafonds du financement des actions pour l'amélioration de la qualité de la production oléicole pour le cycle de production 1999/2000**

* **Verordening (EG) nr. 534/1999 van de Commissie van 11 maart 1999 tot vaststelling van de plafonds voor de financiering van de acties ter verbetering van de kwaliteit van de olijfolieproductie voor de productiecycclus 1999/2000**

Règlement (CE) n° 535/1999 de la Commission, du 11 mars 1999, fixant les restitutions applicables à l'exportation des céréales, des farines et des gruaux et semoules de froment ou de seigle

Verordening (EG) nr. 535/1999 van de Commissie van 11 maart 1999 tot vaststelling van de restituties bij uitvoer voor granen en meel, gries en griesmeel van tarwe of van rogge

Règlement (CE) n° 536/1999 de la Commission, du 11 mars 1999, relatif aux offres communiquées pour l'exportation de seigle dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 1746/98

Verordening (EG) nr. 536/1999 van de Commissie van 11 maart 1999 betreffende de offertes voor de uitvoer van rogge die zijn meegedeeld in het kader van de openbare inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1746/98

Règlement (CE) n° 537/1999 de la Commission, du 11 mars 1999, fixant la restitution maximale à l'exportation de blé tendre dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 1079/98

Verordening (EG) nr. 537/1999 van de Commissie van 11 maart 1999 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van zachte tarwe in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1079/98

Règlement (CE) n° 538/1999 de la Commission, du 11 mars 1999, fixant la restitution maximale à l'exportation d'avoine dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2007/98

Verordening (EG) nr. 538/1999 van de Commissie van 11 maart 1999 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van haver in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 2007/98

Règlement (CE) n° 539/1999 de la Commission, du 11 mars 1999, fixant l'abattement maximal du droit à l'importation de maïs dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2850/98

Verordening (EG) nr. 539/1999 van de Commissie van 11 maart 1999 tot vaststelling van de maximumverlaging van het recht bij invoer van maïs in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 2850/98

Règlement (CE) n° 540/1999 de la Commission, du 11 mars 1999, fixant la restitution maximale à l'exportation de blé tendre dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2004/98

Verordening (EG) nr. 540/1999 van de Commissie van 11 maart 1999 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van zachte tarwe in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 2004/98

Règlement (CE) n° 541/1999 de la Commission, du 11 mars 1999, fixant la restitution maximale à l'exportation d'orge dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 1078/98

Verordening (EG) nr. 541/1999 van de Commissie van 11 maart 1999 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van gerst in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1078/98

II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Conseil

1999/194/EC :

* **Décision du Conseil, du 22 février 1999, concernant la conclusion de l'accord-cadre de coopération entre la Communauté économique européenne et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama**

Accord-cadre de coopération entre la Communauté économique européenne et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama

Information concernant la date d'entrée en vigueur de l'accord-cadre de coopération entre la Communauté économique européenne et les républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama

Commission

1999/195/CE :

* **Décision de la Commission, du 1^{er} juillet 1998, concernant des aides que l'Italie a déjà accordées ou envisage d'accorder à Keller SpA et à Keller Meccanica SpA (notifiée sous le numéro C(1998) 2047)** (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1999/196/CECA :

* **Décision de la Commission, du 14 juillet 1998, relative aux garanties accordées à Eisen- und Stahlwalzwerke Rötzel GmbH (notifiée sous le numéro C(1998) 2369)** (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1999/197/CE :

* **Décision de la Commission, du 22 juillet 1998, concernant l'augmentation de capital notifiée d'Air France (notifiée sous le numéro C(1998) 2404)** (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

L 64

12 mars 1999

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

...

II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Conseil

1999/167/CE :

* **Décision du Conseil, du 25 janvier 1999, arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration dans le domaine Qualité de la vie et gestion des ressources du vivant (1998-2002)**

1999/168/CE :

* **Décision du Conseil, du 25 janvier 1999, arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration Société de l'information conviviale (1998-2002)**

1999/169/CE :

* **Décision du Conseil, du 25 janvier 1999, arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration dans le domaine Croissance compétitive et durable (1998-2002)**

1999/170/CE :

* **Décision du Conseil, du 25 janvier 1999, arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration Énergie, environnement et développement durable (1998-2002)**

1999/171/CE :

* **Décision du Conseil, du 25 janvier 1999, arrêtant un programme spécifique intitulé Affirmer le rôle international de la recherche communautaire (1998-2002)**

1999/172/CE :

* **Décision du Conseil, du 25 janvier 1999, arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration dans le domaine Promotion de l'innovation et encouragement de la participation des PME (1998-2002)**

1999/173/CE :

* **Décision du Conseil, du 25 janvier 1999, arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration dans le domaine Accroître le potentiel humain de recherche et la base de connaissances socio-économiques (1998-2002)**

II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Raad

1999/194/EG :

* **Besluit van de Raad van 22 februari 1999 met betrekking tot de sluiting van de raamovereenkomst inzake samenwerking tussen de Europese Economische Gemeenschap en de republieken Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua en Panama**

Kaderovereenkomst inzake samenwerking tussen de Europese Economische Gemeenschap en de republieken Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua en Panama

Informatie over de datum van inwerkingtreding van de raamovereenkomst voor samenwerking tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republieken Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua en Panama

Commissie

1999/195/EG :

* **Beschikking van de Commissie van 1 juli 1998 betreffende door Italië reeds verleende of te verlenen steun ten gunste van Keller SpA en Keller Meccanica SpA (kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 2047)** (Voor de EER relevante tekst)

1999/196/EGKS :

* **Beschikking van de Commissie van 14 juli 1998 betreffende borgtochten voor Eisen- und Stahlwalzwerke Rötzel GmbH (kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 2369)** (Voor de EER relevante tekst)

1999/197/EG :

* **Beschikking van de Commissie van 22 juli 1998 betreffende de aangekondigde kapitaalverhoging van Air France (kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 2404)** (Voor de EER relevante tekst)

L 64

12 maart 1999

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

...

II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Raad

1999/167/EG :

* **Beschikking van de Raad van 25 januari 1999 tot vaststelling van een specifiek programma voor onderzoek, technologische ontwikkeling en demonstratie op het gebied van Kwaliteit van het bestaan en beheer van de biologische hulpbronnen (1998-2002)**

1999/168/EG :

* **Beschikking van de Raad van 25 januari 1999 tot vaststelling van een specifiek programma voor onderzoek, technologische ontwikkeling en demonstratie op het gebied van Een gebruikersvriendelijke informatiemaatschappij (1998-2002)**

1999/169/EG :

* **Beschikking van de Raad van 25 januari 1999 tot vaststelling van een specifiek programma voor onderzoek, technologische ontwikkeling en demonstratie op het gebied van een concurrerende en duurzame groei (1998-2002)**

1999/170/EG :

* **Beschikking van de Raad van 25 januari 1999 tot vaststelling van een specifiek programma voor onderzoek, technologische ontwikkeling en demonstratie op het gebied van Energie, milieu en duurzame ontwikkeling (1998-2002)**

1999/171/EG :

* **Beschikking van de Raad van 25 januari 1999 tot vaststelling van een specifiek programma ter bevestiging van de internationale rol van het communautaire onderzoek (1998-2002)**

1999/172/EG :

* **Beschikking van de Raad van 25 januari 1999 tot vaststelling van een specifiek programma voor onderzoek, technologische ontwikkeling en demonstratie op het gebied van Bevordering van innovatie en stimulering van deelneming van het MKB (1998-2002)**

1999/173/EG :

* **Beschikking van de Raad van 25 januari 1999 tot vaststelling van een specifiek programma voor onderzoek, technologische ontwikkeling en demonstratie op het gebied van Verhoging van het menselijk onderzoekspotentieel en verdieping van de fundamentele kennis op sociaal-economisch gebied (1998-2002)**

1999/174/CE :

* **Décision du Conseil, du 25 janvier 1999, arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique, y compris de démonstration, à mettre en œuvre au moyen d'actions directes par le Centre commun de recherche pour la Communauté européenne (1998-2002)**

1999/175/Euratom :

* **Décision du Conseil, du 25 janvier 1999, arrêtant un programme (Euratom) en matière de recherche et d'enseignement dans le domaine de l'énergie nucléaire (1998-2002)**

1999/176/Euratom :

* **Décision du Conseil, du 25 janvier 1999, arrêtant un programme spécifique de recherche et d'enseignement à mettre en œuvre au moyen d'actions directes par le Centre commun de recherche pour la Communauté européenne de l'énergie atomique (1998-2002)**

1999/174/EG :

* **Beschikking van de Raad van 25 januari 1999 tot vaststelling van een specifiek programma voor onderzoek, technologische ontwikkeling en demonstratie uit te voeren door middel van eigen werkzaamheden door het Gemeenschappelijk Centrum voor onderzoek voor de Europese Gemeenschap (1998-2002)**

1999/175/Euratom :

* **Beschikking van de Raad van 25 januari 1999 tot vaststelling van een Euratom-programma voor onderzoek en onderwijs op het gebied van kernenergie (1998-2002)**

1999/176/Euratom :

* **Beschikking van de Raad van 25 januari 1999 tot vaststelling van een specifiek programma voor onderzoek en onderwijs, uit te voeren door middel van eigen werkzaamheden door het Gemeenschappelijk Centrum voor onderzoek voor de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie (1998-2002)**

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE ÉTRÉRIEUR
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT**

[99/15078]

**Fonction de directeur général de l'Office belge du Commerce extérieur
Appel aux candidat(e)s**

Le statut du personnel, comme repris dans les annexes à l'arrêté du Régent du 15 mai 1949, publié au *Moniteur belge* du 12 mars 1993, est applicable.

1. La fonction du directeur général de l'Office belge du Commerce extérieur consiste, entre autres, à :

- assurer la gestion quotidienne de l'Office;
- exercer la mission telle que décrite dans la loi du 24 juin 1997, plus particulièrement l'article 5;
- entretenir, tant en Belgique qu'à l'étranger, des contacts avec des responsables du commerce extérieur des secteurs publics et privés;

- siéger dans des institutions et organismes actifs en matière de commerce extérieur ou y représenter l'Office;
- entreprendre toute action qui favorise le commerce extérieur de la Belgique.

La rémunération de base est fixée au rang 16, augmentée des indemnités légales et réglementaires.

2. Introduction des candidatures :

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont invité(e)s à faire parvenir leur candidature par lettre recommandée à M. le Ministre chargé du Commerce extérieur, rue des Petits Carmes 15, 1000 Bruxelles, avec la mention explicite « Candidature directeur général OBCE », dans un délai de dix jours ouvrables, prenant cours le premier jour ouvrable qui suit la publication du présent avis au *Moniteur belge*.

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

[99/15078]

**Functie van directeur-generaal van de Belgische Dienst
voor de Buitenlandse Handel. — Oproep tot de kandidaten**

Het statuut van het personeel, zoals opgenomen in de bijlagen van het besluit van de Regent van 15 mei 1949, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 12 maart 1993, is van toepassing.

1. De Directeur-generaal van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel bekleedt een functie welke ondermeer inhoudt :

- voorzien in het dagelijks bestuur van de Dienst;
- het uitvoeren van de opdracht zoals beschreven in de wet van 24 juni 1997, meer bepaald artikel 5;
- het onderhouden van contacten zowel in België als in het buitenland met verantwoordelijken inzake buitenlandse handel in de publieke en private sector;

- zetelen in instellingen en organismen betreffende buitenlandse handel of de Dienst in deze vertegenwoordigen;

- alle daden stellen waardoor de Belgische buitenlandse handel wordt bevorderd.

De basisbezoldiging is vastgesteld in de weddeschaal 16, verhoogd met de wettelijke en reglementaire vergoedingen.

2. Indienen van de kandidaturen :

De geïnteresseerde kandidaten worden verzocht hun kandidatuur per aangetekend schrijven over te maken aan de heer Minister belast met Buitenlandse Handel, Karmelietenstraat 15, 1000 Brussel, met de expliciete vermelding « Kandidatuur directeur-generaal BDBH », binnen een termijn van tien werkdagen met ingang van de eerste werkdag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

[C - 99/00218]

30 MARS 1999. — Circulaire relative au droit de vote des Belges résidant à l'étranger pour l'élection des Chambres législatives fédérales et à l'établissement, en prévision des élections du 13 juin 1999, de la liste de ces électeurs, visée à l'article 11, § 2, du Code électoral, rétabli par la loi du 18 décembre 1998

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins,

Pour information :

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de province;

A Madame le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;

A Mesdames et Messieurs les Commissaires d'arrondissement,

Mesdames, Messieurs,

Je vous invite à vous référer :

1. au *Moniteur belge* du 31 décembre 1998 (2ème édition) qui a publié la loi du 18 décembre 1998 modifiant le Code électoral en vue d'octroyer le droit de vote aux Belges établis à l'étranger pour l'élection des Chambres législatives fédérales;

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 99/00218]

30 MAART 1999. — Omzendbrief betreffende het stemrecht van de Belgen die in het buitenland verblijven, voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers, en betreffende de opstelling, voor de verkiezingen van 13 juni 1999, van de lijst van die kiezers die bedoeld wordt in artikel 11, § 2, van het Kieswetboek, hersteld door de wet van 18 december 1998

Aan mevrouwen en de heren Burgemeesters en Schepenen,

Ter informatie :

Aan mevrouw en de heren Provinciegouverneurs;

Aan mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad;

Aan mevrouwen en de heren Arrondissementscommissarissen,

Geachte mevrouwen, geachte heren,

Ik verwijs u hierbij :

1. naar het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1998 (tweede editie) waarin de wet van 18 december 1998 tot wijziging van het Kieswetboek om het stemrecht toe te kennen aan de Belgen die gevestigd zijn in het buitenland, voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers, bekendgemaakt is;

2. au *Moniteur belge* du 10 février 1999 qui a publié les arrêtés royaux du 5 février 1999 pris en exécution de la loi ci-dessus visée sous 1 ainsi qu'une circulaire portant la même date y ayant trait;

3. au *Moniteur belge* du 31 mars 1999 qui a publié la loi du 23 mars 1999 relative à l'établissement de la liste des électeurs belges établis à l'étranger pour l'élection des Chambres législatives fédérales.

*
* *

Aux termes de l'article 10, § 3, du Code électoral, y inséré par la loi du 18 décembre 1998 réglant les élections simultanées ou rapprochées pour les Chambres législatives fédérales, le Parlement européen et les Conseils de Région et de Communauté (2ème édition du *Moniteur belge* du 31 décembre 1998), la liste des électeurs belges dressée pour l'élection du Parlement européen tient lieu de liste des électeurs pour l'élection des Chambres législatives fédérales lorsque l'élection pour ces dernières assemblées a lieu à la même date que celle fixée pour le renouvellement du Parlement européen, ce qui sera le cas le 13 juin prochain.

Par ailleurs, l'article 11, § 2, du Code électoral, tel qu'il a été rétabli par la loi du 18 décembre 1998 ci-dessus visée sous 1, fait obligation au collège des bourgmestre et échevins de chaque commune, lorsqu'il arrête la liste des électeurs pour la Chambre et le Sénat, conformément à l'article 10 précité du même Code, de dresser distinctement, c'est-à-dire sur un document séparé, la liste des électeurs belges établis à l'étranger et inscrits dans le registre des électeurs visé au § 1^{er} dudit article 11.

Etant donné qu'en prévision des élections du 13 juin prochain, la liste des électeurs pour le Parlement européen sera arrêtée à la date du 1^{er} avril 1999 conformément à l'article 3 de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, la liste des électeurs belges établis à l'étranger pour la Chambre et le Sénat devrait elle aussi, en principe, être arrêtée à la date du 1^{er} avril 1999.

Toutefois, la loi ci-dessus visée sous 3 dispose, par dérogation à l'article 11, § 2, précité du Code électoral, qu'à titre exceptionnel, pour les seules élections législatives fédérales qui suivront son entrée en vigueur, c'est-à-dire exclusivement pour l'élection de la Chambre et du Sénat qui aura lieu le 13 juin 1999, la liste des électeurs belges établis à l'étranger et inscrits au registre des électeurs visé à l'article 11, § 1^{er}, du Code électoral sera arrêtée non pas le 1^{er} avril 1999 mais le quarantième jour précédant celui de l'élection, c'est-à-dire à la date du mardi 4 mai 1999.

Ainsi que cela ressort des travaux préparatoires, cette disposition dérogatoire vise à favoriser la participation des Belges établis à l'étranger aux élections législatives fédérales du 13 juin prochain. Les Belges résidant à l'étranger ne peuvent être inscrits au registre des électeurs visé à l'article 11, § 1^{er}, du Code électoral que lorsque leur demande d'agrément en qualité d'électeur, dûment complétée et signée tant par eux-mêmes que par l'électeur qu'ils ont désigné en qualité de mandataire à l'effet de voter en leur nom, est parvenue, via le Ministère des Affaires étrangères et le Ministère de la Justice, à la commune où ils ont résidé en dernier lieu avant de s'établir à l'étranger, ou, s'ils n'ont jamais résidé en Belgique, à la commune de résidence du mandataire qu'ils ont désigné en ladite qualité à l'effet de voter en leur nom.

Le législateur a voulu exceptionnellement postposer au quarantième jour précédant celui des élections l'établissement de la liste des électeurs belges établis à l'étranger, de façon qu'un plus grand nombre de ces Belges puissent exprimer un vote par procuration, le 13 juin prochain, pour l'élection de la Chambre des Représentants et du Sénat.

2. naar het *Belgisch Staatsblad* van 10 februari 1999 waarin de koninklijke besluiten van 5 februari 1999 bekendgemaakt zijn, die genomen zijn ter uitvoering van de onder 1 vermelde wet, evenals een omzendbrief van dezelfde datum die daarop betrekking heeft;

3. naar het *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1999 waarin de wet van 23 maart 1999 betreffende de opstelling van de lijst van de Belgische kiezers die in het buitenland gevestigd zijn voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers, bekendgemaakt is.

*
* *

Krachtens artikel 10, § 3, van het Kieswetboek, daarin ingevoegd bij de wet van 18 december 1998 tot regeling van de gelijktijdige of kort opeenvolgende verkiezingen voor de federale Wetgevende Kamers, het Europees Parlement en de Gewest- en Gemeenschapsraden (tweede editie van het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1998), vervangt de lijst van de Belgische kiezers, die opgemaakt is voor de verkiezing van het Europees Parlement, de kiezerslijst voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers, wanneer de verkiezing voor die vergaderingen op dezelfde datum plaatsvindt als de datum die vastgesteld is voor de vernieuwing van het Europees Parlement, wat het geval zal zijn op 13 juni eerstkomende.

Bovendien verplicht artikel 11, § 2, van het Kieswetboek, zoals het hersteld is bij de wet van 18 december 1998 die bedoeld wordt in 1, het college van burgemeester en schepenen van elke gemeente, wanneer het de kiezerslijst voor de Kamer en de Senaat opstelt overeenkomstig het voormelde artikel 10 van hetzelfde Wetboek, ertoe apart, dat wil zeggen op een afzonderlijk document, de lijst op te stellen van de Belgische kiezers die in het buitenland gevestigd zijn en ingeschreven zijn in het register van de kiezers bedoeld in § 1 van dat artikel 11.

Aangezien de kiezerslijst voor het Europese Parlement, voor de verkiezingen van 13 juni eerstkomende, opgesteld zal worden op 1 april 1999 overeenkomstig artikel 3 van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement, zou de lijst van de Belgische kiezers die in het buitenland gevestigd zijn, voor de Kamer en de Senaat in principe ook op 1 april 1999 opgesteld moeten worden.

De onder 3 bedoelde wet bepaalt echter, in afwijking van het voormelde artikel 11, § 2, van het Kieswetboek, dat de lijst van Belgische kiezers die in het buitenland gevestigd zijn en ingeschreven zijn in het kiezersregister dat bedoeld wordt in artikel 11, § 1, van het Kieswetboek, uitzonderlijk, enkel voor de parlementsverkiezingen die volgen op de inwerkingtreding ervan, dat wil zeggen uitsluitend voor de verkiezing van de Kamer en de Senaat die zal plaatsvinden op 13 juni 1999, niet op 1 april 1999 maar op de veertigste dag vóór die verkiezing, namelijk op dinsdag 4 mei 1999 opgesteld zal worden.

Zoals blijkt uit de voorbereidende werken, strekt deze afwijkende bepaling ertoe de deelname van de in het buitenland gevestigde Belgen aan de parlementsverkiezingen van 13 juni eerstkomende te bevorderen. De in het buitenland verblijvende Belgen kunnen uitsluitend ingeschreven zijn in het kiezersregister dat bedoeld wordt in artikel 11, § 1, van het Kieswetboek als hun aanvraag tot erkenning als kiezer, naar behoren ingevuld en ondertekend door henzelf en door de kiezer die zij als gemachtigde aangewezen hebben om in hun naam te stemmen, via het Ministerie van Buitenlandse Zaken en het Ministerie van Justitie, toegekomen is bij de gemeente waar zij het laatst verbleven hebben alvorens zich in het buitenland te vestigen, of, als zij nooit in België verbleven hebben, bij de gemeente van verblijfplaats van de gemachtigde die zij in die hoedanigheid aangewezen hebben om in hun naam te stemmen.

De wetgever heeft de opstelling van de lijst van de in het buitenland gevestigde Belgische kiezers uitzonderlijk willen uitstellen tot de veertigste dag vóór de dag van de verkiezingen, zodat een groter aantal van die Belgen op 13 juni eerstkomende hun stem bij volmacht kunnen uitbrengen voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat.

Il en résulte que les Belges de l'étranger qui auront été inscrits au registre des électeurs visé à l'article 11, § 1^{er}, du Code électoral jusqu'au 4 mai plutôt que jusqu'au 1^{er} avril pourront effectivement exprimer leur suffrage de cette manière, le 13 juin prochain, pour l'élection desdites assemblées.

J'invite les collègues des bourgmestres et échevins à être spécialement attentifs à cette importante dérogation et à en signaler la teneur aux mandataires désignés en cette qualité à l'effet de voter au nom d'un Belge établi à l'étranger, lorsqu'ils se présentent à l'administration communale munis de la procuration pour solliciter la certification sur celle-ci du lien de parenté ou d'alliance qui les unit à leur mandant établi à l'étranger.

Je prie Madame et Messieurs les Gouverneurs de province de vouloir bien faire référence à la présente circulaire dans la prochaine édition du Mémorial administratif et d'y mentionner la date à laquelle elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 mars 1999.

Le Ministre,
L. Van Den Bossche.

Dat heeft als gevolg dat de Belgen in het buitenland die ingeschreven zullen zijn in het kiezersregister dat bedoeld wordt in artikel 11, § 1, van het Kieswetboek, tot 4 mei in plaats van tot 1 april, daadwerkelijk op 13 juni eerstkomende hun stem zullen kunnen uitbrengen op die manier, voor de verkiezing van de voormelde vergaderingen.

Ik verzoek de colleges van burgemeesters en schepenen bijzonder aandachtig te zijn voor deze belangrijke afwijking, en de inhoud daarvan mee te delen aan de gemachtigden die in die hoedanigheid aangewezen zijn om te stemmen in naam van een in het buitenland gevestigde Belg, wanneer zij zich aanmelden bij het gemeentebestuur met de volmacht om de echtverklaring daarop te vragen van de familieband of verwantschap die hen met hun in het buitenland gevestigde volmachtgever verbindt.

Ik verzoek mevrouw en de heren Provinciegouverneurs in de volgende uitgave van het Bestuursmemoriaal naar deze omzendbrief te verwijzen, en er de datum in te vermelden waarop deze omzendbrief in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zal zijn.

Brussel, 30 maart 1999.

De Minister,
L. Van Den Bossche.

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

Institutions régionales — Gewestelijke instellingen

ASSEMBLEE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE BRUXELLES-CAPITALE

[99/31168]

Séance plénière

(Salle des séances plénières — Maison des Parlementaires)

Ordre du jour

Vendredi 2 avril 1999, à 9 h 30 m

1. Communications.

2. Projet de décret portant approbation de l'Accord de coopération relatif à la coordination et à la gestion des aides octroyées par la Commission européenne dans le domaine des ressources humaines et à la création de l'« Agence Fonds social européenne », conclu à Bruxelles le 2 septembre 1998 entre le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale.

Rapporteuse : Mme Caroline Persoons.

Discussion générale.

Examen des articles.

3. Proposition de décret modifiant le décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socio-professionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socio-professionnelle, déposée par MM. Michel Lemaire et Denis Grimberghs.

Rapporteur : M. Mohamed Daif.

Discussion générale (art. 64.2 du Règlement).

4. Proposition de résolution relative à la Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales, déposée par Mme Caroline Persoons et consorts.

Rapporteur : M. Jean-Pierre Cornelissen.

Discussion générale.

5. Interpellations :

de M. Michel Lemaire à M. Hervé Hasquin, président du Collège chargé de la coordination de la politique du Collège, et à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la culture, relative au risque d'une certaine dérive francophonisante de la Commission communautaire française, et

interpellation jointe de Mme Huytebroeck à M. Hervé Hasquin, président du Collège chargé de la coordination de la politique du Collège, et à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la culture, relative aux coopérations avec les Bruxellois et associations néerlandophones, la Vlaamse Gemeenschapscommissie et encouragement d'opérations bilingues.

6. Questions orales :

de Mme Evelyne Huytebroeck à M. Charles Picqué, membre du Collège chargé de l'aide aux personnes, concernant les personnes handicapées engagées par les C.P.A.S.;

de Mme Françoise Schepmans à M. Charles Picqué, membre du Collège chargé de l'aide aux personnes, relative à la reconversion de lits de maisons de repos en lits de maisons de repos et de soins à l'horizon 2002;

de Mme Evelyne Huytebroeck à M. Charles Picqué, membre du Collège chargé de l'aide aux personnes, concernant les institutions et services pour personnes handicapées.

Questions d'actualité :

fixées à 12 h 15 m.

(Conformément à l'article 87 du règlement, les questions d'actualité doivent parvenir au président au plus tard à 9 heures).

Votes :

à partir de 12 h 30 m.

[99/3167]

Réunion publique de commission

(Maison des Parlementaires — Salle 1)

Judi 1er avril 1999, à 12 heures

Ordre du jour

Commission mixte de concertation entre l'Assemblée de la Commission communautaire française et les milieux de population d'origine étrangère de la Région de Bruxelles-Capitale

1. Formation professionnelle.

Rapporteurs : MM. Mohamed Daïf et Rachid Souissi.

Examen d'une proposition de texte.

2. Divers.

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)
Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)

Gemeente Dentergem

Bijzonder plan van aanleg — Bericht van onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen brengt ter kennis, overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 van het besluit van de Vlaamse regering van 22 oktober 1996 en latere wijzigingen, dat de gedeeltelijke herziening van het B.P.A. nr. 2B Nieuwstraat & Sportveld, Dentergem/Oeselgem, opgemaakt overeenkomstig de wettelijke bepalingen, en door de gemeenteraad voorlopig aangenomen in zitting van 11 maart 1999, op het gemeentehuis, dienst ruimtelijke ordening, voor eenieder ter inzage ligt vanaf 8 april 1999 tot en met 7 mei 1999, op alle werkdagen van 9 tot 12 uur, en van 14 tot 17 uur.

Al wie omtrent dit plan opmerkingen of bezwaren te maken heeft moet dit schriftelijk aan het college van burgemeester en schepenen laten geworden uiterlijk op 7 mei 1999, om 15 uur.

Dentergem, 31 maart 1999. (6650)

Provincie Vlaams-Brabant

Gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse
Gedeeltelijke herziening te Zaventem — Bericht van onderzoek

De gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant maakt bekend dat, krachtens de bepalingen van artikel 11 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, het ontwerp-plan tot gedeeltelijke herziening van het gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse, zoals voorlopig vastgesteld bij besluit van de Vlaamse regering van 23 juli 1998 (*Belgisch Staatsblad* van 22 oktober 1998) en betrekking hebbend op het grondgebied van Zaventem (kaartbladen 31/3-31/4), voor iedereen ter inzage ligt in het gemeentehuis van de gemeenten waarvan het grondgebied geheel of gedeeltelijk binnen de grenzen van het gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse ligt, vanaf 19 april 1999 tot en met 17 juni 1999, de eerste vijf dagen van de week, tussen 9 en 12 uur.

De gouverneur maakt eveneens bekend dat er reeds een openbaar onderzoek georganiseerd is geweest voor deze gewestplanwijziging, namelijk van 18 december 1998 tot en met 15 februari 1999, doch omwille van een fout bij het *Belgisch Staatsblad* tijdens de vorige aankondiging, dient de procedure van het openbaar onderzoek hernomen te worden.

De personen die reeds opmerkingen of bezwaren tijdens het vorig openbaar onderzoek hebben ingediend, moeten deze om rechtsgeldig te zijn, opnieuw indienen, waarvoor zijn excuses. De opmerkingen of bezwaren die tijdens het vorig openbaar onderzoek de provincie bereikten, moeten wettelijk als ongeldig beschouwd worden.

De betrokken gemeenten zijn :

Affligem, Asse, Beersel, Bever, Dilbeek, Drogenbos, Galmaarden, Gooik, Grimbergen, Halle, Herne, Hoeilaart, Kampenhout, Kapelle-op-den-bos, Kraainem, Lennik, Liedekerke, Linkebeek, Londerzeel, Machelen, Meise, Merchtem, Opwijk, Overijse, Pepingen, Roosdaal, Sint-Genesius-Rode, Sint-Pieters-Leeuw, Steenokkerzeel, Ternat, Vilvoorde, Wemmel, Wezembeek-Oppem, Zaventem en Zemst.

Hetzelfde ontwerp-plan ligt bovendien gedurende dezelfde termijn voor iedereen ter inzage op de Provinciale Directie van de Administratie voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting, Blijde Inkomstraat 105, te 3000 Leuven.

Eventuele opmerkingen en bezwaren, betrekking hebbend op deze herziening van het gewestplan, dienen vóór het einde van de hierboven vermelde termijn schriftelijk te worden gericht aan de heer gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant, Diestsesteenweg 52, te 3010 Leuven, met op de omslag de vermelding « Gedeeltelijke herziening gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse 3, openbaar onderzoek ».

Leuven, 4 maart 1999. (5442)

Gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse — Gedeeltelijke herziening te Asse, Dilbeek, Halle, Lennik, Londerzeel, Merchtem, Pepingen, Sint-Pieters-Leeuw en Ternat — Bericht van onderzoek

De gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant maakt bekend dat, krachtens de bepalingen van artikel 11 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, het ontwerp-plan tot gedeeltelijke herziening van het gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse, zoals voorlopig vastgesteld bij besluit van de Vlaamse regering van 19 mei 1998 (*Belgisch Staatsblad* van 5 augustus 1998) en betrekking hebbend op het grondgebied van Asse, Dilbeek, Halle, Lennik, Londerzeel, Merchtem, Pepingen, Sint-Pieters-Leeuw en Ternat (kaartbladen 23/2, 23/6, 31/1, 31/2, 31/5, 39/1), voor iedereen ter inzage ligt in het gemeentehuis van de gemeenten waarvan het grondgebied geheel of gedeeltelijk binnen de grenzen van het gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse ligt, vanaf 19 april 1999 tot en met 17 juni 1999, de eerste vijf dagen van de week, tussen 9 en 12 uur.

De gouverneur maakt eveneens bekend dat er reeds een openbaar onderzoek georganiseerd is geweest voor deze gewestplanwijziging, namelijk van 18 december 1998 tot en met 15 februari 1999, doch omwille van een fout bij het *Belgisch Staatsblad* tijdens de vorige aankondiging, dient de procedure van het openbaar onderzoek hernomen te worden.

De personen die reeds opmerkingen of bezwaren tijdens het vorig openbaar onderzoek hebben ingediend, moeten deze om rechtsgeldig te zijn, opnieuw indienen, waarvoor zijn excuses. De opmerkingen of bezwaren die tijdens het vorig openbaar onderzoek de provincie bereikten, moeten wettelijk als ongeldig beschouwd worden.

De betrokken gemeente zijn :

Affligem, Asse, Beersel, Bever, Dilbeek, Drogenbos, Galmaarden, Gooik, Grimbergen, Halle, Herne, Hoeilaart, Kampenhout, Kapelle-op-den-bos, Kraainem, Lennik, Liedekerke, Linkebeek, Londerzeel, Machelen, Meise, Merchtem, Opwijk, Overijse, Pepingen, Roosdaal, Sint-Genesius-Rode, Sint-Pieters-Leeuw, Steenokkerzeel, Ternat, Vilvoorde, Wemmel, Wezembeek-Oppem, Zaventem en Zemst.

Hetzelfde ontwerp-plan ligt bovendien gedurende dezelfde termijn voor iedereen ter inzage op de Provinciale Directie van de Administratie voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting, Blijde Inkomstraat 105, te 3000 Leuven.

Eventuele opmerkingen en bezwaren, betrekking hebbend op deze herziening van het gewestplan, dienen vóór het einde van de hierboven vermelde termijn schriftelijk te worden gericht aan de heer gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant, Diestsesteenweg 52, te 3010 Leuven, met op de omslag de vermelding « Gedeeltelijke herziening gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse 2, openbaar onderzoek ».

Leuven, 4 maart 1999. (5443)

Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

**Constructif, société anonyme,
à 1130 Bruxelles, rue Arthur Maes 59**

Assemblée générale ordinaire rue Fernand Neuray 41, à 1060 Bruxelles, le vendredi 9 avril 1999, à 18 h 30 m. — Ordre du jour : 1. Lecture des rapports du conseil d'administration ainsi que du bilan et du compte de résultats. 2. Approbation du bilan et du compte de résultats au 31 décembre 1998. 3. Affectation des résultats sociaux. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nomination d'un commissaire aux comptes. Les actionnaires souhaitant participer à l'assemblée générale devront faire dépôt de leurs titres au siège social avant le 5 avril 1998. (6536)

**E.L.R. industrielle, société anonyme,
rue d'Elmer 102, 4020 Liège**

R.C. Liège 148176 — T.V.A. 425.892.455

Assemblée générale ordinaire au siège social, le 9 avril 1999, à 10 h 30 m. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer à l'article 28 des statuts. (6537)

**New Consulting, société anonyme,
avenue de Tervueren 242, 1150 Bruxelles**

T.V.A. 422.900.501

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 9 avril 1999, à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. Se conformer aux statuts. (6538)

**International Management Consultants,
en abrégé : « I.M.C. », société anonyme,
avenue Franklin Roosevelt 200, 1050 Bruxelles**

Assemblée générale ordinaire au siège social, le 8 avril 1999, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Ratification de la tenue anticipée de l'assemblée. 2. Lecture des comptes annuels. 3. Adoption des comptes annuels au 31 décembre 1998. 4. Affectation des résultats. 5. Décharge aux administrateurs. (6539)

**Cinaf, société anonyme,
Dieweg 49A, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 552937

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 9 avril 1999, à 20 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation du bilan et du compte de résultats au 31 décembre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (6540)

**Bâtiment et Technique, « Batitec », société anonyme,
Cour des Frénaux 46, 4630 Soumagne**

R.C. Liège 166825 — T.V.A. 436.403.493

MM. les actionnaires sont invités à notre assemblée générale ordinaire du 9 avril 1999, à 20 heures, à notre siège social.

Ordre du jour :

1. Examen des comptes annuels 1998.
2. Affectation du résultat de l'exercice.
3. Décharge aux administrateurs.
4. Nomination d'un nouvel administrateur.
5. Divers.

Pour assister à l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires sont priés de se conformer aux dispositions prévues dans les statuts. (6541)

**Archibel S.A., société anonyme,
rue du Pourrain 73, 5330 Assesse**

R.C. Namur 59601

Le conseil d'administration annonce que la réunion annuelle des actionnaires de la société Archibel S.A. se tiendra le vendredi 9 avril 1999, à 11 heures, au siège social.

Ordre du jour :

1. Approbation des comptes de la société pour l'année 1998.
2. Rapport du conseil d'administration pour l'année 1998.
3. Décharge des administrateurs.
4. Divers.

Pour le conseil d'administration, (signé) Pierre Legrain, président du conseil d'administration. (6542)

**Ecofima, société anonyme,
avenue Louise 164, bte 1, 1050 Bruxelles**

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 9 avril 1999, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Examen et approbation du rapport de gestion. 2. Examen et approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs. 5. Démissions, nominations.
6. Divers.

Il y a lieu de se conformer aux statuts. (6543)

**Menuiserie Olivier, société anonyme,
rue Forville 66, 4560 Clavier**

R.C. Huy 21112

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 9 avril 1999, à 15 heures.

Ordre du jour :

1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998.
2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs.
4. Réélections. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours avant la réunion (article 13 des statuts). (6544)

**« N.V. Immo Fran », naamloze vennootschap,
Zeedijk Albertstrand 452, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 67603

Gezien de buitengewone algemene vergadering van 18 maart 1999 het noodzakelijke aanwezigheidsquorum niet heeft bereikt, nodigen wij u uit deel te nemen aan een tweede buitengewone algemene vergadering, welke zal plaatshebben op donderdag 15 april 1999, om 9 uur, op het kantoor van notaris P. Vandemeulebroecke, te Sint-Martens-Latem, Kortrijksesteenweg 200, met dezelfde dagorde als deze bekendgemaakt in :

Het Laatste Nieuws van 26 februari en 9 maart 1999;

Le Courrier de la Bourse et de la Banque van 26 februari en 9 maart 1999;

het *Belgisch Staatsblad* van 9 maart 1999, onder nr. 4614.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar artikel 30 van de statuten inzake de neerlegging der aandelen. (6545)

**Quintyn, naamloze vennootschap,
Koninginnelaan 26, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 63523 – BTW 429.067.424

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 9 april 1999, te 10 uur, met als dagorde :

1. Verslag van raad van bestuur en artikel 60 G.W.H.V. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (6546)

**Immo Debou, naamloze vennootschap,
Torhoutsesteenweg 40, 8400 Oostende**

H.R. Oostende 48830 – BTW 448.009.247

De gewone vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 9 april 1999, te 11 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag.
2. Behandeling van de jaarrekening.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslag en herbenoeming bestuurders. (6547)

**Unin, naamloze vennootschap,
Eglantierlaan 3, 2020 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 254026 – BTW 429.644.276

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 9 april 1999, te 17 uur. — Dagorde : 1. Verslag bestuurders. 2. Bestemming resultaat. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting van bestuur aan bestuurders. 5. Ontslag en statutaire benoemingen. 6. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (6548)

**Reliana, naamloze vennootschap,
Vestingstraat 74, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 141989 – BTW 404.983.908

De aandeelhouders worden verzocht aanwezig te zijn op de algemene vergadering van zaterdag 10 april 1999, om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor met betrekking tot de jaarvergadering per 31 december 1998.

Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.

Bestemming van het resultaat.

Ontslag bestuurders en benoeming nieuwe bestuurders.

Kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor.

Aandelen neer te leggen vijf dagen vóór de vergadering op de maatschappelijke zetel, Vestingstraat 74, 2018 Antwerpen. (6549)

**Gembel, naamloze vennootschap,
Vestingstraat 74, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 135297 – BTW 404.957.281

De aandeelhouders worden verzocht aanwezig te zijn op de algemene vergadering van zaterdag 10 april 1999, om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor met betrekking tot de jaarvergadering per 31 december 1998.

Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.

Bestemming van het resultaat.

Ontslag bestuurders en benoeming nieuwe bestuurders.

Kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor.

Aandelen neer te leggen vijf dagen vóór de vergadering op de maatschappelijke zetel, Vestingstraat 74, 2018 Antwerpen. (6550)

**« ES-Business S.A. », Sicav de droit belge,
catégorie valeurs mobilières et liquidités,
rue du Fossé-aux-Loups 48, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 628575

Avis de convocation à l'assemblée générale statutaire

L'assemblée générale statutaire des actionnaires se tiendra le 8 avril 1999, à 10 h 30 m, rue du Marais 2, à 1000 Bruxelles, aux fins d'entendre les rapports annuels du conseil d'administration et du commissaire-réviseur et d'adopter les propositions suivantes :

1. Approbation des comptes annuels clôturés le 31 décembre 1998 et de l'affectation des résultats au 31 décembre 1998.

2. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 1998.

3. Approbation de l'expression du capital social en euros à partir du 1^{er} janvier 1999.

4. Divers.

Pour assister à cette assemblée ou s'y faire représenter, les actionnaires voudront bien se conformer à l'article 19 des statuts. Le dépôt des titres au porteur doit se faire au plus tard le 1^{er} avril 1999, à la CGER-Banque à 1000 Bruxelles, rue du Fossé-aux-Loups 48. Les décisions de l'assemblée générale seront prises quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité des voix. (6551)

Le conseil d'administration.

**« ES-Business N.V. », Bevek naar Belgisch recht,
categorie effecten en liquide middelen,
Wolvengracht 48, 1000 Brussel**

H.R. Brussel 628575

Bijeenroeping van de statutaire algemene vergadering

De statutaire algemene vergadering van aandeelhouders zal doorgaan op 8 april 1999, om 10 u. 30 m., Broekstraat 2, te 1000 Brussel, om kennis te nemen van de jaarverslagen van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor en de volgende voorstellen goed te keuren :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998 en van de aanwending van het resultaat per 31 december 1998.

2. Decharge aan de bestuurders en de commissaris-revisor per compartiment voor de uitoefening van hun mandaat tot 31 december 1998.

3. Goedkeuring van de uitdrukking van het maatschappelijk kapitaal in euro vanaf 1 januari 1999.

4. Varia.

De aandeelhouders die deze vergadering wensen bij te wonen of zich op deze vergadering wensen te laten vertegenwoordigen, gelieven zich te schikken naar de bepalingen van artikel 19 van de statuten. De deponering van de aandelen aan toonder moet gebeuren bij « A.S.L.K.-Bank », te 1000 Brussel, Wolvengracht 48, ten laatste op 1 april 1999. De beslissingen van de algemene vergadering zullen, ongeacht het aantal aandelen die op de vergadering vertegenwoordigd zijn, worden genomen met meerderheid van stemmen.

(6551)

De raad van bestuur.

**Fib-Equities S.A., Sicav de droit belge,
catégorie valeurs mobilières et liquidités,
rue du Marais 2, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 628576

Avis de convocation à l'assemblée générale statutaire

L'assemblée générale statutaire des actionnaires se tiendra le 8 avril 1999, à 16 heures, rue du Marais 2, à 1000 Bruxelles, aux fins d'entendre les rapports annuels du conseil d'administration et du commissaire-réviseur et d'adopter les propositions suivantes :

1. Approbation des comptes annuels clôturés le 31 décembre 1998 et de l'affectation des résultats au 31 décembre 1998 par compartiment.

2. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur par compartiment pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 1998.

3. Approbation de l'expression du capital social en euros à partir du 1^{er} janvier 1999.

4. Divers.

Pour assister à cette assemblée ou s'y faire représenter, les actionnaires voudront bien se conformer à l'article 19 des statuts. Le dépôt des titres au porteur doit se faire au plus tard le 1^{er} avril 1999, à la CGER-Banque à 1000 Bruxelles, rue du Fossé-aux-Loups 48. Les décisions de l'assemblée générale seront prises quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité des voix.

(6552)

Le conseil d'administration.

**Fib-Equities N.V., Bevek naar Belgisch recht,
categorie effecten en liquide middelen,
Broekstraat 2, 1000 Brussel**

H.R. Brussel 628576

Bijeenroeping van de statutaire algemene vergadering

De statutaire algemene vergadering van aandeelhouders zal doorgaan op 8 april 1999, om 16 uur, Broekstraat 2, te 1000 Brussel, om kennis te nemen van de jaarverslagen van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor en de volgende voorstellen goed te keuren :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998 en van de aanwending van het resultaat per 31 december 1998 per compartiment.

2. Decharge aan de bestuurders en de commissaris-revisor per compartiment voor de uitoefening van hun mandaat tot 31 december 1998.

3. Goedkeuring van de uitdrukking van het maatschappelijk kapitaal in euro vanaf 1 januari 1999.

4. Varia.

De aandeelhouders die deze vergadering wensen bij te wonen of zich op deze vergadering wensen te laten vertegenwoordigen, gelieven zich te schikken naar de bepalingen van artikel 19 van de statuten. De deponering van de aandelen aan toonder moet gebeuren bij « A.S.L.K.-Bank », te 1000 Brussel, Wolvengracht 48, ten laatste op 1 april 1999. De beslissingen van de algemene vergadering zullen, ongeacht het aantal aandelen die op de vergadering vertegenwoordigd zijn, worden genomen met meerderheid van stemmen.

(6552)

De raad van bestuur.

**Fib-Institutional S.A., Sivac de droit belge,
catégorie valeurs mobilières et liquidités,
rue du Marais 2, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 617781

Avis de convocation à l'assemblée générale statutaire

L'assemblée générale statutaire des actionnaires se tiendra le 8 avril 1999, à 15 h 30 m., rue du Marais 2, à 1000 Bruxelles, aux fins d'entendre les rapports annuels du conseil d'administration et du commissaire-réviseur et d'adopter les propositions suivantes :

1. Approbation des comptes annuels clôturés le 31 décembre 1998 et de l'affectation des résultats au 31 décembre 1998 par compartiment.

2. Approbation de la mise en paiement pour les actions de distribution, à partir du 23 avril 1999, du dividende net suivant :

267,75 euro au compartiment « Large Cap Emu » contre remise du coupon n° 1;

3. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur par compartiment pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 1998.

4. Approbation de l'expression du capital social en euros à partir du 1^{er} janvier 1999.

5. Divers.

Pour assister à cette assemblée ou s'y faire représenter, les actionnaires voudront bien se conformer à l'article 19 des statuts. Le dépôt des titres au porteur doit se faire au plus tard le 1^{er} avril 1999, à la CGER-Banque à 1000 Bruxelles, rue du Fossé-aux-Loups 48. Les décisions de l'assemblée générale seront prises quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité des voix.

(6553)

Le conseil d'administration.

**Fib-Institutional N.V., Bevek naar Belgisch recht,
categorïe effecten en liquide middelen,
Broekstraat 2, 1000 Brussel**

R.C. Brussel 617781

Bijeenroeping van de statutaire algemene vergadering

De statutaire algemene vergadering van aandeelhouders zal doorgaan op 8 april 1999, om 15 u. 30 m., Broekstraat 2, te 1000 Brussel, om kennis te nemen van de jaarverslagen van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor en de volgende voorstellen goed te keuren :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998 en van de aanwending van het resultaat per 31 december 1998 per compartiment.

2. Goedkeuring van de uitkering voor de distributie-aandelen, vanaf 23 april 1999, van het volgende nettodividend :

267,75 euro voor het compartiment « Large Cap Emu » tegen afgifte van coupon nr. 1;

3. Decharge aan de bestuurders en de commissaris-revisor per compartiment voor de uitoefening van hun mandaat tot 31 december 1998.

4. Goedkeuring van de uitdrukking van het maatschappelijk kapitaal in euro vanaf 1 januari 1999.

5. Varia.

De aandeelhouders die deze vergadering wensen bij te wonen, of zich op deze vergadering wensen te laten vertegenwoordigen, gelieven zich te schikken naar de bepalingen van artikel 19 van de statuten. De deponering van de aandelen aan toonder moet gebeuren bij « A.S.L.K.-Bank », te 1000 Brussel, Wolvengracht 48, ten laatste op 1 april 1999. De beslissingen van de algemene vergadering zullen, ongeacht het aantal aandelen die op de vergadering vertegenwoordigd zijn, worden genomen met meerderheid van stemmen.

(6553)

De raad van bestuur.

**FIB-Investments S.A., Sivac de droit belge,
catégorie O.P.V.C.M.,
rue du Marais 2, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 585750

Avis de convocation à l'assemblée générale statutaire

L'assemblée générale statutaire des actionnaires se tiendra le 8 avril 1999, à 15 heures, rue du Marais 2, à 1000 Bruxelles, aux fins d'entendre les rapports annuels du conseil d'administration et du commissaire-réviseur et d'adopter les propositions suivantes :

1. Approbation des comptes annuels clôturés le 31 décembre 1998 et de l'affectation des résultats au 31 décembre 1998 par compartiment.

2. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur par compartiment pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 1998.

3. Approbation de l'expression du capital social en euros à partir du 1^{er} janvier 1999.

4. Divers.

Pour assister à cette assemblée ou s'y faire représenter, les actionnaires voudront bien se conformer à l'article 19 des statuts. Le dépôt des titres au porteur doit se faire au plus tard le 1^{er} avril 1999, à la « CGER-Banque » à 1000 Bruxelles, rue du Fossé-aux-Loups 48. Les décisions de l'assemblée générale seront prises quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité des voix.

(6554)

Le conseil d'administration.

**FIB-Investments N.V., Bevek naar Belgisch recht,
categorïe I.C.B.E.,
Broekstraat 2, 1000 Brussel**

R.C. Brussel 585750

Bijeenroeping van de statutaire algemene vergadering

De statutaire algemene vergadering van aandeelhouders zal doorgaan op 8 april 1999, om 15 uur, Broekstraat 2, te 1000 Brussel, om kennis te nemen van de jaarverslagen van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor en de volgende voorstellen goed te keuren :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998 en van de aanwending van het resultaat per 31 december 1998 per compartiment.

2. Decharge aan de bestuurders en de commissaris-revisor per compartiment voor de uitoefening van hun mandaat tot 31 december 1998.

3. Goedkeuring van de uitdrukking van het maatschappelijk kapitaal in euro vanaf 1 januari 1999.

4. Varia.

De aandeelhouders die deze vergadering wensen bij te wonen of zich op deze vergadering wensen te laten vertegenwoordigen, gelieven zich te schikken naar de bepalingen van artikel 19 van de statuten. De deponering van de aandelen aan toonder moet gebeuren bij « A.S.L.K.-Bank », te 1000 Brussel, Wolvengracht 48, ten laatste op 1 april 1999. De beslissingen van de algemene vergadering zullen, ongeacht het aantal aandelen die op de vergadering vertegenwoordigd zijn, worden genomen met meerderheid van stemmen.

(6554)

De raad van bestuur.

**Cenbac, naamloze vennootschap,
Boomsesteenweg 949, te 2610 Antwerpen (Wilrijk)**

H.R. Antwerpen 245946 – BTW 427.131.778

*Uitbetaling dividenden — Uittreksel uit het proces-verbaal
der gewone algemene vergadering van 23 maart 1999*

Ingevolge de beslissing van de algemene vergadering van 23 maart 1999 wordt een nettodividend van BEF 3 750 per aandeel betaalbaar gesteld vanaf 16 april 1999 aan de winketten van de N.V. Bank Brussel Lambert, te Antwerpen, en dit tegen afgifte van koepon nr. 13.

Antwerpen, 24 maart 1999.

Voor eensluidend afschrift: J. de Clippel, gedelegeerd bestuurder. (6649)

Avis rectificatif

Dans le *Moniteur belge* du 18 mars 1999, page 8772, il y a lieu le titre de l'annonce 5488 comme suite :

**« Van Bruggen S.A. - N.V. », société anonyme,
boulevard de l'Europe 115, 1300 Wavre**

R.C. Nivelles 68704 — T.V.A. 416.753.372

(6555)

**Compagnie européenne de Gestion financière,
société anonyme, avenue Jules César 17, 1150 Bruxelles-15**

R.C. Bruxelles 548792

L'assemblée générale ordinaire de la société se tiendra le 13/04/99 à 14 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (40909)

**Euroburo, naamloze vennootschap,
Lierseweg 129/133, 2200 Herentals**

H.R. Turnhout 44390 — BTW 418.702.478

De heren aandeelhouders worden uitgenodigd de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op 09/04/99 te 18 uur, met volgende agenda : 1. Goedkeuring uitstel algemene vergadering. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten 30/09/1998. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting aan bestuurders. 6. Varia. Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering, dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (40910) De raad van bestuur.

**Grimmo, société anonyme,
avenue de Hinnisdael 51, 1150 Woluwe-Saint-Pierre**

Registre des sociétés civiles
ayant emprunté la forme commerciale, Bruxelles, n° 183
NN 434.734.204

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 13/04/99 à 20 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. Se conformer aux statuts. (40911)

**Innovative Drying Systems, en abrégé : « I.D.S. », société anonyme,
Parc industriel aéroport, rue Georges Lemaître 26, 6041 Gosselies**

R.C. Charleroi 195232 — T.V.A. 432.743.130

Assemblée générale extraordinaire le 01/04/99 à 14 heures, au siège social. — Ordre du jour : Proposition d'augmentation de capital. (40912)

**Aglo, naamloze vennootschap,
Volpestraat 24, 1500 Halle**

BTW 422.678.587

Gewone algemene vergadering op 9 april 1999 om 16 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van balans en resultatenrekening per 31.12.1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge te verlenen aan bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71627)

**Machines Boucherie, naamloze vennootschap,
Stuivenbergstraat 106, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 128375 — BTW 448.781.881

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering, die plaats zal hebben op donderdag 15 april 1999 om 16 uur, op de zetel, Stuivenbergstraat 106, 8870 Izegem.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Lezing van het verslag van de commissaris-revisor.

3. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 30 november 1998.
4. Goedkeuring van de jaarrekening.
5. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
6. Bezoldigingen.
7. Benoemingen.
8. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71628) De raad van bestuur.

**Colymit, naamloze vennootschap,
Koning Albertlei 46, 2950 Kapellen**

H.R. Antwerpen 134971 — BTW 403.812.285

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 15 april 1999 te 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen.
3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders
5. Benoeming van bestuurders. 6. Rondvraag.

Zich schikken naar artikel 21 der statuten. (71629)

**Dheedene Hotel, naamloze vennootschap,
Felix Verhaeghestraat 19, 8790 Waregem**

H.R. Kortrijk 118103

Jaarvergadering op 9 april 1999 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

- Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening op 31 december 1998. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Benoemingen en ontslagen. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (71630)

**Garage Gilbert, naamloze vennootschap,
Staatsbaan 59-61, 9870 Zulte**

H.R. Gent 83772 — BTW 401.023.140

Jaarvergadering op 12 april 1999 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

- Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening op 31 december 1998. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Benoemingen. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (71631)

**Goussaert Industriële Verpakkingen, naamloze vennootschap,
Industrielaan 10, 8520 Kuurne**

H.R. Kortrijk 5314 — BTW 405.977.959

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 10 april 1999 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Lezing van de jaarrekening per 31 december 1998;
3. Goedkeuring van de jaarrekening;
4. Kwijting aan de bestuurders;
5. Goedkeuring van de toewijzing van het resultaat;
6. Allerlei.

(71632)

De raad van bestuur.

Vanhaelewijn Invest, naamloze vennootschap,
Zonnebekestraat 67, 8920 Langemark
 H.R. Ieper 32935 — BTW 416.527.502

De jaarvergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op 10 april 1999 te 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998 en toewijzing van het resultaat.
3. Kwijting aan bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering, moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel, ten laatste vijf dagen vóór de algemene vergadering.
 (71633) De raad van bestuur.

Hertsens Service, naamloze vennootschap,
Engelsesteenweg 92, 9130 Doel
 H.R. Sint-Niklaas 47740 — BTW 438.950.239

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, op 12 april 1999 te 20 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda :
 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (71634)

Jedi, naamloze vennootschap,
Amerikalei 30, 2000 Antwerpen

H.R. Antwerpen 271180 — BTW 437.862.354

Jaarvergadering : 13 april 1999 te 11 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting bestuurders.
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Rondvraag. (71635)

Jolin, naamloze vennootschap
Oosthinderstraat 3, 8300 Knokke-Heist

H.R. Brugge 79121 — BTW 405.491.177

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 10 april 1999 om 11 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking jaarrekening 31 december 1998.
 2. Goedkeuring jaarrekening .
 3. Kwijting aan de bestuurders.
 4. Herbenoemingen.
 5. Bezoldigingen.
 6. Diversen.
- Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (71636)

Lenbu, naamloze vennootschap,
Toekomststraat 2, 3500 Hasselt
 H.R. Hasselt 60235 — BTW 424.129.134

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering, die zal gehouden worden op 13 april 1999 om 20 uur, in de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Melding handelingen zoals bepaald in art. 60 Ven. Wet.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Herbenoeming bestuurders.
6. Varia.

Om tot de vergadering te worden toegelaten, dienen de aandeelhouders hun aandelen te deponeren in de zetel uiterlijk vijf vrije dagen vóór de vergadering.
 (71637) De raad van bestuur.

Etablissements Monserez, naamloze vennootschap,
Moeskroensesteenweg 212, 8511 Aalbeke
 H.R. Kortrijk 105069 — BTW 424.965.314

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal plaatshebben op 10 april 1999 om 16 uur, op de zetel van de vennootschap, met volgende agenda :

1. Lezing van het jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Lezing van het verslag van de commissaris-revisor.
3. Bespreking van de jaarrekening per 31 december 1998.
4. Goedkeuring van de jaarrekening.
5. Goedkeuring van de toewijzing van het resultaat.
6. Kwijting aan de bestuurders.
7. Kwijting aan de commissaris-revisor.

Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering, dienen de aandeelhouders zich te schikken naar artikel 23 van de statuten.
 (71638) De raad van bestuur.

Mova, naamloze vennootschap,
Hertstraat 101, 9473 Welle

BTW 400.310.882

Gewone algemene vergadering, op 9 april 1999 om 16 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van balans en resultatenrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge te verlenen aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (71639)

Ophir, naamloze vennootschap,
Zuidkaai 12/13, 8870 Izegem

H.R. Kortrijk 133757

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 10 april 1999 om 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Ontslag en herbenoeming commissaris. 6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71640)

**Taelima, naamloze vennootschap,
Rozenlaan 19, 9080 Lochristi**
H.R. Gent 164567 — BTW 446.574.538

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 13 april 1999 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
 3. Bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
 5. Rondvraag.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71641)

**Tilleman, naamloze vennootschap,
Zevcotestraat 19, 9830 Sint-Martens-Latem**
H.R. Gent 162312

De algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op zaterdag 10 april 1999 te 16 uur.

Dagorde :

1. Goedkeuring van de jaarrekening.
 2. Bestemming van het resultaat.
 3. Ontlasting aan bestuurders.
 4. Benoemingen.
- Zich schikken naar de statuten. (71642)

**Trafiroad, naamloze vennootschap,
Begoniastraat 9, 9810 Nazareth (Eke)**
H.R. Gent 162922 — BTW 418.040.009

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel, op 9 april 1999 om 10 uur.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders en commissaris-revisor. 5. Benoemingen. 6. Varia. (71643)

**Transeuropa-Tenrok, naamloze vennootschap,
Elizabetlaan 141, 8300 Knokke-Heist**
H.R. Brugge 42595

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel, op 13 april 1999 om 16 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van Bestuur ingevolge art. 60 Venn.Wet; 2. Verslag raad van bestuur; 3. Goedkeuring jaarrekening en resultatenrekening per 31/12/1998; 4. Kwijting bestuurders; 5. Ontslagen en benoemingen; 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (71644)

**Vekas, naamloze vennootschap,
Eeuwfeestlaan 56, 2500 Lier**
H.R. Mechelen 65384 — BTW 414.236.619

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de statutaire algemene vergadering, die zal doorgaan op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, op 13 april 1999 om 16 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening en de resultaatjaarrekening, afgesloten per 31 december 1998.

3. Bestemming te geven aan het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de raad van bestuur.
5. Rondvraag : ontslag en benoeming bestuurders. (71645)

Vergaerde, naamloze vennootschap, 9000 Gent

H.R. Gent 114300

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, Putkapelstraat 103R, te 9051 Gent, op 13 april 1999 te 10 uur.

Agenda :

1. Verslagen van bestuurders en commissaris.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Aanwending van de resultaten.
4. Kwijting aan bestuurders en commissaris.
5. Rondvraag. (71646)

**Walt Immo-Build, société anonyme
drève des Rododendrons 12, 1170 Watermael-Boitsfort**

R.C. Bruxelles 484534

Les actionnaires sont invités à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 13 avril 1999 à 11 h 30 m, au siège social.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration.
 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998.
 3. Affectation du résultat.
 4. Décharge aux administrateurs.
 5. Divers.
- Se conformer aux statuts. (71647) Le conseil d'administration.

**Wooninvest, naamloze vennootschap,
Genkerweg 64, 3690 Zutendaal**

H.R. Tongeren 71646

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel, op 13 april 1999 om 17 uur. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (71648) De raad van bestuur.

**Xima, naamloze vennootschap,
Zuidkaai 12/13, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 133756

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 10 april 1999 om 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
 3. Bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
 5. Ontslag en herbenoeming commissaris.
 6. Rondvraag.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71649)

**Administration publiques
et Enseignement technique**
Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Gemeente Hechtel-Eksel

Het gemeentebestuur van Hechtel-Eksel gaat over tot de aanwerving van : één aspirant-politieagent(e) of één stagedoende politieagent(e).

De betrekkingen zijn toegankelijk voor vrouwen en mannen.

Toelatings- en aanwervingsvoorwaarden :

Van goed zedelijk gedrag zijn; burgerlijke en politieke rechten genieten; voldoen aan de dienstplichtwetten voor mannelijke kandidaten; lichamelijk geschikt zijn; Belg zijn.

Op de uiterste datum der indieningen der kandidaturen de minimumleeftijd van 18 jaar bereikt hebben en de maximumleeftijd van 35 jaar niet overschreden hebben.

In het bezit zijn van een diploma of getuigschrift dat ten minste gelijkwaardig moet zijn aan deze die in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen voor niveau 2 bij de rijksbesturen.

In het bezit zijn van een rijbewijs B en medisch geschikt bevonden worden om personen met een dienstvoertuig te vervoeren.

Een minimum lichaamsgestalte hebben, zonder schoeisel, van 1,68 m voor mannelijke en 1,63 m voor vrouwelijke kandidaten.

Niet bij wet ontzet zijn van het recht wapens te dragen.

De kandida(a)t(e) aspirant-politieagent(e) dient in het bezit te zijn van een attest dat men is opgenomen in een bovenlokale wervingsreserve van een erkend trainings- en opleidingscentrum voor politiepersoneel.

De geldigheidsduur van dit attest mag niet meer dan drie jaar bedragen, te rekenen vanaf de eerste dag van de maand volgend op die waarin het proces-verbaal van de bovenlokale wervingsreserve is afgesloten.

De kandida(a)t(e) stagedoende politieagent(e) welke reeds in dienst is bij een gemeentelijk politiekorps en nog de voorwaarden vervult om als aspirant politieagent(e) aangeworven te worden, dient in het bezit te zijn van het getuigschrift afgeleverd na de beëindiging van het tweede luik van de opleiding bedoeld in art. 2, § 1, van het koninklijk besluit van 7 november 1983.

Politieagenten of veldwachters van een politiekorps van een andere gemeente met een dienstanciënniteit van minstens vijf jaar als vastbenoemde, worden vrijgesteld van leeftijdsvoorwaarde, van het slagen voor de bekwaamheids- en selectieproeven, evenals van het volgen en slagen van de opleidingscursussen om toegelaten te worden tot stagedoende politieagent.

De eigenhandig geschreven kandidaturen dienen uiterlijk 16 april 1999 onder aangetekende zending toe te komen bij het college van burgemeester en schepenen, Don Boscostraat 5, 3940 Hechtel-Eksel, vergezeld van een eensluidend afschrift van het, hierboven vernoemde, vereiste diploma, studiegetuigschrift, attest van opname in een bovenlokale wervingsreserve of getuigschrift van luik 2 van de in art. 2, § 1, van het koninklijk besluit van 7 november 1983 bedoelde opleiding, eventueel attest van minstens vijf jaar dienstanciënniteit als vastbenoemde politieman of veldwachter in het politiekorps van een andere gemeente.

Verdere inlichtingen omtrent deze aanwerving, een volledige functie-inhoud en -profiel, aanwervings- en toelatingsvoorwaarden, zijn te bekomen op het gemeentesecretariaat en de personeelsdienst, Don Boscostraat 5, 3940 Hechtel-Eksel, tel. 011/73 40 37 - 011/73 01 43. (6345)

Commune de Rixensart

La commune de Rixensart procède au recrutement de deux aspirants agents de police (m/f) et à la constitution d'une réserve de recrutement valable un an.

Principales conditions d'admission.

Etre Belge et de conduite, vie et moeurs irréprochables.

Etre âgé de 18 ans minimum et de 35 ans maximum à la date de nomination par le conseil communal.

Avoir une taille minimum de : 1,68 m sans chaussures pour les hommes; 1,63 m sans chaussures pour les femmes.

Etre en possession d'un diplôme ou certificat d'études au moins équivalent à celui pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau 2 dans les administrations de l'Etat.

Avoir subi avec succès les quatre épreuves d'aptitude et de sélection imposées par l'arrêté royal du 22 décembre 1997 portant les dispositions générales relatives au recrutement et à la nomination au grade d'agent de police et organisées dans une période de trois ans précédant la date de son admission en qualité d'aspirant agent de police au sein de la commune, à dater du procès-verbal attestant de la réussite de la dernière épreuve de sélection.

Les candidatures répondant aux conditions relatives à la mobilité latérale seront prises en considération.

Les candidatures sont à adresser à Mme le bourgmestre de et à 1330 Rixensart, par pli recommandé à la poste, accompagnées des pièces justificatives exigées, établies sur papier libre, pour le vendredi 30 avril 1999.

Les conditions détaillées ainsi que les documents à fournir peuvent être obtenus au secrétariat de la police de Rixensart, avenue de Mérode 75, à 1330 Rixensart, tél. 02/652 05 21, ext. 34, fax 02/652 07 53. (6556)

Stad Beringen

Het stadsbestuur van Beringen gaat over tot de aanleg van een wervingsreserve voor aanwervingen in contractueel verband van schoonma(a)k(st)ers, niveau E (m/v).

De geldigheidsduur van deze wervingsreserve is drie jaar.

De kandidaten dienen te slagen in een bekwaamheidsproef, afgesteld op de aard van de functie.

Inschrijven voor dit examen kan uitsluitend via de hiertoe bestemde formulieren.

Deze formulieren, evenals bijkomende informatie, kunnen op eenvoudige aanvraag verkregen worden op de personeelsdienst van de stad Beringen, Mijnschoolstraat 88, te 3580 Beringen, tel. 011/43 03 54.

De uiterste datum voor de inschrijving tot deelname aan dit examen is 15 april 1999. (6557)

Gemeente Zelzate

Het gemeentebestuur van Zelzate gaat over tot de aanwerving van een voltijdse betrekking in statutair dienstverband (m/v) van politiecommissaris.

Voorwaarden :

1. burger zijn van de Europese Unie;
2. een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;
3. de burgerlijke en politieke rechten genieten;
4. aan de dienstplichtwetten voldoen;
5. lichamelijk geschikt zijn;
6. een lichaamsgestalte hebben van minimum 1,63 m zonder schoeisel;
7. een rijbewijs van minimum categorie B hebben;

8. de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt bij het afsluiten van de inschrijvingsperiode;

9. niet bij de wet ontzet zijn van het recht wapens te dragen;

10. titularis zijn van één van de graden vermeld in de artikelen 1, 2 en 4 van het koninklijk besluit van 13 oktober 1986 tot vaststelling van de graden van het personeel van de gemeentepolitie;

11. op de uiterste datum gesteld voor het indienen van de kandidaatstelling houder zijn van :

het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie afgeleverd krachtens het koninklijk besluit van 12 april 1965 of van het brevet van officier van de gemeentepolitie afgegeven na het slagen voor de examens die, na een opleidingscyclus die ten minste handelt over de leerstof opgesomd in artikel 22 van het koninklijk besluit van 25 juni 1991, ter zake, georganiseerd door een trainings- en opleidingscentrum dat door de Minister van Binnenlandse Zaken is erkend voor de opleiding van officieren van de gemeentepolitie overeenkomstig artikel 24 van het koninklijk besluit van 25 juni 1991, en van een diploma of studiegetuigschrift dat ten minste gelijkwaardig is aan één van de diploma's of getuigschriften die in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 bij de rijksbesturen.

De politieassistenten die voldoen aan de in het vorig lid gestelde diplomaveisten en die houder zijn van het getuigschrift dat na afloop van de opleidingscursussen, ingericht door een opleidings- en trainingscentrum voor politieagenten en veldwachters dat opgericht of erkend is door de Minister van binnenlandse Zaken, wordt afgegeven, komen in dezelfde omstandigheden als de hogere bedoelde titularissen in aanmerking om voor benoeming te worden voorgedragen;

12. slagen voor een niet-vergelijkend aanwervingsexamen.

De kandidaturen vergezeld van afschrift van het vereiste brevet en diploma dienen uiterlijk op 20 april 1999 (datum poststempel is bepalend) aangetekend verstuurd aan het college van burgemeester en schepenen, Grote Markt 1, te 9060 Zelzate.

De functiebeschrijving, de toelatings- en aanwervingsvoorwaarden en het examenprogramma zijn te verkrijgen bij de personeelsdienst (09/342 20 20). (6558)

Het gemeentebestuur van Zelzate gaat over de aanwerving van een voltijdse betrekking in statutair dienstverband (m/v) van stafmedewerker (B1-B3).

Voorwaarden :

1. burger zijn van de Europese Unie;
2. een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;
3. de burgerlijke en politieke rechten genieten;
4. aan de dienstplichtwetten voldoen;
5. lichamenlijk geschikt zijn;
6. de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt bij het afsluiten van de inschrijvingsperiode;
7. uiterlijk de dag van de benoeming :

houder zijn van een diploma of getuigschrift dat overeenkomt met het niveau van de te verlenen graad volgens de bijlage 1 van het statuut van het rijkspersoneel (in dit geval een diploma hoger niet-universitair van het korte type (A1 secretariaat-moderne talen of A1 secretariaat-optie commerciële organisatie (marketing)), en houder zijn van het diploma bestuurswetenschappen;

8. slagen voor een niet-vergelijkend aanwervingsexamen.

De kandidaturen vergezeld van een *curriculum vitae* dienen uiterlijk op 20 april 1999 (datum poststempel is bepalend) aangetekend verstuurd aan het college van burgemeester en schepenen, Grote Markt 1, te 9060 Zelzate.

De functiebeschrijving, de toelatings- en aanwervingsvoorwaarden en het examenprogramma zijn te verkrijgen bij de personeelsdienst (09/342 20 20). (6559)

Gemeente Zele

—

Het schepencollege deelt mee dat 3 betrekkingen van geschoold werkman/werkvrouw (D1-D3) vacant zijn (2 wegenwerker/riolering en 1 kraanman-machinist). Voor deze betrekkingen wordt tevens een werfreserve aangelegd voor een duur van drie jaar.

Toelatingsvoorwaarden :

burger zijn van de Europese Unie, een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking; de burgerlijke en politieke rechten genieten; aan de dienstplichtwetten voldoen en lichamenlijk geschikt zijn.

Aanwervingsvoorwaarden :

de leeftijd van 18 jaar hebben bereikt;

slagen voor een aanwervingsexamen.

Bijzondere benoemingsvoorwaarden :

voor de wegenwerker/riolering : drie jaar nuttige ervaring bewijzen;

voor de betrekking van kraanman-machinist : drie jaar nuttige ervaring bewijzen en in bezit zijn van een bewijs van geneeskundige schifting en een rijbewijs cat. C.

De kandidaturen voor wegenwerker/riolering moeten vergezeld zijn van het getuigschrift van nuttige ervaring. Voor kraanman-machinist moet de kandidatuur vergezeld zijn van het getuigschrift van nuttige ervaring, een kopie van het rijbewijs en bewijs van geneeskundige schifting. De kandidaturen moeten aangetekend verzonden worden aan het adres van de burgemeester van de gemeente Zele, Markt 50, 9240 Zele, postgedateerd uiterlijk op 16 april 1999.

Een nota met de volledige functiebeschrijving, examenprogramma en weddeschalen, kan aangevraagd worden op de personeelsdienst, tel. 052/45 98 15. (6560)

Gemeente Kapellen

—

Het gemeentebestuur van Kapellen richt een aanwervingsexamen in voor de betrekking van arbeider (niveau E1-E2) als gesubsidieerde contractuele met een contract voor onbepaalde duur.

Voorwaarden :

beschikken over de Belgische nationaliteit of een nationaliteit als onderdaan van een lidstaat van de E.U.;

de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben;

slagen in een aanwervingsproef. (6561)

Het gemeentebestuur van Kapellen richt een aanwervingsexamen in voor de statutaire betrekking van systeembeheerder 2 (niveau B1-B3).

2^e oproep

Voorwaarden :

beschikken over de Belgische nationaliteit;

beschikken over een diploma van economisch of technisch hoger onderwijs van het korte type in de afdeling informatica, boekhouding-informatica, programmering ofwel beschikken over een graduaatsdiploma industriële wetenschappen en technologie, afdeling elektriciteit, optie elektronica;

slagen in een aanwervingsproef.

De functiebeschrijvingen alsook de aanwervingsvoorwaarden kunnen op het eerste verzoek bekomen worden op tel. 664 73 70 (personeelsdienst).

Kandidaturen dienen per gewone post verzonden te worden, uiterlijk op 30 april 1999. De postdatum geldt als bewijs van de datum van verzending. (6562)

Gemeente Tielt-Winge

Het gemeentebestuur van Tielt-Winge zal overgaan tot de aanwerving in vast verband van :

één voltijds administratief medewerker, secretariaat (m/v);

één voltijds administratief medewerker, rekendienst (m/v);

één voltijds administratief medewerker, leefmilieu-ruimtelijke ordening-overheidsopdrachten (m/v);

één voltijds technisch medewerker (m/v).

De voornaamste toelatings- en aanwervingsvoorwaarden zijn :

minimum 18 jaar zijn bij het afsluiten van de inschrijvingen;

de burgerlijke en politieke rechten genieten en voor de mannelijke kandidaten aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

een gedrag dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde functie;

slagen in een niet-vergelijkend wervingsexamen dat bestaat uit een schriftelijk en een mondeling gedeelte;

diplomavereiste voor de vacatures van administratief medewerker :

houder zijn van een diploma hoger secundair of hiermee gelijkgesteld onderwijs, of een diploma of getuigschrift bezitten dat volgens het besluit van 24 november 1993 van de Vlaamse regering houdende het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap in aanmerking komt voor de werving in niveau 2 (C);

diplomavereiste voor de vacature van technisch medewerker : houder zijn van een diploma hoger secundair of hiermee gelijkgesteld onderwijs, of een diploma of getuigschrift bezitten dat volgens het besluit van 24 november 1993 van de Vlaamse regering houdende het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap in aanmerking komt voor de werving in niveau 2 (C), maar wel in de richting bouwkunst-bouwkunde, technisch of bouwkundig tekenen of wiskunde-wetenschappen.

Er wordt geen wervingsreserve aangelegd.

De specificering van de dienst waar de administratief medewerkers zullen werken, verduidelijkt de functie; de technische medewerker zal vooral ploegbazen en vak-technisch personeel leiden.

De volledige functiebeschrijving, het volledige examenprogramma, evenals alle andere bijkomende inlichtingen zijn te bekomen op het gemeentehuis (Kruisstraat 2) bij de personeelsdienst (tel. 016/63 95 31).

De handgeschreven kandidaatstellingen met *curriculum vitae* vergezeld van een kopie van het diploma moeten onder aangetekende zending toekomen bij het college te 3390 Tielt-Winge, Kruisstraat 2; de zending moet uiterlijk op 20 april 1999 in de post worden afgestempeld.

Indien, desgevallend, een geïnteresseerde zich kandidaat wenst te stellen voor meerdere betrekkingen, dient er voor elke beoogde vacature een aparte kandidaatstelling opgestuurd te worden. (6563)

Universiteit Antwerpen
Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen

Academisch personeel (m/v)
Assisterend academisch personeel

In de faculteit letteren en wijsbegeerte :

1. Een voltijds mandaatassistent in de vakgroep Germaanse taal- en letterkunde voor het vakgebied Engelse taalkunde, met ingang van 1 september 1999.

Profiel :

licentiaat Germaanse taal- en letterkunde, met aantoonbare belangstelling voor of deskundigheid in Engelse taalkunde (of een gelijkwaardig diploma); belangstelling voor vreemde taalverwerving en vertrouwdheid met het Nederlands zijn vereist.

Opdracht :

het AAP-lid wordt ingeschakeld bij het onderwijs van en de begeleiding in de Engelse taalvakken, 1ste en 2de kandidatuur, de opdracht houdt de verplichting in wetenschappelijk onderzoek te verrichten en een doctoraatsproefschrift voor te bereiden.

In de faculteit politieke en sociale wetenschappen :

2. Een voltijds mandaatassistent in de vakgroep sociologie en sociaal beleid voor onderwijsbegeleiding en onderzoek in het vakgebied welzijn en verzorgingsstaat, voor indiensttreding uiterlijk op 1 september 1999.

Profiel :

licentiaat politieke en sociale wetenschappen;

aantoonbare belangstelling voor onderzoeksmethoden en statistiek; graden strekken tot aanbeveling; met doctoraatsverplichting; wordt ingezet voor onderwijstakken en in de onderzoeksgroep welzijn en de verzorgingsstaat, voor onderzoek over welzijn en zorgproblemen.

In de faculteit toegepaste economische wetenschappen :

3. Een voltijds mandaatassistent in de vakgroep bedrijfseconomie voor het vakgebied international management, met ingang van 1 juli 1999.

Profiel :

licentiaat TEW, handelsingenieur in de beleidsinformatica of MBA; belangstelling voor informatietechnieken (desk-research) strekt tot aanbeveling.

Opdracht :

studentenbegeleiding en onderzoeksondersteuning in de oriëntaties international management en internationale economische en diplomatieke betrekkingen.

4. Een voltijds mandaatassistent in de vakgroep bedrijfseconomie voor de vakgebieden kwantitatieve beleidstechnieken en econometrie, met ingang van 1 september 1999.

Profiel :

licentiaat TEW, handelsingenieur, handelsingenieur in de beleidsinformatica of MBA; belangstelling voor bedrijfseconomische toepassingen binnen kwantitatieve beleidstechnieken en econometrie.

Opdracht :

onderwijs, onderzoek en dienstverlening in de vakgebieden kwantitatieve beleidstechnieken en econometrie.

5. Een voltijds mandaatassistent in de vakgroep milieu- en technologiemanagement voor de vakgebieden technologie (vooraf elektrotechniek, elektronica en productietechnologie) en productiemanagement, met ingang van 1 september 1999.

Profiel :

burgerlijk ingenieur, handelsingenieur, handelsingenieur in de beleidsinformatica.

Opdracht :

de onderwijsopdracht richt zich op de ondersteuning van het vakkenpakket elektrotechniek, elektronica, technologie en technologiemanagement in de opleidingen handelsingenieur en handelsingenieur in de beleidsinformatica. Het doctoraatsonderzoek sluit aan bij de opleiding van de kandidaat en bevat bij voorkeur een economische dimensie of situeert zich op de interfacetechnologie en bedrijfseconomie (productiemanagement in het bijzonder). Ook burgerlijk ingenieurs komen in aanmerking voor het behalen van een doctoraat in de faculteit TEW.

6. Twee voltijdse mandaatassistent in de vakgroep milieu- en technologiemanagement voor de vakgebieden wiskunde en statistiek, met ingang van 1 september 1999.

Profiel :

licentiaat wiskunde, burgerlijk ingenieur, handelsingenieur, handelsingenieur in de beleidsinformatica, licentiaat toegepaste economische wetenschappen- kwantitatieve richting.

Opdracht :

de onderwijsopdracht richt zich op de ondersteuning van het vakkenpakket wiskunde en statistiek in de opleidingen toegepaste economische wetenschappen, handelsingenieur en handelsingenieur in de beleidsinformatica. Het doctoraatsonderzoek sluit aan bij de opleiding van de kandidaat en bevat bij voorkeur ook een (bedrijfs)economische dimensie.

7. Een halftijds mandaatassistent in de vakgroep taal en communicatie voor het vakgebied Duits, met ingang van 1 oktober 1999.

Profiel :

licentiaat Germaanse taal en letterkunde met specialisatie Duits.

Opdracht :

het geven van onderwijs van zakelijk en economisch Duits, met belangstelling voor het onderzoeksdomein van de vakgroep taal en communicatie.

8. Een voltijds mandaatassistent in de vakgroep taal en communicatie voor het vakgebied Engels, met ingang van 1 oktober 1999.

Profiel :

licentiaat Germaanse taal en letterkunde met specialisatie Engels.

Opdracht :

het geven van onderwijs van zakelijk en economisch Engels, met belangstelling voor het onderzoeksdomein van de vakgroep taal en communicatie.

9. Eén voltijds of twee halftijdse pedagogisch medewerker(s) in de vakgroep taal en communicatie voor Nederlandse zakelijke communicatie, van 1 juli 1999 tot 30 juni 2000.

Profiel :

doctor of licentiaat Germaanse taal en letterkunde met specialisatie Nederlands; ervaring met en/of reële belangstelling voor strategie en taalhantering in een zakelijke context.

Opdracht :

onder begeleiding van het ZAP lessen in schriftelijke communicatie verzorgen.

10. Een voltijds mandaatassistent in de vakgroep bedrijfseconomie voor het vakgebied marketing, met ingang van 1 oktober 1999.

Profiel :

licentiaat TEW, handelsingenieur, handelsingenieur in de beleidsinformatica of MBA.

Opdracht :

onderwijsbegeleiding, onderzoek en dienstverlening in het vakgebied marketing.

Voor alle AAP-vacatures kunnen laatstejaarsstudenten zich kandidaat stellen.

Zelfstandig academisch personeel

In de faculteit letteren en wijsbegeerte :

11. Een voltijds lid van het zelfstandig academisch personeel in de vakgroep Germaanse taal- en letterkunde voor onderwijs onderzoek en dienstverlening in het vakgebied Duitse taalkunde, voor een periode van drie jaar met ingang van 1 oktober 1999, met uitzicht op een vaste aanstelling na positieve evaluatie.

Profiel :

de kandidaat moet in het bezit zijn van een doctoraat met specialisatie Duitse taalkunde, belangstelling voor vreemde taalverwerving en kennis van het Nederlands zijn vereist.

In de faculteit politieke en sociale wetenschappen :

12. Een voltijds lid van het zelfstandig academisch personeel in de vakgroep sociologie en sociaal beleid voor onderwijs, onderzoek en dienstverlening in het vakgebied communicatiewetenschappen, voor een periode van drie jaar met ingang van 1 oktober 1999, met uitzicht op een vaste aanstelling na positieve evaluatie. De graad waarin de aanstelling gebeurt, is afhankelijk van de wetenschappelijke anciënniteit van de kandidaat.

Profiel :

de kandidaat moet houder zijn van een doctoraat op proefschrift; ruime, door wetenschappelijke publicaties aantoonbare ervaring in communicatiewetenschappelijk onderzoek; publicaties op het vlak van communicatie m.b.t. beleid, politiek en maatschappelijke participatie strekken tot aanbeveling; ervaring met onderwijs aan grote groepen strekt tot aanbeveling.

Opdracht :

de onderwijsopdracht omvat ten minste volgende opleidingsonderdelen :

— « Communicatiewetenschap I » (30 u., 1ste kand. CW en PSW);

— « Communicatiewetenschap II » (30 u., 2de kand. CW);

— « Practicum Communicatiewetenschap » (30 u., 2de kand. CW);

— « Seminarie Communicatiewetenschap » (30 u., 2de kand. CW en PSW).

De onderzoekopdracht is gesitueerd in het vakgebied communicatiewetenschappen, bij voorkeur naar communicatieprocessen in het domein van beleid, politiek en maatschappelijke participatie.

13. Een voltijds lid van het zelfstandig academisch personeel in de vakgroep sociologie en sociaal beleid voor onderwijs, onderzoek en dienstverlening in het vakgebied theoretische sociologie, voor een periode van drie jaar met ingang van 1 oktober 1999, met uitzicht op een vaste aanstelling na positieve evaluatie. De graad waarin de aanstelling gebeurt, is afhankelijk van de wetenschappelijke anciënniteit van de kandidaat.

Profiel :

de kandidaat moet houder zijn van een doctoraat op proefschrift; ruime, door wetenschappelijke publicaties aantoonbare ervaring in theoretisch sociologisch onderzoek; aantoonbare belangstelling voor cultuursociologie; ervaring met onderwijs aan grote groepen strekt tot aanbeveling.

Opdracht :

de onderwijsopdracht omvat ten minste volgende opleidingsonderdelen :

— « Sociologie I » (60 u., 1ste kand. CW en PSW);

— « Sociologie II, deel 1 : hedendaagse auteurs » (helpt van 30 u., 2de kand. CW en PSW);

— « Cultuursociologie » (30 u., 2de kand. CW en PSW);

— « Seminarie Cultuursociologie » (30 u., 2de kand. (W en PSW).

De onderzoekopdracht is gesitueerd in de vakgebieden theoretische sociologie en cultuursociologie. Verwacht wordt :

— sociologische theorie-ontwikkeling met een systematisch karakter;

— theoretische inbreng in het empirisch onderzoek binnen de vakgroep; en reflectie op de onderzoeksresultaten van de vakgroep;

— analyse en theoretische duiding van culturele ontwikkelingen.

In de faculteit toegepaste economische wetenschappen :

14. Een deeltijds (30 %) tijdelijk lid van het zelfstandige academisch personeel in de vakgroep taal & communicatie voor onderwijs, onderzoek en dienstverlening in het vakgebied Frans (economisch Frans), van 1 oktober 1999, tot 30 september 2000.

Profiel :

doctor Romaanse taal en letterkunde (major Frans).

Opdracht :

onderwijs en onderzoek zakelijk en economisch Frans.

15. Volgende onderwijsopdrachten, met inbegrip van oefeningen en practica in de opleidingen handelsingenieur (HI) en handelsingenieur in de beleidsinformatica (HIB), zijn vacant met ingang van 1 oktober 1999 :

A. In het vakgebied informatica en informatietechnologie : enkel voor het academiejaar 1999-2000.

— Artificiële intelligentie (30 u., 3de jaar graad HI-HIB);

— Computerarchitectuur (30 u., 2de jaar graad HIB, 3de graad HI);

— Telematicasystemen (30 u., 3de jaar graad HI-HIB).

B. In het vakgebied telecommunicatietechnologie :

— Telecommunicatietechnologie (30 u., 3de jaar graad HI);

— Seminarie telecommunicatie en management (30 u., 3de jaar graad HI).

C. In het vakgebied elektronica en automatiseringstechnieken :

— Elektronica (60 u., 2de jaar graad HI-HIB);

— Actuele elektronische systemen (30 u., 3de jaar graad HI);

— CAD/CAM (30 u., 3de jaar graad HI);

— Toegepaste wiskunde en systeemtheorie en practicum (45 u., 1ste jaar graad HI-HIB) (onder voorbehoud van goedkeuring van de nieuwe naam van dit vak).

Kandidaten kunnen voor afzonderlijke of meerdere van deze opleidingsonderdelen solliciteren. Bij de samenstelling van een relevant geacht pakket van opleidingsonderdelen, aangevuld met onderzoek in de betrokken vakgebieden, is een aanstelling tot halftijds of voltijds lid van het zelfstandig academisch personeel in de vakgroep milieu- en technologiemanagement mogelijk in de ruim op te vatten vakgebieden elektrotechniek, elektronica, systeemtheorie en automatiseringstechnieken.

Afhankelijk van de omvang van de opdracht en de leeftijd, de ervaring en het diploma van de kandidaat is een vaste aanstelling, een tijdelijke aanstelling of een tijdelijke aanstelling van drie jaar, met uitzicht op een vaste aanstelling na die periode mits gunstige beoordeling, mogelijk. De graad waarin de aanstelling gebeurt, is afhankelijk van het dossier van de kandidaat.

De voorkeur gaat naar kandidaten met een doctoraat (op proefschrift) in de toegepaste wetenschappen of in de wetenschappen en met een aantoonbare onderwijs-, onderzoeks- of industriële ervaring in de betreffende vakgebieden. Kandidaten zonder doctoraat kunnen enkel in aanmerking komen voor een deeltijdse tijdelijke aanstelling.

Kandidaatstelling :

Voor bijkomende inlichtingen en/of de nodige sollicitatieformulieren kan u terecht op de personeelsdienst van UFSIA (Martien Cryns, tel. 03/220 45 07). De formulieren dienen uiterlijk op 30 april 1999, toe te komen bij de rector van UFSIA, Venusstraat 35, te 2000 Antwerpen. (6564)

**Actes judiciaires
et extraits de jugements**

**Gerechtelijke akten
en uittreksels uit vonnissen**

**Publication faite en exécution de l'article 490
du Code pénal**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 490
van het Strafwetboek**

*Infractions liées à l'état de faillite
Misdrijven die verband houden met de staat van faillissement*

Hof van beroep te Antwerpen

Uit het arrest op tegenspraak uitgesproken door het hof van beroep, achtste correctionele kamer, zitting houdende te Antwerpen op 24 februari 1999, blijkt dat :

n° 427 : Nauwelaerts, Martin Hendrik, bediende, geboren te Hoboken op 25 februari 1939, zonder gekende woon- of verblijfplaats,

veroordeeld is tot :

Voor de vermengde feiten A.I.1 t/m 12, A.II. t/m XI, A.XIII t/m XV, C.1 t/m 7 (zoals geactualiseerd), D.1 t/m (zoals geactualiseerd), E.I.1 t/m 11, E.I.12.a-b, E.I.13, E.I.14, E.II.1 t/m 7, E.III.1 t/m 5, E.IV.1 t/m 30, F.1-2-3, G, H.I-II (zoals geactualiseerd), I.1 t/m 12, J, K en L (allen zoals gepreciseerd qua tijdsbepaling) :

een hoofdgevangenisstraf van vier jaar met uitstel van vijf jaar voor één jaar;

een geldboete van 1 000 frank × 200 = 200 000 frank of drie maanden vervangende gevangenisstraf;

publicatie in het *Belgisch Staatsblad*;

doorhaling van de overtuigingsstukken;

een bijdrage van 10 frank × 200 = 2 000 frank;

een vergoeding van 1 000 frank;

kosten van eerste aanleg : 162 118 frank;

kosten van de straf- en burgerlijke vordering in hoger beroep : 9 991 frank,

alle kosten in beide aanleggen ondeelbaar veroorzaakt zijnde door de thans nog weerhouden misdrijven.

Uit hoofde van :

te Antwerpen, en/of elders in het Rijk :

tussen 5 maart 1985 (tenlasteleggingen C, D en L) en 16 juni 1998, de feiten voortdurende en achtereenvolgende uiting zijnde van eenzelfde opzet (zoals verbeterd)

A.I.1 t/m 12, A.II t/m A.XI, A.XIII t/m A.XIV : valsheid in geschriften en gebruik van valse stukken, wetende dat ze vals zijn

C.1 t/m 7 : valsheid in geschriften en gebruik van valse stukken, wetende dat ze vals zijn (zoals geactualiseerd)

D.1 t/m 5 : verduistering of verberging van een gedeelte van de activa mede bij gebrek aan conforme boekhouding (zoals geactualiseerd)

E.I.A t/m 11, E.I.12.a-b, E.I.13-14, E.II.1 t/m 7, E.III.1 t/m 5, E.IV.1 t/m 30 : oplichting

F.1-2-3 : misbruik van vertrouwen

G. : diefstal

H.I : met het oogmerk om de faillietverklaring uit te stellen, toestemd in leningen e.a. om zich geld te verschaffen (zoals geactualiseerd)

H.II : met het oogmerk om de faillietverklaring uit te stellen, niet tijdig aangifte te hebben gedaan van het faillissement (zoals geactualiseerd)

I.1 t/m 12 : uitgifte cheque zonder dekking

J. : uitgifte postcheque zonder dekking

K. : flessentrekkerij

L. : inbreuk op de wetgeving betreffende de boekhouding en jaarrekeningen van ondernemingen, namelijk niet voeren van een passende boekhouding.

Het hof beveelt de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Antwerpen, 23 maart 1999.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) J. Geysemans. (6565)

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek**

*Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du canton d'Enghien

Suite à la requête déposée le 12 février 1999, et par ordonnance du juge de paix du canton d'Enghien rendue le 12 mars 1999, Mme Slagmeulder, Maria, pensionnée, née à Vollezele le 9 mars 1921, domiciliée et résidant à 7850 Enghien, Abri Val Lise, place du Vieux Marché 56, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Ravets, Henri, avocat, domicilié chaussée de Bruxelles 94, à 7850 Enghien (Petit-Enghien).

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Tielemans, Philippe. (62015)

Justice de paix du premier canton de Huy

Suite à la requête déposée le 9 mars 1999, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Huy rendue le 17 mars 1999, Mme Bragard, Josette, née le 1^{er} janvier 1976, domiciliée rue Sélvs Longchamps 47, à 4300 Waremmes, résidant Centre hospitalier Hutois, Service Psychiatrie, rue des Trois Ponts 2, à 4500 Huy, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Nathalie Tobola, avocate à 4500 Huy, rue du Marais 1.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Gendebien, Liliane. (62016)

Justice de paix du second canton de Mons

Suite à la requête déposée le 4 mars 1999, par ordonnance du juge de paix du second canton de Mons rendue le 16 mars 1999, M. Montagne, Georges Florian, né le 21 novembre 1907 à Le Rœulx, domicilié Trieu à la Bergeole 5, 7070 Le Rœulx, résidant à l'établissement Hôpital Ambroise Paré, le Directeur, rue de la Cure d'Air 19, 7021 Havré, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de M. Beck, David Jean Roger, domicilié en Espagne, Cat. del Faro 22, à Puerto de Soller (Palma de Mallorca), né le 3 janvier 1964 à Mons, résidant rue des Pierres à Fusils 3, 7020 Nimy (Mons).

Pour extrait conforme : le greffier en chef, ff., (signé) Collet, Claude. (62017)

Justice de paix du canton de Saint-Nicolas

Suite à la requête déposée le 26 février 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Saint-Nicolas rendue le 17 mars 1999, M. Jamin, Lambert, divorcé d'avec Huysman, Lilianne, né le 27 juin 1933 à Liège, domicilié rue Professeur Mahaim 2, 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de M. Huart, François, place Saint-Jacques 13, 4000 Liège.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Kaket, Alberte. (62018)

Suite à la requête déposée le 26 février 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Saint-Nicolas rendue le 17 mars 1999, M. Vrancken, Isidore, né le 20 août 1947 à Liège, domicilié rue Professeur Mahaim 2, 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Secretin, Georges, avocat, dont l'étude est sise quai de Rome 21, 4000 Liège.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Kaket, Alberte. (62019)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai rendue le 22 mars 1999, M. Fauquet, Edouard, né le 16 octobre 1911 à Liévin (France), domicilié à 7500 Tournai, rue Doublet 1/16, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Pochart, Jean-Philippe, avocat, domicilié à 7500 Tournai, rue de l'Athénée 10.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (62020)

Justice de paix du canton de Wavre

Par ordonnance du juge de paix du canton de Wavre en date du 17 mars 1999, le nommé Devesse, Gregory, né le 4 août 1978, domicilié et résidant actuellement rue Alfred Haulotte 7, 1340 Limelette, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Devesse, Jean-Pierre, coloriste, domicilié rue Alfred Haulotte 7, Limelette.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) V. Smekens. (62021)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Wavre en date du 11 mars 1999, la nommée Collet, Ernestine, née le 16 août 1932, domiciliée rue J. Francis 66, 1301 Bierges, résidant actuellement à la Clinique du Champ Sainte-Anne, 1300 Wavre, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Lietar, Bernard, avocat, domicilié rue Lambert Fortune 65, 1300 Wavre.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) V. Smekens. (62022)

Vrederegerecht van het kanton Berchem-Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter in het gerechtelijk kanton Berchem-Antwerpen, verleend op 24 maart 1999, werd Michielsens, Albert, geboren te Ekeren op 19 december 1936, ongehuwd, verblijvende in het Psychiatrisch Centrum Sint-Amedeus, te Mortsel, aan de Deurnestraat 252, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder, zijn zuster : Michielsens, Martha, zonder beroep, wonende te Schilde, aan de Turnhoutsebaan 120.

Berchem (Antwerpen), 24 maart 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Jespers, Arthur. (62023)

Bij beschikking van de vrederechter in het gerechtelijk kanton Berchem-Antwerpen, verleend op 24 maart 1999, werd Roosen, Jozef, geboren te Antwerpen op 17 juni 1913, echtgenoot van Geudens, Maria, wonende te Edegem, aan de Parklaan 112, doch verblijvende in het R.V.T. Cleo, te Berchem (Antwerpen), aan de Van Vaerenbergstraat 31, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder, zijn stiefzoon : Van Uffelen, Gustaaf, bediende, wonende te Edegem, Varenblok 30.

Berchem (Antwerpen), 24 maart 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Jespers, Arthur. (62024)

Vrederegerecht van het kanton Deinze

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Deinze, verleend op 23 maart 1999, werd Meheus, Achiël Cornelius, geboren te Kruishoutem op 21 augustus 1914, gedomicilieerd en met huidige verblijfplaats te 9870 Zulte (Olsene), Sint-Pietersstraat 17, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder, zijn dochter : Meheus, Christine, bediende, gedomicilieerd te 9870 Zulte (Olsene), Groene Weg 6A.

Deinze, 24 maart 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) Dora Stevens. (62025)

Vrederecht van het kanton Mol

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mol, verleend op 16 maart 1999, werd Verheijen, Rosalia Joanna Philomena, geboren te Turnhout op 15 mei 1953, gehuwd, wonende te 2460 Kasterlee, Lindenlaan 12, verblijvende in het OPZ, Pas 200, te 2440 Geel, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoester: Gilis, Katrin, advocaat, wonende te 2440 Geel, Dr. Van de Perrestraat 251.

Mol, 24 maart 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Paul Verhaert.
(62026)

Vrederecht van het eerste kanton Oostende

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Oostende, verleend op 22 maart 1999, werd Lanssens, Danny, geboren te Nieuwpoort op 21 juni 1969, wonende te 8450 Bredene, Driftweg 5, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Batsleer, Frank, advocaat, wonende te 8400 Oostende, Kemmelbergstraat 11.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 16 maart 1999.

Oostende, 22 maart 1999.

De griffier, (get.) Marc Deleu. (62027)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Justice de paix du canton de Thuin

Par ordonnance du juge de paix du canton de Thuin en date du 17 mars 1999, la nommée Libois, Georgette, née à Mont-sur-Marchienne le 14 novembre 1919, résidant actuellement à 6120 Ham-sur-Heure, allée des Ecoreuils 60:

a été déclaré incapable de gérer ses biens, et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant: Tilmont, Michel, technicien, domicilié à 6032 Charleroi, allée du Mon Logis 12;

a été déchargé de ses fonctions d'administrateur provisoire des biens de la personne préqualifiée ci-dessus, fonctions lui conférées par notre ordonnance du 13 octobre 1997, suite au décès de la personne protégée.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint, (signé) Agnès Mathieu. (62028)

Vrederecht van het kanton Deurne

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Deurne, verleend op 24 maart 1999, werd een einde gesteld aan het mandaat van voorlopig bewindvoerder van de heer Elbers, John, kantoorkhoudende te 2000 Antwerpen, Britselei 28/2, over de goederen van Deckers, Regina Clementina, weduwe van de heer Dewel, Alphonsus Victor, geboren te Ramsel op 4 april 1897, verblijvende in het huis Vandecruys, 2100 Antwerpen (Deurne), De Gilmanstraat 32-34, overleden te Antwerpen op 3 maart 1999.

Antwerpen (Deurne), 24 maart 1999.

(Get.) Blendeman, Richard, hoofdgriffier. (62029)

*Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du canton de Grivegnée

Suite à la requête déposée le 17 mars 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège) rendue le 17 mars 1999, il a été mis fin à la mission de Me Orban, Patricia, avocat, dont les bureaux sont sis à 4030 Grivegnée, rue Vinàve 32, en tant qu'administrateur provisoire de Mme Houben, Fulvie Marie, veuve Toussaint, née le 7 janvier 1920 à Otrange, domiciliée à la Maison de Repos « La Belle Jardinière », rue de la Belle Jardinière 265, à 4031 Angleur.

La personne protégée a été pourvue d'un nouvel administrateur provisoire, à savoir: Me Houben, Marcel, avocat, dont les bureaux sont sis rue Vinàve 32, à 4030 Grivegnée (Liège).

Pour extrait conforme: le greffier adjoint principal, (signé) Foges, Nicole. (62030)

Suite à la requête déposée le 17 mars 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège) rendue le 17 mars 1999, il a été mis fin à la mission de Me Orban, Patricia, avocat, dont les bureaux sont sis à 4030 Grivegnée, rue Vinàve 32, en tant qu'administrateur provisoire de Mme Stembert, Madeleine, veuve Brevers, Henri, née le 26 avril 1906, domicilié au Home « Hôtel des Bains », avenue des Ardennes 96, à 4130 Tilff.

La personne protégée a été pourvue d'un nouvel administrateur provisoire, à savoir: Me Houben, Marcel, avocat, dont les bureaux sont sis rue Vinàve 32, à 4030 Grivegnée (Liège).

Pour extrait conforme: le greffier adjoint principal, (signé) Foges, Nicole. (62031)

Suite à la requête déposée le 16 mars 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège) rendue le 17 mars 1999, il a été mis fin à la mission de Me Orban, Patricia, avocat, dont les bureaux sont sis à 4030 Grivegnée, rue Vinàve 32, en tant qu'administrateur provisoire de Mme Dodion, Yvette Georgette Yvonne, née le 22 juin 1956 à Schaerbeek, domiciliée rue Sainte-Marguerite 141, à 4000 Liège.

La personne protégée a été pourvue d'un nouvel administrateur provisoire, à savoir: Me Houben, Marcel, avocat, dont les bureaux sont sis rue Vinàve 32, à 4030 Grivegnée (Liège).

Pour extrait conforme: le greffier adjoint principal, (signé) Foges, Nicole. (62032)

Suite à la requête déposée le 17 mars 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège) rendue le 17 mars 1999, il a été mis fin à la mission de Me Orban, Patricia, avocat, dont les bureaux sont sis à 4030 Grivegnée, rue Vinàve 32, en tant qu'administrateur provisoire de Mme Bernimoulin, Marie, veuve de Billet, Joseph, née le 14 décembre 1906 à Sint-Petersbourg, domiciliée à la Maison de Repos « Le Repos Fleuri », voie de Liège 11, à 4053 Embourg.

La personne protégée a été pourvue d'un nouvel administrateur provisoire, à savoir: Me Houben, Marcel, avocat, dont les bureaux sont sis rue Vinàve 32, à 4030 Grivegnée (Liège).

Pour extrait conforme: le greffier adjoint principal, (signé) Foges, Nicole. (62033)

Suite à la requête déposée le 17 mars 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège) rendue le 17 mars 1999, il a été mis fin à la mission de Me Orban, Patricia, avocat, dont les bureaux sont sis à 4030 Grivegnée, rue Vinàve 32, en tant qu'administrateur provisoire de Mme Sorée, Nelly, née le 23 décembre 1911, veuve, domiciliée à la Résidence « Hôtel des Bains », avenue des Ardennes 96, à 4130 Tilff.

La personne protégée a été pourvue d'un nouvel administrateur provisoire, à savoir : Me Houben, Marcel, avocat, dont les bureaux sont sis rue Vinàve 32, à 4030 Grivegnée (Liège).

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Foges, Nicole. (62034)

Suite à la requête déposée le 17 mars 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège) rendue le 17 mars 1999, il a été mis fin à la mission de Me Orban, Patricia, avocat, dont les bureaux sont sis à 4030 Grivegnée, rue Vinàve 32, en tant qu'administrateur provisoire de Mme Gabriel, Henriette, née le 3 mars 1920 à Beyne-Heusay, domiciliée à la Maison de Repos « La Sapinière », rue Fond des Maçons 33, à 4051 Vaux-sous-Chèvremont.

La personne protégée a été pourvue d'un nouvel administrateur provisoire, à savoir : Me Houben, Marcel, avocat, dont les bureaux sont sis rue Vinàve 32, à 4030 Grivegnée (Liège).

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Foges, Nicole. (62035)

Suite à la requête déposée le 17 mars 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège) rendue le 17 mars 1999, il a été mis fin à la mission de Me Orban, Patricia, avocat, dont les bureaux sont sis à 4030 Grivegnée, rue Vinàve 32, en tant qu'administrateur provisoire de Mme Simquay, Lucie Louise Maria, veuve Franken, Maurice, née le 23 avril 1911 à Ougrée, domiciliée rue des Pampres 90, à 4102 Ougrée, résidant à la Maison de repos « La Pommeraie », rue Jules Cralle 363, à 4030 Grivegnée (Liège).

La personne protégée a été pourvue d'un nouvel administrateur provisoire, à savoir : Me Houben, Marcel, avocat, dont les bureaux sont sis rue Vinàve 32, à 4030 Grivegnée (Liège).

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Foges, Nicole. (62036)

Suite à la requête déposée le 16 mars 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège) rendue le 16 mars 1999, il a été mis fin à la mission de Me Orban, Patricia, avocat, dont les bureaux sont sis à 4030 Grivegnée, rue Vinàve 32, en tant qu'administrateur provisoire de Mme Jamart, Jeanne, divorcée d'Heuchenne, Christian, née le 4 mars 1945 à Monz-lez-Liège, domiciliée quai des Ardennes 50/56, à 4020 Liège.

La personne protégée a été pourvue d'un nouvel administrateur provisoire, à savoir : Me Houben, Marcel, avocat, dont les bureaux sont sis rue Vinàve 32, à 4030 Grivegnée (Liège).

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Foges, Nicole. (62037)

Suite à la requête déposée le 17 mars 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège) rendue le 17 mars 1999, il a été mis fin à la mission de Me Orban, Patricia, avocat, dont les bureaux sont sis à 4030 Grivegnée, rue Vinàve 32, en tant qu'administrateur provisoire de M. Teheur, Oscar, divorcé, né le 25 mai 1929, domicilié à la maison de repos « La Belle Jardinière », rue de la Belle Jardinière 265, à 4031 Angleur.

La personne protégée a été pourvue d'un nouvel administrateur provisoire, à savoir : Me Houben, Marcel, avocat, dont les bureaux sont sis rue Vinàve 32, à 4030 Grivegnée (Liège).

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Foges, Nicole. (62038)

Suite à la requête déposée le 17 mars 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège) rendue le 17 mars 1999, il a été mis fin à la mission de Me Orban, Patricia, avocat, dont les bureaux sont sis à 4030 Grivegnée, rue Vinàve 32, en tant qu'administrateur provisoire de M. Schreurs, Winand, veuf Brockmans, Rosalie, né le 20 novembre 1932 à Montzen, pensionné, domicilié rue Kinet 4, à 4030 Grivegnée (Liège).

La personne protégée a été pourvue d'un nouvel administrateur provisoire, à savoir : Me Houben, Marcel, avocat, dont les bureaux sont sis rue Vinàve 32, à 4030 Grivegnée (Liège).

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Foges, Nicole. (62039)

Vrederegrecht van het eerste kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Antwerpen, verleend op 17 maart 1999, werd Renkens, Willem, aangezien bij beschikking verleend door de vrederechter van het eerste kanton Antwerpen op 11 april 1997 (rolnummer 3073-Rep.R. 989/1997), tot voorlopig bewindvoerder over Renkens, Peter, geboren te Schoten op 28 juli 1967, wonende te 9470 Denderleeuw, Azalealaan 33, opgenomen in de instelling A.Z. Stuivenberg, Lange Beeldekensstraat 267, te 2060 Antwerpen-6 (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 25 april 1997, blz. 9906, en onder nr. 6923), met ingang van 4 maart 1999 ontslagen van zijn opdracht.

Voegt toe als nieuwe voorlopige bewindvoerder aan de voornoemde beschermde persoon Renkens, Peter : De Schryver, Yves, advocaat, met kantoor te 2018 Antwerpen-1, Peter Benoitstraat 32.

Antwerpen, 24 maart 1999.

De griffier, (get.) Braeken, Godelieve. (62040)

Publication prescrite par l'article 793 du Code civil

Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793 van het Burgerlijk Wetboek

Acceptation sous bénéfice d'inventaire Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving

Bij verklaring van 4 maart 1999, afgelegd op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, heeft Mevr. Denayer, Hilde Christa, bediende, weduwe van de heer Neusy, Hugo, wonende te 1600 Sint-Pieters-Leeuw, Impeleer 152, handelend in haar hoedanigheid van moeder-voogdes over de persoon en de goederen van haar bij haar wonende minderjarig kind, namelijk : Mej. Neusy, Stefanie, geboren te Anderlecht op 21 oktober 1998, verklaard te aanvaarden onder voorbehoud van boedelbeschrijving, de nalatenschap van de heer Neusy, Hugo Raoul, in leven arbeider, geboren te Sint-Agatha-Berchem op 9 november 1959, laatst wonende te Sint-Pieters-Leeuw, Brusselbaan 481, overleden te Sint-Pieters-Leeuw op 25 september 1998. De schuldeises en legatarissen worden verzocht zich bij aangetekend schrijven bekend te maken, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opnemings in het *Belgisch Staatsblad*, van onderhavige bekendmaking.

Dit bericht moet gericht worden aan notaris Herman Leemans, te Sint-Pieters-Leeuw, Galgstraat 229.

(Get.) H. Leemans, notaris. (6566)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Volgens akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen op 24 maart 1999, heeft Cassauwers, Frank Henri, geboren te Antwerpen op 27 juni 1958, wonende te 2640 Mortsel, Vijf-aprilwarande 1, bus 8, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Cassauwers, Henri Marcel, geboren te Hoboken op 19 augustus 1934, in leven laatst wonende te 2660 Hoboken (Antwerpen), Steynstraat 189, en overleden te Antwerpen op 22 december 1998.

Er wordt woonstkeuze gedaan bij de heer Cassauwers, Frank, te Mortsel, Vijf-aprilwarande 1, bus 8.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen, binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht, gericht aan de door de erfgenaam gekozen woonplaats.

Antwerpen, 24 maart 1999.

De adjunct-griffier, (get.) R. Aerts. (6567)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Bij akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde op 24 maart 1999, heeft Van Hoorde, Marie-Louise Catharina B., geboren te Sint-Niklaas op 28 maart 1950, wonende te 9170 Sint-Gillis-Waas, Koning Boudewijnlaan 21, handelend in haar hoedanigheid van voogdes over Van Hoorde, Lucien Leopold Yvonne, geboren te Sint-Niklaas op 18 november 1955, wonende en verblijvende te 9111 Sint-Niklaas (Belsele), Patershoek 4-6, en in staat van verlengde minderjarigheid verklaard bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde d.d. 24 oktober 1979, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Christiaens, Wivina Maria Sophia, geboren te Sint-Niklaas op 8 september 1910, in leven laatst wonende te 9100 Sint-Niklaas, Hospitaalstraat 12, en overleden te Sint-Niklaas op 19 mei 1998.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opnemning in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. Verstraete, Johan, notaris te 9112 Sint-Niklaas (Sinaai), Zwaanaardestraat 18.

Dendermonde, 24 maart 1999.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) W. Colman. (6568)

Rechtbank van eerste aanleg te Tongeren

Ten jare negentienhonderd negennegentig, op vijftien maart, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg van het gerechtelijk arrondissement Tongeren, voor ons Lieve Geurts, adjunct-griffier, is verschenen: Haenraets, Anne-Marie, advocaat te Lanaken, Koning Albertlaan 73, in haar hoedanigheid van voorlopig bewindvoester van Braeken, Margaretha, geboren te Vucht op 1 mei 1916, wonende te 3630 Maasmechelen, Rusthuis RVT, Dreef 148, hiertoe aangesteld door beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen op 23 juni 1995, gemachtigd deze nalatenschap te aanvaaren onder voorrecht van boedelbeschrijving, door beschikking van de heer vrederechter te Maasmechelen d.d. 15 januari 1999, die ons in het Nederlands verklaart de nalatenschap van wijlen Braeken, Herman Nicolaes, geboren te Vucht op 2 december 1927, in leven wonende te Vucht, Gratumstraat 6, overleden te Maasmechelen op 22 november 1997, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, bij aangetekend schrijven, hun rechten te doen gelden binnen de drie maanden te rekenen vanaf de datum van de opnemning van deze akte in het *Belgisch Staatsblad*.

Dat aangetekend schrijven moet verzonden worden aan notaris Bartels, met standplaats te 3770 Kane, Statiestraat 36.

Waarvan akte opgemaakt op verzoek van de verschijnster en door deze, na voorlezing, ondertekend samen met ons, adjunct-griffier.

(Get.) L. Geurts; A.-M. Haenraets.

Tongeren, 16 maart 1999.

Voor eensluidend verklaard afschrift afgeleverd aan Mr. Haenraets, advocate te Lanaken: de hoofdgriffier, (get.) H. Roeffelaer. (6569)

Rechtbank van eerste aanleg te Turnhout

Bij akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout op 24 maart 1999, hebben:

1. Sluyts, Frans August Celina, geboren te Herentals op 24 juni 1935, wonende te 2200 Herentals, Sint-Jansstraat 98;

2. Sluyts, Hubert Julia August, geboren te Herentals op 25 september 1949, wonende te 2200 Herentals, Lange Eerselsstraat 101;

3. Sluyts, Alfonsina Constantia A., geboren te Herentals op 20 februari 1953, wonende te 2200 Herentals, Geelseweg 42, allen handelende in eigen naam, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Dauwen, Maria Josephina, geboren te Herentals op 27 november 1910, in leven laatst wonende te 2200 Herentals, Vorselaarsebaan 1, en overleden te Herentals op 15 februari 1999.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opnemning in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten te doen kennen op het kantoor van Mr. De Brabanter, Jan, kantoorhoudende te 1730 Asse, Stationsstraat 69.

Turnhout, 24 maart 1999.

De griffier, (get.) W. Van der Veken. (6570)

Tribunal de première instance de Bruxelles

Suivant acte n° 99-503 passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 24 mars 1999:

Mlle Katrin Roggeman, domiciliée à 2870 Ruisbroek, Pullaarssteenweg 150, agissant en sa qualité de mandataire en vertu de deux procurations sous seing privé:

la 1^{re} datée du 16 février 1999 et donnée par M. Benoît Albert André Vandersmissen, né à Ixelles le 27 septembre 1966, domicilié à 1150 Bruxelles, avenue Jules de Trooz 11/2;

la 2^e datée du 16 février 1999 et donnée par M. Didier Robert André Vandersmissen, né à Ixelles le 26 décembre 1969, domicilié à 1200 Bruxelles, avenue de Mai 206,

a déclaré, pour et au nom de ses mandants, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Vandersmissen, André Louis Fernand, né à Berchem-Sainte-Agathe le 28 mars 1938, de son vivant domicilié à Uccle, rue Gatti de Gamond 191, et décédé le 3 janvier 1999 à Uccle.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. Thierry Van Halteren, notaire à 1000 Bruxelles, rue de l'Association 30.

Bruxelles, le 24 mars 1999.

Le greffier, (signé) Aerts, Vera. (6571)

Tribunal de première instance de Dinant

L'an mil neuf cent nonante-huit, le mardi premier décembre, par-devant nous, Georgette Feret, greffier en chef du tribunal de première instance séant à Dinant, province de Namur, a comparu au greffe de ce tribunal: Mme Malinowski, Françoise Madeleine Marie, née à Vierves-sur-Viroin le 3 juin 1960, veuve de Willem, Jean Claude, domiciliée à 5660 Petite-Chapelle, rue du Bois 9, agissant en sa qualité de mère et tutrice légale de ses enfants mineurs domiciliés avec elle, Willem, Sandrine et François, respectivement nés à Dinant le 14 janvier 1981 et le 18 février 1983, laquelle comparante, faisant choix de la langue française, et pour se conformer à la délibération du conseil de famille tenu sous la présidence de M. le juge de paix du canton de Couvin en date du 26 novembre 1998, et dont extrait conforme restera annexé au présent acte, nous a déclaré, pour et au nom de ses enfants mineurs préqualifiés, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession qui leur est dévolue par le décès de leur grand-mère paternelle, Mme Vincent, Maria Joséphine, née à Fontaine-l'Évêque le 22 août 1937, épouse de Willem, Roger, en son vivant ouvrière d'usine, domiciliée à 5600 Philippeville (Rom), rue des Chavées 4, et décédée à Philippeville en date du 14 juillet 1998.

Dont acte, que la comparante a signé avec nous, greffier en chef, après lecture faite.

(Signé) G. Feret; F. Malinowski.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion. Cet avis doit être adressé à Me Etienne Laurent, notaire à 5620 Florennes.

Pour copie conforme délivrée à Mme Françoise Malinowski : le greffier en chef, (signé) G. Feret. (6572)

Tribunal de première instance de Verviers

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le vingt-trois mars, au greffe du tribunal de première instance séant à Verviers, a comparu :

M. Smetz, Patrick, clerc de notaire, domicilié à Wegnez, rue des Doux-Fonds 4, agissant en qualité de mandataire de :

Mme Corroyez, Joséphine A.G., née à Andrimont le 26 mars 1915, veuve d'Adriaenssens, Nicolas, domiciliée à Verviers, rue Darimont 35, agissant en nom personnel;

Mme Adriaenssens, Jacqueline J.J., née à Stembert le 29 mai 1942, domiciliée à Spa, route du Tonnelet 61, fille du défunt, agissant en nom personnel;

Mme Adriaenssens, Annie J.J., née à Stembert le 6 septembre 1951, domiciliée à Héron, rue Bel Horizon 2, fille du défunt, agissant en nom personnel;

M. Adriaenssens, Marc O.J., né à Verviers le 23 novembre 1964, domicilié à Stembert, rue Transversale 5, petit-fils du défunt, agissant en nom personnel;

Mme Adriaenssens, Magda R.J., née à Verviers le 8 juin 1967, domiciliée à Limbourg, Sur les Remparts 44, petite-fille du défunt, agissant en nom personnel,

en vertu d'une seule et même procuration sous seing privé donnée à Verviers le 15 mars 1999, laquelle restera ci-annexée,

lequel comparant a déclaré au nom de ses mandants, accepter sous bénéfice d'inventaire, la succession de M. Adriaenssens, Nicolas, né à Roubaix le 14 août 1913, époux de Corroyez, Joséphine, domicilié à Verviers, rue Darimont 35, décédé à Liège le 7 janvier 1999.

Dont acte signé, lecture faite par le comparant et le greffier.

(Signé) P. Smetz; J. Dubru.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion, par pli recommandé, à Me Guyot, notaire à Spa.

Le greffier en chef du tribunal, (signé) José Dubru. (6573)

Concordat judiciaire – Gerechtelijk akkoord

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du 22 mars 1999, le tribunal de commerce de Nivelles à révoqué le sursis provisoire octroyé à Jardin de Lumière S.A., R.C. Nivelles 82094, dont le siège social est situé Carré Gomand 1, à 1380 Lasne, T.V.A. 457.874.741, ayant pour conseil Me Luc Goethals, avocat à 1330 Rixensart, avenue de Mérode 112, par jugement du 7 décembre 1998.

Pour extrait conforme : (signé) M.P. Leleux, greffière. (6574)

Faillite – Faillissement

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 16 maart 1999, uitgesproken door de vijfde kamer, zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, werden de verrichtingen van het faillissement van de B.V.B.A. Garage Coppens, met maatschappelijke zetel te 1745 Opwijk, Heiveld 10, H.R. Brussel 254981, BTW 400.720.856, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

De rechtbank verklaart de gefailleerde niet verschoonbaar.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. De Ridder. (Pro deo) (6575)

Bij vonnis van 16 maart 1999, uitgesproken door de vijfde kamer, zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, werden de verrichtingen van het faillissement van de B.V.B.A. « A.R.P. Machines », met maatschappelijke zetel te 1930 Zaventem, Parklaan 7, bus 4, H.R. Brussel 575381, BTW 451.428.201, gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

De rechtbank verklaart de gefailleerde niet verschoonbaar.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. De Ridder. (Pro deo) (6576)

Bij vonnis van 16 maart 1999, uitgesproken door de vijfde kamer, zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, werden de verrichtingen van het faillissement van de C.V. Volleyclub Lennik, met maatschappelijke zetel te 1750 Lennik, Karel Keymolstraat 27, BTW 445.228.911, gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

De rechtbank verklaart de gefailleerde niet verschoonbaar.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. De Ridder. (Pro deo) (6577)

Bij vonnis van 16 maart 1999, uitgesproken door de vijfde kamer, zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, werden de verrichtingen van het faillissement van de N.V. Puca (voorheen Puca Pucara), met maatschappelijke zetel te 3090 Overijse, Hoeilaartsesteenweg 80, H.R. Kortrijk 120879, BTW 439.312.802, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

De rechtbank verklaart de gefailleerde niet verschoonbaar.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. De Ridder. (Pro deo) (6578)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 16 mars 1999 prononcé par la cinquième chambre, salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, les activités de la faillite de la S.A. Agri-Food, avec siège social à 1020 Bruxelles, rue Marie-Christine 80, R.C. Louvain A12696, T.V.A. 443.741.148, ont été clôturées par défaut d'actif.

Le tribunal déclare le failli non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. De Ridder. (Pro deo) (6579)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 16 maart 1999 uitgesproken door de vijfde kamer, zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, werden de verrichtingen van het faillissement van de N.V. Agri-Food, met maatschappelijke zetel te 1020 Brussel, Marie-Christinastraat 80, H.R. Leuven A12696, BTW 443.741.148, gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

De rechtbank verklaart de gefailleerde niet verschoonbaar.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. De Ridder.
(Pro deo) (6579)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 16 mars 1999 prononcé par la cinquième chambre, salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, les activités de la faillite de la S.P.R.L. Pro Grafi Plus, avec siège social à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, place Saint-Lazare 4, R.C. Bruxelles 578495, T.V.A. 437.382.106, ont été clôturées par défaut d'actif.

Le tribunal déclare le failli non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. De Ridder.
(Pro deo) (6580)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 16 maart 1999 uitgesproken door de vijfde kamer, zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, werden de verrichtingen van het faillissement van de B.V.B.A. Pro Grafi Plus, met maatschappelijke zetel te 1210 Sint-Joost-ten-Node, Sint-Lazarusplein 4, H.R. Brussel 578495, BTW 437.382.106, gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

De rechtbank verklaart de gefailleerde niet verschoonbaar.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. De Ridder.
(Pro deo) (6580)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 16 mars 1999 prononcé par la cinquième chambre, salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, les activités de la faillite de la S.P.R.L. Debecker, avec siège social à 1070 Anderlecht, boulevard Poincaré 46, bte 8, R.C. Bruxelles 344138, T.V.A. 421.956.235, ont été clôturées par défaut d'actif.

Le tribunal déclare le failli non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. De Ridder.
(Pro deo) (6581)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 16 maart 1999 uitgesproken door de vijfde kamer, zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, werden de verrichtingen van het faillissement van de B.V.B.A. Debecker, met maatschappelijke zetel te 1070 Anderlecht, Poincarélaan 46, bus 8, H.R. Brussel 344138, BTW 421.956.235, gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

De rechtbank verklaart de gefailleerde niet verschoonbaar.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. De Ridder.
(Pro deo) (6581)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 16 mars 1999 a été clôturée, pour absence d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Restodata, en liquidation, place Cardinal Mercier 25, 1090 Jette.

Le failli fut déclaré non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) O. Ronse.
(Pro deo) (6582)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 16 maart 1999, werd afgesloten bij gebrek aan actief, het faillissement van de B.V.B.A. Restodata, in vereffening, Kardinaal Mercierplein 25, 1090 Jette.

Gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) O. Ronse.
(Pro deo) (6582)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 16 mars 1999 a été clôturée, pour absence d'actif, la faillite de la S.A. Renau Construct, siège social à 1190 Bruxelles, avenue Everard 9.

Le failli fut déclaré non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) O. Ronse.
(Pro deo) (6583)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 16 maart 1999, werd afgesloten bij gebrek aan actief, het faillissement van de N.V. Renau Construct, 1190 Brussel, Everardlaan 9.

Gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) O. Ronse.
(Pro deo) (6583)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 février 1999 du tribunal de commerce de Bruxelles, la faillite de la C.V. R.D.M. Consulting, ayant son siège à 1080 Bruxelles, Jubelfeestlaan 71, R.C. Bruxelles 503291, T.V.A. 433.321.764, a été clôturée par manque d'actif.

Le tribunal a déclaré la faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) B. Asscherickx. (6584)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 23 februari 1999 van de rechtbank van koophandel te Brussel, werd het faillissement van de C.V. R.D.M. Consulting, met zetel te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, Jubelfeestlaan 71, H.R. Brussel 503291, BTW 433.321.764, gesloten verklaard wegens gebrek aan actief.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) B. Asscherickx. (6584)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 18 mars 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Travelhomes, ayant son siège social à 1030 Schaerbeek, rue Richard Vandevelde 26, et ayant son siège d'exploitation à 1800 Vilvoorde, Abeelstraat 81, R.C. Bruxelles 499960, T.V.A. 432.965.240.

Activité commerciale principale : location-vente motorhomes.

Juge-commissaire : M. Michel De Wolf.

Curateur : Me Rosine Périer, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 21 avril 1999, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice.

Pour extrait conforme : (signé) Rosine Périer, curateur.
(Pro deo) (6585)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 18 maart 1999 werd geopend verklaard, op aangifte, het faillissement van de N.V. Travelhomes, met maatschappelijke zetel te 1800 Vilvoorde, Abeelstraat 81, H.R. Brussel 499960, BTW 432.965.240.

Voornaamste handelsactiviteit : huur en verkoop van motorhomes.

Rechter-commissaris : de heer Michel De Wolf.

Curator : Rosine Périer, Terhulpsesteenweg 187, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 21 april 1999, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Rosine Périer, curateur.
(Pro deo) (6585)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 22 mars 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société coopérative Losanganya, dont le siège social est situé rue de la Ferme 1, à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, R.C. Bruxelles 500406, T.V.A. 433.368.383.

Juge-commissaire : M. Servais.

Curateur : Me Jean-Pierre Van der Borght, rue des Astronomes 14, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 28 avril 1999, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean-Pierre Van der Borght.
(Pro deo) (6586)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 22 maart 1999 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de C.V. Losanganya, met maatschappelijke zetel te 1210 Sint-Joost-ten-Node, rue de la Ferme 1, H.R. Brussel 500406, BTW 433.368.383.

Rechter-commissaris : M. Servais.

Curator : Mr. Jean-Pierre Van der Borght, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 28 april 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jean-Pierre Van der Borght.
(Pro deo) (6586)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 22 mars 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société anonyme Jacabru, dont le siège social est situé avenue de la Toison d'Or 39, à 1050 Ixelles, R.C. Bruxelles 461179, T.V.A. 425.862.959.

Juge-commissaire : M. Servais.

Curateur : Me Jean-Pierre Van der Borght, rue des Astronomes 14, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 28 avril 1999, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean-Pierre Van der Borght.
(Pro deo) (6587)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 22 maart 1999 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de N.V. Jacabru, met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, Gulden Vlieslaan 39, H.R. Brussel 461179, BTW 425.862.959.

Rechter-commissaris : M. Servais.

Curator : Mr. Jean-Pierre Van der Borght, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 28 april 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jean-Pierre Van der Borght.
(Pro deo) (6587)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 22 mars 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Baticlose, dont le siège social est établi à 1030 Schaerbeek, rue Monroe 63-65, R.C. Bruxelles 565758, T.V.A. 449.310.928.

Juge-commissaire : M. Servais.

Curateur : Me Jean-Pierre Van der Borght, rue des Astronomes 14, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 28 avril 1999, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean-Pierre Van der Borght (Pro deo) (6588)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 22 maart 1999 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de B.V.B.A. Baticlose, met maatschappelijke zetel te 1030 Schaarbeek, Monrosestraat 63-65, H.R. Brussel 565758, BTW 449.310.928.

Rechter-commissaris : M. Servais.

Curator : Mr. Jean-Pierre Van der Borght, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 28 april 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jean-Pierre Van der Borght (Pro deo) (6588)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 22 mars 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société anonyme Grande Imprimerie et Fabrique de Registres, dont le siège social est situé rue G. Simpson 19-21, à 1083 Ganshoren, et le siège d'exploitation rue Prévinaire 74-76, à 1070 Anderlecht, R.C. Bruxelles 5768, T.V.A. 402.806.257.

Juge-commissaire : M. Servais.

Curateur : Me Jean-Pierre Van der Borght, rue des Astronomes 14, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 28 avril 1999, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean-Pierre Van der Borght (Pro deo) (6589)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 22 maart 1999 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de N.V. Grande Imprimerie et Fabrique de Registres, met maatschappelijke zetel te 1083 Ganshoren, Simpsonstraat 19, en uitbatingszetel Prévinairestraat 74-76, te 1070 Anderlecht, H.R. Brussel 5768, BTW 402.806.257.

Rechter-commissaris : M. Servais.

Curator : Mr. Jean-Pierre Van der Borght, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 28 april 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jean-Pierre Van der Borght (Pro deo) (6589)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 22 mars 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société privée responsabilité limitée Au Petit Chef, dont le siège social est situé rue de Veeweyde 140, à 1070 Anderlecht, R.C. Bruxelles 598590, T.V.A. 456.766.268.

Juge-commissaire : M. Servais.

Curateur : Me Jean-Pierre Van der Borght, rue des Astronomes 14, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 28 avril 1999, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean-Pierre Van der Borght (Pro deo) (6590)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 22 maart 1999 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de B.V.B.A. Au Petit Chef, met maatschappelijke zetel te 1070 Anderlecht, Veeweydestraat 140, H.R. Brussel 598590, BTW 456.766.268.

Rechter-commissaris : M. Servais.

Curator : Mr. Jean-Pierre Van der Borght, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 28 april 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jean-Pierre Van der Borght (Pro deo) (6590)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 22 mars 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Editions Coppieters, dont le siège social est établi à 1083 Ganshoren, rue G. Simpson 19, R.C. Bruxelles 412928, T.V.A. 418.392.276.

Juge-commissaire : M. Servais.

Curateur : Me Jean-Pierre Van der Borght, rue des Astronomes 14, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 28 avril 1999, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean-Pierre Van der Borght. (Pro deo) (6591)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 22 maart 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Editions Coppieters, met maatschappelijke zetel te 1083 Ganshoren, Simpsonstraat 19, H.R. Brussel 412928, BTW 418.392.276.

Rechter-commissaris : M. Servais.

Curator : Mr. Jean-Pierre Van der Borght, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 28 april 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jean-Pierre Van der Borght. (Pro deo) (6591)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 22 mars 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la société privée à responsabilité limitée « J.A. », dont le siège social est situé place du Béguinage 6, à 1000 Bruxelles, R.C. Bruxelles 567328, T.V.A. 449.283.016.

Juge-commissaire : M. Servais.

Curateur : Me Jean-Pierre Van der Borght, rue des Astronomes 14, 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 28 avril 1999, à 14 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean-Pierre Van der Borght. (Pro deo) (6592)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 22 maart 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. « J.A. », met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Begijnhof 6, H.R. Brussel 567328, BTW 449.283.016.

Rechter-commissaris : M. Servais.

Curator : Mr. Jean-Pierre Van der Borght, Sterrenkundigenstraat 14, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 28 april 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jean-Pierre Van der Borght. (Pro deo) (6592)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 11 mars 1999 a été déclarée clôturée la faillite de la S.A. Société générale technologique d'Entretien, rue de l'Agrafe 83, à 1070 Anderlecht, ayant pour objet social l'installation et l'entretien de chauffage central.

Faillite déclarée le 27 juillet 1993.

Le tribunal n'a pas déclaré la faillie excusable.

Le jugement met fin à la mission du curateur et emporte la décharge de la liquidation.

Le curateur, (signé) J.P. Davreux. (6593)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 11 maart 1999 werd het failliet afgesloten verklaard van de N.V. Société générale technologique d'Entretien, Geststraat 83, te 1070 Anderlecht, met sociaal doel de verwarmingsinstallatie en onderhoud.

Het failliet werd uitgesproken op 27 juli 1993.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Het vonnis stelt een einde aan de taak van de curator en verleent de decharge aan de vereffening.

De curator, (get.) J.P. Davreux. (6593)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 11 mars 1999 a été déclarée clôturée la faillite de Brussels Accountancy Office, société civile sous forme S.P.R.L.U., en liquidation (Bussaco), avenue Brugmann 424/15, à 1180 Uccle, ayant pour objet social la comptabilité.

Faillite déclarée le 2 décembre 1996.

Le tribunal n'a pas déclaré la faillie excusable.

Le jugement met fin à la mission du curateur et emporte la décharge de la liquidation.

Le curateur, (signé) J.P. Davreux. (6594)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 11 maart 1999 werd het failliet afgesloten verklaard van Brussels Accountancy Office, burgerlijk maatschappij onder de vorm van een P.V.B.A.U., in vereffening (Bussaco), Brugmannlaan 424/15, te 1180 Ukkel, met sociaal doel de boekhouding.

Het failliet werd uitgesproken op 2 december 1996.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Het vonnis stelt een einde aan de taak van de curator en verleent de decharge aan de vereffening.

De curator, (get.) J.P. Davreux. (6594)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 11 mars 1999 a été déclarée clôturée la faillite de la S.A. General Insulation Techniques Belgium (G.I.T.), rue Dobbelenberg 32, à 1000 Bruxelles, ayant pour objet social la rénovation de toitures.

Faillite déclarée le 18 janvier 1993.

Le tribunal n'a pas déclaré la faillie excusable.

Le jugement met fin à la mission du curateur et emporte la décharge de la liquidation.

Le curateur, (signé) J.P. Davreux. (6595)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 11 maart 1999 werd het failliet afgesloten verklaard van de N.V. General Insulation Techniques Belgium (G.I.T.), Dobbelenbergstraat 32, te 1000 Brussel, met sociaal doel de dakrenovatie.

Het failliet werd uitgesproken op 18 januari 1993.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Het vonnis stelt een einde aan de taak van de curator en verleent de decharge aan de vereffening.

De curator, (get.) J.P. Davreux. (6595)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 11 mars 1999 a été déclarée clôturée la faillite de la S.P.R.L. Bâtiment Net Comme Neuf, rue du Canada 75, à 1190 Bruxelles, ayant pour objet social la rénovation.

Faillite déclarée le 9 décembre 1994.

Le tribunal n'a pas déclaré la faillie excusable.

Le jugement met fin à la mission du curateur et emporte la décharge de la liquidation.

Le curateur, (signé) J.P. Davreux. (6596)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 11 maart 1999 werd het failliet afgesloten verklaard van de B.V.B.A. Bâtiment Net Comme Neuf, Canadastraat 75, te 1190 Brussel, met sociaal doel de renovatie.

Het failliet werd uitgesproken op 9 december 1994.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Het vonnis stelt een einde aan de taak van de curator en verleent de decharge aan de vereffening.

De curator, (get.) J.P. Davreux. (6596)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement du 22 mars 1999, le tribunal de commerce de Charleroi, première chambre, a déclaré la faillite, sur aveu, de M. Hougardy, André, « La Petite Forge », domicilié à 6280 Gerpinnes (Gougnyes), rue de Dinant 50, R.C. Charleroi 190398.

Le même jugement a fixé la date provisoire de cessation des paiements au 22 mars 1999.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée à l'audience du 11 mai 1999.

Les déclarations de créances doivent être adressées au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, boulevard Général Michel 1, à 6000 Charleroi, pour le 13 avril 1999.

Pro deo : huissier Belajews.

Juge-commissaire : M. Florins.

Le curateur : Me Pierre Lemaire, avocat à 6000 Charleroi, rue Tume-laire 65.

Le curateur, (signé) P. Lemaire. (Pro deo) (6597)

Par jugement du 2 mars 1999 du tribunal de commerce de Charleroi, la faillite de la S.P.R.L. Service Résidence Charleroi, en liquidation, déclarée le 24 septembre 1996, a été clôturée pour absence d'actif.

La faillie n'a pas été déclarée excusable.

(Signé) Catherine Knoops, curateur. (Pro deo) (6598)

Par jugement du 22 mars 1999, le tribunal de commerce de Charleroi, première chambre, a déclaré la faillite, sur citation, de la S.P.R.L. Châtelet Copy, dont le siège est sis à 6200 Châtelet, rue de la Tombelle 8, R.C. Charleroi 169623.

Le même jugement a fixé la date provisoire de cessation des paiements au 22 mars 1999.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée à l'audience du 11 mai 1999 de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi.

Les déclarations de créance doivent être adressées au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, boulevard Général Michel 1, à 6000 Charleroi, pour le 13 avril 1999.

Huissier : Deffernez.

Juge-commissaire : M. Maroquin.

Le curateur : Philippe Mathieu, avocat à 6000 Charleroi, boulevard de l'Yser 13.

Le curateur, (signé) Ph. Mathieu. (Pro deo) (6599)

Par jugement rendu le 16 mars 1999, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a prononcé la clôture, pour insuffisance d'actifs, des opérations de la faillite de la S.A. Finitop Habitations, dont le siège est sis à 6040 Jumet (Charleroi), rue de Marchienne 87, R.C. Charleroi 170463, déclarée sur assignation par jugement de ce tribunal du 2 avril 1996.

Le même jugement a dit n'y avoir droit à excusabilité de la société faillie.

Un curateur, (signé) Me Philippe Mathieu, avocat à 6000 Charleroi, boulevard de l'Yser 13. (Pro deo) (6600)

Tribunal de commerce de Dinant

Par jugement du tribunal de commerce de Dinant du 23 mars 1999, la S.P.R.L. Tigibat, dont le siège social est établi à 5590 Ciney, rue du Maieur 21, R.C. Dinant 43497, pour entreprise de terrassement, entreprise d'installation d'échafaudages, de nettoyage et de rejointoyage des façades, entreprise générale de construction (gros œuvre et mise sous toit), commerce de détail en matériaux de construction, a été déclaré en faillite, sur citation de l'ONSS.

Curateur : Olivier Valange, avocat à 5590 Ciney, rue Saint-Pierre 11.

Juge-commissaire : M. Alain Perleau, juge consulaire.

Les créances doivent être déposées dans les trente jours du jugement déclaratif, au greffe du tribunal de commerce de Dinant.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au mardi 4 mars 1999, à 9 h 30 m, au tribunal de commerce de Dinant.

Le curateur, (signé) O. Valange. (Pro deo) (6601)

Par jugement du 23 mars 1999, le tribunal de commerce de Dinant a déclaré clôturées, pour insuffisance d'actif, les opérations de la faillite de la S.A. Beltherm, en liquidation, ayant eu son siège social à Couvin, route de Boussu 2, R.C. Dinant 22445, déclarée par jugement de ce tribunal du 15 avril 1980; et a dit n'y avoir lieu à excusabilité de la société faillie.

Le curateur, (signé) Pierre Wery. (6602)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 23 mars 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Dynamix Music System, ayant son siège social à 4000 Liège-1, boulevard Piercot 33, R.C. Liège 201712, T.V.A. 452.516.876, avec date du début des opérations commerciales le 1^{er} mars 1998 (venant de Huy), pour l'activité suivante : exploitation d'une entreprise de publicité, entreprise de productions musicales, d'édition et d'enregistrement sonore.

Le même jugement ordonne aux créanciers de faire au greffe la déclaration de leurs créances dans les trente jours à compter du jugement déclaratif de faillite.

Juge-commissaire : M. André Close.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 4 mai 1999, de 9 h 30 m à 11 heures.

Les curateurs, (signé) Dominique Collin, et J.P. Tasset, avocats au barreau de Liège, quai Marcellis 4/11. (6603)

Par jugement du 22 mars 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de M. Raphaël Deltour, rue Jean d'Outremeuse 43, à 4020 Liège, exploitant une boulangerie-pâtisserie, commerce de détail en produits de la boulangerie, de la pâtisserie et de la confiserie sous la dénomination « Au Saint-Gérard », R.C. Liège 187733, T.V.A. 598.593.829.

Date du début de l'activité commerciale : le 1^{er} août 1994.

Le même jugement a reporté au 22 septembre 1998 la date de cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Luc Jamin.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 4 mai 1999, à 9 h 30 m, en la salle des faillites, cabinet du greffier en chef, palais de justice, place Saint-Lambert, 1^{er} étage, Liège.

Le curateur, (signé) Me René Swennen, boulevard Piercot 13, à 4000 Liège. (6604)

Par jugement du 22 mars 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur citation, la faillite de la S.C. S.V.E., dont le siège social était établi à 4000 Liège, rue Gilles Galler 86/1, R.C. Turnhout 77417, non inscrite au R.C. Liège, T.V.A. 455.758.953. Le curateur désigné est Me Georges Rigo, avocat, dont l'étude est établie rue Beeckman 14, à 4000 Liège.

Le juge-commissaire est M. Bernard Nils. Le procès-verbal de vérification des créances est fixé au 4 mai 1999, à 9 h 30 m, en la salle des faillites.

Le curateur, (signé) G. Rigo. (6611)

Tribunal de commerce de Namur

Par jugement de la quatrième chambre du tribunal de commerce de Namur en date du 18 mars 1999, la clôture de la faillite de la S.A. Agence Régionale de Récupération et de Recyclage, en abrégé ARREC, dont le siège social était sis à Namur, section de Flawinne, rue Brosius 24, a été prononcée pour insuffisance d'actif. Le tribunal a dit n'y avoir lieu à prononcer l'excusabilité de la société faillie.

Pour extrait conforme : (signé) Edgard Kempeners, curateur. (6605)

Tribunal de commerce de Nivelles

Le 22 mars 1999, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré ouverte, sur aveu, la faillite de M. Michel Bourgeys, domicilié à 1428 Braine-l'Alleud, rue Raymond Lebleux 91, exerçant le commerce sous la dénomination « Garage Bourgeys », R.C. Nivelles 52980, activité principale : garagiste, T.V.A. 611.725.154, siège d'exploitation : au domicile.

Curateur : Me X. Van Gils, avocat à Genappe, rue des Marchats 7.

Date limite pour le dépôt des déclarations de créances : le 22 avril 1999.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 3 mai 1999, à 11 heures, au tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21.

Le curateur, (signé) X. Van Gils. (6606)

Par jugement du 14 septembre 1998, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré close, pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Depannage-Transformation-Maintenance, en abrégé Detramain, dont le siège social est à La Hulpe, rue de la Grotte 20, R.C. Nivelles 71150, T.V.A. 447.644.706, faillite déclarée ouverte le 24 juin 1996.

Le curateur, (signé) X. Van Gils. (6607)

Par jugement du 14 septembre 1998, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré close, pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.P.R.L.U. Geluniv, dont le siège social est à Louvain-la-Neuve, Galerie de l'Accueil 5, R.C. Nivelles 72846, T.V.A. 448.450.103, faillite déclarée ouverte le 11 mars 1996.

Le curateur, (signé) X. Van Gils. (6608)

Par jugement du 14 septembre 1998, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré close, pour insuffisance d'actif, la faillite de Pinna, Salvatore, domicilié à Ways, rue Cala Try Marcassin 3, R.C. Nivelles 60081, T.V.A. 775.051.081, faillite déclarée ouverte le 24 juin 1996.

Le curateur, (signé) X. Van Gils. (6609)

Par jugement du 14 septembre 1998, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré close, pour insuffisance d'actif, la faillite de Thielens, André, domicilié à Louvain-la-Neuve, rue de la Ramée 16/1, R.C. Nivelles 72951, T.V.A. 694.437.756, faillite déclarée ouverte le 12 février 1996.

Le curateur, (signé) X. Van Gils. (6610)

Tribunal de commerce de Tournai

Par jugement rendu le 23 mars 1999, le tribunal de commerce de Tournai a prononcé la faillite de la S.P.R.L. « Interflock », établie à 7760 Celles, Grand Breucq 3, R.C. Tournai 83658, et ayant pour objet social la vente de textiles.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles-Dieu 1, à 7500 Tournai, dans un délai de trente jours (21 avril 1999).

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixé au 18 mars 1999, à 9 heures, en chambre du tribunal de commerce de Tournai, palais de justice, à Tournai.

Curateur : Me A. Schamps, avocat à Tournai, place Reine Astrid 26.

Le curateur, (signé) A. Schamps. (6612)

Tribunal de commerce de Verviers

Faillites sur aveu

Par jugement du mardi 23 mars 1999, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de la société anonyme Krins V. et fils, dont le siège social est établi à 4800 Verviers, place du Martyr 55, R.C. Verviers 61082, T.V.A. 439.013.486, pour l'exploitation d'une boulangerie-pâtisserie.

Juge-commissaire : M. Jean-Pierre Deblanc.

Curateur : Me Vincent Troxquet, avocat à 4800 Verviers, rue des Minières 15.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 21 mai 1999, à 9 h 30 m, au palais de justice de Verviers.

Pour extrait conforme : le greffier en chef : (signé) Marc Duysinx. (6613)

Par jugement du lundi 22 mars 1999, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de la société privée à responsabilité limitée Entreprises Générales de Construction M. Martin, dont le siège social est établi à 4950 Waimes (Sourbrodt), rue des Censes 31, R.C. Verviers 66735, T.V.A. 454.051.654.

Juge-commissaire : M. Maurice Lising.

Curateur : Me Jean-Marie Frederick, avocat à 4800 Verviers, rue des Martyrs 54.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 21 mai 1999, à 9 h 30 m, au palais de justice de Verviers.

Pour extrait conforme : le greffier en chef : (signé) Marc Duysinx. (6614)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende

Bij vonnis van 4 maart 1999 werd het faillissement van European Brooker Company B.V.B.A., gevestigd te 8400 Oostende, Steense Dijk 184, H.R. Oostende 50938, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

(Get.) Marc Schuyesmans, curator. (6615)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst

Faillissement : N.V. Sygma Computers, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Maurice Lemonnierlaan 128, voorheen te 9400 Denderwindeke, Edingsesteenweg 492, H.R. Aalst 66858, groothandel elektrische toestellen en computers, BTW 461.606.885.

Bij vonnis der rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, van 23 maart 1999, werd voornoemde N.V. Sygma Computers, op dagvaarding van de heer procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, failliet verklaard en werd de datum van staking van betaling vastgesteld op 23 maart 1999.

Mr. Kris Goeman, advocaat te 9300 Aalst, Parklaan 7, werd als curator aangesteld.

De heer Christophe Meert, rechter in handelszaken bij de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, werd als rechter-commissaris aangesteld.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, gerechtsgebouw, Graanmarkt 1-3, te 9300 Aalst, binnen de dertig dagen vanaf de datum van het vonnis.

De sluiting van het proces-verbaal van verificatie der schuldvoor-
dingen is gesteld op donderdag 6 mei 1999, om 9 uur, in de gehoorzaal
van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Graanmarkt 1-3,
9300 Aalst.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Kris Goeman. (6616)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis van 11 maart 1999 werd het faillissement open verklaard,
op bekenenis, van de heer Geleyn, Willy, wasserijuitbater, geboren te
Sint-Niklaas op 12 februari 1939, wonende te Sint-Niklaas, Hazewind-
straat 63, H.R. Sint-Niklaas 5243.

Staking van betalingen vastgesteld op 11 maart 1999.

Indienen van schuldvorderingen : vóór 10 april 1999 ter griffie van
de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas,
gerechtsgebouw, Kazernestraat 12, 9100 Sint-Niklaas.

Nazicht der schuldvorderingen : op 21 april 1999, te 15 uur.

Rechter-commissaris : de heer Harry Cornelis.

Curator : Mr. Marc Schoenmaekers, advocaat, kantoorhoudende te
9100 Sint-Niklaas, Pr. Jos. Charlottelaan 71.

De curator, (get.) M. Schoenmaekers. (6617)

Bij vonnis van 11 maart 1999 werd het faillissement open verklaard,
op bekenenis, van Wasserij De Hazewind B.V.B.A., wasserij, droog-
kuis, textielveredeling, met maatschappelijke zetel te Sint-Niklaas,
Hazewindstraat 63, H.R. Sint-Niklaas 54002.

Staking van betalingen vastgesteld op 11 maart 1999.

Indienen van schuldvorderingen : vóór 10 april 1999 ter griffie van
de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas,
gerechtsgebouw, Kazernestraat 12, 9100 Sint-Niklaas.

Nazicht der schuldvorderingen : op 21 april 1999, te 15 uur.

Rechter-commissaris : de heer Harry Cornelis.

Curator : Mr. Marc Schoenmaekers, advocaat, kantoorhoudende te
9100 Sint-Niklaas, Pr. Jos. Charlottelaan 71.

De curator, (get.) M. Schoenmaekers. (6618)

Bij vonnis van 11 maart 1999 werd het faillissement open verklaard,
op dagvaarding, van S.T.K. B.V.B.A., koerierdienst, met maatschappe-
lijke zetel gevestigd te Sint-Niklaas, Parklaan 21, H.R. Sint-
Niklaas 58175.

Staking van betalingen vastgesteld op 11 maart 1999.

Indienen van schuldvorderingen : vóór 10 april 1999 ter griffie van
de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas,
gerechtsgebouw, Kazernestraat 12, 9100 Sint-Niklaas.

Nazicht der schuldvorderingen : op 21 april 1999, te 15 uur.

Rechter-commissaris : Harry Cornelis.

Curator : Mr. Marc Schoenmaekers, advocaat, kantoorhoudende te
9100 Sint-Niklaas, Pr. Jos. Charlottelaan 71.

De curator, (get.) M. Schoenmaekers. (6619)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis d.d. 22 maart 1999, op bekenenis, tweede kamer, werd het
faillissement vastgesteld inzake : B.V.B.A. Jan Delporte, tussenpersoon
in de handel, algemene bouwonderneming, onderneming voor het
optrekken van gebouwen, voor timmer- en schrijnwerk, voor
plafonneer-, cementeer- en alle andere pleisterwerken, voor het leggen
van tegelvloeren en mozaïek, voor het plaatsen van wand- en vloerbe-
kledingen, voor warmte- en geluidsisolering, voor het bouwen van
stellingen, voor het invoegen en reinigen van gevels, voor slopings-
werken, voor het plaatsen van ruiten, glas, spiegelglas, gekleurde

ramen en het aanwenden van doorschijnend en doorzichtig materiaal, voor het waterdichtmaken en bedekken van gebouwen met asfalt en teer, met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Kortrijksesteenweg 703, H.R. Gent 164768, BTW 446.943.039.

Rechter-commissaris : de heer Van den Bossche, Pierre.

Datum staking der betalingen : 30 november 1998.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapsmarkt 22, 9000 Gent, vóór 19 april 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 3 mei 1999, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. S. Van Eeghem, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Sint-Annalein 34.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (6620)

Rechtbank van koophandel te Ieper

Bij vonnis van 22 maart 1998, werd, op aangifte, in staat van faillissement verklaard : Mevr. Noreen Syeda, wonende te 8930 Menen, Kunstenlaan 23, bus 201, doch handeldrijvende onder de handelsbenaming « Da Tony », te 8940 Wervik, Molenstraat 33, H.R. Ieper 35706, BTW 527.833.220, met als handelsactiviteit : drankgelegenheden verbruikssalon - restauranthouder.

Staking van betalingen : op 22 maart 1999.

Rechter-commissaris : de heer J. Leire, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Isabelle Mailliard, advocaat te 8940 Geluwe, Beselarestraat 60A.

Indiening van de schuldvorderingen : vóór 12 april 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 5 mei 1999, om 10 u. 30 m., in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te 8900 Ieper, Grote Markt 10.

De curator, (get.) Isabelle Mailliard. (6621)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis d.d. 22 maart 1999 werd, op bekentenis, het faillissement open verklaard van de B.V.B.A. 't Molenhuis, taverne, met maatschappelijke zetel te 2222 Heist-op-den-Berg (Itegem), Hulshoutsesteenweg 28, H.R. Mechelen 59228, BTW 426.715.173.

Datum staking van betalen : 22 maart 1999.

Rechter-commissaris : de heer Verbruggen, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Eric Van hoogenbemt, advocaat te Mechelen, Hombeeksesteenweg 62.

Indienen der schuldvorderingen : uiterlijk 21 april 1999, ter griffie van de rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : 3 mei 1999, om 9 uur, in de rechtbank van koophandel te Mechelen.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Mr. Eric Van hoogenbemt. (6622)

Bij vonnis d.d. 15 maart 1999 van de rechtbank van koophandel te Mechelen, werd ingevolge vereffening, gesloten verklaard, de faling d.d. 4 januari 1993, van de N.V. Azelhof, in vereffening, met zetel te Lier, Aarschotsesteenweg 201, H.R. Mechelen 65873, BTW 436.177.029.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) De Neef, Betty, curator. (6623)

Bij vonnis d.d. 15 maart 1999 van de rechtbank van koophandel te Mechelen, werd ingevolge vereffening, gesloten verklaard, de faling d.d. 17 januari 1997, van de heer Robert Schroyens, te Lier, Tramweglei 35, H.R. Mechelen 53045, BTW 702.311.771.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) De Neef, Betty, curator. (6624)

Bij vonnis d.d. 15 mars 1999 van de rechtbank van koophandel te Mechelen, werd het faillissement van de heer Dietens, Lodewijk, H.R. Mechelen 60447, wonende te 2800 Mechelen, Hanswijkdries 69/001, gesloten bij gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Luk Obbels. (6625)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 22 maart 1999, op bekentenis, failliet verklaard : Harings, Ina, geboren te Opoeteren op 31 maart 1971, wonende en handeldrijvende te Bree, Stationswal 5, H.R. Tongeren 83132, verbruiksalon, BTW 705.698.358.

Tijdstip ophouding van betaling : 22 maart 1999.

Curatoren : Mrs. Michel Vanbuul; Felix Ruyschaert, en toegevoegd curator : Mr. Mark Bernaerts, allen advocaten te 3700 Tongeren, 18de Oogstwal 37, bus 1.

Indienen van de aangiften van schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, te 3700 Tongeren, vóór 22 april 1999.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : 29 april 1999, om 10 uur, Kielenstraat 22, te 3700 Tongeren.

Voor eensluidend uittreksel : Michel Vanbuul; Felix Ruyschaert; Mark Bernaerts, curatoren. (Pro deo) (6626)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 22 maart 1999, ingevolge dagvaarding, failliet verklaard : Gebruers, Frans, geboren te Geel op 23 november 1950, wonende en handeldrijvende te Zutendaal, Stalkerweg 53, H.R. Tongeren 73079, groot-handel in vossen, oud ijzer, bouwmaterialen.

Tijdstip ophouding van betaling : 22 september 1998.

Curatoren : Mrs. Michel Vanbuul; Felix Ruyschaert, en toegevoegd curator : Mr. Mark Bernaerts, allen advocaten te 3700 Tongeren, 18de Oogstwal 37, bus 1.

Indienen van de aangiften van schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, te 3700 Tongeren, vóór 22 april 1999.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : 29 april 1999, om 10 uur, Kielenstraat 22, te 3700 Tongeren.

Voor eensluidend uittreksel : Michel Vanbuul; Felix Ruyschaert; Mark Bernaerts, curatoren. (Pro deo) (6627)

Rechtbank van koophandel te Turnhout

De rechtbank van koophandel te Turnhout, tweede kamer, heeft bij vonnis van 23 maart 1999 de sluiting bevolen, wegens ontoereikend actief, van het faillissement van B.V.B.A. Spike Pools, Gestelsesteenweg 119, 2450 Meerhout.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) G. Somers, advocaat. (6628)

De rechtbank van koophandel te Turnhout, tweede kamer, heeft bij vonnis van 23 maart 1999 de sluiting bevolen, wegens gebrek aan actief, van het faillissement van N.V. Finlux, in vereffening, Industrielaan 3, 2250 Olen.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend afschrift: de curator, (get.) G. Somers, advocaat. (6629)

Bij vonnis van 23 maart 1998 werd de de datum van staking van betaling De Rielen N.V., Hoge Rielen 1, 2460 Kasterlee, H.R. Turnhout 67017, failliet verklaard op 26 januari 1999, teruggebracht op 26 juli 1998.

De curator, (get.) Mr. Van Cauwenbergh, Karel Oomsstraat 30, 2300 Turnhout. (Pro deo) (6630)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Par requête en date du 24 mars 1999, M. Lhermitte, Dominique Pol Robert Ghislain, employé privé, né à Bastogne le 15 juin 1967, et son épouse, Mme Bastin, Isabelle Françoise Evelyne Ghislaine, employée privée, née à Bastogne le 29 janvier 1969, tous deux domiciliés et demeurant et domiciliée à Habay-la-Neuve, rue Jeanne Petit 16, ont introduit devant le tribunal civil de première instance d'Arlon, une requête en homologation du contrat modificatif de la composition du patrimoine commun existant entre eux dressé par acte reçu par le notaire Jean-Pierre Umbreit, à Arlon, en date du 4 mars 1999.

Le contrat modificatif maintient le régime légal de communauté avec apport d'immeuble au patrimoine commun.

Pour les époux, (signé) J.-P. Umbreit, notaire. (6631)

Die Eheleute Reinhold Martin Steils, Lehrer, geboren in Lommersweiler am 10. September 1950, und Rita Marie-Thérèse Quinot, Hausfrau, geboren in Saint-Pierre am 5. August 1958, zusammen wohnhaft in Sankt Vith, Aachener Strasse 107, werden den Antrag auf Homologierung beim Gericht erster Instanz in Eupen ihrer Güterstandsänderung, aufgenommen durch Urkunde des Notars Edgar Huppertz in Sankt Vith vom 9. März 1999, beantragen.

(Gez.) Edgard Huppertz, Notar. (6632)

Par requête en date du 23 mars 1999, les époux, Kairis, Christophe Albert Marie-Thérèse, pharmacien, né à Hermalle-sous-Argenteau le 27 juin 1968, et Bilquin, Laurence Anne Chantal Aline Pierrette Ghislaine, psychologue, née à Huy le 16 janvier 1968, demeurant et domiciliés ensemble à Vinalmont, commune de Wanze, rue Doyard 7c, ont introduit devant le tribunal civil de première instance séant à Huy, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial dressé par le notaire Denis Grégoire, à Moha, en date du 13 mars 1999, contrat entraînant passage du régime légal au régime de séparation de biens avec clause de participation aux acquêts.

(Signé) D. Grégoire, notaire. (6633)

Suivant jugement prononcé le 8 février 1999 par le tribunal de première instance de Liège, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre les époux, Henri Marie Nicolas Desaar, électromécanicien, et Jacqueline Suzanne Renée Michaux, agent de sécurité, demeurant à 4480 Engis, rue de la Surface 34, dressé par acte du notaire Robert Debatty, à Liège (Bressoux), le 30 octobre 1998, a été homologué.

Le contrat modificatif adopte le régime de la séparation des biens pure et simple.

(Signé) Robert Debatty, notaire. (6634)

Par requête en date du 23 mars 1999, M. Bernard Jacques Louis Ghislain Philippot, demandeur d'emploi, né à Floreffe le 14 novembre 1955, divorcé en premières noces, et son épouse en secondes noces, Mme Rose Augusta Léon Ghislaine Mahaux, sans profession, née à Meux le 1^{er} avril 1955, domiciliés ensemble à Floreffe, (Franière), rue de Floreffe 70, ont introduit devant le tribunal de première instance de Namur une requête en homologation de la modification de leur régime matrimonial, modification établie par acte reçu le 17 février 1999 par le notaire Yves Debouche, à Meux.

Ledit acte comporte maintien du régime légal de communauté avec apport à la communauté d'un bien dépendant du patrimoine propre de M. Bernard Philippot.

(Signé) Yves Debouche, notaire à Meux. (6635)

Suivant jugement prononcé le 15 mars 1999 par la troisième chambre du tribunal de première instance de Namur, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre M. Christian Jules Germain Gilles Bihain, technicien, né à Huy le 21 août 1961, et son épouse, Mme Martine Pierrette Ghislaine Leuris, employée, né à Namur le 31 août 1955, domicilié à Vedrin (Namur), rue Frères Biéva 168, dressé par acte du notaire Caroline Remon, à Namur (Jambes), le 18 janvier 1999, a été homologué.

Le contrat modificatif adopte le régime de la communauté légale purement et simplement limitant la modification à un apport d'immeuble à la communauté.

Pour extrait conforme: (signé) Caroline Remon, notaire. (6636)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge van 9 februari 1999, werd de akte verleden voor notaris Ides Vander Heyde, te Oostende, op 1 december 1998, houdende wijziging van het huwelijksstelsel door, onder meer, inbreng van een onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen en aanneming van het wettelijk stelsel, tussen de heer Jean-François Adolphe Lucien Joseph Bleu, kapitein ter lange omvaart, en zijn echtgenote, Mevr. Geneviève Marie Ameye, zonder beroep, samenwonende te Oostende, Velodroomstraat 3, gehomologeerd.

(Get.) I. Viaene, notaris. (6637)

Bij verzoekschrift d.d. 22 maart 1999 hebben de echtgenoten, Goossens, Ulrik Maria Hugo Helena, tuinbouwer, geboren te Dendermonde op 15 juli 1968, en zijn echtgenote, Mevr. Maes, Mieke Rachel Jozef, handelaarster, geboren te Wetteren op 18 februari 1974, samenwonende te Wichelen (Schellebelle), Hoogstraat 55, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde een verzoek ingediend tot homologatie van de akte, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Ignace Daelman, te Laarne, d.d. 22 maart 1999.

In deze akte wenst de heer Ulrik Goossens in het gemeenschappelijk vermogen in te brengen, volgend onroerend goed: gemeente Berlare, 1e afdeling, perceel grond met landgebouw aan de Pastoor Christiaensstraat 38, bekend ten kadaster sectie C, nrs. 822/a, 821/a, 820/c en ex. nr. 817/b, groot 1 ha 11 a 5 ca 60 dm².

Voor de verzoekers, (get.) Ignace Daelman, notaris. (6638)

Bij verzoekschrift van 22 maart 1999 hebben de heer De Bruyne, Peter Adolf Madeleine, chemicus, geboren te Gent op 10 juni 1960, en zijn echtgenote, Mevr. Vanthournout, Mieke Francine Adrienne, chemicus, geboren te Tielt op 15 juli 1960, samenwonende te Berlare, Blauwhofdreef 23, aan de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde de homologatie gevraagd van het contract, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Paul Flies, te Hamme, op 10 maart 1999, waarbij de inbreng van een onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen voorzien werd.

Namens de verzoekers, (get.) Paul Flies, notaris te Hamme. (6639)

Bij verzoekschrift neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Ieper op 24 maart 1999, hebben de heer Marc Joel Cornelius Deroo, mechaniker, en zijn echtgenote, Mevr. Heidi Alida Cornelia Haeghebaert, secretaresse, samenwonende te Vleteren (Westvleteren), Eikhoekstraat 37, en gehuwd te Vleteren op 8 april 1987, de homologatie gevraagd van de notariële akte verleden voor Mr. Stephan Mourisse, notaris te Roesbrugge-Haringe (Poperinge), op 8 maart 1999, houdende de wijziging van hun huwelijksvoorwaarden.

Voor de verzoekers, (get.) Stephan Mourisse, notaris. (6640)

Bij verzoekschrift neergelegd op 24 maart 1999 hebben de heer Callewaert, Robert Gilbert, gepensioneerd, en zijn echtgenote, Mevr. Bekaert, Maria Rosinda, huisvrouw, samenwonende te Ieper (Boezinge), Bikschootsestraat 2A, de homologatie aangevraagd aan de rechtbank van eerste aanleg te Ieper van een akte verleden voor notaris Jan Vandenweghe, te Zonnebeke, in datum van 4 maart 1999, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel.

Voor Callewaert, Robert - Bekaert, Maria, (get.) Jan Vandenweghe, notaris. (6641)

Bij verzoekschrift neergelegd op 24 maart 1999 hebben de heer Alleman, Bart André, werkplaatsleider, en zijn echtgenote, Mevr. Bonte, Sabine Isabelle, kleuterleidster, samenwonende te Langemark-Poelkapelle (Langemark), Poelkappellestraat 51A, de homologatie aangevraagd aan de rechtbank van eerste aanleg te Ieper, van een akte verleden voor notaris Jan Vandenweghe, te Zonnebeke, in datum van 9 maart 1999, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel.

Namens de echtgenoten Alleman, Bart - Bonte, Sabine, (get.) Jan Vandenweghe, notaris. (6642)

Bij verzoekschrift van 12 januari 1999 hebben de heer Carpentier, André, gepensioneerd, en zijn echtgenote, Mevr. Candaele, Agnès, huisvrouw, samenwonende te Ieper (Boezinge), Molenstraat 26, voor de rechtbank van eerste aanleg te Ieper een vraag ingediend tot homologatie van de akte verleden voor notaris Patrick Donck, te Reninge, op 12 januari 1999, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigen door inbreng van een onroerend goed in de gemeenschap.

(Get.) Patrick Donck, notaris te Reninge (Lo-Reninge). (6643)

Bij vonnis van 16 februari 1999 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, de akte bekrachtigd, waarbij het huwelijksstelsel gewijzigd werd tussen de heer Bastijns, Gaston Alfons, gepensioneerd, geboren te Halen op 24 september 1929, en zijn echtgenote, Mevr. Smets, Louisa Julienne Hortense, zonder beroep, geboren te Rummen op 9 februari 1935, samenwonende te 3545 Halen, Koekoeklaan 10.

Bij de voormelde akte, verleden voor Mr. Jan Lambrecht, notaris te Lummen, op 26 oktober 1998, wijzigden de betrokken echtgenoten hun stelsel der gemeenschap van goederen door inbreng van een eigen goed door de heer Bastijns in het gemeenschappelijk vermogen.

Namens de echtgenoten Bastijns-Smets, (get.) Jan Lambrecht, notaris te Lummen. (6644)

Bij vonnis van 16 februari 1999 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, de akte bekrachtigd, waarbij het huwelijksstelsel gewijzigd werd tussen de heer Cypers, Valère Albert, metaalbewerker, geboren te Hasselt op 9 maart 1953, en zijn echtgenote, Mevr. Van Hal, Denise Nathalia Lydia, zonder beroep, geboren te Hasselt op 13 juni 1959, samenwonende te 3560 Lummen, Sacramentsstraat 6.

Bij de voormelde akte, verleden voor Mr. Jan Lambrecht, notaris te Lummen, op 7 oktober 1998, wijzigden de betrokken echtgenoten hun stelsel der gemeenschap van goederen door inbreng van een eigen goed door de heer Cypers in het gemeenschappelijk vermogen.

Namens de echtgenoten Cypers-Van Hal, (get.) Jan Lambrecht, notaris te Lummen. (6645)

Bij vonnis van 16 februari 1999 van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, werd gehomologeerd, de akte verleden voor notaris Hendrik Hendrickx, te Zolder, op 17 november 1998, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Godecharle, Johan François Joséphine, arbeider, en zijn echtgenote, Mevr. Bogaerts, Martine Marie Josée, arbeidster, samenwonende te Lummen, Helvetiastraat 46.

Heusden-Zolder, 24 maart 1999.

(Get.) Hendrik Hendrickx, notaris. (6646)

Bij verzoekschrift van 19 maart 1999 hebben de heer Peter Cruycke, en zijn echtgenote, Mevr. Hilde Delmulle, wonende te Waregem, Plasstraat 15, voor de burgerlijke griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, een verzoekschrift ingediend tot homologatie van het contract houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, met name inbreng van een eigen onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Thérèse Dufaux, te Waregem, op 19 maart 1999.

Voor de echtgenoten, (get.) Thérèse Dufaux, notaris. (6647)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Bij beschikking van de tweede kamer van de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg van het gerechtelijk arrondissement Tongeren d.d. 10 maart 1999 werd Mr. Koen Moermans, advocaat te 3740 Bilzen, er kantoorhoudende Demerlaan 21/1, aangesteld als curator van de onbeheerde nalatenschap van wijlen D'Huys, Jeanne Marguerite Gilberta, geboren te Vreeren op 8 november 1922, in leven wonende te 3830 Wellen, Overbroekstraat 32, overleden te Hasselt op 26 juni 1993.

De schuldeisers, legatarissen en schuldenaars van deze onbeheerde nalatenschap worden verzocht per aangetekend schrijven aan de curator kennis te geven van hun schuldvorderingen, rechten of schulden en dit binnen de drie maanden te rekenen vanaf deze publicatie.

(Get.) Koen Moermans, curator. (6648)

Christelijke Mutualiteit, gevestigd te Dendermonde

Aangesloten bij de Landsbond der Christelijke Mutualiteiten

Samenstelling van de raad van bestuur

Overeenkomstig de wettelijke en statutaire bepalingen heeft de algemene vergadering in haar zitting van 26 juni 1998 de hierna volgende bestuurders verkozen.

In zijn zitting van 10 september 1998 heeft de raad van bestuur de mandaten als volgt verdeeld :

Voorzitter (S) :

Lensens, Jan, parlementslid, 350820 055 39, E. Van Winckellaan 14, 9200 Dendermonde.

Ondervoorzitters (S) :

Mortiers, Jaak, bediende, 410120 037M36, Masseursesteenweg 73, 9230 Wetteren.

Boon, Willy, bediende, 481229 027M97, Stationsstraat 44, 9080 Lochristi.

Korte, Robert, bediende, 481117 091 96, p.a. Hoogveld 22, 9200 Dendermonde.

Goedgezelschap, Lieve, 451230 262 61, Baardegemsestraat 6, 9280 Lebbeke.

Secr.-schatbewaarder (S) :

Van Hecke, Etienne, personeelslid CM, 480225 085 90, Perrebroekstraat 5, 9200 Dendermonde.

Bestuurders (S) :

Antheunis, Johan, bediende, 580811 097 71, Eikenlaan 53, 9240 Zele.

Baeyens, Christine, diëtiste, 600519 016M29, Spoorweglaan 109, 9230 Wetteren.

Cassimon, Lucienne, onderwijzeres, 471027 232 15, Akkerstraat 7, 9255 Buggenhout.

Cleemput, Magda, gepensioneerde, 351102 244 23, Korte Dijkstraat 71, 9200 Sint-Gillis-Dendermonde.

Cooreman, Annie, gepens. kleuterleidster, 340723 248 19, J. Van Bogaertstraat 7, 9200 Sint-Gillis-Dendermonde.

De Baere-Dierick, Agnes, huisvrouw, 420317 010M91, Wareslage-dreef 37, 9250 Waasmunster.

De Prijcker, Jozef, milieuoördinator, 490712 039M96, Neerstraat 154, 9220 Hamme.

Heirman, Marc, gepensioneerd onderwijzer, 420330 125 72, Sluis 40, 9290 Berlare.

Herwege, Gerard, landbouwer, 321017 057 78, Huivelde 109, 9240 Zele.

Laureys, Remi, bruggepensioneerde, 360731 215 48, Dries 14, 9255 Buggenhout.

Mannaert, Richard, houthandel, 371022 251 33, Koning Albert I-straat 19, 9280 Lebbeke.

Meulebroek, Patrick, leraar, 530830 121 51, Noordlaan 34, 9200 Dendermonde.

Missotten, Anja, onderwijzeres, 710414 004M27, Brugstraat 53A, 9260 Wichelen.

Onselaere, Hans, sociaal verpleegkundige, 710320 007M31, Gaverstraat 50, 9200 Grembergen.

Parewyck, Karel, leraar, 440922 289 38, Kruisstraat 15, 9280 Denderbelle.

Van Erdeghe, Miriam, verpleegster, 611109 004M16, Driegotenkouter 27e, 9220 Hamme.

Van Kerckhove, Ghislaine, advocaat, 630611 242M16, Wegvoeringstraat 62, 9230 Wetteren.

Van Wesemael, Liesbet, maatschappelijk assistente, 750112 012M45, Pieter Gorusstraat 31, 9240 Zele.

Vehent, André, zaakvoerder, 451129 015M39, Sint-Anna 132A, 9220 Hamme.

Verstuyft, Hubert, postbode, 530219 045M26, Jozef V.D. Veldestraat 3, 9270 Kalken.

Verwaeren, Hendrik, bediende, 530730 167 95, Rijckelstraat 68, 9200 Appels.

Raadgevers (R) :

Dult, Maria, 290920 060M11, Heirweg 101, 9270 Laarne.

Van Neste, Maria, 280430 290 08, Maalderijstraat 64, 9255 Buggenhout.

Cooreman, Roger, proost, 430404 295 31, Ommegancklaan 133, 9200 Dendermonde.

Buelens, Anne-Mie, personeelslid CM, 500121 058M77, Sint-Onolfsdijk 32, 9200 Dendermonde.

Dessein, Rik, personeelslid CM, 611230 037M39, Dwarslaan 11, 9200 Grembergen.

Le Percq, Paul, personeelslid CM, 500405 019M35, Doornweg 10, 9260 Wichelen.

Dendermonde, 15 maart 1999.

(Get.) Jan Lenssens, voorzitter; Etienne Van Hecke, secretaris. (6651)

**Christelijke Mutualiteit Sint-Michelsbond,
Haachtsesteenweg 1805, 1130 Brussel**

Aangesloten bij de Landsbond der Christelijke Mutualiteiten

Samenstelling van de raad van bestuur

Overeenkomstig de wettelijke en statutaire bepalingen heeft de algemene vergadering in haar zitting van 15 juni 1998 de hierna volgende bestuurders verkozen.

In de zittingen van 15 juni 1998 en 31 augustus 1998 heeft de raad van bestuur de mandaten als volgt verdeeld :

Voorzitter (S) :

Messiaen, Piet, directeur, geboren op 28 oktober 1945, Ter Eikenlaan 17, 1851 Humbeek.

Ondervoorzitter (S) :

Pots, Pierre, ambtenaar, geboren op 17 september 1953, Kruidenlaan 15, 1742 Sint-Katharina-Lombeek.

Vice-président (S) :

Herickx, Luc, avocat, né le 18 janvier 1958, drève du Château 45, 1083 Ganshoren.

Secretaris (S) :

Paps, Marcel, personeelslid, geboren op 6 juli 1939, de Kerchove d'Exaerdestraat 45, 3080 Steenokkerzeel.

Schatbewaarder (S) :

Paps, Marcel, personeelslid, geboren op 6 juli 1939, de Kerchove d'Exaerdestraat 45, 3080 Steenokkerzeel.

Bestuurders (S) :

Degryse, Olivier, fonctionnaire, né le 23 février 1958, chaussée De Boondaal 359, 1050 Ixelles.

Empain, Annick, employée, née le 8 février 1956, avenue Sleeckx 102, 1030 Schaerbeek.

Fafchamps, Jules, pensionné, né le 29 octobre 1932, boulevard A. Max 83/10, 1000 Bruxelles.

Lambert, Christine, employée, née le 16 décembre 1953, rue F. Pelletier 1, 1030 Schaerbeek.

Martou, François, professeur, né le 4 avril 1943, avenue Marie-José 114, 1200 Woluwe-Saint-Lambert.

Van Langenhove, Lydia, employée, née le 11 octobre 1950, rue De Grand Bigard 139, 1082 Berchem-Sainte-Agathe.

De Becker, Elisabeth, huisvrouw, geboren op 26 juni 1939, Brusselstraat 246A, 1702 Groot-Bijgaarden.

De Bisschop, Albert, ambtenaar, geboren op 26 november 1948, Klapstraat 19, 1790 Affligem.

Devillé, Marc, bediende, geboren op 20 januari 1950, Kornijkveld 16, 1501 Buizingen.

Hermans, Marcel, bediende, geboren op 5 april 1949, Broekstraat 54, 1745 Opwijk.

Lamal, Liliane, huisvrouw, geboren op 8 december 1937, Daleborreweg 6, 3090 Overijse.

Lebegge, Louisa, huisvrouw, geboren op 22 maart 1943, Vogelzangstraat 101, 1070 Anderlecht.

Michiels, Peter, ambtenaar, geboren op 15 augustus 1962, Stalingradlaan 72/4, 1000 Brussel.

Raemaekers, Chris, makelaar, geboren op 8 juli 1957, De Smet de Naeyerlaan 24, 1090 Jette.

Van Den Neste, Roger, professor, geboren op 23 juli 1945, Waterpoelstraat 25, 1652 Alsemberg.

Vandenbrande, Hilaire, gepensioneerde, geboren op 19 juni 1936, Lindenlaan 33, 1500 Halle.

Vanderstappen, Anne, bediende, geboren op 19 augustus 1962, Sint-Huybrechtstraat 69, 1785 Merchtem.

Vastenavondt, Joost, bediende, geboren op 15 oktober 1965, Groeningelaan 4, 1933 Sterrebeek.

Verbelen, Maurice, gepensioneerde, geboren op 19 augustus 1933, Sneppelaar 9, 1840 Londerzeel.

Brussel, 1 september 1998.

Piet Messiaen, voorzitter; Marcel Paps, secretaris. (6652)

**Mutualité chrétienne de Namur,
à 5000 Namur, rue du Lombard 8**

Affiliée à l'Alliance nationale des Mutualités chrétiennes

Composition du conseil d'administration

Conformément aux dispositions légales et statutaires, l'assemblée générale a lors de sa séance du 26 septembre 1998 élu les administrateurs suivants :

Président (V) :

D'Heur, Pierre, né le 23 janvier 1946, chaussée de Waterloo 19/21, 5000 Namur.

Vice-président (V) :

Bisciari, Bruno, né le 5 avril 1939, avenue Cardinal Mercier 52, 5000 Namur.

Administrateurs :

Adam, Henri, né le 21 février 1935, chaussée de Marche 74, 5330 Assesse.

Beguïn-Bouffloux, Rose-Marie, née le 13 novembre 1939, rue de l'Ourchet 2, 5030 Beuzet.

Blaimont, Laurent, né le 24 avril 1973, rue de Damajelle 19, 5150 Floreffe.

Buchet, Benoit, né le 11 juillet 1962, rue de l'Abattoir 3, 5070 Fosses.

Coolen, Joseph, né le 25 janvier 1947, rue Darville 46, 5380 Hingeon.
Demuth-Streel, Myriam, née le 18 mai 1943, rue Danhaive 5, 5002 Saint-Servais.

Dethier, Bernard, né le 31 août 1934, rue F. Bovesse 60, 5020 Vedrin.

Duchesne-Hotton, Lucy, née le 1^{er} novembre 1942, rue de Geron-sart 18, 5100 Jambes.

Ernoux, Jules, né le 22 avril 1937, rue Haut de Bomel 7, 5003 Saint-Marc.

Gengler, Etienne, né le 8 juillet 1967, rue des Noyers 68a, 5000 Namur.

Gengler, Jean, né le 2 mai 1939, rue Saint-Donat 91, 5002 Saint-Servais.

Gilkinet, Georges, né le 25 janvier 1971, rue de la Gendarmerie 16, 5330 Assesse.

Gregoire, René, né le 19 novembre 1933, rue du Palton 23, 5070 Aise-mont.

Hougardy, Claude, né le 9 octobre 1942, rue Sinton 22, 5070 Fosses.

Husson, Jean-François, né le 31 janvier 1966, avenue de la Dame 40, 5100 Jambes.

Istat, Léon, né le 16 mai 1938, rue de Thon 10, 5300 Thon.

Limage, Claude, né le 6 juin 1942, rue de la Libération 17, 5004 Bouge.

Mailleux, Patrick, né le 11 septembre 1958, Ferme de Frizet 40, 5020 Vedrin.

Mercier, Michel, né le 31 décembre 1946, rue de la Place 12, 5080 Rhisnes.

Noel, Jean-Marie, né le 24 février 1950, rue Somal 8, 5004 Bouge.

Pierre, Michel, né le 16 décembre 1934, rue du Paradis 14, 5030 Gembloux.

Remy, Alain, né le 21 novembre 1953, rue du Chêne à l'Image 19, 5310 Upigny.

Servais, Viviane, née le 18 janvier 1954, rue de la Station 50, 5060 Tamines.

Simon, André (M), né le 29 avril 1948, rue de Monthéssath 13, 5300 Seilles.

Sohier-Dessomme, Dominique, née le 26 mai 1962, rue de Rangnet 15, 5024 Marche-les-Dames.

Spineux, Benoit, né le 21 septembre 1943, rue Jean Dor 3, 5070 Vitrival.

Thirifays, Jean, né le 30 novembre 1939, Rive de Meuse 14, 5170 Profondeville.

Torreken, Ernest, né le 7 avril 1932, rue Neuve 1, 5030 Beuzet.

Vanlierde, Jocelyne, née le 23 septembre 1959, rue du Plateau 18, 5310 Dhuy.

Wanet-Ruol, Claude, né le 26 mars 1956, rue de Bomel 152, 5000 Namur.

(V) = droit de vote.

(M) = membre du personnel. (6653)

**Mutualité chrétienne de la province de Luxembourg,
rue Netzer 23, 6700 Arlon**

Affilié à l'Alliance nationale des Mutualités chrétiennes

Composition du conseil d'administration

Conformément aux dispositions légales et statutaires, l'assemblée générale a lors de sa séance du 30 juin 1998, élu les administrateurs suivants;

Lors de sa séance du 29 septembre 1998, le conseil d'administration a octroyé les mandats suivants :

Président (V) :

M. Georges Theodore, (BJ), retraité, né le 13 octobre 1936, Clos Michel, 6820 Florenville.

Vice-présidents (V) :

M. Pierre Neuville, (BJ), avocat, né le 4 avril 1962, Clos du Manoir 16, 6940 Durbuy.

M. Bernard Moinet, (BJ), employé, né le 3 octobre 1954, rue du Centre 110, 6687 Bertogne.

Secrétaire (V) :

M. Michel Incourt, (M), membre du personnel, né le 13 octobre 1938, Grand-Rue 43, F-54350 Piedmont.

Trésorier (V) :

M. Michel Incourt, (M), membre du personnel, né le 13 octobre 1938, Grand-Rue 43, F-54350 Piedmont.

Administrateurs (V) :

Mme Madeleine Annet, née le 18 juin 1937, Sterpigny 69, 6673 Gouvy (Bastogne).

M. André Burnet, né le 30 juin 1944, Marbehan, rue des Tilleuls 2, 6724 Rulles (Virton).

Mme Annick Burnotte, née le 27 mai 1968, rue des Jardins 5, 6600 Bastogne.

Mme Colette Corbiau, née le 12 novembre 1953, Bois July 7, 6800 Sberchamps (Neufchâteau).

M. Francis Cremer, né le 3 juin 1960, Boeur 14A, 6662 Tavigny (Bastogne).

M. Louis Davreux, né le 22 août 1938, rue de Libin 44, 6922 Halma (Neufchâteau).

Mme Catherine Delvaux, (BJ), née le 18 octobre 1964, place de l'Yser 34, 6700 Arlon.

M. Claude Dorban, né le 2 novembre 1939, rue Georges Bodard 12a, 6750 Musson (Virton).

M. Jean-Michel Dupas, né le 12 septembre 1964, chaussée Romaine 36, 6700 Fouches-Arlon (Arlon).

Mme Nadia Gillet, née le 9 mars 1969, avenue de Luxembourg 68, 6700 Arlon.

Mme Astrid Gillet, née le 3 février 1948, rue de la Station 98, 6850 Paliseul (Neufchâteau).

Mme Martine Godinas, née le 18 octobre 1959, rue des Ardoisières 1, 6690 Vielsalm (Bastogne).

Mme Anne Guillaume, née le 11 avril 1967, rue du Mont 82, 6870 Saint-Hubert (Neufchâteau).

M. Michel Habran, (BJ), né le 2 mars 1942, rue Belle-Vue 14, 6880 Bertrix (Neufchâteau).

M. Bernard Kerger, né le 22 mars 1954, Tournay 20, 6840 Neufchâteau, (Neufchâteau).

Mme Isabelle Laloy, née 24 septembre 1959, Waha, rue du Petit Bois 45, 6900 Marche-en-Famenne.

M. Firmin Lecomte, né le 28 janvier 1942, Verlaine, rue Mignée 125A, 6941 Verlaine-Tohogne (Marche-en-Famenne).

M. Jacques Leemans, né le 11 janvier 1964, chemin des Espagnols 244, 6700 Arlon.

M. Paul Maqua, né le 24 mai 1953, rue Haie Richy 5, 6887 Herbeumont (Neufchâteau).

M. Guy Mathieu, né le 30 janvier 1947, rue d'Harnoncourt 70, 6762 Saint-Mard (Virton).

M. Edmond Moniotte, né le 9 juin 1940, rue du Centre 126, 6929 Porcheresse (Neufchâteau).

M. Jacques Pierre, né le 26 juillet 1955, rue de Bastogne 20-22, 6681 Lavacherie (Bastogne).

M. André Roufosse, né le 14 août 1939, chemin de Glissisbourg 10, 6700 Arlon.

M. François Servais, né le 24 février 1977, rue de Froidmont 1, 6952 Nassogne (Marche-en-Famenne).

M. Jean-Claude Spies, (BJ), né le 6 août 1953, rue d'Arlon 1, 6742 Chantemelle (Virton).

Mme Marie Josée Thines, née le 4 décembre 1957, rue du Moulin 5, 6740 Etalle (Virton).

Mme Marie-Thérèse Trum, née le 4 mai 1950, rue de l'Hydrion 121, 6700 Stockem (Arlon).

M. Damien Vanderstichelen; né le 25 juillet 1954, rue de France 14, 6953 Forrières (Marche-en-Famenne).

M. André Dolisy, (BJ,M), né le 12 mai 1950, rue des Aubépines 15, 6720 Hachy.

M. Jean-Marie Henrion, (BJ,M), né le 26 décembre 1946, Udange, route du Hirtzenberg 18, 6700 Arlon.

Edmond Incoul, (BJ,M), né le 20 janvier 1953, rue de Toernich 50, 6700 Arlon.

Mme Bernadette Lamesch, (BJ,M), née le 5 juillet 1945, rue du Maitrank 81, 6700 Bonnert.

Arlon, le 10 février 1999.

Le secrétaire, (signé) M. Incourt.

(V) = droit de vote.

(M) = membre du personnel.

(6654)

**Mutualité chrétienne de Tournai-Ath-Lessines-Enghien,
rue Saint-Brice 44, 7500 Tournai**

Affiliée à l'Alliance nationale des Mutualités chrétiennes

Composition du conseil d'administration

Conformément aux dispositions légales et statutaires, l'assemblée générale a, lors de sa séance du 10 octobre 1998, élu des administrateurs suivants.

Lors de sa séance du 21 octobre 1998, le conseil d'administration a octroyé les mandats suivants.

Président (V) : De Greef, Yves, né le 6 novembre 1949, fonctionnaire, rue Bruenne 20, 7502 Esplechin, Belge.

Vice-présidente (V) : Van Wymersch, Anne, née le 7 janvier 1957, employée, rue du Château d'Eau 28, 7860 Lessines, Belge.

Vice-président (V) : Mariage, Jean-Paul, né le 12 avril 1947, employé, rue de l'Eglise 15, 7522 Blandain, Belge.

Secrétaire-trésorier(V) : Foucart, Ultimar, né le 24 juin 1936, employé (M), rue Saint-Brice 22A, 7730 Bailleul, Belge.

Administrateurs (V) :

Brooms, Jean-Marie, né le 8 juin 1946, employé, Grande Drève 5, 7960 Ladeuze, Belge.

Creteur Pascale, née le 19 mars 1962, avocat, boulevard Bara 28, 7500 Tournai, Belge.

De Staercke, Luc, né le 15 février 1948, employé, rue de la Ferté 34, 7600 Péruwelz, Belge.

Decaluwe, Xavier, né le 24 février 1955, enseignant, rue de Warnaffe 30, 7500 Saint-Maur, Belge.

D'Hooghe, Monique, née le 26 novembre 1951, infirmière, rue des Mottes 7, 7900 Grandmetz, Belge.

Dubois, José, né le 25 janvier 1954, enseignant, rue Albert 1^{er} 32, 7730 Nechin, Belge.

Dumont, Brigitte, née le 31 janvier 1951, aide-familiale, chemin du Pilori 1, 7804 Ostiches, Belge.

Duquesne, Daniel, né le 16 août 1955, pharmacien, rue de Renaix 194, 7890 Ellezelles, Belge.

Kubik, Dorothee, née le 9 avril 1955, enseignante, rue du Viaduc 42, 7500 Tournai, Belge.

Lahot, Christian, né le 28 mai 1955, enseignant, rue du Bois 8, 7911 Hacquegnies, Belge.

Lefevre, Pierre, né le 16 juin 1947, employé, rue de Blaton 36, 7320 Bernissart, Belge.

Lefrancq, Thérèse, née le 8 juin 1954, enseignante, rue Tramasure 4, 7830 Silly, Belge.

Pletinckx, Oscar, né le 8 mars 1943, ouvrier, rue du Mont 38, 7850 Enghien, Belge.

Rapaille, Guy, né le 16 juillet 1963, enseignant, 7520 Ramegnies-Chin, Belge.

Rigaut, Christine, née le 23 avril 1963, employée, chemin Saint-martin 8, 7618 Taintignies, Belge.

Tomme, Magda, née le 28 septembre 1948, employée, rue Saint-Joseph 15, 7620 Brunehaut, Belge.

Vantonne, Patrick, né le 3 mai 1949, commerçant, rue Saint-Roch 14, 7730 Evregnies, Belge.

Tournai, le 21 octobre 1998.

(Signé) Ultimar Foucart, directeur régional; (signé) Yves de Greef, président.

V = droit de vote.

M = membre du personnel.

(6655)

Mutualité chrétienne de Mouscron-Comines, Mouscron

Affiliée à l'Alliance nationale des Mutualités chrétiennes

Composition du conseil d'administration

Conformément aux dispositions légales et statutaires, l'assemblée générale a lors de sa séance du 24 octobre 1998 élu les administrateurs suivants.

Lors de sa séance du 5 décembre 1998, le conseil d'administration a octroyé les mandats suivants.

Président (V) : Bracaval, Guy, né le 24 décembre 1960, commissaire d'arrondissement, avenue du Parc 51, 7700 Mouscron.

Vices-présidents (V) :

Lauraine, Marie-Ange, née le 2 janvier 1944, enseignante, rue Romaine 87, 7780 Comines.

Desutter, Denis, né le 10 septembre 1943, employé de banque, rue des Prisonniers Politiques 3, 7711 Dottignies.

Secrétaire-trésorier (V) : Leman, Luc, né le 24 mars 1952, (M), rue du Télégraphe 11, 7700 Mouscron.

Administrateur : Baelen, Georges, né le 6 juillet 1947, (M), rue du Beauchamps 8, 7780 Comines.

Beyens, William, né le 8 mars 1949, (M), avenue du Panorama 62, 7700 Mouscron.

(V) Breyne, Michel, né le 19 mars 1938, pensionné, rue R. Beaucarne 57, 7700 Mouscron.

(V) Delarue, Bernard, né le 21 octobre 1948, directeur de home, clos de la Couronne 21, 7712 Herseaux.

(V) Deleu, Gilbert, né le 10 septembre 1943, enseignant-directeur, chemin des Alos 8, 7780 Comines.

Delnatte, Jean-Paul, né le 20 juin 1947, (M), rue de l'Espierres 69, 7711 Dottignies.

(V) Desloover, Christophe, né le 28 avril 1966, directeur de personnel, avenue du Parc 111, 7700 Mouscron.

(V) Homme, Jean-Marc, né le 8 juin 1957, assistant social, rue A. Debacker 28, 7700 Mouscron.

(V) Houtteman, Guy, né le 18 juin 1953, (M), rue de la Briqueterie 49, 7700 Mouscron.

(V) Hullaert, Paul, né le 29 juillet 1963, enseignant, résidence Ma Campagne 20, 7781 Houthem.

(V) Leman, Marc, né le 16 mai 1957, enseignant, rue du Bilemont 160, 7700 Mouscron.

Mariage, Jean, doyen, place Sainte-Anne 22, 7780 Comines.

Mathe, Christian, né le 17 juin 1949, médecin, (M), boulevard des Canadiens 81, 7711 Dottignies.

(V) Moreels, Maryse, née le 3 janvier 1951, handicapée, rue Vandevelde 98, 7700 Mouscron.

(V) Sengier-Pollet, Nadine, née le 4 mars 1937, pensionnée, rue de la Passerelle 69, 7700 Mouscron.

(V) Sieux, Marc, né le 14 novembre 1950, gérant de société, rue de Menin 323, 7700 Mouscron.

(V) Van Herzeele, Alain, né le 25 février 1951, enseignant, rue L. Bonte 28, 7712 Herseaux.

(V) Vandeputte, Catherine, née le 23 mars 1959, chef de nursing, rue de Roubaix 294, 7700 Mouscron.

(V) Walle, Edgard, né le 27 septembre 1943, prépensionné, rue de Ploegsteert 100, 7782 Ploegsteert.

A Mouscron, le 3 février 1999.

(Signé) Luc Leman, secrétaire; (signé) Guy Bracaval, président.

V = droit de vote.

M = membre du personnel.

(6656)